



Coll Fr.

101  

---

5

**BNCR**

SS.94

(093)

(493)

C 730







XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

MÉMOIRES

DE

JACQUES DE WESENBEKE

UNE INTRODUCTION ET DES NOTES

PAR

C. RAHLENBECK



BRUXELLES

HELMUTH LEBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ

21, place Sainte-Gudule

MILITARY

*Call 10/1*

Gold Fr

$$\frac{.01}{5}$$

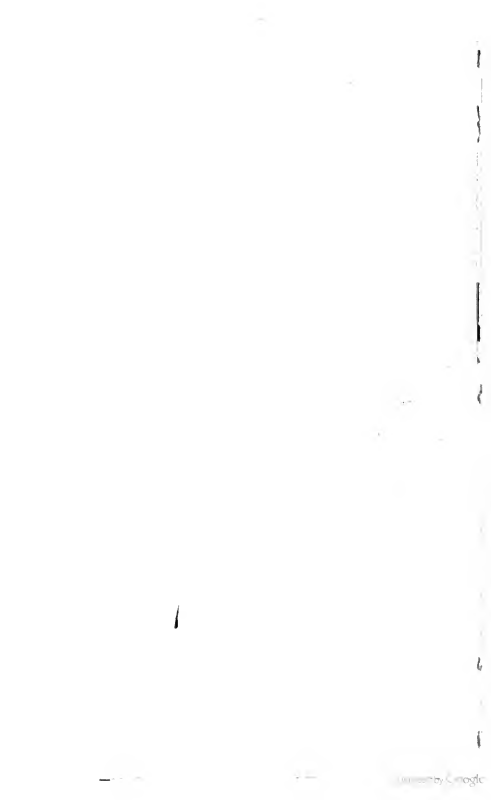
# COLLECTION DE MÉMOIRES

relative

A L'HISTOIRE DE BELGIQUE

---

*DÉFENSE DE J. DE WESENBEKE.—LA DESCRIPTION  
DE L'ÉSTAT, SUCCÈS ET OCCURENCES ADVENUES  
AU PAÏS BAS AU FAICT DE LA RELIGION.*



XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

---

MÉMOIRES

DE

JACQUES DE WESENBEKE

AVEC

UNE INTRODUCTION ET DES NOTES

PAR

C. RAHLENBECK



BRUXELLES

P. HEUSSNER LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ

23, place Sainte-Gudule

---

MDCCLXIX

---

3. 55. 94(093)(493) C 730/5

## INTRODUCTION.

---

Jacques de Wesenbeke avait quarante cinq ans lorsque, profitant des loisirs de l'exil, il se fit écrivain. C'était en 1569. Le duc d'Albe se trouvait au plus fort de sa besogne de soldat inquisiteur ; et les pauvres gens, qui avaient pu gagner quelque ville d'Angleterre ou d'Allemagne, y recevaient chaque jour la nouvelle d'une sentence qui frappait un parent, un ami, d'un arrêt qui leur enlevait toute ressource en confisquant au nom du roi leurs propriétés. Le grand nombre accepta sans murmurer ces épreuves, et s'en alla à travers le monde demandant au travail un morceau de pain et un abri. Mais il y en eut aussi, parmi ces citoyens chassés, bannis et déponillés au mépris des lois, qui recusèrent leurs juges, et, ne pouvant faire plus, les citèrent devant le tribunal de l'opinion publique.

Jacques de Wesenbeke fut de ceux-là. Son premier mémoire parut en janvier 1569, son second mémoire au mois d'août de la même année. Ce dernier travail est la justification du parti national et

sert de complément à celle de l'auteur. Sa grande valeur est ici hors de question.

Consultez le P. Strada, ouvrez les ouvrages de Bor, de Hooft, de Brandt, et vous pourrez facilement vous convaincre que la *« description de l'Estat, succès et occurrences, advenues au Païs-bas au faict de la religion »* a tout le caractère d'une source incontestable et incontestée.

Jamais œuvre anonyme ne refléta davantage la personnalité de son auteur, ne porta plus visiblement le sceau de son origine.

Personne ne saurait s'y tromper.

Il s'ensuit que, chez la plupart de nos historiens, le nom de l'auteur présumé passe avant et remplace souvent le titre du livre.

Les motifs qui poussèrent Wesenbeke et tant d'autres de ses contemporains à renoncer à toute paternité intellectuelle étaient des plus honorables.

Pour eux en effet le mystère valait mieux qu'une tactique, c'était un devoir. Celui que l'inquisition poursuivait devait s'entourer de précautions; une simple imprudence compromettait des amis, en faisait des complices; la plus petite indiscretion dictait un arrêt de mort. L'ancien pensionnaire de la ville d'Anvers savait cela mieux que personne, aussi se garde-t-il bien de nommer la ville assez mal pensante pour l'abriter dans son sein et l'imprimeur assez audacieux pour mettre ses presses à sa disposition.



Plus curieux que ne l'étaient nos pères, l'inconnu nous tourmente, le mystère nous pèse, nous voulons tout sonder, tout approfondir, tout connaître.

Le seizième siècle tant exalté par les uns, tant calomnié par les autres sera bientôt percé à jour et rendu à sa véritable signification.

Déjà « *les livretz, pasquilles, escriptz, chansons et aultres choses mauvaises* » formant le bagage littéraire de nos bannis, gueux de mer ou gueux des bois, sont repris, lus et commentés, et cette étude contribuera à répandre sur l'histoire des troubles des Pays-Bas une lumière nouvelle et imprévue.

Chacun de ces libelles équivaut à une révélation, chacun de ces petits traités hétérodoxes nous montre l'énergie ou la sincérité du sentiment qui les a dictés, chacune de ces chansons nous offre un tableau de mœurs piquant ou une manifestation populaire pleine d'originalité.

La grande difficulté, au milieu de cette avalanche de littérature révolutionnaire, c'est de reconnaître l'auteur au style, le lieu d'impression à un signe quelconque.

Les inquisiteurs — nous leur devons au moins ce témoignage — ont pris soin de nous faciliter cette tâche.

Que de choses on apprend en parcourant les sentences qu'ils prononcent, les informations qu'on leur adresse de toutes les villes où, suivant l'expression

pittoresque de M. Altmeyer, ou scrute les consciences avec les tenailles du bourreau !

Comme la guerre à coups de pamphlets grandit alors à nos yeux, comme elle nous étonne par ses ressources et ses ruses, par son audace et la multiplicité de ses attaques !

Notre auteur ne saurait, en bon patriote, manquer d'y prendre part.

L'inquisition se trompe seulement sur le moment qu'il choisit pour entrer en ligne et combattre.

Tant qu'il n'est pas dégagé du serment qu'il a prêté au roi d'Espagne et à la commune d'Anvers, tant qu'il n'a point passé la frontière, il s'abstient.

On le soupçonne cependant.

Des espions mettent la main, au mois d'août 1566, sur un livret de Luther traduit en flamand, et, au même moment, ils découvrent dans les caves de la halle aux draps à Anvers une imprimerie clandestine. Jacques Heurkelom, le maître de la maison, est un grand ami du pensionnaire de la ville, donc Wessenbeke doit être son complice, et, sans se donner la peine d'examiner la chose de plus près, la gouvernante des Pays-Bas mande au prince d'Orange, résidant alors à Anvers en qualité de gouverneur, qu'il ait « à remédier au mal et à dire audict pensionnaire ce que convient pour telz mauvais offices. »

Mais l'accusation est à peine lancée qu'on est obligé

de la démentir<sup>1</sup>. On a mal lu une lettre du magistrat de Cologne qui dit qu'un certain Philippe de Wesenbeke est le traducteur et l'éditeur du livret intitulé : *Postilles domestiques de Martin Luther sur l'Évangile*. Ce Philippe était un frère de notre pensionnaire; il avait exercé aux Pays-Bas la charge de notaire et s'était de bonne heure retiré à Wesel avec sa famille. L'accueil qu'il y reçoit le décide à solliciter le droit de bourgeoisie; il l'obtient, et bientôt il se mêle de toutes les affaires. Il voudrait réformer l'Église et l'État. Un enfant étant venu à lui naître, il le fait baptiser au village de Meer ne tenant ni le

<sup>1</sup> Voy. Gachard. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*. Bruxelles, 1850, vol. II, p. 204. « On lit en marge de la lettre de Marguerite de Parme du 30 août 1566 : Depuis ceste escripte, il s'entend que ledict Wesenbeke n'est le pensionnaire d'Anvers, ains un sien frère. Nous prouvons qu'il s'appelait Philippe. L'un de ses fils, Jean, alla s'établir à Francfort-sur-le-Mein, et fut appelé, en 1597, à faire partie du corps des anciens de l'église flamande luthérienne de cette ville. (Voy. Lehnemann. *Hist. nachr. der evang. luth. kirche in Altorff*, p. 176.) Un autre frère de notre auteur, Mathias, fut l'un des plus grands jurisconsultes de son siècle. Ses opinions religieuses s'éloignaient de Luther et se rapprochaient de Zwingle. Elles se trouvaient sans doute exposées dans son ouvrage inédit : « *Historica narratio de inquisitione Hispanica*. » (Foppens, bibl. belg., 869. Joëcher. *Allg. Gelehrtenlex.* IV, 1907.) Deux autres frères encore, André et Pierre, méritent que nous en disions quelques mots. Le premier s'obstina à ne point vouloir quitter la Belgique, et il est à présumer que le conseil des troubles se débarrassa promptement de lui; l'autre professa pendant vingt ans le droit à Jéna, Wittenberg et Altorf. Il mourut en 1603 à Cobourg étant conseiller intime du duc de Saxe, échevin de la ville, membre d'un consistoire luthérien et du tribunal suprême du pays. (Joëcher, IV, 1909. Buder. *Vit. clar. jur.*, 1722.)

pasteur Nicolas Rollius ni le chapelain Antoine Van Mechelen, son compatriote, pour suffisamment orthodoxes. Le pasteur Rollius dépose une plainte contre lui. Philippe adresse aussitôt au magistrat sa justification. Mais malgré tout le talent qu'il possède, toute la science qu'il déploie, il ne parvient pas à toucher ses juges. Il a enfreint les droits et coutumes de la cité, et son bannissement est prononcé<sup>1</sup>. Il quitte Wesel et se rend à Cologne. Là quelques bannis se groupent autour de lui. On croit le moment opportun pour reprendre l'œuvre de la propagande luthérienne. L'impression des postilles domestiques est décidée. Quinze cents exemplaires vont être expédiés en Flandre, lorsque la police opère une descente et s'empare de toute l'édition. Un seul volume est épargné. On l'envoie à Bruxelles. Marguerite de Parme est enchantée; elle s'empresse de répondre en ces termes au cadeau :

« Madame remerchie grandement ceulx du magistrat de Colongne de l'advertence qu'ils ont faict  
« de l'impression mentionnée en leurs dictes lettres,  
« laquelle se voit mesmement estre practiquée pour  
« semer hérésies, decevoir et tromper le peuple de  
« ces Païs-bas de Sa Majesté, y ayant aussy adjousté  
« faulse inscription du lieu où l'impression auroit  
« esté faicte, par où se cognoit et se descouvre la

<sup>1</sup> Archives de la ville de Wesel. *Protoc. du magist.* V. les années 1564-1565.

« mauvaise foy dont, en ceste affaire, l'on a procédé.  
 « Et affin que ceste impression ne procède et les li-  
 « vres ne parviennent en ces provinces, les prie,  
 « pour qu'ils ne peuvent servir à nulle autre pro-  
 « vince, de les vouloir anéantir et faire brusler.  
 « comme faitz faulusement et doleusement; en quoy  
 « feront service à Dieu, à Sa Majesté et grand bien  
 « pour le païs, offrant faire semblable office, l'occa-  
 « sion se représentant »

Ni Philippe de Wesenbeke ni son imprimeur n'as-  
 sistèrent à l'auto-da-fé de leurs livres, ils avaient pru-  
 demment abandonné la ville.

Ce n'est que deux ans plus tard, après sa retraite  
 en Allemagne, que notre auteur mérite le reproche  
 si commun de *divulgateur et de propagateur d'écrits*  
*fameux*. Il est allé rejoindre à Dillenbourg le prince  
 d'Orange qui le tenait en très-haute estime et avait  
 activement correspondu avec lui pendant tout le  
 cours des derniers événements<sup>1</sup>.

C'est de Dillenbourg, où il vient d'être accueilli en  
 hôte impatiemment attendu, qu'il écrit, le 8 mars  
 1568, au magistrat d'Anvers pour protester de son  
 innocence. Le lieu de son exil est un secret pour tout  
 le monde. Son frère André lui-même l'ignore<sup>2</sup>. Cette  
 lettre de Wesenbeke arrive à Anvers, et nul ne sau-  
 rait dire comment.

<sup>1</sup> Archives du royaume à Bruxelles. *Secret. allem.*, août 1566.

<sup>2</sup> Scheltema. *Staatkundig nederland*, II, 470.

<sup>3</sup> Voy. ci-après sa défense, p. 40.

C'est que les bannis employaient comme messagers, des marchands, des colporteurs, des musiciens ambulants dont l'air naïf ou l'apparence sordide éloignait les soupçons. Leurs lettres, qui parvenaient de cette manière aux magistrats des villes et aux conseillers du roi, les jetaient dans un étonnement indicible. Leurs frontières étaient si bien gardées, leurs espions si nombreux, si clairvoyants, si bien payés!

Mais qu'étaient ces obstacles et d'autres plus redoutables encore pour ceux dont le dévouement, au lieu de s'appuyer sur l'avarice, prenait sa source dans la conscience. Sur ce terrain là les serviteurs du despotisme devaient être et étaient toujours distancés et battus par les serviteurs de la liberté. Tout du côté de ces derniers, était en outre mystérieux, clandestin ou mystique; hommes et choses prenaient, quittaient ou reprenaient des déguisements bizarres.

On vous attend à Danzig, voulait dire : Venez à Dillenbourg, et Wesenbeke était venu.

Non seulement les notions géographiques étaient bouleversées, mais les dieux de l'Olympe et même les signes du zodiaque avaient été mis en réquisition par les confédérés pour causer et correspondre entre eux<sup>1</sup>.

Notre auteur se trouve jeté au milieu de ce monde étrange où le paganisme est en grand honneur pour

<sup>1</sup> P. Bor's. *Nederlandsche historien*, I, 310.

les besoins de la cause. L'inaction que jamais il n'a connue ne peut être son lot. Le prince d'Orange s'occupe de sa justification et il est à présumer que Wesenbeke y met la main. N'a-t-il point rempli auprès de l'ancien gouverneur du marquisat d'Anvers les fonctions de conseiller et de secrétaire, n'a-t-il point eu la louable précaution de lui apporter bon nombre d'édits et de documents qui peuvent se changer en armes défensives entre ses mains et celles de ses amis<sup>1</sup>.

La justification de Guillaume de Nassau, celle d'Antoine de Lalaing-Hochstraeten, et celle du comte de Hornes se succèdent rapidement et sortent toutes des presses de Dillenburg. C'est seulement après ces publications et plusieurs autres, qu'il serait malaisé, sinon impossible de retrouver, que l'ancien pensionnaire de la ville d'Anvers songe à prendre la parole pour son propre compte. Il se doit sans réserve au parti des confédérés et il ne dédaigne pas, comme hors d'œuvre les humbles fonctions d'éditeur de pamphlets et de proclamations. C'est le comte de Lalaing qui nous l'apprend<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> M. Ebhardt, président de la cour d'appel de Dillenburg, a bien voulu nous communiquer de précieux renseignements. « En 1576, » nous écrivait-il, « la ville d'Anvers s'adressa à l'un des réfugiés flamands de Dillenburg — son nom est illisible — pour savoir ce qu'étaient devenus les sceaux de la commune, les papiers et les lettres que Jacques de Wesenbeke avaient pris avec lui. »

<sup>2</sup> Groen van Prinsterer. *Archives de la maison d'Orange Nassau*, III, 244.

Tout s'improvisait de ce temps là, les pesants volumes comme les grands hommes. On est presque effrayé de tant d'activité déployée, d'énergie dépensée, d'érudition jetée à pleines mains.

Les Mémoires d'Outre tombe du comte de Horne font leur trouée. Le duc d'Albe est frappé en pleine poitrine. Son arrêté du 11 novembre 1568 s'efforce de convaincre les auteurs et les imprimeurs de tels livres, du crime de lèse Majesté divine et humaine. Notre auteur ne se tient point pour averti. Il prend trois mois, et il jette dans la circulation le livret intitulé : « *Défense de Jacques de Wesenbeke jadis conseiller et pensionnaire de la ville d'Anvers contre les indeues et iniques citations contre luy décrétées.* » Ce titre seul est un défi ; il suffit pour justifier l'excessive rareté du volume.

Il y eut cependant deux éditions.

La flamande, ignorée jusqu'à ce jour, nous a été révélée par un vieux *catalogus deductionum* des archives d'Idstein au duché de Nassau, la française a fait le désespoir des bibliophiles. L'un des trois exemplaires connus se trouvait à la fin du siècle dernier entre les mains de M. de la Serna Santander qui habitait Bruxelles. Ce savant en appréciait le mérite historique et la valeur mercantile, puisqu'il l'avait classé au nombre des ouvrages que la ville de Bruxelles aurait un jour à réclamer de ses héritiers. Un procès de famille empêcha que les volontés de



l'honnête bibliographe fussent respectées. Sa collection se dispersa au vent des enchères. M. Van Hulthem, le plus déterminé des amateurs gantois, devint l'heureux possesseur de la défense de Wesenbeke. Une copie existait. Elle avait été faite pour M. Antoine Nuewens, et alla, après sa mort, rejoindre l'original. C'est ce même volume revenu en 1836 à Bruxelles et reposant dans notre bibliothèque royale qui a servi à notre édition<sup>1</sup>. Son format est le petit in-octavo du temps, son caractère est italique, et son texte comprend quarante-huit pages chiffrées. Toutes les fautes d'impression dont il fourmille ont été scrupuleusement reproduites dans le manuscrit Nuewensquiesten outre incomplet et nemérite point, à notre avis, l'honneur de figurer sur les rayons de l'antique librairie des ducs de Bourgogne<sup>2</sup>.

Quelques mois seulement, comme nous l'avons dit en commençant cette préface, séparent les deux mémoires de notre auteur. La « *Description de l'Etat, succès et occurrences advenues au Païs-bas au faict de la religion.* » appartient au mois d'août de l'an 1569. Malheureusement c'est là une œuvre inachevée, un plaidoyer interrompu. Nous ne possédons que le premier des trois livres que l'ancien

<sup>1</sup> Bibliothèque royale de Bruxelles. Fonds van Hulthem, n° 26,464.

<sup>2</sup> Bibliothèque royale de Bruxelles. Section des manuscrits, n° 17,240.

pensionnaire de la ville d'Anvers se proposait de publier sous un même titre en français, en flamand, en allemand et en latin. Vaste projet qui aurait pu, en s'accomplissant, intéresser l'Europe entière à notre querelle! On a supposé que les deux derniers livres de la *Description* avaient été perdus; il est beaucoup plus probable qu'ils n'ont pas été écrits, quand, après les avoir inutilement cherchés en Allemagne et en Hollande, on en vient à considérer de plus près la vie forcément vagabonde du pauvre exilé. Le premier livre de sa *Description* n'a été imprimé qu'en deux langues : en français et en flamand. Ces versions sont jumelles. Le titre de la version flamande porte, il est vrai, la date de 1559, mais nous n'avons point à nous en préoccuper<sup>1</sup>. Le prote de Dillenbourg est coutumier du fait. Ses chiffres ne peuvent être acceptés que sous bénéfice d'inventaire. La version en langue vulgaire, ainsi vieillie de dix ans, peut disputer à la Défense de notre auteur le prix de rareté. Nous n'en connaissons que trois exemplaires. L'un d'eux est conservé

<sup>1</sup> *De beschryvinge van den geschiedenissen in der religien saken toeghedragen in den Nederlanden. Doerste boek : Begrypende den Staat, voortganck en de gelegenheden der religien soo die aldaer sedert den jaere 1500 gebeurt zyn ende besondere dat coninc Philips de tweede daergeregeert heeft, mitsgaeders hoe dat na vele swaricheden de veranderinghe in der religien in den jaere 1566 is toegenomen ende eyndelyck byder overheyt gecoocht ende toegelaeten inden Nederlanden toeghecomen is.* Rom., II. O diepe ryckdon, etc. Gedruckt in augusto 1559.

à la bibliothèque de la ville d'Utrecht<sup>1</sup>, un autre appartient à M. Debruyne, libraire à Malines, et un troisième se trouve à Bruxelles dans la bibliothèque royale<sup>2</sup>. Ce dernier exemplaire est dans une condition déplorable. Le titre est manuscrit, plusieurs feuillets ont été refaits à la main, plusieurs autres manquent.

S'il faut en croire quelques auteurs hollandais cette édition aurait le droit d'ainesse à revendiquer. Mais c'est là une opinion en faveur de laquelle on n'a rien su produire de décisif<sup>3</sup>. Nous croyons, pour notre part, que la *Défense* ayant été publiée en premier lieu en français, la *Description* qui lui sert de complément et renferme en quelque sorte les pièces à l'appui, a dû nécessairement s'adresser au même public et avoir été imprimée d'abord dans la même langue. Le contraire nous semble inadmissible. Ce point vidé, revenons encore à l'édition flamande, et suivons-la dans les épreuves qu'elle a à traverser. Son odyssée en vaut la peine. Les inquisiteurs des Pays-Bas la considéraient comme très-pernicieuse, et avaient ordonné aux censeurs épiscopaux, de lui faire une chasse ardente, sans pitié. La recommandation fut suivie à la lettre; si bien, qu'au commen-

<sup>1</sup> Ce volume a été décrit par M. J.-J. Dodt de Flensburg, dans le *Konst en Letterbode* de 1832, p. 382.

<sup>2</sup> Fonds van Hulthem. n° 24,979.

<sup>3</sup> Gerdès. *Florilegium lib. rar.*, p. 363. Te Water. *Hist. van het verbond*, IV, 390. S. De Wind. *Bibl. der Nederl. Geschiedschryvers*, I, 177. Michiels. *Bibl. select.*, II, 45.

cement du xvii<sup>e</sup> siècle, l'édition toute entière avait disparu. Isaac Schilders nous l'apprend. Il parcourt les Provinces-Unies dans tous les sens, il fouille dans les dépôts publics et les collections particulières, et il ne parvient point à joindre un seul exemplaire. C'est alors qu'il se décide à entreprendre sur la version française de 1569 une nouvelle traduction. Son travail est dédié aux États de l'ancien comté de Zélande. Il leur explique ainsi, sous la date du 16 mai 1616, les sentiments qu'il éprouve et le but qu'il se propose : « Argument, matière et déduction, » dit-il, « tout dans ce livre m'a fort plu, étant traité par un homme si bien placé pour avoir mieux que personne au monde, bonne et certaine connaissance de toute chose, et d'autant que par ses mains ont dû passer forcément les plus grosses et plus importantes affaires concernant la célèbre cité d'Anvers. Voilà pourquoi il m'a semblé bon et même nécessaire de translater cet ouvrage en notre maternelle langue et de le vulgariser par l'impression. De plus, messeigneurs, j'estime que, de nos jours encore, on ne le saurait lire sans fruit ni bénéfice, ne fut-ce que pour apprendre combien Dieu a miraculeusement répandu sa sainte Parole en ces contrées, et combien de féroces et méchants moyens ont été mis en avant par nos antagonistes pour repousser et éteindre la vérité<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Voir la préface du livre intitulé : *Beschryvinghe van den*

Les États de Zélande, tant calomniés par l'Espagne, aimaient fort la lumière. Ils protégèrent donc l'entreprise d'Isaac Schilders, et le nom de Wesenbeke, que l'on avait presque oublié, redevint populaire, et son livre servit d'arsenal aux défenseurs dévoués de l'affranchissement politique du pays et de la liberté de conscience : ces deux choses qui ne devaient plus se séparer.

Le magistrat de Bréda suivit un exemple généreux, et le même tirage, sous deux titres différents, se répandit en Zélande et dans le Brabant<sup>1</sup>.

Le succès de l'entreprise ne pouvait manquer de donner de l'humeur au parti de l'étranger.

Le traducteur est accusé de fourberie, d'ignorance et de mauvaise foi.

Pourquoi n'a-t-il point éloigné d'un ouvrage historique les hérésies énormes qui le déparent?

Pourquoi n'a-t-il pas dit que le livre qu'il traduit du français avait déjà été publié en flamand?

Pourquoi, enfin, ne donne-t-il point les notes marginales des premières éditions qui auraient per-

*Staet en de voortganch der religie in Nederlant, en de saecken daer over ontslaen, van den jare 1500 aff, en de principalick onder de regeringhe van Coninck Philips de tweede inde jaren 1565 ende 1566, beschreven int fransois, door M. Jacob van Wesenbeeck, Raedt en de Pensionaris der stadt van Antwerpen. Ende nu in onse nederlantische tale overgheset. Middelburgh voor Adriaen Vanden Vivere, boeeverkooper, woonende aende nieu Borse. 1616, in-4° de 187 pp. chiff.*

<sup>1</sup> Te Water. *Hist. van het verbond*, enz., IV, 391.

mis au lecteur de combattre les faits avancés ou de s'assurer de leur véracité<sup>1</sup>?

Isaac Schilders avait répondu d'avance à ces objections. Il n'avait pu consulter la première édition flamande, et la sienne avait été faite en vue du bon marché; elle s'adressait par conséquent au peuple, et, le peuple s'en étant montré satisfait et reconnaissant, tout était dit.

Cette polémique était en trop beau chemin pour s'arrêter. Elle passa du traducteur à l'auteur. Comme le grand Marnix on le traîna dans la boue, mais sans pouvoir, en fin de compte, entamer son honneur ou nier son patriotisme.

Au lieu de relever une à une et de combattre d'ineptes accusations et des insinuations odieuses que personne d'ailleurs ne songe plus à répéter, nous préférons de rapporter sur sa famille et sa vie ce qu'il n'a pas jugé à propos de nous en dire lui-même.

Originaires d'un village des environs de Bruxelles, dont ils portaient depuis plusieurs siècles le nom, les Wesenbeke étaient l'une de ces familles patriciennes entre les mains desquelles demeurait et s'immobilisait en quelque sorte le gouvernement de la plupart de nos cités brabançonnnes. Le fils succédait au père dans sa charge et s'efforçait à

<sup>1</sup> Dierxsens. *Antwerpia*, etc., vol. IV, 228-230. De Wind. *Bibl. der Nederl. geschiedschryvers*, vol. I, 547.

mériter de ses concitoyens les mêmes éloges et les mêmes sympathies. La pratique des vertus sociales se transmettait, comme un patrimoine sacré, d'une génération à l'autre. Jacques de Wesenbeké arriva de cette façon à remplir plusieurs charges consulaires. Son père, qui mourut le 28 février 1563, à l'âge de 75 ans, avait été secrétaire, échevin et sénateur de la commune d'Anvers<sup>1</sup>. Jacques lui avait succédé en qualité de secrétaire de la ville le 16 mai 1546. Pendant dix ans il conserva ces fonctions puisque ce ne fut qu'en séance du conseil du 27 avril 1556 qu'il fut nommé pensionnaire de la ville en même temps que le docteur en droit Jean Gielis et en remplacement de Jacques Maes et de Guillaume Martini<sup>2</sup>. Cet emploi avait une grande importance. Le pensionnaire n'était rien moins qu'un personnage politique sortant du cadre étroit de la commune et portant son activité, son talent et ses lumières sur un plus vaste théâtre. Il remplissait l'office d'avocat à gages, il défendait les intérêts de sa cité dans les assemblées délibérantes, et portait, s'il le fallait, jusqu'au pied du trône les doléances et les représentations de ses concitoyens.

Tous les pensionnaires de nos villes du Brabant avaient la vie rude et déplaisante, mais aucun

<sup>1</sup> Dierxsens. *Antverpia*, etc., IV, 227.

<sup>2</sup> Archives du royaume. Collection de cartulaires et de manuscrits n° 914 int. *Marcgraven oft schoutelien, enz., van Antwerpen*.

d'eux n'aurait voulu se dévouer aussi entièrement que leurs collègues d'Anvers.

Le cardinal de Granvelle, qui dirigeait alors les affaires des Pays-Bas, les admirait et les craignait à la fois. Il aurait bien voulu agir contre eux mais il ne savait trop comment s'y prendre.

« Ce sont des gens, écrivait-il au roi Philippe, qui ont pour tous les cas qui se présentent leur justification toute prête. Leur reproche-t-on quelque mauvais office? Aussitôt ils vous opposent qu'ils n'ont fait que se conformer aux ordres reçus<sup>1</sup>. » Nos pensionnaires n'avaient point en effet d'autre tactique que celle-là. Ils se laissaient porter par les événements et leur abandonnaient le soin de plaider leur cause. C'était encore ce bon vieux temps où, vis-à-vis des lois de l'honneur et du devoir, il ne pouvait y avoir ni hésitation ni calcul.

Le souverain, en manquant aux serments solennels qu'il avait prêtés sur les chartes séculaires du pays, se perd seul. Les traditions de race étaient tenues chez nous en si haute estime qu'aucun exemple pervers, qu'aucun contact impur ne pouvait les atteindre.

Clergé, noblesse et bourgeoisie, ces trois ordres de la nation belge, s'entendaient pour protester contre toute violation de nos droits et franchises.

Le clergé échoua à Rome et à Madrid, la noblesse n'obtint rien de plus, elle se découragea et laissa la

<sup>1</sup> Gachard. *Correspondance de Philippe II*, v. I, 204. 209, 219.



défection éclaircir ses rangs, seule la bourgeoisie tint bon. Son duel avec le despotisme dura au delà d'une année et se termina par une victoire. La palme appartient au pensionnaire d'Anvers, à Jacques de Wesenbeke. Est-ce qu'il s'en vante? Il n'y songe même pas. Son séjour à la cour d'Espagne l'avait soumis cependant aux plus dures épreuves. Le but avoué de son ambassade était purement commercial, le but caché uniquement politique. Le cardinal de Granvelle y avait été pris, et le roi ne trouva rien de mieux pour punir les magistrats d'Anvers venus à la cour que d'opposer à leur requête<sup>1</sup> la torture toute espagnole des lenteurs et des faux bruits, des menaces et des promesses qui se croisent, se succèdent et se contredisent.

L'un des collègues de Wesenbeke reprit, malade et découragé, le chemin des Pays-Bas, mais l'autre résista. Le roi renonça à poursuivre le même jeu. Le succès de la mission en Allemagne de l'échevin anversois Van Stralen et du conseiller Van Bruxelles lui était connu et lui dicta, sans doute, une réponse favorable.

Anvers n'aura ni évêque ni inquisition.

Tout est là. Le respect de cette promesse arrêtera la révolution, son mépris en précipitera le cours.

Notre pensionnaire est revenu d'Espagne en toute

<sup>1</sup> *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, publ. par Weiss, vol. VI, 612-14. P. Bor's *Nederl. hist.*, I, 28.

hâte, l'écrit du roi entre les mains. Il espère trouver au foyer domestique l'oubli de ses fatigues, la récompense de ses labeurs. Vaine espérance ! Le repos n'est point fait pour lui.

Entre le martyr de Christophe Desmedt dit Fabritius que le peuple a voulu arracher aux bourreaux et le saccagement de l'église Notre-Dame à Anvers, il est chargé de toutes les grosses affaires<sup>1</sup>.

Que de fois ne passe-t-il pas la nuit sur la barque qui va à Bruxelles, que de fois encore, pressé de se rendre à la cour ou d'en revenir, ne court-il point la poste !

Cette vie haletante et sans répit surexcite son dévouement, le trouve toujours prêt et vaillant, ne le prend jamais au dépourvu. Tout nous autorise à croire que tant d'efforts contribuent à retarder l'explosion annoncée du ressentiment populaire. Des affiches dont les caractères sont tracés avec du sang — peut être celui de Christophe Desmedt qui a arrosé les pavés d'Anvers — accusent Philippe II, le roi des inquisiteurs, de trahison et de félonie. Un moyen, le seul qui s'offre de tout arranger, Wesenbeke le propose vingt fois sans être écouté. Au mois de juillet 1566 il conseille encore à la gouvernante

<sup>1</sup> Nous pouvons citer avec certitude, pour la fin de l'année 1566, le traité de septembre avec les protestants, les pillages du mois d'octobre, l'affaire du prêcheur Corrano dit Bellerive, et, pour l'année suivante, l'émeute de la place de Meir. *Voy. Archives du royaume. Conseil des troubles*, vol. X et XI.

des Pays-Bas de convoquer les États généraux, mais la conscience de Marguerite et de ses conseillers hésite et tremble à l'idée de se soumettre au jugement de la nation<sup>1</sup>.

Le prince d'Orange, sombre athlète qui se réserve, a tout suivi, tout observé, et il ne peut refuser son entière admiration au pensionnaire de la ville d'Anvers.

L'amitié rapproche ces deux hommes. Bientôt le devoir les lie et confond leurs vues et leurs entreprises. Wesenbeke ajoute à ses fonctions déjà écrasantes, celles de secrétaire de Guillaume de Nassau.

Entre leurs mains la révolution est prisonnière, elle n'éclatera qu'à la dernière extrémité, elle conservera jusqu'au bout un caractère digne et légal.

Si les deux derniers livres de la description avaient été écrits, ils auraient rectifié dans ce sens notre jugement sur un moment solennel de notre histoire.

C'eût été sous les traits du président Viglius que nous serait apparue la fatalité venant rompre les plans les mieux conçus, troubler davantage les consciences et jeter à travers les complications politiques la religion avec ses interminables querelles.

Lorsque le prince d'Orange juge à propos d'abandonner la partie et de se rendre en Hollande, les avis

<sup>1</sup> Gachard. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, II, 150. Lettres de créance du 7 juillet 1569. Archives du royaume. *Conseil des troubles*, vol. X.

et les lettres de Wesenbeke l'y suivent, quand il en revient, en février 1567, il le retrouve à ses côtés.

La sentence de contumace et de déboutement lancée contre notre auteur, a soin de travestir ses actes, de découvrir des crimes dans tout ce qui était et son droit et son devoir. Il y a répondu victorieusement, mais sans songer à en reproduire les termes.

Nous réparons cet oubli, nous publions ce miroir fidèle, ce tableau complet du conseil des troubles. Rien n'y manque, ni le mensonge ni la rapacité. Qu'on en juge!

« Maître Jacques de Wesenbeke (est chargé) da-  
« voir en secrète intelligence avec les députez mi-  
« nistres et consistoriaux tant calvinistes que mar-  
« tinistes, mesmes avec le ministre Hermanus, et  
« mal sentu de sa foy et de la messe, s'estre trouvé  
« avecq Antoine de Straelen, seigneur de Mercxem,  
« à la communication tenue à Breda et Hoochs-  
« traeten environ les quaresmeaulx mxvclxv, et porté  
« au collège du magistrat le patron de l'héritage où  
« on debvoit édifier les temples desdits calvinistes,  
« en familières et secrètes communications avecq le  
« prince d'Orainges et fort poursuivy l'érection des-  
« dits temples, à la requeste de ceulx de la nouvelle  
« religion, et fait son effort affin d'induire aulcuns  
« de la ville de Lyere de non admettre la garnison  
« que l'on y vouloit envoyer de par Sa Majesté. Aussi  
« sollicité vers le magistrat (d'Anvers) d'avoir signé

« l'acte de l'accord faict avec lesdits de la nouvelle  
 « religion, et adjousté de son autorité un prohème  
 « audict accord — contre vérité — que ceulx de la  
 « vieille confrarie des arbalestriers auroient esté pré-  
 « sens et consentans audict accord, et que tous les  
 « vieux eschevins l'avoient juré.... Veues les infor-  
 « mations par ledict procureur général (Dubois)  
 « exhibées des faicts dessus passés, ensemble les actes  
 « et exploictz y joincts, et par espécial l'acte de débou-  
 « tement dudict adjourné de toutes exceptions et dé-  
 « fenses, Son Excellence (le duc d'Albe) vuydant le  
 « prouffict dudict deffault et déboutement bannyt le-  
 « dict adjourné perpétuellement et à jamais hors de  
 « tous les pays et seigneuries de Sa Majesté sur la  
 « hart et confisque tous et quelconques des biens,  
 « meubles et immeubles, droitz et actions, fiefz et hé-  
 « ritaiges, de quelque nature ou qualité, et la part  
 « où ils soyent situés ou pourront estre trouvés, au  
 « prouffict de Sa Majesté. Fait à Bruxelles le 14<sup>e</sup> jour  
 « de may 1568. Ainsy soubzsigné :

« LE DUC D'ALBE. »

« Et plus bas au costé estoit escript : prononcé le  
 « 18<sup>e</sup> de may 1568 et soubzsigné J. de la Torre' . »

Cinquante un autres documents de semblable te-

<sup>1</sup> Archives du royaume à Bruxelles. *Chambre des comptes*, vol. CXI.

neur avaient été signés le même jour. Tous atteignaient dans leurs biens à défaut de leurs personnes des patriciens ou de riches bourgeois d'Anvers, puisque nous retrouvons l'indication exacte de leurs demeures dans une liste des maisons confisquées dont le roi a pris possession en faisant briser les armoiries qui en décoraient les façades.

L'hôtel de Wesenbeke, situé rue de Vénus auprès de la chapelle des Grâces, subit avant de passer dans des mains espagnoles cette commune dégradation<sup>1</sup>.

Son ancien maître ne doit plus y rentrer!

Il ne tarde point à quitter Dillembourg, à reprendre la vie errante de négociateur. Il parcourt différents états d'Allemagne et il rend compte de toutes ses démarches dans un journal arrêté au mois de juillet 1570<sup>2</sup>.

Aussitôt après il prépare contre la ville de Deventer une expédition à laquelle une inondation vient opposer d'insurmontables obstacles<sup>3</sup>. Ses lettres nous permettent de le suivre encore<sup>4</sup>. Il quitte la Gueldre,

<sup>1</sup> Archives du royaume. *Conseil des troubles*, vol. VII. Jacobus van Wesenbeke. *En huys gestaen inde Elouts ofte Venusstracte by de cappelle van Gratien*.

<sup>2</sup> Bibl. du musée britannique à Londres. *Galba*, c. IV, 15.

<sup>3</sup> Groen van Prinsterer. *Archives de la maison d'Orange Nassau*, III, 384-85.

<sup>4</sup> M. Gachard, archiviste général du royaume de Belgique, se propose de publier ces lettres dans sa *Correspondance de Guillaume le Taciturne*. A-t-il eu la bonne chance de rencontrer

retourne dans le duché de Clèves et il s'occupe activement à trouver des hommes et de l'argent. Le duc d'Albe est prévenu de sa présence, et il écrit au magistrat de Wesel pour demander au nom des traités son extradition. Le magistrat de Wesel ne se laisse pas intimider, il refuse. C'est là sans doute la dernière aventure et le dernier danger qui menace la vie de l'ancien pensionnaire d'Anvers, devenu commissaire général des armées de terre de Guillaume d'Orange<sup>1</sup>.

Il n'est point auprès du prince, quand, rebelle triomphant, celui-ci fait son entrée à Anvers. Son absence dans de pareilles circonstances n'avait qu'une justification possible. Jacques de Wesenbeke ne devait plus être au nombre des vivants le 18 septembre 1577.

On ignore également le lieu où il repose.

Nous ne pouvons guère nous en étonner.

Plusieurs générations passèrent devant les grandes figures du xvi<sup>e</sup> siècle sans vouloir les apprécier et les comprendre.

celles que, d'après Meteren et quelques autres, Wesenbeke a dû échanger avec Louis de Nassau; le comte Guillaume Vanden Berg; Charles Vander Noot, sire de Rysoire; Guillaume de la Marek, sire de Lumey; Albert van Huchtenbroek; Henri Wesels; Pierre vande Werff; et Henri van Geldorp dit Castritius, recteur du gymnase illustre de Duysbourg? Nous le souhaitons, mais sans oser l'espérer.

<sup>1</sup> Scheltema. *Staatkundig Nederland*, II, 470. Dierxsens. *Antverpia*, etc., V. 144. Meteren. *Histoire des Pays-Bas*, édition de 1618, p. 670.

Mais nous autres qui ne partageons plus les passions outrées de cette époque, nous osons les regarder en face et leur rendre hommage.

L'heure de la réhabilitation est enfin arrivée pour eux.

Marnix s'est relevé le premier, Wesenbeke le suit, et bien d'autres attendent leur tour.

Quand on les connaîtra mieux, on sera bien forcé d'avouer que ces bannis et ces victimes, dont les tablettes de l'histoire ne conservent qu'une image trompeuse ou incertaine, étaient uniquement préoccupés du soin de défendre l'honneur et la prospérité de leur patrie.

CHARLES RAHLENBECK.

---



DÉFENSE

DE

JACQUES DE WESENBEKE

---

HIÈRE IX

Ils rendent leur langue comme un arc à mensonge,  
ils font violentes injustices sur la terre, et chemi-  
nant d'un mal à l'autre. Ils ont enseigné leur lan-  
gue à parler mensonge, et ont pris peine de faire  
injustement. Leur langue est un trait navrant, elle  
préfère fraude.

*La défense de Jaques de Wesenbeke jadis conseiller et  
pensionnaire de la ville d'Anvers, contre les indénés  
et iniques citations contre luy décrétées.*

Imprimé en Janvier, 1569.

## MÉMOIRES

DE

### JACQUES DE WESENBEKE

*La justification de Jaques de Wesenbeke, conseiller et pensionnaire que fut d'Anvers, contre ses malvenillans, et maldisans adversaires.*

Veu que par la divine bonté je sens, considère et confesse l'honneur et la grace dont qu'il a pleu au grand Dieu omnipotent de user en mon endroit, me concédant favorablement, que entre tant de vertueuses et honorables personnages de toutes qualitez et estats, qui pour sa sainte parole, et pour leurs bons et vrais services faicts à la Majesté du Roy d'Espaigne, souverain seigneur des païs-bas (mon très-redoubté prince) et à leur patrie, ont esté persécuttez, enchassez, spoliez et blasmez. Moy aussi fusse du nombre, et ung de ceulx qui pour bien faire ont eu à souffrir, et souffrent encores. Ay prins en gré et patience la main de Dieu telle et si grande croix, que me soit imposée et icelle aussi avec l'aide de son esprit soustenue. Dont aussi jusques ores<sup>1</sup> riens par moy n'a esté contredit à tant de faux blasmes et in-

<sup>1</sup> Ores, — présentement, maintenant.

justes violences que les ennemis de la parole de Dieu et oppresseurs de la patrie entre tant d'autres, aussi en particulier ont mis en avant contre ma personne : et l'eusse encores souffert et passé avec silence jusques ad ce que Dieu par sa grace m'en eust délivré, si ne me fusse apperceu que cela venoit à redonder<sup>1</sup> non seulement à ma propre diffamie<sup>2</sup> et desréputation, mais aussi désadvantaige et préjudice de la juste cause commune. Ce que m'a forcé de divulguer à présent ce brief discours pour ma justification.

A quoy serviroit fort que je fusse faict quelque déduction de l'Estat du païs-bas, et comme l'on y soit parvenue l'an 1566, à la publique profession de l'Évangile, laquelle l'année ensuyvante (pour nos pechez et ingratitude) en est arriére enchassée : et davantaige le païs occupé et oppressé par forces et armes estrangières si le tout ne fusse si notoir, que personne n'en soit ignorante, aussi qu'il ne conviendrait à moy d'en toucher, puis que les occurences et affaires publicques, ensemble les oultraiges et forces exercées en la misérable<sup>3</sup> patrie, sont si amplement manifestez au monde, par les imprimées justifications des seigneurs tant principaux, comme un chascun sçait, y adjoustant seulement que entre tant de villes du païs-bas altérées pour les presches publicques de l'Évangile (illec<sup>4</sup> tenues et nommées nouvelles). La très-renommée puissante marchande ville d'Anvers, n'estoit la moins esbranlée, mais bien l'une des plus dangereusement agitées, de sorte

Anvers en  
danger pour la  
religion.

<sup>1</sup> Redonder, — rejaillir. <sup>2</sup> Diffamie, — deshonneur.

<sup>3</sup> Misérable, — ruinée, appauvrie. <sup>4</sup> Illec, — en ce lieu.

que par plusieurs fois fut constituée en grand et évident dangier d'estre totalement perdue, ruinée et saccagée avec un pitoyable massacre mutuel des inhabitants, si la bonté divine ne l'eust souvent miraculeusement conservée et garantie par la diligence, providence<sup>1</sup> et dextérité de Messeigneurs les Prince d'Oranges et Comte d'Hoocstraten, y ayant successivement eu la superintendence et gouvernement, les bons services desquels y faicts, à Dieu, au Roy, à tous les païs et signamment<sup>2</sup> à ladicte ville, sont si notoires, que ce seroit chose superflue d'en toucher, signamment en ceste nostre discoulpe<sup>3</sup> privée. A la déduction de laquelle répéteray premièrement les proclamations contre moy décrétées, parapprès réciteray par ordre comment le succès des affaires y touchées se soit comporté, et finalement adjousteray la pure vérité sur chascun point dont je suis chargé. Estant bien assuré que un chascun cognoistra incontinent par la seule narrée des mesmes choses, tant mon innocence, que le tort que mes adversaires me font.

L'ordre de ceste justification.  
1, 2, 3.

Vray est doncques que le 21 de febvrier 1598<sup>4</sup> stil

La première citation.

<sup>1</sup> Providence, — prudence.

<sup>2</sup> Signamment, — surtout, particulièrement.

<sup>3</sup> Discoulpe, — justification, excuse.

<sup>4</sup> 1598, — 1568. Cette fauted'impression qui saute aux yeux n'a pas été relevée dans la copie manuscrite conservée à la bibliothèque de Bourgogne sous le n° 759. Nous observerons à cette occasion que notre auteur, comme il a d'ailleurs soin de le dire, se sert constamment du style de l'Empire qui commençait l'année en janvier, tandis que la plupart de ses contemporains suivaient l'ancien style de Brabant. L'auteur de la chronique d'Anvers est de ceux-là. Il porte sous la date du 21 février 1567 à cinquante-deux, le nombre des personnes citées à comparaitre en même temps que Wesenbeke devant les inquisiteurs.

de l'empire, l'on a à la Bretesque<sup>1</sup> de la maison Eschevinale de la ville d'Anvers, publiquement leu et décrit un mandement de citation impétré sur le nom du procureur général du Roy, en vertu duquel entre environ autres cinquante personnes, retirées à cause de l'Évangile moy fus aussi cité, appelé et proclamé à comparoir dedans les trois sepmaines ensuivantes pour tous dilais, par devant le duc d'Albe ou ses commis en personne, pour respondre de ma retraite et latitation<sup>2</sup>, sur paine d'estre banni, et tous mes biens confisquez, lesquels estoyent desja tous saisis.

La seconde  
proclamation.

Le 19 de mars ensuivant, et au mesme lieu et contre lesdictes autres personnes et moy, derechef publié et crié une autre citation et proclamation plus aspre, par laquelle fusmes tous autresfois citez et adjournez et *ex gratia* à nous concédé pérémploirement et sur paine d'estre par après tenus pour bannis à jamais sur la hart, et tous nos biens confisquez, autre terme de trois sepmaines pour nous en personne venir purger, et respondre non seulement de nostre retraicte, mais aussi chacun de nous, des faicts et crimes contenus et publiez par ladicte proclamation dont les points de ma charge furent couchés par les mots ensuivans, *in formâ*, et non autrement.

Les charges dont  
Wesenbeke est  
noté. 1, 2, 3, 4, 5.

« Ayant ledit maistre Jaques de Wesenbeke, fort favorisé et assisté le conseil desdicts sectaires, et

<sup>1</sup> Bretesque, — perron d'une maison communale. C'est encore le lieu où, de nos jours, en Belgique, on affiche les actes de l'état civil.

<sup>2</sup> Latitation, — recèlement.

» s'est trouvé en diverses suspectes communications  
 » tant en ceste nostre ville de Bruxelles, à Breda et  
 » Hoochstraten, que d'ailleurs, nonobstant qu'il es-  
 » toit Pensionnaire, et au serment de nostre dicte  
 » ville d'Anvers<sup>1</sup>. »

Puis donc que les ennemis de la parole de Dieu, et jointement oppresseurs de ma très-chère patrie ont osé traverser mes bons et loyaux services de telle sorte, et jusques à les blâmer pour desservices<sup>2</sup>, me trouve contrainct de les déduire plus au long, affin que le bénigne et neutral lecteur puisse juger, si icelles mes actions, doibvent estre tenues pour services ou desservices, lequel pourtant me pardonnera, si par telle nécessité me treuve forcé d'alléguer ce que mieux conviendrait estre dict par autres.

Premiers, ne veux nier ce que les malveuillans me viennent à reprocher, touchant l'estat que ay eu en la ville d'Anvers: car il est véritable que j'ay dès vingt deux ans en ça (que ay esté tousjours au serment illecq<sup>3</sup>) à mon possible et en toute diligence fidèlement servi mon prince, mon païs, et en especial ma dicte patrie Anvers (où suis né) sans refuser labour, travail ou danger quelconque pour les avancer et bien servir. Espérant y avoir faict si bon debvoir et m'en estre acquitté de sorte que, mesmes mes ennemis, envieux et calumnieurs n'en sçauront que mordre, et m'en ose bien rapporter à ce que Sa Majesté, la Régente, la Court, les Estats, les Seigneurs,

*Les continuelles  
services d'iceulx.*

<sup>1</sup> Voy. dans l'introduction la sentence définitive prononcée le 14 mai 1568. Les termes en sont beaucoup plus explicites.

<sup>2</sup> Desservices, — mauvais offices.

<sup>3</sup> Illecq, — en ce lieu.

les Consaux et signamment<sup>1</sup> les Magistrats, membres, marchands, bourgeois et inhabitants d'Anvers sur ce requis, selon la vérité en pourront déclarer, comme par plusieurs fois à ma louange (exaltans en moy les dons de Dieu) ont fait, dont ne me fauldra souffisante preuve en temps et lieu, entretant<sup>2</sup> mieux aymant que autres en déclarent la vérité que moy mesmes. Et je doibs bien remercier de bon cœur mon Dieu, qui m'en a donné la grace, et me semble pour ma descharge<sup>3</sup>, à présent souffit que personne de tous ce temps là n'a querelé de mon service, voire que encores mes blasmeurs ne m'en notent à présent aucunement, ains<sup>4</sup> tant seulement de ce que peu estre advenu l'an 1566, dont ne samble besoin d'user de plus long discours, ou de quelque excuse touchant aucunes mes actions précédentes ladicte année de 1566.

L'estat du païs  
l'an 1566.

Or, affin que le lecteur puisse mieux juger de ce que jay fait et esté employé pour le service du Roy, et conservation de la patrie, audict an 1566, samble bien requis que venons à réciter sommairement quelques occurences, esquelles le païs adonc<sup>5</sup> se trouvoit. Après doncques que par plusieurs années par tout le païs-bas, et signamment en la ville d'Anvers (pour les nations<sup>6</sup> et marchans estrangiers et autres occasions) s'avoient démontré grandes oblocutions<sup>7</sup>, altérations<sup>8</sup>, remonstrances, oppositions et aigreurs entre les inhabitants, à cause des grandes

<sup>1</sup> Signamment, — particulièrement.

<sup>2</sup> Entretant, — entre temps. <sup>3</sup> Descharge, — excuse.

<sup>4</sup> Ains, — mais. <sup>5</sup> Adonc, — alors. <sup>6</sup> Nations, — consulats.

<sup>7</sup> Oblocutions, — soupçons, reproches.

<sup>8</sup> Altérations, — émeutes, révolutions.

persécutions, rigoureux mandements et misérables exécutions contre un nombre infini des adonnez à la Parole de Dieu mises en avant, signamment quand pour la desraciner et enchasser<sup>1</sup>, l'on a prétendu de y introduire l'Inquisition, ériger nouvelles Eveschies, incorporer les Abbaïes, observer le Concile de Trente, et punctuellement faire entretenir les plac-carts. S'est comporté à la fin de l'an 1565 que non obstant plusieurs espoirs et promesses, au contraire souvent paravant donnez, ne aussi les contraires pré-vilèges et libertez du pais s'est publié, et pour finale résolution de sa Majesté, commandé et décrété, que l'on deust partout effectuer inviolablement iceux tant aspres placcartz, assister à ladicte tant odieuse Inquisition, et exécuter les décrets dudict Concile, dont le peuple a partout esté tant espouvanté, troublé et esmeu, qu'on a bien esté empesché pour contenir leur furie et prévoir à l'apparante com-motion qui samblait se monstrier à la porte, à la-quele fin furent faictes en court les remonstrances contre lesdicts commandemens et résolution par les Chiefvilles de Brabant<sup>2</sup>, par les membres de Flan-dres<sup>3</sup>, par les Estats de Namur et autres, et fina-

Par la résolution  
Royale de la  
Régente au mois  
de Decembre  
divulguée.

Par la  
remonstrance  
exhibée 22,  
Januarij et apos-  
tillée 24. Martij  
1566  
stillo communi.

<sup>1</sup> Enchasser, — chasser.

<sup>2</sup> Les chiefvilles de Brabant. — On désignait alors sous ce nom les villes de Bruxelles, Louvain, Anvers et Bois-le-Duc qui avaient seules le droit d'envoyer aux États de Brabant des députés. Le nombre de ceux-ci était laissé à la discrétion de la magistrature des villes privilégiées, mais, d'ordinaire, Anvers n'envoyait à Bruxelles que son premier bourgmestre et son conseiller-pensionnaire.

<sup>3</sup> Les membres de Flandre, le clergé, la noblesse et les députés des villes et des métiers, c'est-à-dire de la bourgeoisie et du peuple, formaient les quatre membres de l'ancienne Flandre.



Par la requête  
des nobles  
présentée,  
5 Avril 1566.

Par lettres de la  
Regenie 24 Martij  
et la résolution  
du roy en  
Aooust 1566.

blement aussi par un grand nombre de seigneurs et nobles confédérez, de sorte que pour conserver le païs et éviter la révolte générale d'icelui, l'exécution de ladicte Inquisition et placcards fut suspendue, et donné espoir que l'inquisition cesseroit (dont ceux de Brabant estoient desja déclarez libres) et les placcards se modéreroient, ou autre ordonnance se feroit avec advis des estats généraux du païs.

Et comme le Roy fut adverti incontinent de tout, et que ne se manifestoit de quatre mois paraprès aucune sienne résolution en cest endroit : se sont cependant les adonnez à la religion (illec <sup>1</sup> apellée nouvelle) advancez de descouvrir et monstrier de jour à autre plus ouvertement leurs presches et assamblées, que de tout temps avoyent tenues secrètement, garantissans et assurans leurs ministres et assamblées par main armée contre toute invasion. Après est ensuivi par une subite et impétueuse raige du populaire, que en plusieurs Provinces, villes et places, les statues et ornemens sont abatues et rompues ès églises et monastères, non sans insolences, saccagemens et pillages de plusieurs choses précieuses, comme plusieurs mauvais garnemens s'y estoient meslez. Ce que causa un grand estonnement et univercelle crainte de pire conséquence de tant plus que dés auparavant il y avoit du mal entendu, et une réciproque deffidence<sup>2</sup> avec les confédérez, lesquels pour leur assurance s'avoyent trouvé ensemble et s'y estoient munis d'associations, d'armes, et de retenues. Donc pour obvier à plus grands

Par  
l'accord lettres  
et assurance  
données  
en Aooust 1566.

<sup>1</sup> Illec, — en ce lieu. <sup>2</sup> Deffidence, — défiance.

maux, fut appointé avec iceux, et connivé à la religion<sup>1</sup>, comme à un chacun est notoire. Et pour conserver le pais en obéissance, et les villes en fidélité, aussi pour précaver<sup>2</sup> l'apparente entretuerie des inhabitants partout, et jointement pacifier si grands troubles, divisions et aigreurs, furent par la régente envoyez les plus grands vassaux et Gouverneurs des Provinces, es villes et lieux qui plus importoyent, et où le danger estoit plus apparant : lesquels y ont par leur dextérité, soing, et incroyable diligence non sans grand dangier et travail de leurs personnes, réduit les inhabitants à union et y estably des provisionnelles pacifications, conforme audict accord des confédérez, et selon que par les humeurs en chascune place furent par la nécessité du temps, et pour faire service au roy et conserver le pais, constraincts. Soubs lesquelles pacifications les ultérieurs apparans maux sont esté evitez, les troubles ont commencé à cesser, et le peuple se remettre à ses affaires, et à entendre à une politique concorde, soubs l'obéissance du Roy et des Magistrats, posant les armes, et s'esvertuant contre toutes invasions de la canaille, en quoy s'est le peuple employé jusques qu'on s'est apperceu de plus en plus, par tant de nouveaux mandemens exploicts et traverses, que l'intention estoit non seulement d'enfreindre ce que estoit ainsi par provision deça et delà stably<sup>3</sup>, mais aussi de non observer l'accord faict avec les nobles :

Le prince  
d'Orange en  
Anvers. Le comte  
d'Egmont en  
Flandres. Le  
comte de Hornes  
à Tournay. Le  
comte Hooch-  
straten à Malines.

<sup>1</sup> Connivé à la religion, — apporté un adoucissement à la rigueur des édits concernant la religion.

<sup>2</sup> Précaver, — prévenir, obvier à.

<sup>3</sup> Stably. — pour estably, établi.

et d'avantage d'enchasser<sup>1</sup> ladicte religion, et assubjectir les villes et provinces par main forte et par armes. Dont sont ensuivis les massacres, levées, oppressions et autres maux que trop notoirs, sentus audict païs, en l'année 1567 dont ne feray plus long discours pour n'estre tenu d'en aucunement respondre, comme aussi ne suis des advenues<sup>2</sup> dessus répétées pour ne m'en avoir meslé, ni esté du nombre des confédérez et moins d'aucun des consistoires de la religion, et nullement coupable du faict des brisimages, dont l'insolence m'a tousjours fort desplaie. Ains<sup>3</sup> ay seulement réitéré ce que dessus, non pour vouloir prendre sur moy la justification d'aucune de ces entrevenues<sup>4</sup>, mais seulement que le lecteur fusse quelque peu imbeu<sup>5</sup> des affaires et estat du païs, pour juger plus asseurement des actions dont les calumniateurs taschent de me charger, et pour lesquelles m'ont si honteusement faict proclamer, et davantage desnudé de tous et quelconques mes biens, ores<sup>6</sup> qu'ils sçavent fort bien, que j'en pourrois facilement respondre et desmontrer mon innocence et ne ferois difficulté quelconque de me syster en justice et d'estre à droict<sup>7</sup> devant juges compétens, neutraux et non suspects ne partiaux, comme eux sont notoirement, dont à très grande et très juste cause j'en fais difficulté, et refuse leur cognoissance. De tant plus que contre tout ordre de droict ont tasché de me faire

<sup>1</sup> Enchasser, — chasser. <sup>2</sup> Advenues, — choses advenues.

<sup>3</sup> Ains, — mais. <sup>4</sup> Entrevenues, — choses survenues.

<sup>5</sup> Imbeu, — au courant. <sup>6</sup> Ores, — quoiqu'ils.

<sup>7</sup> De me syster en justice et d'estre à droict, — de comparaitre et de me défendre en justice.

emprisonner ou massacrer sans congnoissance de cause, ou d'avoir une fois ouy : mais je remercie très humblement mon créateur qui m'a jusques ores<sup>1</sup> conservé, et me conservera encores par après (comme je confie en sa bonté) de leurs mains sanglantes, et que quelque jour Sa Majesté entendra les vrais services que selon mon petit pouvoir et vocation ay fait d'une très fidèle affection, pour le maintenant de sa grandeur, repos, tranquillité et observation de la prospérité d'un tel son pais avec les habitants, sous deuë obeissance, et pareillement la ville les travaux prins<sup>2</sup> pour l'avancement de sa fleurissance.

Retournant à tant<sup>3</sup>, à ma cause particulière, quant à la première citation contre moy si scandaleusement publiée, icelle est notoirement nulle, inique, invalide et mise en avant sans cause ou fondement quelconque, tellement que selon droict ne peult subsister ou estre vaillable, dont j'espère que personne ne fera doute, ayant entendu de quelle sorte l'on a usé en mon endroit, auparavant la date d'icelle publication faite le 20 de febvrier 1568. Saichez doncques (ami lecteur) que après que par le commandement du Gouverneur et Magistrat, m'avoye fidellement acquitté et employé au possible à la pacification et raddres<sup>4</sup> des affaires comme en sera dict tantost plus amplement sur la discoulpe<sup>5</sup> de mes actions, dont lon me porta adonc plus d'honneur que ne me semblois mériter, remerciant néantmoins Dieu de sa

L'iniquité  
de la première  
proclamation.

<sup>1</sup> Ores, — maintenant. <sup>2</sup> Prins, — entrepris.

<sup>3</sup> A tant, — cependant, enfin. <sup>4</sup> Raddres, — rétablissement.

<sup>5</sup> Discoulpe, — excuse, justification.

grâce. Il s'est comporté au commencement du mois d'avril 1567, que de part la Régente (bien mal, et au contraire de la vérité informée par aucuns de mes malveuillans envieux et calumniateurs, et jointement véhémens persécuteurs de l'évangile, et traistres de la liberté de la patrie, (lesquels taschoient d'excuser leurs propres fautes, me jettant le chat aux jambes) a esté en Court donné charge en grand secret et sans le sceu et moings adveu, ni desdicts messeigneurs le prince d'Oranges, conte d'Hoochstraten ni du Magistrat (au Prévost<sup>1</sup> de me attrapper par cautelles<sup>2</sup> appréhender, aussi me emmener incontinent au chasteau de Vilvoorden, et illec<sup>3</sup> me torturer et martyriser comme la cruauté et mal talent<sup>4</sup> de mes adversaires (contre moi irritez pour ce que j'avoie si longtemps assisté à la liberté ancienne) desiroit, le tout sans que je fusse ouy, ou quelque information contre moy prinse, et par un officier incompetent, et direc-

<sup>1</sup> Le prévost, Jean Grouwels dit Spel était une sorte de doublure du drossart de Brabant avec des pouvoirs plus étendus et une mission plus sanglante encore. Voici comment la petite chronique d'Anvers annonce, sous la date de janvier 1567, son entrée en fonctions : « La Cour jugea à propos d'établir une seconde vergo rouge, c'était le titre et la marque distinctive des justiciers, afin de mieux poursuivre dans toute l'étendue du pays les pillards d'église, les prédicateurs hérétiques et les vagabonds, lesquels, d'après ses ordres, devalent tous être pendus sur l'heure et sans pitié aucune. »

Jean Grouwels se montra à tel point digne de la confiance de ses maîtres que l'on a évalué, à près de trois mille quatre cents, le nombre de ses victimes, et cependant il n'exerça point sa charge au delà de trois années. Le 11 février 1570 le duc d'Albe, qui avait à se plaindre de lui, le fit pendre devant le palais de Bruxelles.

<sup>2</sup> Cautelles, — ruses, finesses, tromperies.

<sup>3</sup> Illec, — en ce lieu. <sup>4</sup> Mal talent, — fureur, dépit.

tement contre les privilèges du païs, signamment en ung de ma qualité, et resséant<sup>1</sup> bourgeois d'Anvers.

Or le Prévost pensant bien exploicter ceste précipitée et très inique charge, vint bien accompagné le sapmedy après (estant le 5 d'avril) à ma maison de plaisance assisté à deux lieuës près d'Anvers, me pensant bien trouver illec (comme souvent me retiroye illec les sapmedy et dimanche, mais de bonne fortune adonc n'y fus) et pour passer le pont et avoir l'entrée sans obstacle, s'estant là auprès avec ses gens mis en embusche, envoya un desguisé sonner à la porte, pour à mes gens déclairer qu'il désiroit parler à moy, affin de me donner une contrefaicté missive qu'il avoit en la main, et monstroit estre hastive et adressée à ma personne : mais comme ils furent asseuréement informez que je n'estois pas là, se sont retirez bien dolens que leur exploict estoit failli, lequel toutesfois ils n'osèrent venir attemper dedans la ville, où sçavoyent m'estre, craignans (comme je croy) que ne le Gouverneur, ne les Magistrats, ne les inhabitans eussent souffert tel tort.

Moy de ce le mesme jour adverty, en fus bien espouvanté et en paine, toutesfois me confiant en mon innocence, ne laissis<sup>2</sup> pourtant de me trouver publicquement par la ville à l'accoustumé, et en fis davantaige mes complainctes, tant ausdicts gouverneurs que au magistrat, en plain collège (à leur première assemblée, que fut le lundi après) dont les uns et les autres se monstrarent fort esmerveillez et

Les embusches  
mise à  
Wesenbeke.

<sup>1</sup> Resséant, — résident.

<sup>2</sup> Laissis, — laissai.

ignorans. Requérant davantage ceux du Magistrat (comme leur requis de sçavoir la cause, et que estois forcé de me retirer et sauver) que je voulusse continuer en mes bons services (desquels ne sçauroyent jamais assez recognoistre) ne abandonner la ville en telle saison, et que enveroyent députez en Court, lesquels intercèderoyent pour moy et aussi responderoient de mes actions, comme faict par leur charge. Ce néantmoins remettant mon estat<sup>1</sup> entre leurs mains, me retiray deux jours après, m'ayant Dieu faict la grace, que au chemin suis aussi échappé les embusches de mes persécuteurs.

Apport par lettres  
de Wicombé  
au magistrat  
d'Anvers du  
18 d'avril,  
16 de may,  
8 de juing,  
1 de juillet,  
28 d'août 1567.  
29 de janvier et  
14 de mars 1568.

Moy doncques parvenu en sauveté, ne pouvant imaginer la cause de ceste si aspre et indeuë persécution, ne qui, ou devant qui, ou pourquoy lon me veut charger, ay escript incontinent, et depuis par plusieurs fois au magistrat d'Anvers affin de le pouvoir entendre, et me purger, le samblable ay faict par autres lettres à divers mes amis; mais le Magistrat ne m'a jamais respondu, et les amis m'ont rescripts n'en sçavoir les raisons<sup>2</sup>. Ce tout nonobstant on a saisi et me spolié de toutes et quelconques mes maisons, terres, rentes et autres biens, et davantage, par apprémiation<sup>3</sup> sollicité et incité des meschans pour me chercher et attraper en pais estrange, et me rammener et délivrer captif au pais, ou bien me massacrer : à quoy m'ont esté faictes mille embusches, desquelles toutes la grace divine m'a préservé. Regardez, amy lecteur, si je n'ay très juste cause de me tenir secret,

Voy. ces différentes  
lettres p. 38  
à 44 de l'édition  
originale de  
cette defense.

<sup>1</sup> Estat, — charge, emploi. Remettre son estat signifiait donner sa démission.

<sup>2</sup> Voy. ces différentes lettres pages 36 à 45.

<sup>3</sup> Apprémiation, — promesse d'argent ou prime.

et de refuser ceste très dangereuse comparition et d'estre à droict<sup>1</sup> devant tels juges? Considérez aussi l'iniquité et injustice de ceste décrétée citation, par laquelle me commandent de venir déclarer les causes de ma retraite et latitation<sup>2</sup>, à laquelle ils sçavent fort bien que me forcent leurs meschantes embusches et violentes persécutions, pour me garantir non seulement de la mort, mais de mille tourments, dont les exemples d'autres me donnent très juste crainte? Que besoing estoit-il de me descrier ma personne si scandaleusement, puis que j'avoie par tant de fois offert de respondre et me justifier, si avant que lon m'advertisse pour quelle cause lon me cerchoit, persécutoit, et dequoy lon me vouloit charger.

Dici appert bien clerement ladicte citation estre intentée sans raison, cause, fondement, ou droict quelconque, laquelle aussi autrement ne peut subsister, ains doibt notoirement estre tenue pour nulle et invalide avec tout ce qui est ensuyvi, tant pour ce que dict est, que au regard des précipitez termes, obmises solemnitez et autres causes de droict notoires, dont aussi ay faict et escript l'insinuation et protestation, tant au Procureur général que au Magistrat d'Anvers par lettres expresses, dessoubz insérées, auxquelles pour la briefveté me remets. Toutes lequelles nullitez, invaliditez, iniquitez et injustices militent aussi, et beaucoup plus en la susdicte seconde proclamation, signamment considéré mesdictes lettres, ausquelles lon debvoit préalla-

La nullité de la citation.

Appert par les protestations envoyées au procureur général, et au magistrat le 6 et 8 de Mars 1568.

La nullité et iniquité de la seconde citation.

<sup>1</sup> Estre à droict, — se défendre en justice.

<sup>2</sup> Latitation, — recèlement.



blement du moins avoir satisfait, par quoy les employe pareillement contre icelle, la passant à tant.

L'excuse  
sur les charges,  
1, 2, 3, 4.

Viendray au poinct principal touchant les charges dont en ladicte seconde citation me trouve noté, lesquelles pour le plus grand esclaircissement me samblent se pouvoir distinguer en deux prétendus crimes (ores que<sup>1</sup> sont controuvez, comme déduiray incontinent) dont le premier est, *que j'auroye fort favorisé et assisté le conseil des sectaires* : le seconde *que me seroye trouvé en diverses suspectes communications*, desquelles y sont remarquées quatre places, à scavoir : à *Bruzelles*, à *Breda*, à *Hoochstraten* et *autre part*. De chacun desquels poincts toucheray par ordre, requirant premièrement que l'on veuille bien considérer la confuse généralité, dont sous le nom du fiscal mes envieux et adversaires en telle cause criminelle usent contre un de telle qualité, pour prétexter à leur désirée vengeance et sanginaire desseing, quelque ombre de justice, et puis qu'ils se voyent destituez et despourvus de toutes spécifications, et que ne scaurions déclarer ne alléguer aucune miene particulière et deuément circonstantiée acte ou faict que pourroyent blasmer, viennent, pour y donner quelque apparence chez les ignorans, le poser ainsi, *in vago et confusé*, pour m'oster mes contraires défences, dont selon droit ne doivent estre creus ne recens, ne moy suis tenu y respondre, ains sont à rejecter du tout.

La justification  
sur la première  
charge.

Or pour esplucher le premier faict, et en donner entière satisfaction, pour autant que sur telle con-

<sup>1</sup> Ores que, — encore que, quoique.

fuse allégation ou ne déclairent l'assistance qu'ils prétendent possible estre, faut entendre que après que selon les narrées dessus reprinses, et pour autres plusieurs causes notoires (comme de la proposée modération des placcards, la dilation<sup>1</sup> de l'assemblée des estats généraux, l'infraction de la promise surcéance de persécution, la tardivité de la résolution du Roy, y joinct les nouvelles presches et assamblées publiques armées) les altérations, divisions, diffidences et dangiers estoyent en Anvers si grandes que en ville du pays, et que toutesfois de la perte, révolte, saccagement ou mutuel massacre en icelle, dépendoit la ruine ou conservation, esmotion ou tranquillité de tout le país-bas. La Régente requise par députez du Magistrat (dont j'estois l'un) d'y venir en personne ou d'envoyer quelqu'un des Grans, pour donner ordre aux troubles de la ville et n'y veillant se trouver en personne sans renfort d'armes (comme le Magistrat et membres avoyent à Son Altesse fait remonstrer que pour le bien de la ville totalement convenoit) a après longue poursuite, illec envoyé au nom et de la part du Roy, mon dict seigneur le prince d'Oranges leur Viconte<sup>2</sup>, seullement avec son train ordinaire, et sans aucuns gens de guerre, pour y pacifier le tout, et retenir icelle tant importante ville en union et fidélité, avec commandement au

Appert par actes  
expresses du l.  
3, 6, 27 de Juillet  
ensemble par  
lettres du  
Magistrat du  
4, 7, 8, 9, 10, 11 et  
12 de Juillet 1566.

Par lettres du  
12 de Juillet 1566.

<sup>1</sup> Dilation, — remise, retardement.

<sup>2</sup> Viconte. — Ce titre était distinct de celui de gouverneur de la ville d'Anvers accordé par Philippe II au prince d'Orange; il était héréditaire et dépendait de la baronnie de Diest. L'auteur du curieux petit livret intitulé : *Nobilitas sive septem tribus patriciæ antverpienses* nous en a donné l'histoire ainsi que la liste des titulaires jusqu'en 1672.

Magistrat de assister et seconder à ces fins à son Excellence, laquelle illec<sup>1</sup> arrivée, y trouva de grandes difficultez, troubles et aigreurs à tous costez, et signamment<sup>2</sup> une fors dangereuse et générale diffidence<sup>3</sup> entre le Magistrat et les bourgeois, davantage entre les inhabitans divisez pour la religion, et que guet et garde ne souffisoit contre le grand nombre de ceux qui avec armes alloient et retournoient des presches qui se tenoyent près de la ville par milliers.

Or, considérant mondict Seigneur, et aussi le Magistrat, que ce seroit un grand travail, voire quasi impossible pour tous deux, se trouver à toutes occurrences et heures par ensamble. Aussi qu'il estoit requis et nécessaire pour mestre ordre à tout, que son Excellence fust servi et assisté de quelque directeur qualifié, fidel et sermenté, par lequel pourroit mander vers lui ou faire parler de sa part en tout temps, non seulement le Magistrat mais aussi les membres<sup>4</sup>, les confréries<sup>5</sup>, les nations<sup>6</sup>, les mar-

<sup>1</sup> Illec, — en ce lieu.

<sup>2</sup> Signamment, — particulièrement. <sup>3</sup> Diffidence, — défiance.

<sup>4</sup> Membres, — autorités communales qui concouraient avec les échevins au gouvernement de la Cité.

<sup>5</sup> Confréries, — gildes militaires d'archers ou d'arbalétriers composées de patriciens, de bourgeois et quelquefois aussi de tireurs à gages.

<sup>6</sup> Nations. — On appelait ainsi, dans nos grandes villes des Pays-Bas, l'organisation politique des gildes, c'est-à-dire des gens de métiers. Chaque groupe de métiers associés formait une nation et prenait son saint patron pour titre et pour enseigne. Mais, ici, il est question des consuls qui jouèrent dans les événements de l'époque un rôle important. Les consuls ou nations d'Anvers étaient au nombre de neuf, et pouvaient, à cause de l'étendue de leurs immunités et de leurs privilèges, être considérés comme un état dans l'état.

chands, les bourgeois, les ecclésiastiques, et ceux de l'une ou l'autre religion y appelée nouvelle, selon que l'occurrence l'exigeroit, duquel aussi au mesme effect le Magistrat entout temps se pourroit servir, et l'envoyer près de son Excellence, et vers tous lesdicts autres où qu'il seroit besoning. Me a, suivant icelledélibération, le Magistrat, à ce commis et député, et me commandé bien expressément de m'employer du tout au service assistance et direction de son Excellence, et me trouver prest et à la main à ses commandements, fust de me trouver auprès de ceux de l'une ou l'autre religion qu'ils nomment Sectaires, ou d'autres, et généralement de m'employer à mon pouvoir, par, en, et envers tous<sup>1</sup> que son excellence ou eux me ordonneroyent.

Et ores que je trouvis telle charge trop grande, odieuse, chastouilleuse et dangereuse, toutesfois puis que à son Excellence pleut de se contenter de ma personne, l'ay en fin à la très grande instance du Magistrat accepté, avec sincère affection et espoir d'y povoir faire quelque fidel service selon ma possibilité, à Dieu, au Roy, à la Court, à son Excellence, au Magistrat, au païs, à la ville, et à tous les inhabitans. En quoy, si j'ay bien ou mal m'acquité, ne veux adjouster ici, pour ne convenir que personne prise soymesmes : mais m'en rapporte audict Seigneur Gouverneur et son successeur, ensemble à ceux du Magistrat, des membres, des nations, et aux bourgeois et inhabitans en général et en particulier, veuillans déclarer la vérité sans passion, réservé les

<sup>1</sup> Par, en, et envers tous, — c'est à dire, sans doute, *par tous les moyens, en tous lieux, envers toute personne.*

RECEVU  
LE 10 NOV 1871  
BIBLIOTHEQUE  
MUSEE  
NATIONAL  
D'HISTOIRE  
NATURELLE

envieux calumnieurs et faux rapporteurs me jouans ceste baste<sup>1</sup>.

Quel mal ou crime ay-je donc commis, si suivant la susdicte charge, j'ay d'heure à autre obéi et secondé à ce que son Excellence ou le Magistrat, ou l'un et l'autre m'ont commandé? Qui me pourra imputer à crime, si à leur ordonnance j'ay trotté deçà et delà vers gens de toute qualité et religion, pour leur insinuer ce que m'estoit ordonné? ou entendre leur intention sur le proposé. Bien confesseray-je m'avoir aucunes fois trouvé vers quelques Ministres, Prédicans, députez ou ayans charge de l'une ou l'autre des religions illec dites nouvelles, mais si on peut trouver que je l'ay faict sans y estre envoyé par ledict Seigneur Gouverneur, ou son successeur, ou par iceux tous deux, ou du moing par le Magistrat, ou d'eux tous conjointement, pour y faire, dire, persuader, ou procurer le bien commun, et ce que m'avoient ordonné, qu'on me chastie, je ne refuse en tel cas la condigne<sup>2</sup> correction, mais si je ay faict souvent bien grans, bons et notables services, comme mes adversaires mesmes ne sçauront nier, pourquoy vient-on tant sinistrement interpréter mes fidels bénéfices, et en lieu de grate<sup>3</sup> recognoissance et bien méritée récompence, chercher ma mort et infamie.

Or, c'est le cours du monde, des exemples y a tant et plus, que plusieurs pour bienfaicts ont souffert,

<sup>1</sup> Baste. Ce doit être ici un terme emprunté à un ancien jeu de cartes. On annonçait de cette manière l'as de trèfle qui donnait l'avantage à celui qui le tenait en mains. Voy. Petris Freindwoerterbach.

<sup>2</sup> Condigne, — méritée. <sup>3</sup> Grate, — tendre, de gratus.

je ne peux compter entre le nombre d'iceux, et me consoler en la Parole de nostre Seigneur, qui appelle bien heureux ceux qui sont sans leur mérite, et pour son saint Nom persécutez, et aussi practiquer en moy le mieux que je puis, la constance proposée par le saige, par le mot *Regium Magistratusque; est, cum benè feceris, male audire*. Et par le poëte : *Vincenda omnis fortuna, ferendo est*.

Retournant à tant à mes accusateurs, je leur prie qu'ils spécifient ou déclarent une seule acte mienne, où j'aye favorisé ou assisté le conseil d'aucuns sectaires qu'ils prétendent, voire qu'ils désignent quelque leur conseil ou me soye trouvé, ou allèguent de quel conseil ou consistoire je serois esté, et ne feray difficulté d'incontinent démonstrer le contraire. Car ne se trouvera jamais que j'aye esté ou députez, ou du Consistoire, ou du Conseil, ou de quelque charge entre ceux de la Religion, voire non que j'ay oncques esté présent ès délibérations de leurs députez, Conseils ou Consistoires. Bien est vray et ne veux nier, que (par ordonnance comme dessus, et non autrement) suis aucunes fois venu où quelques Ministres, Prédicans, députez, commis, ou du Consistoire ont esté assamblez; mais c'estoit pour leur remonstrer ma charge; et entendre leur responce : aussi que j'ay bien quelquefois (le cas s'offrant) à l'un ou l'autre particulier, adonné à la Religion, admonesté à toute obéissance, concorde et modestie, mais non au contraire. Dont me ose hardiment rapporter à ceux que j'ay oncques hanté. Je confesse bien avoir par charge de son excellence, parlé quelques fois à l'un ou l'autre des ministres ès mois de Juil-

let et Aougst, mais c'estoit afin qu'ils admonestassent à leur auditoire de poser les armes. Je ne nie point d'avoir par semblable charge fait convoquer le 14 d'Aougst deux ou trois des mesmes Ministres, mais c'estoit pour leur dissuader la presche dedans la ville, que leur Consistoire avoit résolu de faire pour le lendemain, dont que en fin au respect de son Excellence cessarent. Vray est aussi, que moy renvoyé de la Court après que les insolences des brisimages estoit advenue en Anvers, ay le 22 d'Aougst par requisition du Magistrat, communiqué avec les Ministres des réformez; mais c'estoit pour les faire superseder<sup>1</sup> des presches ès églises de la ville. Semblablement leur parlis le lendemain à l'instance du Magistrat, mais c'estoit afin d'exhorter le peuple à rapporter le saccagé, ets'abstenir d'ultérieur brisement et insolences. Paraprès, ay derechief à la requeste du Magistrat, devisé avec eux, mais c'estoit pour les faire abstenir de quatre églises de la ville que leur désignoïs, ce qu'ils firent<sup>2</sup>. Depuis me ay souvent trouvé vers les députez de la Religion, mais c'estoit pour les faire venir vers les Gouverneurs ou le Magistrat, quand leur avoient à remonstrer quelque chose, ou pour leur insinuer l'ordonnance d'iceux. Ès mois de Septembre, Octobre, Novembre et Décembre, ay successivement par charge, comme dessus, aux uns et

<sup>1</sup> Superseder, — suspendre, arrêter.

<sup>2</sup> Wesenbeke ne se borna point à « deviser » avec les calvinistes, il leur adressa une lettre que l'on peut lire dans le « Recueil de choses advenues en Anvers touchant le faict de la religion en l'an 1566 » et que nous aurons soin de reproduire en son lieu et place. Cette lettre exigeait l'abandon des quatre églises mentionnées dans notre texte.

autres des Ministres et Prédicants, parlé : mais c'estoit afin que les admis fissent le serment de fidélité et d'obéissance, et que les autres ne se advançassent de prescher. Je ne veux nier d'avoir faict plusieurs remonstrances aux députez de ceux qu'on nomme illec Sectaires, mais c'estoit par charge et en présence des gouverneurs et du magistrat, ou d'ambedeux<sup>1</sup>. Vray est aussi que le 12 de mars 1567, ay quasi toute la nuict discouru et travaillé auprès de plusieurs de la Religion, mais c'estoit pour faire separer la commencée révolte et asssemblée, et garentir de mort les ecclésiastiques et le Magistrat, voire aussi ceux qui pour bonne récompense n'ont depuis cessé de chercher ma mort. Les trois jours ensuivans ay jour et nuict me trouvé en armes, et hazardé ma personne au service des Gouverneurs, du Magistrat, et de la ville, pour aider à pacifier la grande esmotion qui y estoit entretant<sup>2</sup> que la plus grandepartie du Magistrat ne s'osoit monstrier, ains<sup>3</sup> de peur s'estoit cachée. D'autres communications tenues avec le conseil de ceux de la Religion ne me souvient, et n'apperra jamais<sup>4</sup> : que l'on juge astheure<sup>5</sup> si par cestes miennes actions et diligences ay faict services ou desservices à Dieu, au Roy, au pais et à la ville, et auxquels j'aye en ce assisté et favorisé, dont appert évidamment du faux fondement et controuvée mensonge dès ceste première note ou charge.

<sup>1</sup> Ambedeux, — tous deux. <sup>2</sup> Entretant, — pendant.

<sup>3</sup> Ains, — mais.

<sup>4</sup> Apperra. — Le verbe apparoir est employé ici à la troisième personne du futur.

<sup>5</sup> Astheure, — à cette heure. Cette contraction est encore familière à la prononciation wallonne.



La  
justification sur  
la seconde  
charge.

La seconde accusation n'est moins confuse et controuvée que la première, aussi (pour me oster mes défences et contraires déductions) couchée si généralement, que de droict ny faict à prendre aucun regard. Et certes, si pour blasmer, accuser, et chastier aucune personne, souffist d'alléguer, qu'il *s'est trouvé en diverses suspectes communications*, sans spécifier en quelles, ne où, ne avec qui, ne quand, ne ce que y seroit traicté ou conclu, lon ne trouvera homme si innocent, qui ne se verra à toutes heures oppressé au premier maltalent<sup>1</sup> d'aucun ennemi envieux ou calumniateur. Aussi ne scaurois imaginer quelles communications mes adversaires entendent, si les subséquentes dénominations et adjonctions des mots, Bruxelles, Breda et Hoochstraten ne me fissent croire et présumer qu'ils veulent désigner les entreveuës des Grans du païs, signamment puisque j'ay leu ès citations desdicts messeigneurs les Princes d'Oranges et Conte d'Hoochstraten qu'ils sont notez, et ès charges de messeigneurs les Contes d'Egmont et de Hornes, qu'ils sont accusez des communications tenus ès dicts lieux. Mais puisque chascun desdicts quatre seigneurs a si bien et au long justifié et déclaré lesdictes communications et entreveuës, me semble souffrir pour ma descharge en cest endroit, que je me remets à leurs justifications et responces, par lesquelles évidamment appert que en nul desdicts lieux ait esté tenue quelque suspecte communication, ou résolu chose tendante au des-service du Roy ou du païs, au temps par leurs adver-

<sup>1</sup> Mal talent, — fureur, dépit.

saires allégué. Toutesfois pour en mon endroict desmontrer plus expressément mon innocence, et la malignité de ces cavillateurs<sup>1</sup>, veux reprendre par ordre chascun desdicts lieux esquels disent que m'auroye trouvé en suspectes communications et déclairer à la vérité ce que en est advenu touchant ma personne.

Touchant doncques les communications que seroyent tenues à Bruxelles : puisqu'il n'y a spécification quelconque adjoustée, fust du temps, du lieu, des personnes, de la matière, ou autre, ne puis aucunement diviner<sup>2</sup> leur confuse et malicieuse blamacion<sup>3</sup> ni de quel temps ou assablées ils entendent, signamment veu que très souvent m'ay trouvé à Bruxelles et en Court, par charge du Magistrat et comme député d'Anvers. Toutesfois trouvant mondict Seigneur le Prince<sup>4</sup> en sa citation, noté de ce que les assablées pour la confédération des nobles seroyent faictes en sa maison à Bruxelles, veux croire et présumer que mes accusateurs entendent de désigner en ce lieu, par leurs alléguées suspectes communications esquelles me serois trouvé à Bruxelles, les assablées et entreveuës que aucuns Seigneurs et nobles peuvent illec avoir tenu pour le faict de leur association et pétition. Or, ne se trouvera jamais, et n'est véritable que je m'aye oncques trouvé ne à Bruxelles, ne ailleurs, auprès desdicts nobles, ne en aucunes leurs communications, où l'on ait traicté de

La descoulpe  
touchant  
les communica-  
tions de  
Bruxelles.

<sup>1</sup> Cavillateurs, — imposteurs.

<sup>2</sup> Diviner, — deviner.

<sup>3</sup> Blamacion, — blâme, accusation mensongère.

<sup>4</sup> Guillaume de Nassau, prince d'Orange.

Par acte du  
magistrat du 12  
Janvier 1566  
et autres  
suivantes, aussi  
par plusieurs  
lettres d'icelui  
en ce temps  
successivement  
envoyées.

leur alliance ou confédération, et m'en rapporte hardiment à ce que les mesmes Seigneurs et nobles confédérez en déclareront, dont que appert la faulseté de ceste controuvée charge. Bien confesseray-je, que ès mois de Janvier, Febvrier, Mars, et Avril 1566, m'ay tenu la plus part en la ville de Bruxelles, mais c'estoit comme député, et conseiller de la ville d'Anvers, et pour par expresse charge du Magistrat d'icelle, avec autres, solliciter et obtenir l'assurance et franchise de l'Inquisition pour ladicte ville, (ce que aux malveuillans despité adonc estre impétré, et m'en portent assez mal talent). Ne veux aussi nier que entretant (comme aussi devant et après) plusieurs des principaux Seigneurs et personnaiges du païs de leur grace me firent la faveur de me admettre à leur table, et en leur familiarité, et signamment aussi ledict Monseigneur le Prince, comme avoye par plusieurs fois à communiquer avec son Excellence, à cause de divers procès que ses subjects de Breda et Etten avoyent en plusieurs années les uns contre les autres. De tous lesquels s'estoyent soumis en moy avec trois autres, comme arbitres sous la superintendence de son Excellence. Mais ne ouys d'icelle, ne d'aucun des autres Grans, oncques propos ne communication tendant au des-service du Roy ou du païs, dont iceux me pourront porter bon tesmoignage en temps et lieux, et bien en convienne au Procureur général s'il peut au contraire prouver quelque chose, ce qu'il ne fera jamais, quoy que lui, (ou plustost ses instigateurs) en travaillent.

Quant aux communications ou assamblées tenues

à Breda, ne scaurois aussi conjecturer quelles, ou de quel temps lon veut désigner, ne fusse que ès dictes citations et accusations des quatre Seigneurs dessus nommez, je treuve blasmées les entreveuës d'iceux et de quelques autres Grans, advenues en la ville de Breda, en la maison dudict Seigneur Prince, ès mois de Mars 1566, et Janvier et Febvrier 1567. Or, touchant le premier temps, je confesse bien m'avoir trouvé (comme avoir faict souvent paravant) à Breda le 8 de mars jusques au 11, à cause des susdicts procès : mais ne se trouvera jamais, que y aye communiqué avec les confédérez, ou m'y trouvé en aucunes suspectes ou pernicieuses communications, ou que en ma présence soit traicté, conceu ou conclu aucune chose au désavantage du Roy ou du païs. Et quand au second temps bien est vray que au dernier jour de janvier, ay par charge du Magistrat d'Anvers, accompagné monseigneur le conte d'Hoochstraten allant par la poste d'Anvers à Breda, par illec requérir audict Seigneur Prince (estant adonc retourné d'Hollande) de vouloir haster son retour vers Anvers (ville de sa charge) pour y constituer tant meilleur ordre sur tout, ce que ayant achevé retournis avec le mesme Seigneur Conte le lendemain premier de Febvrier audict Anvers, sans que y soit résolu ou déterminé chose quelconque contre la grandeur du Roy, ou bien du païs. Dont se monstre aussi bien évidamment ce petit fondement de mes calumnieurs en ceste endroit.

Touchant les entreveuës ou communications tenues à Hoochstraten, je treuve par lesdictes accusations et citations des Seigneurs, que mes adversaires

La déduction  
sur l'assemblée  
tenue à Breda  
en Mars  
1566.

La défense à  
l'endroit des  
entreveuës  
à Hoochstraten.

veillent par là désigner l'assemblée et entreveuë que audict mois de mars 1566, s'addonna au chasteau d'Hoochstraten d'un bon nombre des Grans du païs, et je remercie grandement mon créateur que par sa divine bonté a permis que ces controveurs sont tumbéz en si notoire mensonge en cest endroit. Car tous les mesmes Seigneurs pourront bien tesmoigner, quand requis en seront, que ne m'e trouvis adonc illec<sup>1</sup>, mais à Bruxelles, comme bien prouverai, quand besoing sera : mesmes ne se trouvera jamais que j'aye esté audict chasteau d'Hoochstraten, n'en<sup>2</sup> ce mois, n'en l'année 1566, ne aussi après, sinon seulement audict premier jour de febvrier 1567. Quant au retour de Breda, ledict seigneur conte print au midy son repas illec<sup>3</sup> en passant.

L'excuse sur  
la confuse  
generalité ad-  
joustée.

Et quant à ce que mes adversaires adjoustent malicieusement après la dénomination des susdictes trois places, ces mots ; *que autrepert*, pour me tant plus grever par l'apparence que je serois davantaige trouvé en plusieurs autres assamblées et communications des Grans, ou des confedérez : ne puis bonnement imaginer de quelles communications ou lieux ils entendent ou veulent parler, autrement ne me faudroit ma descoulpe<sup>4</sup>, par spécifique contraire déduction de mon *Alibi*, et autrement : pour laquelle ma defence me oster, ont usé de positions si confuses et générales dont n'y fauct à prendre quelque regard, ne y doibt estre adjousté foy aucune. Toutesfois à la plus grande satisfaction du lecteur, et afin que ne lui en reste quelque arriere pensée

<sup>1</sup> Adonc illec, — alors en ce lieu. <sup>2</sup> N'en, — ni en.

<sup>3</sup> En ce lieu. <sup>4</sup> Descoulpe, — justification, excuse.

contre mon innocence : veux bien déclarer, que comme par les précédentes communications ont designé assamblées ou communications des Grans ou des confédérez, Ainsi crois-je fermement que par ceste générale et confuse adjonction veuillent dénoter les entreveuës et communications quelques Grans ou confédérez ont peu avoir tenu depuis ledict mois de mars 1566. Desquelles pour ma descoulpe réciteray, celles qui sont venues à ma cognoissance, avec ma justification à l'endroit de chacune. Dont la première (à mon advis) fut celle tant notoire des confédérez à Bruxelles, au commencement d'Avril 1566, quand ils présentèrent leur requeste : vray est que je me trouvis tout ce mois à raison des causes susdictes et autres charges du Magistrat d'Anvers, audict Bruxelles, mais ne se trouvera jamais que aye esté adhibé<sup>1</sup> ou présent en aucunes leurs délibérations, assamblées ou communications, dont m'en rapporte à iceux. Depuis, se sont quelques uns des Chiefs et principaux des confédérez trouvez ensemble à Lyere<sup>2</sup>, au commencement de Juillet 1566, mais tant s'en faut que je yeusse esté présent, que j'estois au mesme temps pour les affaires de la ville à Bruxelles<sup>3</sup>. Au mesme mois furent tous les confédérez assamblez à S. Tron par quel-

Le présentation  
de la requeste des  
confédérés.

<sup>1</sup> Adhibé, — admis, reçu.

<sup>2</sup> Lyere, — Lierre, ancienne ville du Brabant qui fait aujourd'hui partie de la province d'Anvers.

<sup>3</sup> Cette assertion de Wesenbeke est confirmée par la duchesse de Parme. Le 20 juillet 1566 elle écrit au prince d'Orange que le pensionnaire d'Anvers est toujours auprès de sa personne. Voy. Gachard. Correspondance de Guillaume le Taciturne II. 149-50. Voy. aussi plus loin la *Description de l'Etat, succès et occurrence advenues aux Pays-Bas au fait de la religion*.

ques jours, mais ne se prouvera jamais que j'y fusse, voire quand besoiñ sera, pourray vérifier que en ces jours là ne faisois que courir la poste d'Anvers en Court, et de la Court arrière en Anvers, par charge de la Régente, dudict Seigneur Prince et du Magistrat d'Anvers, pour aider à remédier aux troubles et occurences d'adonc<sup>1</sup>. Vray est que le 19 de Juillet, messeigneurs les Princes d'Oranges et de Gavre<sup>2</sup> se trouvaient par charge de la Régente en communication avec les députez des confédérez à Duffel, mais je ne fus jamais adhibé ne présent en la mesme délibération ou communication. Ores que ne veux nier, que comme le mesme jour me partis de Bruxelles vers Anvers, mon droict passage pour me trouver à ma maison près de Lyere, s'addonna par ledict lieu de Duffel, mais je ne fis que y passer, sans m'arrester ou parler à aucuns desdictz Seigneurs ou députez. Paraprès, se trouvaient lesdicts députez des confédérez à Bruxelles, quasi par tous le mois d'Aougst, mais tant s'en faut que je m'eusse meslé ou trouvé en leurs communications ou consultations, que les premiers vingt jours dudict mois fus continuellement en Anvers, entendant par charge dudict seigneur Prince d'Orange et du Magistrat, à la tranquillité d'icelle ville, dont par charge du mesme Magistrat partis le 20. (Avant que la foule<sup>3</sup> des brisimages advint ce mesme jour au soir) pour

<sup>1</sup> Adonc. — alors.

<sup>2</sup> Gavre. Lamoral d'Egmont, gouverneur de la Flandre et de l'Artois, était prince de Gavre du chef de sa mère François de Luxembourg. L'érection de cette terre en ce titre était toute récente : elle datait du 12 octobre 1540.

<sup>3</sup> Foule, — exactions, vexations, avanies.

me trouver à Bruxelles vers ledict seigneur prince d'Oranges (évocqué en Court) pour lui faire certaines remonstrances, concernantes le repos d'icelle ville, par charge duquel retournis en Anvers le 22, sans entretant avoir parlé ou communiqué avec les mesmes confédérez, avec lesquels fut faict l'accord le lendemain 23 d'Aougst. D'autres assamblées ne me souvient, ne se trouvera d'aucunes autres communications suspectes ou dommageables, esquelles avois esté présent, ores que<sup>1</sup> ces faux mensongers l'osent bien ainsi confusément alléguer, pour donner quelque lustre à leur malicieuse ranceur<sup>2</sup>, aigreur et envie qu'ils ont conceu contre moy, pour sçavoir que j'aye esté favorisé et admis en la familiarité des principaux et plus grands du pais : me référant aux mesmes et chascun d'iceux, que n'ay jamais hanté, traicté ou communiqué avec iceux au préjudice de l'autorité du roy, ou du repos du pais. Bien est vray, que aucuns Grans ont au mois d'octobre 1566, aussi autres au mois de mars 1567, esté assamblez à Dermonde<sup>3</sup>, à Malines, et à Willebroecq, mais comme n'en suis noté, en particulier souffist pour ma descoulpe<sup>4</sup> que en nulle d'icelles entreveuës me sois trouvé n'y esté présent, dont n'en ay que respondre, aussi que iceux seigneurs ne sont notez que de la première, dont ont assez respondu.

L'accord  
faict avec les  
confédérez.

Atant, j'espère souffisamment avoir déduict non

<sup>1</sup> Ores que, — quoique.

<sup>2</sup> Ranceur, — haine dissimulée ou invétérée. L'orthographe de Wesenbeke est fautive, il aurait dû écrire rancœur ou rancueur.

<sup>3</sup> Dermonde, — Termonde.

<sup>4</sup> Descoulpe, — justification, défense.



seulement mon innocence, sincère intention et fidèle promptitude au service du Roy et de la patrie mais aussi la fausseté, confuse généralité et petit fondement des blâmes et charges contre moy controuvées, ensamble la nullité, précipitation et iniquité de l'injuste citation contre moy exécutée, et jointement avoir bien au vif démontré le contraire tant de l'un que de l'autre poinct en icelle touchant ma personne alléguée : desquelz si aucun me veut imputer ou calenger<sup>1</sup> la moindre note du monde, ne refuseray d'estre à droict<sup>2</sup>, et d'attendre la sentence par devant tous juges compétens, droicturiers et non suspects, si avant qu'il soit en temps et lieu, que me pourray trouver et monstrier seurement et sans danger et péril des embusches de mes sanguinaires persécuteurs, lesquelles me contraignent encores latiter<sup>3</sup>, et adhiber<sup>4</sup> un extrême soing pour la conservation de ma vie, laquelle, ensamble le petit entendement et expérience que la Divine clémence, m'a concédé, désire et espère que quelque soin encores employeray au service et par commandement de Sa Majesté, laquelle Dieu par sa grâce veuille bien tost illuminer, et faire entendre la vérité, afin qu'il puisse cognoistre les bons et vrais services de ses loyaux vassaux et subjects, qui à présent pour leurs bienfaicts à grand tort souffrent, par la malicieuse persuasion de malings ministres qui sont encores en crédit chez Sa Majesté, ores que<sup>5</sup> ce sont

<sup>1</sup> Calenger, — blâmer, quereller, contredire.

<sup>2</sup> Estre à droict, — se défendre en justice.

<sup>3</sup> Latiter. — se cacher. <sup>4</sup> Adhiber, — employer.

<sup>5</sup> Ores que, — quoique.

ceux qui le font consumer et ruiner soy-mesme, ses estats et païs, et tant de mille bons et loyaux subjects et serviteurs. Les services desquels méritent bien autre récompence, comme aussi font les des-services des autres, bien exemplaire chastoy<sup>1</sup> que en leur temps ne eschapperont. Entretant, prie à Dieu me vouloir benignement conserver et garentir des sanglantes mains des communs ennemis, et au lecteur, avec moy impartir sa grâce et miséricorde. Au mesme lecteur, aussi suppliant de vouloir effacer toute arrière pensée que ceste ombre de vérité et pré-text de crime lui pourroit avoir engendré contre ma fidélité et innocence.

---

<sup>1</sup> Chastoy, — punition, châtiment.



## PIÈCES JUSTIFICATIVES

*La lettre du pensionnaire Wesenbeke, au procureur général<sup>1</sup> déduisant la nullité de la citation contre lui publiée.*

Monsieur le procureur, mes deuës recommandations premises, ne puis laisser vous advertir que ces jours passez m'est venu en main un billet contenant environ cinquante personnes lesquels par une citation impétrée (comme porte selon qu'on dict) sur vostre nom seroyent proclamez en la ville d'Anvers le 21 de febvrier passé, par devant l'Excellence de Monseigneur le Duc d'Albe, gouverneur pour Sa Majesté, endedans trois sepmaines pour tout dilay, sur paine du ban et confiscation! ores<sup>2</sup> que dès auparavant lon avoit porté à l'annotation de ma poureté dont certes ay esté fort esbahi de tant que quelque jour apparu, mes services n'avoit mérité telle récompence, comme j'espère que le bon Dieu les fera par sa grâce encores mieux cognoistre. Entretant, ne puis délaïsser, que ores que ne ferois difficulté de respondre de mes actions là et ainsi qu'il conviendra, et de démonstrer que sont interprétées bien autrement que esperoïs les mériter. Toutesfois que à présent

<sup>1</sup> Procureur général.—Maitre Jean du Bois remplissait à cette époque les fonctions de procureur général du Roi près le conseil des troubles. Le comte de Hoochstraeten était moins poli que Wesenbeke; il écrivait au terrible homme du fond de son exil, l'appelant : Monsieur le procureur du conseil de crime.

<sup>2</sup> Ores que, — quoique.

encores ne suis à cela tenu, ne obligé de comparoître, veu que vostre impétration et citation est dedroict nulle et sans valeur, puisque ne par l'huissier ne autre, m'en est faite aucune insinuation, ne sommation, voires non déclaration de son exploit, mesmes non envoyé par personne le double de ladicte nulle citation, de tant plus que les dilays et intervals sont mis si briefs qu'il n'eust esté possible que endedans iceux j'eusse esté advertis de la publication faite en Anvers, et me trouvé à Bruxelles ou ailleurs, selon la teneur de ladicte proclamation. Car comme chacun dilay doit avoir son effect, s'ensuit qu'on doit prendre regard à chacun d'iceux, et non aux trois termes combinez par ensamble. Dont le préfiger<sup>1</sup> des termes de huit à huit jours en telle distance qu'est d'ici à Bruxelles, n'est sinon proposer adjournemens ausquels seroit impossible d'obéir, et prenant encores les trois dilays pour un, voit-on clèrement qu'on entend procéder par une citation seule, contre tout ordre de justice : mesmes en tel cas lon procède que trop sommairement, en gardant l'ordre statué, qui est que après trois distinctes citations, impétrés après l'interval de dix jours du moins à chacune, l'on parvienne au péremptoir, et que le Juge s'estant deuëment informé des lieux et places où que se trouvent les absens que on veut adjourner, ordonne les dilays à l'advenant de la distance. Or, comme de tout ce riens n'est observé audict vostre adjournement, ensuit nécessairement qu'il est nul et de nulle valeur, de tant plus que me

<sup>1</sup> Préfiger, — préfixer, marquer à l'avance.

tiens hors la Jurisdiction de Sa Majesté, ès limites de l'empire, auquel lon debvroit requérir renvoy de ceux qui se sont retirez, sans qu'il soit permis les évocquer par telle prétendue citation hors d'icelui, joinct qu'il y a plusieurs autres raisons que en temps et lieu pourra alléguer, quand auray veu vostre dicte nulle citation, dont jusques ores n'ay eu ne vision ne copie. Pourquoi, vous ay bien voulu advertir que je tiens vostre citation pour nulle et invalide. Dont que je proteste bien expressément devant Dieu et le monde de la dicte nullité, aussi au regard de tout ce que en vertu et conséquence d'icelle pourra estre faict et decreté. Offrant me présenter et purger où il conviendra et devant Juge idoine<sup>1</sup> et non suspect. A tant, vous insinuant tout ce que dessus, prieray le Créateur, vous Monsieur le Procureur avoir en sa sainte garde, et à moy préserver de mes persécuteurs, lesquels sans mon mérite me procurent mal. En mon exil, ce 6 de Mars 1568.

*L'entièrement vostre serviteur et ami*

JACQUES DE WESENBEKE.

*Extrait de la lettre du pensionnaire Wesenbeke envoyée au magistrat d'Anvers le 8 de Mars 1568, sur la citation.*

D'autre part, Messieurs, ay entendu qu'on m'a le 21 de Febvrier, entre plusieurs autres publique-

<sup>1</sup> Idoine, — apte, compétent.

ment et scandaleusement à la Bretesque<sup>1</sup> cité (ce que n'ay mérité et s'eust bien peu faire plus civilement contre un si ancien serviteur) et tant seulement concédé jour de respondre de trois sepmaines pour tous dilays, sans que je puisse sçavoir par qui, ou pour quelle cause je sois proclamé. Dont que supplie vos prudences me vouloir faire la faveur de me faire envoyer madicte citation, ores que<sup>2</sup> personne (voires non mon propre frère<sup>3</sup>) ne sçaiche illec en quelle place ou ville que je suis, toutesfois les lettres parviendront en mes mains se donnant à mondict frère, afin que je puisse résoudre de ce que me restera de faire ou respondre. Entretant, ne veux laisser de déclarer à vos prudences (si d'avanture la cause compétoit devant icelles) que ladicte citation est en mon endroict nulle, invalide et sans vigueur, dont je proteste bien expressément d'icelle nullité de ladicte citation, ensamble de toutes les ultérieurs procédures, sentences, et condamnations que en mon absence y pourroient suivre. Dont j'espère d'alléguer mes raisons plus amplement quand j'auray veu madicte citation, entretant n'ayant voulu délaisser dès à présent de protester que tel précipité brief dilay, en telle forme combiné, signamment<sup>4</sup> contre un qui est si loing de là, que cependant n'en sçaurois avoir l'advertissement et y comparoistre au jour servant,

<sup>1</sup> Bretesque, — perron d'une maison communale.

<sup>2</sup> Ores que, — quoique.

<sup>3</sup> Ce frère de Wesenbeke s'appelait André; il était avocat au suprême conseil de Brabant. Il mourut subitement à Bruxelles en 1569, et le bruit courut qu'il avait été empoisonné. Voy. Joëcher's *Allgemeines Gelehrten-Lexicon* IV, 1907.

<sup>4</sup> Signamment, — notamment, particulièrement.

ores que voulusse, ne peut de droict subsister. Aussi que me debvroit estre envoyé et délivré copie de la-dicte citation, devant qu'on me pourroit contumacer, y joinct plusieurs autres causes et raisons par lesquelles je me confie de pouvoir démonstrer en temps et lieu la nullité, invalidité, et iniquité de telle procédure et prétext de Justice, dont j'espère si longuement demourer en mon entier et non préjudicié. Et si avant que ce nonobstant lon s'advance de procéder plus avant, ou décréter quelque chose contre moi, je proteste dès maintenant expressément devant Dieu et le monde du tort et force qu'on me fait, et avant que tous autres légitimes moyens me défaillent, supplie à Dieu qu'il veuille ma juste cause dresser à sa gloire et au salut de mon âme. Si avant aussi que la cause sert ailleurs, je voudrois et requiers que le mesme soit insinué où il appartient, pour la conservation de mon droict. A tant finissant la présente et me recommandant en vostre bonne grâce, prie à Dieu conserver vos prudences en sa sainte grâce et ma très chière patrie en l'ancienne prospérité. Et si je puis en quelque chose faire quelque service à la ville, ou à vos prudences, me trouveray à ce très volontaire selon mon petit pouvoir avec l'aide de Dieu, auquel plaise de me préserver benignement de toutes cestes persécutions, trahisons et faussetez, si la divine bonté est telle.

*Extrait de la première lettre d'icelui au mesme magistrat,  
du 18 aprilis 1567, après sa retraite.*

.....Mais je ose hardiment appeller Dieu et ma conscience en tesmoings que en toutes ces occuren-



ces, survenues dès un an ença, et davantaige je n'ay rien faict ne cerché, (ne esté présent ou autrement soit traicté, taché ou conclu) que ce que convenoit pour le service de Dieu, du Roy, du païs et de la ville. Aussi que ne m'ay en ces choses employé ne meslé, sinon si avant que par Messeigneurs les Gouverneurs, ou vos Seigneuries m'a esté ordonné. Davantaige, que ne me sens coupable d'avoir aucunement en autre but, que auprès du service de Dieu et du Roy, procurer tous ce que pavoit servir au bien publicq du païs, repos, union et prospérité de la ville d'Anvers. Parquoy, supplie et requiers bien humblement, que en cas que la Court, aucun Officier, quelqu'un de la ville ou autre qui que ce soit, ait à quereler de quelque chose contre moy, ou me veut aucunement accuser, qu'on me veuille adviser des charges qu'on me veut imposer, je suis prest de m'en descoulper, de sorte que mon innocence et sincérité se manifestera à tout le monde, et que d'une voye la bouche sera estouppée<sup>1</sup> aux malings détracteurs qui sans cause doibvent avoir faict faux rapports de mes actions. Requérant que en recompense de tant mes services si fidèlement par 21 ans faicts à la ville, vos Seigneuries veuillent tenir la main, que cela ne me soit refusé ne me osté ma justification, et que je puisse sçavoir pour quelle cause le Prévost ait cerché de saisir ma personne et quelle calange<sup>2</sup> il prétend contre moy, car je ne désire autre chose sinon que mes vrais services et sincères actions puissent estre du tout cognues.

<sup>1</sup> Estouppée, — bouchée, fermée avec force.

<sup>2</sup> Calange, — blâme.

*Extrait d'autre lettre d'icelui, audict magistrat du 16 de mai 1567.*

.....Car je ne me sens en riens coupable, et ne puis jusques à ceste heure présumer pourquoy l'on m'a voulu appréhender, ne dequoy lon me veut charger, comme par mes précédentes ay escript plus au long, dont n'en feray ici redict; mais me offre prest de respondre et me justifier de tout ce dont lon me voudrâ accuser, de sorte que j'espère que mon innocence et mes fidels services faicts pour le bien public, quelque jour seront cognus, et ne se trouvera jamais que j'aye aucunement excédé la charge que vos Seigneuries ou Messeigneurs les Gouverneurs en la ville au nom de S. M. constituez m'ont ordonné. Ausquels par ordonnance de vos Seigneuries ay à mon pouvoir avec grand soing, dangier et travail servi et assisté (comme estois tenu) en tout ce que pour le service du roy et de la ville m'ont commandé comme aussi chascun de vous, le cas offrant, a faict.

*Extrait d'autre sienne lettre au mesme magistrat du 8 de juing 1567.*

Depuis mon partement ay escript deux lettres à vos Seigneuries, lesquelles sçay estre delivrées, et suis esbahi que jusques ores n'ay eu un mot de response. Parquoy, supplie pour la troisesme fois par cestes qu'on me veuille respondre sur mesdictes let-

tres et requisition, afin que je puisse une fois sçavoir quelle chose l'on me veut imputer, et pourquoy l'on m'a cherché d'emprisonner. Car me sens avoir les mains nettes, et que n'ay en rien oublié mon devoir, ou me mesprins : ains espère avoir fait tels services, que sans moy (peut estre) les affaires ne fussent si bien terminez, ains esté massacrez aucuns des bons, mesmes aussi d'entre vos Seigneuries, selon que la canaille estoit enragée. Sans m'estre meslé plus avant que en présence ou par charge de Messeigneurs les Gouverneurs, ou vos Seigneuries. Mais je sens à present que lon voudroit bien mettre sur ma crouppe<sup>1</sup> tout ce que par la malignité du temps pour le bien publicq a falu prudemment concéder, je me rapporte aux Seigneurs Gouverneurs, à vos Seigneuries, et tant d'autres, si en cela lon me fait grand tort, et le temps le démontrera quelque jour : car la vérité peut bien un peu estre obfusquée ; mais pas oppressée. Et ce m'est en ceste mon affliction, une très grande consolation que je me sens inculpable, et que je suis assuré d'avoir par mes diligences et remonstrances conservé la vie à plusieurs, ores qu'il y a entre iceux (peut estre) qui taschent pour me la oster soit par mescognoissance<sup>2</sup> ou par ingratitude, auxquels Dieu le veuille pardonner ; auquel je remercie de m'avoir fait la grace de n'avoir jusques ores cherché mon particulier, quand pavois servir et avancer le bien commun.

<sup>1</sup> Sur ma crouppe, — à ma charge.

<sup>2</sup> Mescognoissance, — ignorance.

*Extrait d'autre lettre sienne au magistrat d'Anvers,  
du 3 de juillet 1567.*

Je ne me puis assez esmerveiller que sur tant mes lettres n'ay oncques eu un mot de responce de vos Seigneuries, ne peu sçavoir les causes pourquoy lon a cerché, et (comme j'entens) encores cherche de me faire un mauvais tour, et me mettre à mort davan-taige d'estre d'intention de me proclamer et confis-quer tous mes biens, nonobstant que m'ay toujours offert et encores présenté de me purger et justifier par justice contre un chacun qui me voudroit accu-ser, là et ainsi qu'il appartiendra, et sçachant ce qu'on me veut mettre sur, espère de déduire au con-traire mon innocence bien vivvement. Certes, je n'ay mérité d'estre traicté ainsi, est ce mon récom-pence, pour m'avoir fidèlement acquitté par 21 an. Pacience : j'espère que avec le temps mes services se recognoistront, et s'estimeront de plus.

### ROM. III

Leur gosier est un sepulchre ouvert, ils ont  
fraudemment usé de leurs langues, il y a  
venin d'aspic sous leurs lèvres, leur bou-  
che est pleine de malédiction, leurs pieds  
sont légers à espandre le sang.



LA

# DESCRIPTION DE L'ESTAT

SUCCÈS ET OCCURENCES

ADVENUES AU PAIS-BAS AU FAICT DE LA RELIGION

---

## LE PREMIER LIVRE

Contenant

*La narration des affaires y succedées à l'endroit la Religion, depuis l'an 1500, et signamment depuis que le Roy Philippe le 2, en a esté Prince : aussi comment après grandes difficultez la mutacion en la Religion soit illecq l'an 1566, manifestées et finablement tollerée et admise, avec la plus ample déclaration de ce que audict Pais-bas en icelle année est advenu.*

ROM. II

O profondes richesses de la sapience et cognoissance de Dieu, que ses jugemens sont incompréhensibles, et ses voyes impossibles à trouver. Car qui est ce qui a cognu la pensée du Seigneur ou qui a esté son Conseiller ?

LA  
DESCRIPTION DE L'ESTAT

SUCCÈS ET OCCURENCE

ADVENUES AU PAÏS-BAS AU FAICT DE LA RELIGION

---

DÉCLARATION

DE L'IMPRIMEUR AU LECTEUR

---

Comme ces jours me soit venue ès mains la description du succès et advenues<sup>1</sup> succédées d'an en an au Païs-bas à l'endroit la religion, ainsi qu'ont esté annotées, d'ung qui par plusieurs années en telz affaires a esté employé : ont plusieurs avec moi trouvé fort requis que ne demourasse plus longuement caché, ains au plustost fusse manifestée, afin qu'ung chascun fusse au vrai adverty des circonstances d'occurrences de telle importance. Et ores qu'il n'estoit possible d'achever si tost en quatre langues, l'entière description, comme est l'intencion, toutes fois pour commencer à satisfaire en partie, à votre desir (lecteur benigne) vous avons présentement bien voulu impartir en deux langues, le premier livre contenant ce qui y est advenu à l'endroit la Religion et les occasions

<sup>1</sup> Advenues — pris substantivement, ce mot signifie : événements.

du changement d'icelle, dès le commencement jusque à ce que a esté receue, et permise en aoust 1566. Espérant le mesme bien tost publier en latin et hault alleman, ensamble le second livre en quatre langues, et paraprès le troisieme, avec la faveur de Dieu, qui nous en donne la grace, confiant que nostre diligence vous sera agréable quand l'aurez leu.

---



# DE L'ESTAT

ET

SUCCÈS DE LA RELIGION AU PAIS-BAS

---

L'AUTHEUR AU LECTEUR.

---

Veu que les affaires et changemens advenuz, aux Provinces du Pais-bas, subjectes au Roy d'Espagne, ès années 1566 et suyvantes, ont esté de telle grandeur, consequence, importance et merveille, que le samblable ne soit quasi oncques veu ne ouy : sera sans doute ung chascun desireux pour entendre comment ilz soyent à la verité passez. Dont infalliblement plusieurs se mectront au commencement à les déduire et publier, et faict à espérer que paraprès quelque bon esprit, se emploiera diligamment pour manifester au monde par une digne description tout le succès et advènement. Auquel moy désirant en ce servir et lui administrer tant plus de matières, et afin que non seulement icelluy, mais aussi ung chascun, accusse la vérité de toutes occurrences, ay esté occasionné et cameu, de prendre ce labour et y employer fidellement mon service et travail, selon le peu d'enten-

dement que Dieu m'at concédé, de tant plus, qu'il fait à craindre, que plusieurs discours en seront faictz fort diversement, voire aussi contraires, non seulement par devises, mais aussi par escriptz et livretz, selon l'affection que chascun portera à l'une ou l'autre, tant Religion que partie, ou sera adonné ou assubjecty, et en craincte d'ung ou d'autre, dont les jugemens des autres viendront à estre non seulement divers, mais aussi directement contraires, l'ung louant, ce que l'autre blâmera. Pour à quoy remédier, tant que en moy est, ay proposé et délibéré, de succinctement et à la vérité annoter et déclarer, ce que ès dites années ausdicts Pais-bas de jour à autre est succédé et advenu, comme au vray le tout est passé, et par escriptz et documens soufflisamment se pourroit vérifier. Afin que celluy qui paraprès voudra escrire et éulger<sup>1</sup> la condigne<sup>2</sup> histoire, puisse avoir plus ample matière pour se servir, de ce que trouvera pour son argument convenir, et aussi afin que ung chascun puisse estre à la vérité informé des affaires. A quoy m'ay donné de tant plus volontiers, que par ce plusieurs (ausquelz ne voudrois refuser chose que seroit en ma puissance) m'en ont requis, à cause que leur sambloit que j'en pouvois bien tant scavoir que plusieurs autres, non seulement pour avoir adoneq<sup>3</sup> esté aux mesmes pais, mais aussi pour aux démenées d'iceulx affaires (par charge des supérieurs) avoir esté employé, entremis, et y prius grand paine et travail, comme est vray. Sans toutefois me vanter d'en estre miculx informé que ung autre, ou de

<sup>1</sup> Éulger, — divulguer. <sup>2</sup> Condigne, — digne.

<sup>3</sup> Adoneq, — alors.

vouloir oster le crédit à quelcung, en ce que plus ample-  
ment et au vray on peult sçavoir ou discourir, comme ma  
seulle intencion est de servir (sans préjudice de personne)  
par cestuy mien labeur à la patrie et inhabitants d'icelluy,  
et manifester au monde le vray succès des affaires, afin  
que ung chascun (ores que seulement doué de commun  
entendement) le voiant, puisse facilement et tant plus seu-  
rement considérer, comprendre et juger, les cœurs, con-  
ceptz<sup>1</sup> et desseingz desdictz du Païs-bas : et laquelle fin  
et intencion plusieurs choses, y sont en telle sorte adve-  
nues, faictes et passées: en oultre combien chascun selon  
son degré, en ses actions et ces entrefaictes soit à louer et  
priser ou bien au contraire à blasmer et corriger. Or pour  
faire cette distinction avec plus grand fondement, samble  
fort convenir, qu'on soit devant toute chose bien informé  
du commencement et de la source dont affaires de telle  
importance, et si grans, merveilleux et soubitz changom-  
ens soient procédé et ayent prins leur fondement et oc-  
casion. En quoy me samblent estre du tout fourvoiez  
(pour en dire franchement mon advis) ceulx qui se per-  
suadent ces entrefaictes estre advenues par les menées de  
quelques ungs, ou à cause de choses passées ès mesmes  
années. Et croys fermement que quiconque voudra de  
plus près regarder et penser à ces affaires, jugera et  
trouvera avecq moy, que dès loing temps, ont prins leur  
commencement, et depuis tousjours se sont continuez  
et augmentez. Et pour le démonstrer et effoncer la ma-  
tière<sup>2</sup> m'a samblé convenir, et que au lecteur ne seroit

<sup>1</sup> Conceptz, — desseins.

<sup>2</sup> Effoncer la matière, — aller au fond des choses.

que agréable, que je discourusse au commencement en brief l'Estat et occurrences, comment lesdicts Pais-bas touchant les affaires de la Religion se sont trouvez dès quelques années ença, autant que je vienne à déclarer les choses passées ès années dessusdictes.

---

## MÉMOIRES

DE

### JACQUES DE WESENBEKE<sup>1</sup>

*La description de l'estat succès et occurences, advenues au  
Pays-bas, au faict de la Religion.*

Depuis qu'il a pleu à la Divine Omnipotence par sa très-grande miséricorde, de monstrier de plus en plus sa clémence au genre humain, en ceste fin du siècle (plain de malice) et signamment depuis cent et septante ans ença, pour le faire venir à son salut, et aussi le corroborer contre tous assaulx et empeschemens, et à ceste fin concédé, que sa Divine parolle soit grandement esté amplifiée<sup>2</sup>, et plusieurs abuz et erreurs (en l'Église petit à petit receuz) manifestez et reprins, pour le tout estre raddressé et reduict en ordre. S'est sa Divine vertu merueilleusement monstrée, et a faict, en cest endroit des opérations fort grandes : concédant au monde des dons inestimables et moyens ad ce fort propices, comme ung chascun lisant les histoires du temps susdict, manifestement le pourra comprendre.

L'an, 1400.

<sup>1</sup> Les notes de l'auteur, Jacques de Wesenbeke, sont indiquées par des lettres italiques, celles de l'éditeur actuel sont indiquées par des chiffres lorsqu'elles sont relatives à l'ouvrage lui-même et par des astérisques lorsqu'elles sont relatives aux notes.

<sup>2</sup> Amplifiée, — répandue.

L'imprimerie  
trouvé  
en Allemagne,  
1440.

Des sciences.

L'an, 1500.

Entre lesquels dons divins n'ont certes esté les deux moindres, mais bien des plus grands, l'art de l'imprimer, et le retour des langues et sciences, dont le monde, au grand désavantage des hommes, avoit esté frustré et despourveu, du premier don, dès le commencement, jusques à l'invention d'iceluy durant ce temps préallégué apparu : et du second, par quelques centaines d'années, que l'ignorance avoit dominée et la doctrine esté obfusquée. Et au contraire l'ung en l'autre don se commençant à manifester, et at ung chascun, avecq grande commodité, peu jouyr, et par là venir à la vraye cognoissance de la sainte escripture et aux livres délaissés par les anciens catholicques et autres chrestiens docteurs : davantage entendre par les sermons et prédications des sçavantes et chrestiennes personnes le vray chemin de son salut éternel.

De ce sont ensuyviz tant de gens sçavans, lettrez et amateurs de la vraye Religion, que Dieu tant signamment, durant ce temps, et mesmes depuis l'an 1500, at excité et envoyé au monde, lesquels n'ont cessé de prendre extrême paine, pour planterès hommes tant la science que la Religion, à ceste fin composant livres, preschant, endoctrinant, conseillant et cerchant tous moiens pour introduire tout ce, que pourroit servir, tant à l'avancement des bonnes artz et langues que à la doctrine chrestienne et bonnes œuvres d'icelle, ensamble à l'honneur de Dieu et salut des hommes, enseignant quant et quant' les abus, erreurs, scctes et hérésies, par lesquels l'on en pourroit estre retiré.

<sup>1</sup> Quant et quant, — en même temps que

Mais le perpétuel et mortel ennemy du genre Humain, ne pouvant ce souffrir, at au contraire faict tout son mieux pour luy oster si grans dons de Dieu, ou de les adulterer<sup>1</sup> ou du moingz par quelque aliénation ou nonchalance, les luy rendre infructueux. A quelle fin ce maliceux esprit n'at trouvé riens plus convenir, que de se attacher aux endoctrineurs et gens sçavans (non moingz subjectz aux fragilitez humaines que autres) et iceulx par diverses tentations d'arrogance, envie, ambition, avarice, subtilité et plusieurs autres imbécillitez et desrigrées passions, tellement séduire et faire fourvoier du droict chemin, quilz ont commenché à escripre, prescher et enseigner diversement, voire se démonstrer les ungs contraires aux autres, mesmes l'ung contre l'autre escript, presché et enseigné, l'ung endoctrinant pour le vray chemin de salvation, cestuy cy, l'autre celluy là, le tièrs ung autre, personne ne veillant céder à son compaignon, mais chascun s'efforçant pour persuader et monstrier que sa doctrine estoit la plus vraye et plus seure.

La discussion  
entre  
les sçavans.

Les presches  
diverses.

La création de  
l'homme.

Ceste différence, envie, et contrariété des enseigneurs, at causé une grande doubtaunce et perplexité au cœur de l'homme, lequel, comme at esté originellement créé à la salvation, ainsi cerche et désire, il la mesmes encoires, sur toute chose y postposant<sup>2</sup> mesmes corps et biens, dont a esté occasionné, non de délaisser, mais\*plustost de s'efforcer et esvertuer, de lire pour son repos, la saincte escripture et plusieurs livres, ensamble d'ouyr plusieurs sermons, tant de l'unc que l'autre partie, pour avec la grâce

Le salut éternel.

<sup>1</sup> Adultérer, — falsifier <sup>2</sup> Postposant, — sacrifiant.

divine parvenir au chemin que luy sambleroit le meilleur, et plus seur pour sa salvation éternelle, et en cas de doute, s'enquestant et faisant enseigner d'ung et d'autre costé.

La  
liberté naturelle.

En quoy usoit et jouyssoit de sa naturelle liberté tant enracinée en l'homme qu'il n'estime tant chose au monde, voire ne regrette riens tant (en quel affaire que ce soit) que quand l'on veult ou vient à empescher ou oster sa liberté : comme les exemples de tous temps le démontrent assez, voire chascun sent en soy mesme le zèle de icelle sy véhément et outrepasant toutes autres passions, que de tant plus qu'on la luy veult opprimer, de tant plus il tâche et abandonne tout, pour la retenir et en jouyr.

La contrariété  
des  
doctrines, 1517.

Et comme ceste diversité et dissention alendroit la doctrine et religion par les docteurs et sçavans, se maintient fort en plusieurs Pais, tant loingtans que voisins par escriptz, livres, presches, et autres moïens : aussi que par tout se continuoit diligamment l'enqueste des hommes pour leur salut par livres, sermons et autrement : En eurent pareillement lesdicts Pais-bas bien leur part, dès le premier commencement, et s'y planta icelle controverse et diligence, tant que ailleurs, voire si vivement que la mesme dissention en la Religion y est tousjours depuis demourée<sup>1</sup>.

Les Pais-bas.

<sup>1</sup> On peut dire, que depuis le concile de Nicée jusqu'à celui de Trente, l'hérésie n'a point abandonné notre soi. L'assertion de notre auteur a déjà été démontrée, et bien mieux que nous ne pourrions le faire, par M. Alph. Wauters, archiviste de la ville de Bruxelles. Voy. *Mémoires de Viglius et d'Hopperus*, p. 126-129.



De sorte que dès ce temps là, l'on at tousjours trouvé ausdicts Païs-bas plusieurs des inhabitants, lesquelz tenoient aultre opinion et doctrine, touchant la foy et œuvres chrestiennes, que la commune et celle que jusques ores y estoit la plus usée, et se tenoit pour ordinaire et publique (demourant néanmoins l'union et obéissance politique en son entier), laquelle opinion ne leur sceust oncques estre ostée ne effacée quel que chose qu'on en fist, ne quelz moïens (fust par douceur ou rigueur) qu'on en usast, mesmes l'expérience at démontré que de tant plus qu'on tâchoit de la desraciner, de tant plus s'augmentoit et de jour à autre se multiplioit.

La continuation  
des opinions.

Ce que plus ouvertement s'at commenché à démonstrer aux mesmes Païs, quant l'on y at voulu oster aux inhabitants en cest endroit leur ancienne liberté et franchise, dont les mesmes inhabitants de tout temps ont esté non seulement amateurs selon la commune fâchon des autres peuples, mais aussi espéciaux et très-ardans zélateurs, observateurs et protecteurs, comme l'ont assez manifestement montré, tant par les grandes guerres et difficultez par eulx à ceste cause soustenuz, que par les grans et beaux Privilèges, prérogatives, exemptions et usages, dont se sont pourvez d'ancienneté par Empereurs, Roys, Princes et Seigneurs, voire aussi de leurs Ducqz, Contes et Seigneurs propres, mesmes que plus est, d'entre eulx mesmes, lesquelles aussi avecq grand travail, soing et despens, tousiours ont tâché de maintenir et conserver, dont y a tant d'exemples, et l'expérience l'at manifesté si souvent qu'il ne samble besoing sinon l'alléguer, car l'on a

L'ancienne  
liberté  
du Païs-bas.

mil et mille fois veu, combien qu'ilz ont prins à cœur, et avecq quelle difficulté se sont opposez, quand l'on a voulu contrevénir à la moindre leur liberté, coustume et privilège, et avec quel coust<sup>1</sup>, diligence et constance, les ont tousiours maintenuz et défenduz.

Les mandemens  
contre  
la religion, l'an,  
1531.

Ce que signamment ont monstré en la dicte alteration et dissention de la Religion. Car si tost que par plusieurs ordonnances, mandemens et edictz, tant de la part des Princes et Seigneurs d'iceulx pais en général, que par divers Consaulx, Magistratz et Justices en particulier, l'on leur at voulu oster l'ancienne liberté, sans vouloir plus souffrir ou permectre que les Inhabitans (pour satisfaire à eulx mesmes) pourroient ouyr ou lire telz, ou telz prédicans, telz ou telz livres, ou les escriptz de telz ou telz autheurs, ne aussi s'enquester, s'informer, débatre ou soustenir telle ou telle opinion, doctrine ou articles, mesmes point deviser ou communiquer de la sainte escripture (de laquelle toutesfois dépendoit notoirement leur salut) at on incontinent et manifestement apparecu, comment ilz en ont esté altérez, aliénez et irritéz, voire que se sont dès adoneq<sup>2</sup> beaucoup plus adonnez à icelle doctrine et opinion défendue, que au paravant: monstrant par les œuvres et de faict, combien leur estoit contre cœur, que avecq telles défences et ordonnances l'on tâchoit de les forcer, contraindre et préjudicquer en leur ancienne accoustumée liberté. Co que plusieurs d'entre eulx n'ont tenu secret, ains constamment manifesté,

<sup>1</sup> Coust. — dépense.

<sup>2</sup> Dès adoneq. — dès ce moment.

voire sur ce hazardé corps et biens, ou habandonné femme et enfans, biens et païs.

Ne se peult aussi nier que tant plus que l'on y a voulu pourvoir par rigeur, et d'an en an faict publier des plus véhémens et sanguinaires mandemens, (dont plusieurs ont esté si cruaulx<sup>a</sup> que personne douée d'aucune compassion, ne les a peu louer en icelle rudesse, mesmes non ores que fuisse de l'accoustumée Religion). Que de tant plus ladicte défendue Religion, doctrine et opinion, c'est ausdicts Païs toujours extendue, multipliée et renforcée : Ce qu'on peult bien manifestement veoir, considérant les fructz que ont apporté tant d'ordonnances générales illec publiées, sur les noms des très-puissans Princes d'iceulx Païs, l'Empereur Charles le quint de haulte mémoire, et Philippe le Second, Roy d'Espagne, à présent régnant, en diverses années<sup>b</sup>, si comme en l'an 1521, 1526, 1529, 1531, 1540 (ces deux derniers plus escriptz de sang que d'encre comme il sambloit, tant at on sceu persuader aux débonnaires Princes) Mill cinq cens quarante quatre, Mill cinq cens quarante six, Mille cinq cens cinquante cinq, en Apvril et Septembre 1556 et autres. Moins y ont encores remédié si grand nombre de cruaux<sup>c</sup> commandemens, rigoureuses corrections et horribles exécutions, par tant de fois réitérées par plusieurs

La cruauté des  
edicts.

<sup>a</sup> Appert par les edictz des années 1531, 1540, 1550, et autres tous imprimez.

<sup>b</sup> Au grand livre des placarts<sup>\*</sup> au chapitre des hérésies imprimez et aussi à part.

<sup>c</sup> Cruaux, — cruels.

<sup>\*</sup> Le grand livre des placards, c'est à dire un registre, portant ce titre, qui reposant aux archives communales d'Anvers.

Anvers  
pour exemple.

Magistratz sur leurs subjectz et inhabitants. Et afin que l'on ne me reproce, que j'en parle seulement en général, veulx prendre et proposer nommément, comme pour ung exemple, dont le lecteur pourra juger des autres, une des principales, voire la plus puissante, renommée et peuplée ville de tous lesdicts Païs-bas, comme aussi ay proposé de toucher le plus, des affaires advenuz en icelle ville en particulier, comme pour ung miroir des autres, tant pour n'estre trop prolix, que pour ne fastidier<sup>1</sup> ne obfuser la mémoire au benigne lecteur, combien toutefois que ay délibéré de réciter aussi en brief les choses esdicts années advenues ès autres villes selon qu'il viendra à propos. La Ville dont je parle est celle tant renommée ville marchande d'Anvers, située en Brabant, dont à paine seroit à trouver une semblable en confluence<sup>2</sup> de toutes nations, traficques, négociations, richesses, abondance, puissance, fortifications et toutes affluences, dont ès années passées a esté singulièrement douée.

Les rigoureuses  
persécutions.

Qu'on regarde une fois tant de cruaults mandemens rigoureuses persécutions, prodigues apprémiations<sup>3</sup>, grans tourmens, pitoiables tueries, miséra-

<sup>1</sup> Fastidier, — importuner.

<sup>2</sup> Confluence, — réunion.

<sup>3</sup> Apprémiations, mise à prix d'un coupable, somme offerte pour son arrestation. Sous le règne de Philippe II on donnait trois cents florins à celui qui livrait un ministre réformé. Les membres du consistoire des Gueux étoient cotés beaucoup plus bas : ils ne valoient que cinquante florins. « On espéroit non sans motif, » nous dit à ce sujet M. van Groningen, « que la soif de l'or seroit le meilleur et le plus ardent complice de la répression. » (*Voy. Kort verhaal van de invocring der Bisdommen in Nederland in 1559.*)

bles Confiscations, dont l'on at usé tant audict Anvers\* que en toutes autres villes desdicts Pais-bas dès ledict an 21, et qu'on considère au contraire ce que en est suivy, bien est vray que par cestes tant en générales que particulières ordonnances<sup>c</sup>, l'on at en-chassé beaucoup de mille Personnes, plusieurs aussi constitué prisonniers, exécuté, couppé la teste, noié, brulé, estranglé, gehenné<sup>d</sup> à la mort, laissé mourir de faim, d'ordure, misère et par divers estranges et pitoïables fachons fait mourir<sup>e</sup>, sans aucune distinction de sexe ou do aige, de pertinacité<sup>f</sup> ou repentance, d'opinion séditicuso ou conscientieuse, ne s'ilz discrepoient<sup>g</sup> de la commune opinion ès articles grans ou petitz ou de quelque secte (comme l'on appelle illec) ilz estoient, ne s'ilz estoient autrement au Magistrat obéissans ou non, voires non s'ilz avoient commis quelque acte schandaleuse publicquement, ou seulement en leur conscience estéadonnez à telle doctrine, et pour le faire court, l'on at usé

\* Au livre des statutz, corrections et sentences criminelles<sup>a</sup>.

<sup>b</sup> Es années 1523, 25, 26, 28, 29, 31, 35, 37, 57, et plusieurs autres.

<sup>c</sup> Au martirologe et autres histoires<sup>aa</sup>.

<sup>d</sup> Gehenné, — torturé. <sup>e</sup> Pertinacité, — opiniâtreté.

<sup>f</sup> Discrepoient, — différaient.

<sup>a</sup> Corrections et sentences criminelles. L'auteur aura voulu indiquer le « Sentente en Correcchieboeck van Antwerpen » et le « Vyerscherboeck » de la commune, dans lequel on inscrivait l'exécution des sentences portées par le magistrat.

<sup>aa</sup> On possédait, en 1569, plusieurs martirologes protestants. L'un était dû à la plume d'un pasteur anversois, Adrien van Hamstede, et portait, en flamand, le titre de : *Historien der vromer Martelaren*; un autre avait pour auteur Jean Crespin, avocat d'Arras, et fut d'abord imprimé à Genève sous le titre de : *Le livre des martyrs depuis Jean Huss jusqu'en 1554*. Van Hamstede et Crespin eurent de nombreux continuateurs. Voy. Brandt. *Hist. de reform.* I, 181. Paquet. *Hist. litt. des Pays-Bas* X, p. 30. Haag, la France protestante. IV, 115-120. Gerdès. *Florislegum hist. crit. tids. overz.* p. III qui cite l'introuvable Martirologe de Louis Rabus imprimé en 1554 à Strasbourg.

contre telz, toutes les rigeurs que l'on sçavoit imaginer.

Touttesfois le succès a esté du tout contraire de l'intencion et espoir de ceulx qui les pourchassoient. Car en lieu qu'ilz espéroient par là desraciner celle opinion diverse à la doctrine d'eulx et du païs l'ont fait beaucoup augmenter et multiplier, à cause que le peuple voiant toutes ces cruaultez, persécutions, bannissemens et massacres de ceulx qui estoient d'autre Religion, et signamment aussi leur constance ès tormens et que enduroient la mort si paciemment (comme plusieurs d'entr'eux depuis appréhendez en Anvers, à Louvain, à Bruxelles et ailleurs l'ont expressément confessé) s'est tant plus adonné à icelle mesme Religion, et s'est mis tant plus soigneusement à lire, investiguer et s'informer de l'une et l'autre opinion, de sorte que durant le temps des plus véhémentes persécutions, la dicte Religion le plus s'augmentoît.

Ce que le peuple n'at tousiours tenu en cachette, mais de cinquante ans ença tousjours de plus en plus en fait assez ouverte démonstrance, partous les Païs-bas, dont ne samble hors de propos de adjouster ici quelques exemples des plus notables (car de réciter toutes, seroit chose infinie) et comment elles sont passées, afin qu'on puisse clerement cognoistre que ceste doctrine et religion, dont toute ceste garboulle<sup>1</sup> y est à présent, n'at dès son commencement oncques peu estre chassée hors lesdictz païs, mais y est d'an en an augmentée, nonobstant toutes les grandes et horribles persécutions.

<sup>1</sup> Garboulle, — confusion, — on écrit garboulle.

Laquelle allégation l'on n'entendra par moy estre faicte à telle intention comme si je voudroie inférer qu'on debvroit souffrir et permettre liberté à toutes sectes et hérésies, car je scay bien, que l'on les doit éviter et enchasser par toutes deues et raisonnables voies, aussi ne me veux avancer de déclarer et distinguer icy, comment l'on y peult excéder les limites de raison, comme n'estant aulcunement concernant mon présent argument, mais seulement pour démonstrer que ceste tant véhémence persécution, de population et exécution : de tout temps a grandement despleu et donné ung crève-cœur, aux inhabitans desdictz Païs-bas, voire que une bonne partie d'iceulx, (aulcuns assez ouvertement et cent fois plus en secret) se sont donnez à la dicte Religion et doctrine, pour ce que veoient que aultres pour icelle souffroient. De sorte que personne ne doit trouver estrange que après tant d'années, l'affaire soit à présent une fois venu en publicq, et se manifesté, mais plustost avoir matière de se esmerveiller bien grandement, comme il at esté possible qu'il soit tant de temps souffert, toléré et entre tel peuple dissimulé. Dont bien pourroient employer leur travail plus utilement, ceulx qui en Anvers et ailleurs s'enquestent si soigneusement contre ung chascun, pour estre informez dont que le présent changement et introduction de Religion soit venu, car leur source et origine est plus vieille que eulx. Comme aussi ne touche à mon proposé discours, ne suis délibéré de adjouster mon jugement ne de ici déclarer quelle des contentieuses doctrines et opinions : Je tiens pour la meillieure et la vraye et laquelle je

crois estre conforme à la parolle et institution divine, ores que l'occasion s'adonnant, jespereroie avec l'aide de Dieu, ne me hontir<sup>1</sup> de faire la confession de ma foy : Ains suis seulement d'intention de réciter à la vérité ce que successivement est passé, sans respect de personne (comme grâces à Dieu il ne m'est besoing) ou par craincte ou affection me fourvoier de la vraie voie.

Or délaissant ceste ma descoulpe (que me sambloit une fois pour tout nécessaire, contre tous calumnia-teurs tant d'ung costé que d'aultre, avant que procéder plus avant) et reprenant ma précédente allégation, dis qu'il est plus que notoir, que ceste opinion ou religion qu'on appelle nouvelle au Pays-bas, y at tousjours esté et demourée dès le commencement d'icelle, et depuis s'est continuellement augmentée, nonobstant toutes persécutions, voire que par le dechas<sup>2</sup> et mort de ceulx d'icelle Religion, elle y est beaucoup renforcée et en plusieurs lieux plantée, dont les exemples ne me défaillent<sup>3</sup>. Ains les pour-rois alléguer et spécifier par personnes, temps et lieux<sup>4</sup> : mais j'excèderois ma proposée briefveté, et pourrois ennoier le lecteur qui désire venir aux ad-venues des ans proposez.

Dont passant les quotiennes et communes persécutions et executions faictes contre iceulx, réciteray

<sup>a</sup> Qu'on voie l'*Histoire des Martirs* de nostre temps et autres samblables.

<sup>1</sup> Hontir, — avoir honte. On disoit autrefois *se hontoyer*, mais nous ne trouvons pas qu'aucun auteur ait jamais fait usage du verbe personnel dont Wesenbeke juge à propos de se servir.

<sup>2</sup> Dechas, — expulsion, bannissement.

<sup>3</sup> Défaillent, — sont défaut.



seulement en brief aucunes, esuelles l'on at peu veoir et considérer à l'œil le changement et inclination du peuple. Car si je voulois ici faire mention de ceux qui deça et delà pour la Religion, ou quelques leurs opinions ont esté exécutez,\* comme Jehan de Worden<sup>a</sup>, prestre en Hollande, pour avoir espousé une femme légitime en lieu de tenir palliarde, ne se pouvant contenir : Wendelmut Claes de Munichendam à la Haye<sup>b</sup>, pour ne vouloir recognoistre autrè médiateur que Jésus-Christ, Henry Vlameng, Augustin à Tornay<sup>c</sup>, pour ne vouloir confesser que celle qu'il avoit prinse pour son espouse, estoit sa palliarde : Guillaume de Swol à Malines<sup>d</sup>, pour avoir déclaré que l'église Chrestienne n'estoit tant seulement soubz le Pape<sup>e</sup>: Nicolas Lescripvent,

<sup>a</sup> Qu'on lise de tous ceux ici au livre de martyrs.

<sup>b</sup> L'an 1525 comme appert par livret imprimé\*.

<sup>c</sup> L'an 1527, *d.* 1528, *e.* 1539.

<sup>d</sup> Cette déclaration de Guillaume de Zwolle se rencontre dans un curieux petit livre in-18<sup>e</sup> portant pour titre : *Artickel der Doctoren von Loven, zu welchen Wilhelm von Zwollen, Königs Christiernen Forirer, Christlich hat geantwort, Und da neben eine christliche bekentnis gethan, dar auff er zu Mechelen im Niderlande verbrand ist. Anno M. DXXXIX, des XX tags octobris. Mit einer Vorrede Johannis Bugenhagens Pomern. Wittenberg.*

\* Le « livret imprimé » dont parle notre auteur n'a jamais passé dans les ventes et nous ne connaissons point de bibliothèque qui le possède. Brandt l'indique comme suit : *Guil. Guaphasi Historia de martyrio J. Pistorii à Worden*, et Revius, professeur de théologie à l'université de Leyde, l'a donné de nouveau en 1630, sous le titre de : « *J. Pistorii martyrium, descriptum à G. Guaphaso, editum a meo*, » en un vol. petit in-8<sup>o</sup>. Mais il se trouve que Brandt et Revius ont fait tous deux fausse route : le premier se copiant quelque part un titre imaginaire, et le second se croyant publier un ouvrage inédit. Notre auteur seul se trompe pas ; il aura en entre les mains l'édition latine de Strasbourg de 1546, ou, mieux encore, l'édition originale en langue vulgaire dont voici l'indication exacte : « *Een eyverlicks en seer schoons Ditsputatien, welke geschiet in den Hage in Holland, tuschen die kettersmeesters en de eenen framen christelycken priester ghenandt H. Johan van N'oorde, aldier ge-*

Jehan du Pois et Estienne Bourlet en Arras<sup>a</sup>, pour avoir refusé l'adoration de leur chandelle sainte : Guillaume Tyndal à Vilvoorden<sup>b</sup> pour avoir traduit le nouveau Testament en Anglois : Jehan Marlar, Marguarite Boular sa tante, Hector Revin et sa femme à Douai<sup>c</sup>, pour avoir rejecté les inventions de hommes : Martin le cordouanier à Ypre<sup>d</sup>, pour ne vouloir renuucier à la vérité évangélique. Michiel Michelot à Tournay<sup>e</sup>, pour adhérer à l'Evangille; M. Mahieu maitre d'escole à Gand<sup>f</sup>, pour avoir conseillé contre les persécutions, Charles le Roy à Bruges<sup>g</sup>, pour avoir délaissé l'habit monachal, Jacques Van Liesvelt en Anvers<sup>h</sup>, pour avoir après ung autre exemplaire imprimé une Bible avec une marginale annotation, que la salvation de l'homme procédoit seulement par Jesu-Christ : Pierre Schudemat audit Anvers<sup>i</sup>, pour avoir composé quelque balade, touchant quelques cas commis par aucuns cordeliers : Jehan d'Hostende<sup>j</sup>, aussi en Anvers, pour se réclamer de la confession de Ausbourg : Madame de Bigaerden et son filz à Bruxelles<sup>k</sup>, seulement pour avoir reprins les mensonges d'ung stationaire en leur propre Seigneurie<sup>l</sup>, et

<sup>a</sup> L'an 1531, <sup>b</sup> 1535, <sup>c</sup> 1541 et 1542, <sup>d</sup> 1547, <sup>e</sup> 1547, <sup>f</sup> 1549.

<sup>g</sup> L'an 1557.

<sup>h</sup> Par le livre de la Vierscare l'an 1545.

<sup>i</sup> L'an 1540, <sup>k</sup> 1551, <sup>l</sup> 1547.

<sup>j</sup> Ce dernier fait n'est pas exactement rapporté. L'exécution de la dame de Bégard et de son fils, Jean Estor, eut lieu au château de Vilvorde. M. A. Wauters a complété d'après une chronique manuscrite les détails donnés à ce sujet dans leurs écrits

<sup>a</sup> *vaeghen ende oock verbrant...* anno 1525 den 15 daech septembris, <sup>n</sup> petit in-8°. D'après nos divers martyrologes flamands ce prêtre se serait appelé Jean De Bakker.

tant de mille d'autres, seroit pour jamais achever.

En quoy ne me samble estre horz de propos que je prenne arrière pour exemple ladicte ville d'Anvers, en laquelle depuis ledict an 21 a esté institué la première persécution publique contre ceux que l'on appelle illec luthériens, non seulement contre l'ung et l'autre des laiz (comme les nomment) mais aussi contre les ecclésiastiques (qu'ilz disent) et comme ne sambloit souffrir ou assez effacer ceste doctrine qu'on s'en print à l'ung et l'autre en particulier, s'est-on illec attaché l'an 22, et commenché la persécution contre ung monastère tout entier, voires l'un des quatre ordres (qu'on y appelle) mendiants, asçavoir les Augustins, en quoy aussi le magistrat d'icelle ville a donc requis du conseil de Brabant, que leur envoie un conseiller<sup>a</sup> qui estoit aussi secrètement ordonné Inquisiteur, lequel y procéda si rudement, que la court mesme fit depuis tant vers le pape qu'il fut destitué<sup>b</sup>; mais voïons l'issue? Le monastère est désolé et destruit : les moines sont en partie enfuiz : en partie enchassez : et le reste appréhendez : voire deux d'iceux<sup>c</sup>, pour suivre en par Crespin et van Hamsteede. Voy, l'*Histoire des environs de Bruxelles*, I. 360-61.

Les Augustins  
d'Anvers.

<sup>a</sup> M<sup>re</sup> Franchois Van der Hulst<sup>a</sup>.

<sup>b</sup> En la commission des Inquisiteurs, l'an 1525, par le Pape donnée<sup>cc</sup>.

<sup>c</sup> L'an 1525, 1<sup>er</sup> julij 1527.

<sup>a</sup> François Van der Hulst devoit sa haute fortune au pape Adrien VI dont il étoit le compatriote et l'ami. Sa rapacité égaloit sa cruauté ; et ce fut une grande joie pour les hérétiques, qu'il avoit mission de poursuivre, d'apprendre que l'Empereur l'avoit convaincu de faux et privé de sa charge. Voy. Gachard, *Rapport au Ministre de l'Intérieur*, etc., CVIII-IX e. XI en note.

<sup>cc</sup> Ce bref de Clément VII est du 12 des calendes d'avril 1525. Il nommait aux fonctions d'inquisiteurs de la foi aux Pays-Bas : Nicolas Housen, prieur à Mont. Olivier Eudras, prévôt à Ypres, et Jean Coppin, doyen à Louvain.

Le nombre des  
persécutés.

l'article de la justification l'opinion de Luther, (et mesmes les premiers au Païs-bas entre les luthériens qu'on appelle) l'an 23 publiquement à Bruxelles dégradez et bruslez. Ne diroit-on pas que icelle Religion y est par là bien desracinée? Mais l'effect a bien démontré le contraire, car par la constance desdict deux exécutez à Bruxelles; est icelle doctrine en ladicte ville tellement plantée que ny cessa onc depuis. Le chief ou prieur\* d'icelluy monastère a depuis par beaucoup d'années presché celle doctrine publiquement, et attiré à icelle grand nombre du Païs-bas, comme aussi ung aultre eschappé moisne\* d'icelluy monastère, at par ses presches et constante mort, fort corroboré la mesme religion. Davantaige les inhabitants d'Anvers irritiez que ès églises et monastères ne leur estoit licite d'ouir la doctrine, qu'ils disoient estre conforme à la parole

\* Messire Jacques, prevost à Bremen, comme appert par son histoire\*.

† Henry de Zutphen, bruslé en Ditmaer, 1524, comme appert par l'histoire imprimé\*\*.

\* Jacques Spreng, dit Präpositus, ancien prieur des Augustins d'Anvers et pasteur luthérien à Brême, n'a point d'article dans *La liste des martyrs de Van Hamedeode*, et nous ne savons point où notre auteur peut avoir lu son histoire. Ce n'est qu'en 1747 que Von Seelen publia sa biographie sous le titre de *Epistola de vitâ, moribus et scriptis Jacobi Präpositi, antistitis Bremensis*, broch. in-8°. La manuscrit n° 16593 de la bibliothèque de Bourgogne intitulé : *Anathematizatio et revocatio Fratris J. Präpositi, olim prioris, etc.*, par D. Hermannum Gerardi, est précieux à cause des pièces concernant notre personnage qu'on y a ajoutées.

\*\* Henri Moeller ou Muller, dit de Zutphen d'après son lieu de naissance, étoit au nombre des moines augustins d'Anvers, qui, les premiers, prêchèrent la Réforme en Belgique. S'étant réfugié en Allemagne, il y fut assassiné le 11 décembre 1524. On lui a élevé un monument à l'endroit même où l'on suppose qu'il a été frappé à mort. Voy. *Nachricht über das dem Andenken Heinrich's von Zutphen am 25ten Juni 1830 auf dem Heider Begräbnisplatze errichtete Monument, etc.*, Herausg. von G. C. W. Scheitelig, pastor zu Heide in Norder Bithmarschen, Altona, 1830, in-8°. — *De Mortaldood van Hendrik Van Zutphen, een' der monniken van het Augustijner klooster te Antwerpen* door J. G. H. Reudler, in de *Hydragen tot de Geschiedenis, enz.*, van Schultz en Bomels, 114<sup>e</sup> stuk.

divine, se sont assemblez dedans, hors et lez la ville, ès bois, prez, voire aux navires, pour illec oïr presches telles, et ores que aucuns d'iceux prescheurs hors les bateaux<sup>a</sup> et ailleurs soient attaincts, noiez, exécutez, enchassez<sup>b</sup>, toutesfois si est icelle opinion tellement multipliée, qu'elle y est depuis tousjours renforcée, et se sont continuellement en secret consolez et endoctrinez par communication de livres et instruction, le ung des autres. On a veu l'horrible persécution exercée par toute la Comté de Flandres l'an 1540, et depuis : mais quel fruit en est suivy ? Beaucoup de gens y sont exécutez et plus retirez : mais l'expérience a démontré, comment ce non-obstant icelle religion soit depuis ès mesmes lieux multipliée tant ou plus qu'en aucune autre province du Pais-bas. Le semblable l'a on fait en la duchée de Brabant l'an 1541, et par après et spécialement à Louvain l'année précédente : dont plusieurs sont puniz de mort et grand nombre des subjectz enfuiz : toutesfois lon y a veu le grand accroissement de la religion contraire. Très grandes persécutions at on institué à Tournay, Valenchiennes, Lille, Mons en Haynault, Gand, Bruges, Ypres, Anvers, Bruxelles, à la Haye en Hollande et ailleurs ès années 1545, 1549, 1551, 1552, 1554, 1555, 1556 et aultres : mais ès années suivantes at on expérimenté, quelle

Les persécutions  
en Flandre et  
Louvain, 1540.  
En Brabant, 1541.  
A Tournay,  
1545 et 52.  
A Mons, 1549.  
A Valenchiennes,  
1551 et 1555.  
A Bruges, 1552.  
A Lille, 1556.

<sup>a</sup> Nicolas d'Anvers<sup>c</sup> noyé, 1524.

<sup>b</sup> Enchassés, — bannis, chassés.

<sup>c</sup> Voy. Van Huemede, *Hist. der vroemer Martelaren*. Édit. de 1657, fo 43 vo. « Scul-  
a tetes Annal. Evang. ad an. 1524. Lahnemann's *Historische nachricht über die sündung*,  
« *luth. Kirche in Antwerp*, p. 20. » Tous ces auteurs prétendent que Nicolas d'Anvers  
était un ancien prêtre. Son nom de famille nous aurait alors été révélé par M. Alph.  
Wouters ; il se serait appelé Vander Elst. Voy. les *Mémoires de Viglius et d'Hopperus*,  
p. 128, en note.

innombrable multitude des inhabitants avoit tirée à sa religion, la constance des exécutez : mesmes at on trouvé que le nombre des adonnez à icelle, est si-gnamment augmenté ès provinces et places ou lon a exercé les plus véhémentes persécutions.

*Le changement  
des voisins.  
L'an 1526.*

Or puis que me samble souffisamment avoir par exemples démontré la continuelle augmentation de la susdicte doctrine au Pays-bas. Reste d'alléguer une aultre grande et notable occasion par laquelle les inhabitants d'icelluy païs ne sont tant seulement en icelle leur opinion fort confirmez et encouragez, mais aussi ont trouvé la commodité d'estre fourniz des livres d'icelle doctrine, voire aussi endoctrinez, sans danger quelconque. Assçavoir que la mesme religion et doctrine, après plusieurs difficultez, révoltes, effusions de sang, et calamitez, est finalement receue et publicquement exercée en plusieurs puissantes provinces et villes d'Allemaigne, d'Oistlande<sup>1</sup> et Suice<sup>2</sup> (où que hantoient journellement) mesmes que plusieurs Princes et villes de l'Empire l'ont ouvertement l'an 30, confessée devant l'Empereur et tous les Estatz de l'Empire en la Diète à Ausbourg, depuis est ensuivy le changement publicq en la Religion ès Roiaumes de Denemarcq, Sueden<sup>3</sup>, Engleterre, Escosse et plusieurs autres roiaumes et païs : et finalement aussi au Roiaume de France, après que en chascun d'iceux païs les horribles persécutions et tueries avoient auparavant faict les mesmes

*La confession  
d'Ausbourg  
exaltée l'an 1530,  
25 jany.*

<sup>1</sup> Oistland. On comprenait sous ce nom, au moyen âge, les pays situés à l'est de la Saale; plus tard on appela Ostland ou mieux encore Osterland le duché de Saxe-Altenbourg.

<sup>2</sup> Suice, — Suisse. <sup>3</sup> Sueden, — Suède.

fruits que ont fait au Païs-bas : lequcl par là est venu à estre environné des païs d'autre Religion que la publicque accoustumée, esquels journellement hantans et traficquans, y ont jouy de l'exercice de leur Religion en la Cène et autrement, oy les prédications, et esté corroborez et instruits du tout en icelle doctrine. A quoy a beaucoup aydé que les inhabitants d'iceux païs, à cause du commerce ont journellement conversé ausdicts Païs-bas et avec livres, instructions et communications, encouraigé et attiré ceux des dictes païs.

Mais que besoing est il de faire beaucoup d'allégations de ce que ceux du Païs-bas, ont fait ès autres terres, ou ceux des autres provinces au Païs-bas, puis qu'il est tout notoir, et personne ne pourraye que au mesme Païs-bas depuis cinquante ans ença, ont tousjours esté tenuz presches publicques en toutes langues, èsquelles se enseignoit le peuple conformément à ceste opinion et doctrine, et que ung nombre infiny de Pasteurs, Curez\*, Moines†, et gens ecclésiastiques, ont esté addonné à icelle Religion. Voires qu'ilz ont la mesme doctrine, non

Les chrestiennes  
presches pu-  
bliques.

\* Le curé de Melsen près d'Anvers, l'an 1524. M. Pierre, pasteur, de Douay, l'an 1538 \*.

† M. Pierre Alexandri, carmélite prescheur en Court, l'an 1544\*\*. Roiaud Calon\*\*\*, Jacobin prescheur en Anvers, l'an 1549 et tant d'autres partout.

\* A propos de Pierre de Douai, nous sommes obligés de dire avec Crespin, d'ordinaire cependant si exactement informé, que « le surnom de ce prestre ne nous est encore venu à cognoissance. » (Le livre des martyrs. Edit. de 1582, fol. 111.)

\*\* Pierre Alexandri dirigeoit le conscience de Marie, reine de Hongrie et gouvernement des Pays-Bas, et il est fort probable que ce soit la pénitente qui ait converti le confesseur. On sait d'ailleurs que le reine Marie ne cessa jamais de lire et de méditer la Bible. Voy. Seckendorff in Hist. Luth., lib. II, p. 58.

\*\*\* Roland Calon ou Caloca, ce qui nous semble être la véritable orthographe de ce nom, n'est nommé nulle part.

seulement ès villaiges, mais aussi ès principales villes, comme en Anvers, à Bruxelles, et par tout ailleurs, avec grande confluence et contentement du peuple, presché et enseigné publiquement, sur la chaire, ès églises et monastères : et icelle seule grande fréquentation des auditeurs de tous costez s'assamblans en tels sermons, déclare assez que la plus part, ou du moins un grand nombre des habitants, estoient affectionnez à telle Religion : et combien que par après plusieurs de tels prescheurs, pour icelle cause, en plusieurs villes, ont esté repris, corrigez, emprisonnez, dégradéz et mis à mort\*, et principalement grand nombre d'iceux enfuiz : n'est pourtant leur doctrine ostée des cœurs des auditeurs, lesquels par lettres de tels exiliez, journallement se confortoient, dont les exemples sont tant et si notoirs qu'il ne samble besoing les répéter : et at on veu, que trois de tels moisnes fugitifz, ont l'an 66, après l'admission de la confession, publiquement (entre autres) presché en Anvers, y estans rappelés par ceulx d'icelle doctrine.

Les assamblées  
et presches  
secrètes.

Oultre et par dessus ces sermons publicqz des ecclésiastiques, se sont tout ce temps durant encores tenuz entre et par ceux de la Religion autres communications, assamblées et presches secrètes,

a Comme Messire Engelbert, curé en Zélande, et beaucoup d'autres, 1532 \*.

\* Engelbert de Nerle ou Morale, étoit curé à Beenvliet. *La livre des martyrs d'Adrien Fan Hammelede* (édit. de 1638, fol. 220) rapporte les circonstances de son arrestation, les interrogatoires qu'il eut à subir, les souffrances qu'il eut à endurer et enfin sa mort dans les prisons de Mons à la veille de son exécution. Engelbert mourut en 1537 et non pas comme l'indique Wesenbeke en 1532. Son éloge a été publié en 1604 par son arrière neveu, Paul Merula, professeur d'histoire à l'Université de Leyde.



lesquelles lon n'at jamais sceu extirper ou empescher du tout\*, quelque diligence et persécution que lon en at faict, signamment non auprès et ès grandes et peuplées villes, où ils espéroient se pouvoir maintenir, en lieux abstracts<sup>1</sup> et aux heures non accoustumées : dont lon a bien aperceu l'affection de la commune, qui se mettoit plustost au dangier de corps et de biens, que de entrelaisser d'estre enseigné en leur religion : ores que en l'une saison les ont tenuz plus ouvertement, et en l'autre plus couvertement, dont me sont tant d'exemples à la main que pourrois réciter, si la chose ne fut si notoire que personne ne peult prétendre ignorance, par quoy pour venir à mon principal concept<sup>2</sup> des affaires des années dessus proposées lez passées : allégant aussi en confirmation de ce ung seul exemple en lieu de plusieurs. Assçavoir que audict Anvers du moings trois de tels ministres ou prescheurs<sup>3</sup>,

\* Comme appert par tant d'édits et ordonnances.

♢ Herman Modet. George Silvain. Caspar de la Haye\*.

<sup>1</sup> Abstracts, — cachés. — <sup>2</sup> Concept, dessein, projet.

\* *Herman Modet* ou mieux encore *Modedt* (car c'est ainsi qu'il écrivait son nom de guerre), est l'un des plus célèbres parmi les moines ayant embrassé la réforme au xvi<sup>e</sup> siècle. Il naquit à Zwoll en Overijssel et il s'appelait *Strycker* ou *Stryker*, nom, qu'une fois converti à la réforme, il troqua contre un autre dès que sa sûreté l'exigeait. Fougueux, exalté et éloquent, *Modedt* avait tout ce qu'il fallait pour entraîner le peuple : ses succès furent prodigieux. Le prince d'Orange oubliant ses fautes, ne considéra que son mérite et l'attacha à sa personne en qualité de chapelain. Son apologie, publiée en flamand en 1567, est le plus curieux de ses ouvrages. Nous possédons son traité contre les anabaptistes dont la préface nous apprend qu'en 1603 il existait encore. Le *Water* lui a consacré un chapitre de son histoire de l'église réformée de Gend sous le titre de : *Latgevalen van Hermannus Modet*. (Utrecht, 1756, 1 vol. in-8°, p. 222 à 240.)

*George Silvain* est la traduction d'un nom flamand. Ce personnage qui avait les mêmes raisons que *Modedt* pour changer souvent de nom paraît s'être réellement appelé *Vanden Busche* ou *Vanden Bosch*. La ville de Thiel en Flandre était son lieu de naissance. Voy. à son sujet les indications que nous avons données dans notre livre : *L'inquisition et la réforme en Belgique*, p. 60.

*Caspar de la Haye* n'a jamais existé mais bien un *Caspar Vander Heyden*, né à

ont l'an 66, publicquement enseigné leur religion, lesquels des 10, 15, ou 20 ans auparavant, avoient eu de coutume de prescher et enseigner la mesme en secret tant en Anvers que ailleurs.

*Les prêches  
des Allemans de  
guerre.*

Davantage est notoir que durant les guerres tant de l'Empereur que du Roy contre France : on at de tout temps tolléré que les Allemans y servans ayent publicquement entretenuz tant au camp que en garnisons leurs prescheurs évangélicques, lesquels y ont à leur encoustumé à tous venans continuellement annoncé la parolle de Dieu et jouy des exercices de leur religion au sceu des Princes, sans estre reprins. Et que plus est, at (entre autres) le mesme esté impunément faict et continué au régiment de Lazarus Swendy<sup>1</sup> dedans la ville d'An-

<sup>1</sup> Lazare, baron de Schwendi, offrait le type parfait de ces soudards luthériens qui vinrent, au xvi<sup>e</sup> siècle, d'Allemagne aux Pays-Bas, et qui vendaient au plus offrant leur conscience en lui louant leur bras. Ce fut lui qui porta un coup fatal au protestantisme en s'emparant en 1547 du château de Gotha qu'il fit raser. Son mérite militaire était incontestable, et Philippe II le flatta et le choya comme l'avait flatté et ehoïé l'Empereur son père. Il maîtrisa à Anvers ses coréligionnaires, tout en applaudissant au patriotisme du prince d'Orange, qu'il tenait en grande estime, et en mangeant, le vendredi, avec ses soldats de la viande à la barbe des Inquisiteurs. (Voy. sa notice dans Gauhen's Heldenlexicon. Leipz. 1747, p. 1068-71.)

Nations. Cet homme, que les rigueurs de l'inquisition avoient chassé de sa ville natale et que les terribles secousses de l'époque avoient mûri avant l'âge, devint à vingt ans pasteur de l'église réformée d'Anvers. C'était en 1557 : sa tête fut mise à prix, et il se vit obligé, comme tant d'autres, de prendre le chemin de l'étranger. Ce ne fut qu'en 1563 qu'il quitta la colonie belge de Frankenthal ou Palatinat pour aller soutenir à Anvers, dans leur œuvre évangélique, ses collègues Herman Moadet et George Silvain ou Sylvanus. Après les événements de 1569 sa patrie le repensa de nouveau, et il dut recommencer un long et pénible pèlerinage. Ses lettres à Calvin, conservées à la bibliothèque publique de Genève (sect. des manusc., v. 112), sont encore inédites. Elles mériteraient d'être publiées.

vers", par tant de mois qu'il y estoit accompagnant la personne de la Royne Marie Régente : auquel temps leur fut aussi publicquement consenti de vendre, achapter et user de chair durant le quaresme<sup>1</sup>.

Et ores que me samble avoir assez déduict que ceste doctrine et religion, qu'on y appelle nouvelle (du moins dont l'exercice publicq y a esté nouveau) n'y est introduit d'aujourd'huy, ne d'hier : mesmes non premièrement par aucuns esprits y plantée et érigée en l'an 66. Toutesfois y veux en corroboration de ce adjouster un grand poinct, qui ne pourra estre dénié par personne y ayant hanté, signamment non par quelcung de la Court, des Consaulx, des Officiers et Justiciers des villes lesquels le sçavent et l'ont expérimenté que trop. Assçavoir que dès longtemps auparavant la multitude des inhabitants desdicts pais adonnez à ladicte Religion, a esté si grande et puissante, voire de si grand zèle et a eu telle abomination de ce que ceste doctrine fut ainsi persécutée, et les confesseurs d'icelle ainsi prins et tuez, que par plusieurs fois et en divers lieux, l'on at veu et considéré bien manifestement, le contraire cry et rumeur des spectateurs : et les humeurs du peuple se monstroient bien avant (tant en la condamnation que exécution de plusieurs). Que à leur très grand regret et comme forcez, ils estoient constraincts de veoir et souffrir tels actes et spectacles, et que ne les souffriroient pas tousjours. Ce que aussi en plusieurs lieux et en divers temps, ils ont effectué, car le peuple s'est souvent efforcé de rom-

Le regret des  
executions.

<sup>a</sup> L'an 1554.

<sup>1</sup> Quaresme, — carême.

Qu'on voie  
sur ces exécutions  
l'histoire des  
martyrs  
et semblables.

pre les prisons pour relaxer les détenuz, de délivrer les condemnez par voie de faict, de faire cesser la justice contre tels, de maltraicter les officiers, voire a quelques fois par violence osté les prisonniers hors les mains de l'officier et justice, quand les pensoient faire mettre à mort. Et tout ce se commettoit avec grand dangier et péril que les villes par là viendroient en quelque tumulte et à sang, par où les magistrats debvoient, le cas advenant, ad ce pourveoir, et se munir par armes.

Les multipliées  
persécutions.

Dont les exemples sont à la main tant de plus, mais puis que sont tant notoirs, n'en raconteray que trois ou quatre en lieu de mille. A Louvain at on veu que peu s'en failloit d'une ouverte esmotion, quant l'on y print en leurs maisons, à ung coup<sup>a</sup> 28 ou 30, tant hommes que femmes, et en brusa depuis quelques ungs; aussi at on entendu à Bruxelles le grand murmure que y survint quand l'on exécuta Juste Insberch, et Gilles Tilleman<sup>b</sup> pour ne vouloir adorer imaiges, et depuis Gille et Antoine Vedit<sup>c</sup>, pour s'avoir trouvé ès assamblées<sup>d</sup>. Il est notoir en quel hazard fut constitué Tournai, quant l'on y institua les aspres persécutions, soubz lesquelles furent exécutez M. Pierre Bruly, Pierre Mioce, Marie d'Adrian, et plusieurs autres<sup>e</sup>: et depuis Godfroid Hamel<sup>f</sup> Thomas Calbergen<sup>g</sup>, Jehan de Lanoy, Andries Michel<sup>h</sup>, Franchois Barlut et de-

<sup>a</sup> L'an 1543, <sup>b</sup> 1544, <sup>c</sup> 1558.

<sup>d</sup> L'an 1545, <sup>e</sup> 1552, <sup>f</sup> 1554, <sup>g</sup> 1560.

<sup>h</sup> Tous ces noms, dont notre auteur a parfois singulièrement défiguré l'orthographe, sont rapportés dans les martyrologes de Crespin et de Van Hamsteede auxquels nous renvoyons nos lecteurs.

puis par une cruelle mort Bertrand de Blas<sup>a</sup> : aussi par après Alexandre d'Aick, et plusieurs jeunes filles<sup>b</sup>. Aussi Michel Robillard, Nicaise de le Tombet et Rogier du Mont<sup>c</sup>. A Gand ne fut petite altération, quand par une aspre persécution furent entre beaucoup d'autres mis à mort, Martin Huerbloch, en Haynault se recordent encores du danger, auquel se trouvèrent durant leurs grands Inquisitions, sous Jehan le Bocq, et Nicolas du Poel<sup>d</sup>. Ceulx de Mons lesquelles souffrirent M. Nicolas Franchois, Augustin Barbier et sa femme<sup>e</sup>, aussi Jehan Malo et Damien Witcocq<sup>f</sup>, ensamble Waldrue Carlier, Jehan Pourceau, Laurens le soletier, et Jehan Fasseau<sup>g</sup>. Aussi ceux de Valenchiennes n'ont oublié la révolte qu'ilz craidoient quant l'on mist à mort, en leurs persécutions, Gilles Vivier, Jacques et Michiel Le Febure avecq Michiele de Caignucle<sup>h</sup>, et Thomas Montard<sup>i</sup>. Ne ceux de Bruges quand y furent exécutés, Cornille Volcart, Hubert l'imprimeur, Filibert le meusnier, et Pierre le roux<sup>j</sup>. Ilz souvent bien à ceux de Lisle s'ilz estoient en crainte quant l'on y tua Robert Oguier avec sa femme et deux filz<sup>k</sup> : et depuis Jacques de Lo, Simon Guillen, Pierre le petit, Jehan Denis et Simon Herme<sup>l</sup>. Malines ne s'a trouva aussi fort assurée quant on y enprisonna la mère avec quatre enfans, et brusla bien tost après Franchois et Nicolas Thys, ses deux plus anciens filz<sup>m</sup>. Je facheroy le lecteur si je voulois réciter tous les dangers ausquels plusieurs villes se sont

<sup>a</sup> L'an 1555, <sup>b</sup> 1562, <sup>c</sup> 1563, <sup>d</sup> 1545, <sup>e</sup> 1549, <sup>f</sup> 1554.

<sup>g</sup> L'an 1555, <sup>h</sup> 1551, <sup>i</sup> 1559, <sup>j</sup> 1552, <sup>k</sup> 1556.

<sup>l</sup> L'an 1560, <sup>m</sup> 1555.

souvent trouvez à cause de samblables exécutions, mesmes quant ne réciterois que celles d'Anvers, où ilz ont eu souvent l'esmotion quasi encommenchée pour tels massacres : mesmes non obstant que par leurs confréries et autres armes se fortifiarent : toutesfois se trouvarent souvent en apparent dangier, de perdre non seulement leurs condamnez prisonniers, mais quant et quant leur vie. A quoy servira pour ung exemple de fresche mémoire en lieu de plusieurs, l'exécution faicte en la personne de Christoffe Fabricius<sup>1</sup>, ayant esté carmélite, lequel le bourreau ainsi qu'il fuyoit, avec le Magistrat, à cause que la commune commença à jecter des pierres contr'eux, tua plus par un poingnart que par le feu ad ce préparé<sup>2</sup>, comme aussi le mesme avoient paravant bien tesmoingné les tumultuations y advenuz quant on y volut exécuter Adrien le peintre et Henri le parmentier<sup>3</sup>, et bientost après Cornille Haelvvyn et Herman Janssen, et devant ceux cy,

<sup>1</sup> L'an 1564. ô. 1559.

<sup>2</sup> Fabricius. Cet ancien moine, échappé d'un couvent de Bruges et devenu ministre des sectaires, s'appelait Christophe Desmedt ou Marissael. Nous ne savons trop pourquoi Marguerite de Parme, qui dépensait en espions assez d'argent pour être bien informée, lui donne le nom de Grégoire. (Voy. sa lettre au ministre Perez du 21 juillet 1561. Gachard. *Corresp. de Philippe II* v. 1.) Les détails les plus curieux sur l'arrestation de Fabricius, son procès et sa mort se trouvent dans une brochure du temps que nous croyons devoir attribuer à Martin Klein, dit Microen, pasteur de l'église des réfugiés flamands à Londres. En voici le titre copié sur l'exemplaire conservé à la bibliothèque royale de Bruxelles : *Historie ende geschiedenis van de verradelicke ghevangenis der vromer en godsalicher mannen, Christophoris Fabricii dienaar des goddelicken woords binnen Antwerpen, ende Oliverii Bockii, professor der latynscher Schole van Heydelberch, enz., s. p., 1565. 8°.*

M. Jehan des Champs\*, et tant d'autres, dont leur souvient encores.

Et comme pour ceste craincte l'on les vint depuis à exécuter secrètement, et sur les prisons, at on le plus souvent ouy devant lesdictes prisons en tel temps grandes crieries, rumeurs et assamblées, voire tellement que quelquefois ilz ont efforcé les prisons en plusieurs lieux, et en tiré les prisonniers condemnez, dont les exemples sont aussi si notoirs qu'il souffit seulement l'alléguer. Ce que je ne réfère avecq intention que je veuille louer telles forces et voyes de fait, mais seulement pour démonstrer que par là se vérifie manifestement le zèle du peuple, à ceste Religion, et contre les édictz et persécutions, et que le nombre et hardiesse d'iceux, s'alloit de jour à autre augmentant.

Je pourrois davantaige démonstrer par plusieurs autres raisons, que ceste nouvelle Religion et opinion, est tousjours continuée et de temps, à autre augmentée ausdicts Pais-bas : samblablement que les inhabitans et peuple par tout de plus et plus, vint à regretter, et trouver fort mauvais ces cruelles persécutions et exécutions de ceux qui se tenoient et réclamoient pour Chrestiens. Aussi que contre leur gré, souffroient et enduroient la cruaulté et tyrannie exercée à cause de tels sanguinaires placcards, mesmes aussi plusieurs de ceux, qui encores demourarent fermes en l'ancienne Religion : mais comme ce n'est le principal but de cestuy mien labour, me contenteray de ce que ay récité cy dessus, de tant

a L'an 1557.

plus que ne samble estre de besoing de prouver davantage une chose si clere et notoire, voire telle que mesmes en tous les Préfations<sup>1</sup> et commenchemens des Placcarts contre la Religion émanez<sup>2</sup>, se déclare pour véritable, voire pour l'unique occasion des mesmes Placcarts<sup>3</sup>, et de la publication d'iceux de demy an en demy an continuée<sup>4</sup>, comme aussi eust esté frustratoire de faire contre ceste doctrine, tant et si souvent des Placcarts, si l'on n'eust esté bien informé, que beaucoup des inhabitans y estoient adonnez.

Or ceux qui estoient en crédit auprès du Prince et Gouvernante, ensamble les Consaulx des provinces et magistrats des villes, mesmes aussi les ecclésiastiques (ausquels la commune<sup>4</sup> imputoit ces persécutions si à tort, Dieu le sçait, et est notoir à tout le monde) voians, considérans, et par la quotidienne expérience sentans que de tant plus qu'ils tachoient à extirper ceste doctrine, de tant plus la mesme croissoit, pensans toutesfois qu'il n'y avoit meilleur remède que la rigueur des persécutions : se sont persuadez que ceste grande augmentation des hérésies (qu'ils nomment) procédoit tant seulement par la négligence, connivence et commisération des offi-

<sup>a</sup> Qu'on lise ces placcards imprimez.

<sup>1</sup> Préfations, — préambules. <sup>2</sup> Placcarts, — édits royaux.

<sup>3</sup> La plupart de ces ordonnances se trouvent dans les trois premiers vol. de la collection dite *Groot placcaert en charterboek van Friesland*. Les éditions originales, tant en français qu'en flamand, sont excessivement rares. La bibliothèque royale de Bruxelles en possède un certain nombre, grâce au zèle que M. van Hulthem avait mis à les rassembler.

<sup>4</sup> Commune est pris ici dans le sens de la généralité de la population.



ciers et justiciers en général, tant au s'informer, poursuivre, appréhender et accuser, que au condamner et exécuter de ceux qui, en la religion, estoient d'autre opinion.

Et pour ad ce, selon leur espoir, donner bon ordre ont fait encharger<sup>1</sup> et commander bien expressément ausdicts officiers et justiciers par toutes les provinces (mesmes sur grosses amendes et corrections, dont autrement seroient chastiez) de se rigler<sup>2</sup> et conduire avec toute la diligence, célérité et rigueur du monde, suivant le contenu des placcart, sans pouvoir changer, modérer ou diffculter le moindre point, fust au rigueur des paines, innocence de la personne ou cause ou autre occasion et mérite, voire que personne ne pourroit pour ceste modération, supplier.

L'immuabilité  
des  
corrections.

Et combien que à sa Majesté Impériale mesme, ceste immutabilité sambloit trop dure, et que pour icelle cause, auprès dudit placcart, avoit octroïé et signé une autre sienne déclaration, <sup>a</sup> contenant,

<sup>a</sup> 27 januari 1555 \*.

<sup>1</sup> Encharger, — recommander instamment.

<sup>2</sup> Rigler, — régler. Wesenbeke écrit ailleurs reigler.

\* Cette circulaire du 27 janvier 1555, que notre auteur n'a pas jugé à propos de donner au nombre des pièces justificatives de son volume, complète si bien le langage qu'il tient au sujet de l'inquisition, que nous n'hésitons pas à la transcrire :

« Cher et feal. Combien que de long temps et par divers moyens avons fait grand u devoir pour extirper les sectes et hérésies et en préserver nos subjects et pays de u par deça. Toutesfoiz quelques ordonnances, placcards et édits que sur ce sont esté u dressés et publiés peu de fruit s'en est ensuy, par ce quilz ne sont esté observés ne u exectés selon leur forme et nostre intention, procédant ceste faulte comme entra- u donc par le yen de sçile que aucuns nos officiers, juges, eschevins et autres gens de u loy démonstrent avoir au fait de la religion cathédique. Pour de quoy remédier u vous commandas et ordonnas bien expressément que dorénavant en renouvelent u les lois de nostre pays de Flandres sans yres songueux regard de nen admettre ne u commettre en aucun office ou judicature personne qui ne soit entre que de bonne u vie, fème et recomée, et signalement non catché de aucun secte ne

comment et en quel cas les justiciers pourroient entendre à la mitigation, et pour ce estre supplié. Toutesfois a on tant sceu practiquer, que icelle déclaration n'est venue à la cognoissance des officiers, justiciers ne inhabitans.

La (sainte)  
Inquisition. L'an  
1549.

Mais voians que par ceste rigueur n'advançoient riens, ne poyoient desraciner à leur appétit, ceste doctrine à eux si odieuse, laquelle entretant croissoit tousjours : ont pour le dernier et extrême remède, médité ung moien, par lequel espéroient seulement chasser et suppediter<sup>1</sup> du tout ceste Religion, tenans pour chose assurée, que si tost qu'on entendroit, que l'on vouldroit user et laisser effectuer tel moien, personne n'oseroit plus parler, ne se démonstrer pour ceste nouvelle opinion, mais ilz sont bien frustrez de leur attente, et ont directement par là gaigné le contraire. Car en lieu que s'asseuroient, que par là contraindroient le peuple à suivre du

<sup>1</sup> Suppediter, — abattre, terrasser.

« erreurs, et qu'il n'ait tousjours en répétition d'estre bon chrestien et catholique  
« gardant les constitutions de l'esglise; mesmes voulons qu'en renouvelent les loix en  
« tous lieux de vostre office pour le préalable, vous ayez d'eejoindre et commander bien  
« estreitement de vostre part à tous baillys, mayeurs, eschevins et autres magistrats  
« aient la nomination et election des dits gros de ley qu'ils aient de choisir, nommer  
« en caltre aucunes gens qui ne soient entiers siecres et catholiques comme dessus,  
« à peice de autrement suspendre aux dits electeurs en leurs propres et privés noms,  
« et d'en estre chrestien comme faoteurs et consacetans auxdits heretiques. Et, où que  
« vous ne puissiez personnellement vacquer à renouveler les loix, portent enchar-  
« geres à vos commis et substitués de faire et observer le mesme, faisant au surplus  
« partent estreitement garder et exécuter ces dits placards et edits aledroit des dits  
« sectaires, selon que vous a esté enjoint ce vous concernant au gouvernement de...  
« pour estre chose dont dépend l'honneur de Dieu, conservation de nostre sainte foy et  
« religie catholique et repos universel de la chose publique, qu'est la cause que  
« tant l'avons à cœur que de vous en faire ceste recharge. A tout, cher et féal, etc.  
« Bruxelles, le 27<sup>e</sup> de janvier 1554 (n. s. 1553).

« (Signé) : C. A. S. T. A. »

(Arch. du royaume à Bruxelles. Reg. sur le fait des hérésies, n° 405.)

tout leur doctrine, et les quasi adorer, ont ilz au contraire par le mesme moien non seulement renforcé et donné conraige aux sectaires (comme les nomment) mais aussi offensé, irrité et aliéné, premièrement contre leur desseing, et consécutivement contre leurs personnes et doctrine, ceulx qui au paravant les suivoient, défendoient et tenoient en grande estime, et davantaige sont par la venuz en la haine et mal talent<sup>1</sup>, non seulement du commun peuple, mais aussi des plus puissans et plus grans, ensamble des Consaulx et Magistratz, voire des Marchans et plus riches, aquoy leur avoient donné très grande occasion.

Car ils considéroient manifestement, que si avant que le mesme moien fut mis en œuvre et effectué, que eux tous, qui s'estoient si longuement bien maintenuz en leur liberté, seroient renduz les plus misérables esclaves du monde, voire ne demourent une heure asseurez de leur vie ou biens, ains<sup>2</sup> tousjours subjects à l'appétit et délation d'un ennemi, envieux, voisin avaricieux, voire du plus vilain serviteur de leur maison. En oultre que le mesme nécessairement causeroit la totale ruine de tous les païs, lesquels ne se maintenoient que sur leur liberté et franchise (et la négociation, contractation<sup>3</sup> et fréquentation des biens et personnes que à l'occasion d'icelles s'y trouvoient) dont estoient venuz en telle

<sup>1</sup> Mal talent, — mauvaise volouté; fureur.

<sup>2</sup> Ains, — mais.

<sup>3</sup> Contractation. — Commerce des échanges avec les pays d'outre-mer et plus particulièrement, suivant notre langage du xvi<sup>e</sup> siècle, avec les Indes orientales.

grandeur et prospérité, et que infailliblement icelles une fois ostées, le marchand estrangier se retireroit, la négociation, et par conséquence la navigation et manufacture y cesseroient, et le païs viendrait à ester dépeuplé<sup>1</sup> et sans culture.

De sorte que selon l'obligation que avoient tant au bien commun de la patrie, que le leur propre, ne pouvoient faire moins que d'avoir en haine tel proposé moien et l'empescher à leur possible par toutes bonnes voies, voire de devenir ennemis de ceux qui l'avoient mis en avant et le pourchassoient. L'intention desquels ne scavoient plus longuement approuver, s'apercevans que iceulx se soucioient si peu, quelles désolations et domaiges en pourroient redonder<sup>2</sup> aux païs, villes, Seigneurs, nobles, marchans, et inhabitans, moiennant qu'ilz parvinssent au dessus, selon leur sanguinaire desseing.

Il est bien vray que depuis l'on s'est apperceu qu'on avoit taché d'y introduire le mesme moien dès plusieurs ans encha, et que les ecclésiastiques avoient de ce impétré<sup>3</sup> pouvoir et charge, non seulement des Papes de Rome, mais aussi des Princes et gouvernantes du païs, par diverses fois, comme ès années 1521, 25, 29, 37, 40, 45 et autres<sup>4</sup> mais comme ne l'avoient sceu ne osé mettre en œuvre, ne se déclarer publiquement pour telz, n'en avoit esté guerre de murmure entre le peuple, sauf auprès de ceux que en avoient oui quelque chose, et aussi auprès des entenduz, qui craindoient et avoient

<sup>a</sup> Par les Commissions d'instructions des inquisiteurs.

<sup>1</sup> Dépeuplé, — dépeuplé. <sup>2</sup> Redonder, — rejaillir.

<sup>3</sup> Impétré, — obtenu par la prière ou les supplications.

tousiours quelque arrière pensée qu'on voudroit aussi quelque jour en iceux païs practiquer et imiter l'exemple des aultres païs, esquelz, le mesme moien s'estoit mis en œuvre.

Mais en l'an 50, quand le Roy moderne<sup>1</sup> fut entré au païs pour la première fois, et y avoit esté juré comme Prince advenir, est devenu manifeste à tout le monde par le mandement, adonc<sup>2</sup> émané sur l'hérésie, que l'intention estoit dès lors en avant mettre en œuvre et publicquement effectuer icelluy moien : et non plus le practiquer en secret, ou tenir par secrettes commissions. Car le mesme placart fut envoyé par toutes les provinces pour estre publié et le contenoit bien expressément<sup>3</sup>. Si vous désirez sçavoir, amy Lecteur, quel estoit icelluy moien, je ne le vous auray si tost nommé que ne comprenez incon-

Le placart  
de  
l'Inquisition en  
Avril 1551

<sup>1</sup> Moderne, — nouveau, actuel. Il s'agit ici de Philippe II.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Adonc, — alors.

<sup>3</sup> Avril 1550. Le placard ou autrement dit « l'ordonnance et edict de l'empereur Charles-le-Quint renouvelé au mois d'avril 1550, pour l'extirpation des sectes et erreurs pullulez contre nostre sainte foy catholique » était appelé l'édit particulier pour le distinguer de l'édit général donné en la même année par l'empereur en la ville d'Augsbourg, le 25 septembre. Ce dernier édit, que l'on peut lire dans la collection des placards de Flandre (v. 1, p. 586), était le seul que l'on aurait pu légalement appliquer aux habitants du marquisat d'Anvers, en leur qualité de bourgeois de l'empire. Mais Charles-Quint, frappé d'aveuglement, persista dans une voie d'illégalité. Une lettre qu'il écrivit d'Augsbourg à sa sœur le 29 juillet 1550, nous découvre ses intentions au sujet de la ville d'Anvers. « Les certificats des curés obligatoires à tous tiendront en bride le grand nombre d'étrangers qui sont en Anvers et empêcheront d'autres gens altérés de venir s'y établir. » Le moyen était peu politique : ce n'était rien moins que tuer le commerce pour maintenir la suprématie de la religion dominante.

tinent, combien qu'il importoit au païs, le non recevoir, et quelle désolation en seroit esté suyvie s'il eust esté toléré, car l'on le peult bien juger par les maux que aultres païs en seuffrent<sup>a</sup>, qui n'ont telles libertez d'ung costé, ne placcartz si durs d'autre, que le Païs-Bas. Pour le vous faire court, c'estoit la belle sainte (comme l'appellent) inquisition ecclésiastique, comme l'on use d'icelle en Espagne, Indie<sup>1</sup>, Portugal, et partie d'Italie, ou du moins, comme selon le droict Canon est institué (comme quelques ungs depuis l'ont volu interpréter) ores qu'il n'y a guerres de différence de l'une à l'autre, sinon entant que à la civilité et modestie de l'esvesque et inquisiteur ou ses commis le plaist modérer.

1550. L'effect  
de l'inquisition  
et placcart  
joinct.

Or avoit-on bonne intention de faire exercer de bonne sorte ladicte Inquisition par les ecclésiastiques et quant et quant<sup>2</sup> de faire exécuter en toute rigueur les placcartz si cruelz, statuez au faict de la religion par les laïques officiers et justiciers. Ce qu'estant une fois descouvert par ledict placcart (lequel en aulcunes provinces et villes par légiereté, et sans le peser plus avant à la fahon accoustumée, avoit esté publié) a causé par tout le païs inconti-

<sup>a</sup> Par l'histoire de l'inquisition imprimée \*.

<sup>1</sup> Indie; Indes occidentales, et, plus particulièrement, le Mexique.

<sup>2</sup> Quant et quant, — en même temps que.

\* Notre auteur aura sans doute voulu parler du livre d'un calviniste espagnol réfugié auprès de la colonie belge de Heidelberg, Renaud Gonzales de Montés ou Montanus. Publié à l'instigation de ses corréligionnaires sous le titre de : *Sanctas inquisitionis Hispanice artis aliquot detectas, ac polum tractatas*, 1567, in-8°, l'ouvrage de Montanus fut presque aussitôt traduit en français, en flamand et en anglais. La version flamande est la dernière venue. Elle est due aux soins du fameux Balthazar qui en écrivit la préface, et porte la date de 1590.

nent une grande frayeur, perplexité et oblocution<sup>1</sup>, pour les causes dessus déclarées : aussi quelques villes, considérant l'affaire de plus près ont différé d'accepter icelluy placcart, ou de permectre la publication voiant à l'œil que leur ruine ensuivroit. Signamment<sup>2</sup> quand ils ouirent que ceulx d'Anvers en faisoient difficulté et refusoient la publication, voire requiroient estre ouiz en opposition. Car si tost qu'on s'est illec aperceu de cestui placcart et concept ont les Gouverneurs et Conseil d'icelle, l'affaire meurement pesé, et trouvé ne convenir aucunement de l'admettre ou accepter, prévoians que en faisant autrement, ne faisoit à espérer et attendre, que toute désolation, dépopulation, calamité, et misère : dont les commenchemens incontinent se démontrarent, car le marchant (de ce placcart et moien enbouché<sup>3</sup>) faisoit incontinent ses apprestes pour se retirer, surceoit son train, ne achaptoit plus de denrées, ne en envoyoit, ou faisoit venir, dont l'accoustumé train grandement diminuoit, le pris des maisons s'avalloit, le commun Bourgeois se trouvoit sans ouvrage et argent, de sorte que l'apparente ruine de la ville se veoit à l'œil.

L'opposition  
de la  
ville d'Anvers.

Ce que considérant le magistrat, et pour non seulement remonstrer, mais aussi vérifier les urgentes causes de leur refus, ont commis quelques ungs d'entr'eux pour prendre pertinente information<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Par la grande information de l'an 1550.

<sup>2</sup> Oblocution, — reproche, soupçon, contradiction.

<sup>3</sup> Signamment, — notamment.

<sup>4</sup> Enbouché, — mot de la façon de l'imprimeur. L'auteur aura sans doute écrit *embrunché*, qui se disait alors pour embarrassé, entortillé.

La remontrance  
contre  
le placcart et  
l'inquisition.

sur tous les inconvéniens, desia advenuz par la craincte de ladicte Inquisition et que apparemment en suivroient davantaige. Lesquelz ont examiné par serment en diligence ung très grand nombre des principaulx Bourgeois marchans et aultres, et rédigé leurs déclarations par escript. Laquelle information, ensamble une longue déduction, tant hors ladicte enquête et placcart, que l'instruction des Inquisiteurs, privilèges du païs, franchises de la ville, et autres raisons, contre ladicte inquisition composée par ung du serment de ladicte ville, ilz ont depuis envoyé par leurs députés à la Roynie d'Hongrie, Marie de haulte mémoire, alors pour l'Impériale Majesté, Gouvernante ausdictz païs, et vers icelle et tous aultres Seigneurs et Conseillers, remonstré le mal qu'ensuivroit, ensamble supplié qu'elle intercédasse vers Sa Majesté Impériale afin qu'une telle et si marchande ville ne fusse chargée ne gastée de la dicte Inquisition, dont avoit tousiours esté libre, et suivant ses privilèges ne debvoit estre subjectée à la cognoissance ecclésiastique.

Le conseil  
de Brabant.

Le voisinage  
de la  
royne vers  
l'Empereur.

Le Conseil de Brabant aiant meurement pesé ceste affaire, s'at déclaré adonc<sup>1</sup> pour la liberté du païs et contre ladicte Inquisition et placcart en corroboration de ceux d'Anvers. Semblablement les autres villes de Brabant suivans l'exemple d'Anvers n'ont admis la publication dudit placcart. Pour faire court, les plaintes, doléances, remonstrances, perplexitez, et murmures, des graus et petits, ont esté si grandes et tant générales, que l'on a preveu à l'œil la

<sup>1</sup> Adonc, — alors.



désolation et ruine totale de la ville et du païs, si la chose se vinsse à effectuer. A cause de quoy ladicte Gouvernante, démontrant la très bonne affection que portoit au bien de sa patrie, a prins la paine de se trouver l'an 50 en personne auprès de l'Empereur son frère, estant à la Diète d'Ausbourg, et a tant remonstré et effectué vers sa Majesté, que ledict Placcart est changé, et en plusieurs poincts modéré, mesmement laissé dehors tout ce que fondoit ou stabilissoit ladicte Inquisition. Laquelle depuis a toujours esté tenue en singulière abomination auprès tous les inhabitants, grandz et petitz, de quelle opinion qu'ilz fussent. Laissant doncques de costé ledict placcart d'Aprvil 1550, s'est publié au Païs la dicte autre ordonnance faicte comme dit est à Ausbourg en Septembre après. Ores que<sup>a</sup> la publication d'icelle ne passa en Anvers sans difficulté, de tant plus qu'on s'estoit aparceu<sup>b</sup> que quelques secrètes commissions<sup>c</sup> furent arrièredonnées à quelques Théologiens pour estre Inquisiteurs, jusques et à tant que leur fut promis<sup>d</sup> que ce nonobstant, ils ne seroient molestez, ne chargez d'aucune Inquisition, mais que leurs marchans et inhabitants seroient maintenuz, en leurs anciennes franchises et exemptions, dont aussi avant d'admettre la publication ont par expresses actes protesté<sup>e</sup>.

Le placcart  
de  
septembre 1550.

<sup>a</sup> Par lettres du chancelier de Brabant \*.

<sup>b</sup> Par actes de protest du 4 et 5 de novembre 1550.

<sup>c</sup> Par l'instruction des inquisiteurs de l'an 1550.

<sup>d</sup> Stabilissoit, — établissait.

<sup>e</sup> Ores que, — quoique. <sup>f</sup> Aparceu, — aperçu.

\* Le chancelier de Brabant s'appelait Engelbert Van Dale. Il mourut en 1557.

L'andee  
des inquisiteurs.

Et combien que la commencée oblocution, et l'apparente sédition qu'on en craindoit, fut par là apaisée et assopie. Toutesfois est depuis es cœurs des inhabitans généralement, non seulement demeurée, mais aussi tousiours accreue la haine et abhorrissement<sup>1</sup> tant de l'Inquisition que persécution, ensamble non seulement des personnes, mais aussi de la doctrine des ecclésiastiques : et s'est le peuple en grand nombre adonné à l'autre doctrine. A quoy sont plus esmeuz quant bien tost après ils ont veu et expérimenté, que non obstant tous ces difficultez survenuz à cause de ladicte comminée Inquisition, et que l'on avoit si ouvertement démontré que icelle ne pouvoit estre toléré au païs sans la ruine d'icelluy : Toutesfois ceulx qui du Pape et l'Empereur avoient en secret commission d'estre Inquisiteurs<sup>2</sup> ne cessoient de practiquer par tous moiens pour effectuer leur charge : non seulement par eux mesmes en personne, mais aussi par autres ecclésiastiques à ce par eux constituez comme subdéléguez. Quelques ungs desquelz se sont avancez d'effectuer leur commission en quelques provinces où la publi-

<sup>1</sup> Titelman, — Lindanus, — Sonnius\*.

<sup>2</sup> Abhorrissement; sentiment d'horreur.

\* D'après M. Gachard (Rapport à M. De Thoux, ministre de l'intérieur, p. cxliii et siv), les trois personnages cités par notre auteur, ne pouvaient être, en 1550, que les subdéléguez des quatre inquisiteurs de la foi nommés par Paul III et confirmés dans leurs charges par Clément VII :

Pierre Titelman, doyen de Renais, surveillait alors la Flandre et l'Artois. On sait que cette surveillance dégénéra plus tard en une fureur de répression sans exemple.

Guillaume Lindanus ou Verlinde était chanoine de Le Haye et professeur de théologie à l'Université de Louvain. Il fut successivement désigné pour les sièges de Buremonde et de Gand.

François Sonnius ou de Campo de Zon, d'abord chanoine de la collégiale d'Utrecht et de Saint-Pierre à Louvain, puis évêque de Bois-le-Duc et d'Anvers, exerçant ses terribles fonctions en Hollande et en Zélande.

cation dudit placart d'Apvril, avoit esté faite, poursuivans, molestans, et faisans appréhender plusieurs, signamment en Flandres, Hollande, Haynau, Artois, Tournay, Lille et ailleurs, au grand regret et murmure du peuple : et signamment considéré la cruauté, avarice, lubricité et nouvelles introductions des Inquisiteurs, joint la dépopulation que par leurs prétensions survint en iceux païs, dont la basse Flandre et autres lieux se sont trouvez grandement desnuez, tant de gens que de manufactures et richesses.

Les Inquisiteurs, ce nonobstant poursuivoient la commune de plus en plus, en laquelle au contraire croissoit à ceste cause de jour à autre la haine, non seulement contre iceux, mais aussi contre tous les ecclésiastiques, dont leur doctrine se vint fort à diminuer, et la contraire à s'augmenter : signamment depuis qu'on aperceut, que non obstant que la publication dudit placart d'Apvril 1550, eust esté empeschée en Brabant et ailleurs. Les Inquisiteurs et ecclésiastiques ne firent pourtant moindre devoir, d'y faire mettre en œuvre l'effect de l'Inquisition, et faire appréhender et exécuter ceux qui estoient d'autre opinion que la leur, envoians à ceste fin aux officiers dudit païs leurs secrètes informations et advertences, suivant lesquelles les officiers prindrent souvent plusieurs : dont aucuns furent par après condempnez et mis à mort, autres comme non culpables relaxez<sup>a</sup>, voire c'est l'un d'entr'eux<sup>b</sup>, tant avancé qu'il at osé soustenir au collège du Sénat en

*Les délations  
des inquisiteurs.*

<sup>a</sup> L'an 1555.

<sup>b</sup> Relaxés, — relâchés.

Anvers, que luy et les autres inquisiteurs avoient puissance, non seulement de venir en icelle ville, mais aussi y exercer leur commission, s'enqu Coastant, tant des prisonniers que d'autres illec, contre ceux que leur plairoit, ores qu'il ne luy fut permis, mais par le magistrat refusé.

Ceste aliénation, haine et murmure du peuple est notamment augmenté l'an 1555, quand l'on est venu à entendre la machination, dont avoient adonc usé. Car comme Sa Majesté impériale pour sa débilité et veillant se retirer en Espagne, avoit en icelle année résigné ses Estatz et provinces du Pays-bas à son filz, à présent seigneur d'iceux, et que à ceste occasion un chascun qui avoit quelque charge, devoit rapporter sa commission qu'il avoit de l'impériale Majesté et impétrer nouvelle du nouveau seigneur, l'ont faict aussi lesdicts inquisiteurs, mais ilz et quelques autres ont si bien sceu jouer leur personnaige et tant practiqué, que en lieu que au par avant avoient eu commission secrète chantante sur<sup>1</sup> leurs personnes, adoncq se dressarent et furent expédiées lettres patentes de placart<sup>a</sup>, par lesquelles fut commandé à tous officiers et justiciers de donner assistance ausdicts inquisiteurs ès exploits de leur charge. Lequel placart se envoia partout pour estre publié, sur espoir que sans y regarder de plus près, l'on procéderoit à la publication d'icelluy avec la mesme facilité, dont l'on use des ordinaires mandemens, veu notamment que desja avoit esté long

<sup>a</sup> Par le placart en faveur des inquisiteurs conclu du 1<sup>er</sup> décembre 1555.

<sup>1</sup> Chantante sur, — en faveur de.

silence d'icelle inquisition, du moins en Brabant : mais ceste finesse leur est arrièrè venue au rebours, car les gouverneurs et conseil d'Anvers (ou que entre autres le mesme fut estrangement délivré en mains) ny ont procédé avec la légiereté qu'en attendoit, mais le pesant bien meurement et en estans bien perplex, ont différé la publication d'icelluy et incontinent envoyé leurs députez en Court pour y remonstrer et réduire en mémoire ce que touchant ce poinct de l'inquisition, estoit passé et à eux promis l'an 1550, et que à icelle cause ne devoient à présent permettre tel placcart, mais requirarent<sup>1</sup> d'estre ouïz en opposition, ou bien relaxez<sup>2</sup> de leur serment, pour les maux à ensuivre : lesquels ont fait en Court vers plusieurs si amples remonstrances<sup>3</sup>, que le mesme placcart, par lettres closes est incontinent rappelé et redemandé, non seulement d'Anvers, mais aussi des trois autres chief-villes de Brabant : de sorte que lesdictes villes n'en sont pour alors plus molestez. Et ores que<sup>4</sup> à ceste practique fut si bien et tost obvié : toutesfois ne demoura si secrète que ne parvint à la cognoissance du peuple, à cause principalement, que je crois, que avant que lesdictes lettres révocatoires dépeschées à l'instance desdicts d'Anvers, parvindrent ès villes de Louvain et Boisleduc, la publication dudict placcart (sans y estre prins autre regard) estoit desja illec faicte, dont que plusieurs considérarent fort bien que la totale intention estoit d'introduire icelle

L'opposition  
de  
ceux d'Anvers.

Lettres  
révocatoires  
dudict placcart  
du diocèse  
de janvier en-  
suivant.

<sup>a</sup> Par le verbal de ceste poursuite.

<sup>1</sup> Requirarent, — requériront. <sup>2</sup> Relaxés, — relâchés.

<sup>3</sup> Ores que, — quoique, bien que.

inquisition à la première commodité et en temps de prospérité, ores que adonc' et auparavant l'on avoit esté forcé de dissimuler pour ce qu'on avoit besoing des assistences et contributions des subjects, et signamment de ceux d'Anvers (pour la grande guerre que l'on avoit en ce temps avec France par l'espace de dix ans continuelz) ce que cause une merveilleuse altération des inhabitants.

L'an 1559.

Les garnisons  
d'étrangers.

Quand ores les cœurs et affections des subjects et inhabitants du pais furent grandement altérez, tant pour les causes préalléguées, que plusieurs autres, ne touchans nostre présente matière. Si est conjointe et survenue l'an 1559, une autre très grande occasion, par laquelle les humeurs et cœurs du peuple sont aliénez davantaige, prévoians qu'on tachoit par là non seulement les tribuler<sup>1</sup> et rompre leur ancienne liberté au spirituel, mais aussi assubjectir et suppéditer<sup>2</sup> leur accoustumée franchise au temporel par forces et armes estrangières, ce qu'advint ainsi. Comme le Roy, depuis l'acceptation du Pais-bas se tint audict pais continuellement par quatre ans, sont entretant demourez au mesme pais environ quatre mille soldatz espaignolz, de ceulx qui estoient venuz avec Sa Majesté au pais et autres : lesquelz au nom de Sa Majesté furent ré-partizen garnison aux villes frontières contre France et souldoiez de par Sa Majesté. Et ores que le pais à l'entour s'en ressentit grandement, toutesfois,

<sup>1</sup> Ores que a donc, — quoique maintenant.

<sup>2</sup> Tribuler, — vexer, tourmenter, agiter. Rabelais a écrit : triballer, et Molière : tribouiller.

<sup>3</sup> Suppéditer, — dominer.

comme l'on ne pensoit aultre chose, sinon qu'il les falut emploier quelque part, durant qu'ils attendoient le retour du Roy vers Espagne et que adonc le convoieroient, n'en est faicte complaincte ne murmure général jusques en l'an 1559, sur le parlement de Sa Majesté quand l'on s'est aperceu que l'intention estoit de délaisser au païs les mesmes souldatz espaignolz avec leurs capitaines et de mettre en leurs mains les fortes places d'icelui païs, sans les confier aux natifs du païs à l'accoustumée, voire que desja plusieurs espaignolz s'estoient vantez d'obtenir, et pourchassoient, diverses capitainies gouvernens, Estatz, charges et offices du Païs-bas.

Ce a causé une très grande oblocution<sup>1</sup> et murmuration non seulement entre le peuple et communs inhabitans du païs, mais aussi envers tous les Estats, Consaulx et Magistratz d'icelluy, semblablement entre les grans, Seigneurs et nobles du païs, comme le serment et obligation qu'ils avoient au païs, ne comportoit d'admettre ou passer par silence, ce que si notoirement contreviendrait aux privilèges, franchises et coustumes du païs. Plusieurs aussi se persuadèrent fermement que ceci se practiquoit en partie, pour par après ausdicts païs introduire et effectuer l'inquisition par force, oultre et par dessus toutes autres servitudes.

Or, comme au temps que Sa Majesté se devoit embarquer, les généraulx Estatz des provinces du païs estoient assamblez à Gand, desquels Sa Majesté adonc prenoit congié, leur déclarant les causes

Les  
Estats généraux.

<sup>1</sup> Oblocution, — soupçon, contradiction, propos fâcheux ou malveillant.

La retraite  
des  
Espagnols.

de son voiaige, et qu'il y laissa pour gouvernante en lieu du duc de Savoie', sa seur la duchesse de Parma. Ont les mesmes Estatz sur pied dressé requeste, et par icelle remonstré ceste difficulté et requis qu'il emmenast lesdicts soldats espaignolz avec soy quant et quant, ou du moins les fisse retirer des frontières et luy suivre en Espaigne sans les laisser au país. Et ores que ceste pétition au commencement sambloit au Roy bien estrange; toutesfois considérant la grande instance et remonstrance de ses Estatz et subjectz, entendant aussi que autrement le país en seroit gasté et ruiné, oyant en oultre que, tant ledict duc et duchesse que les gouverneurs et grands du país, la trouvaient raisonnable et fondée, l'a finalement accordé et promis, mais ce nonobstant at-on peu veoir à l'œil, le grand espace de temps que lesdictz soldatz y sont encoires demouré, combien de practiques qu'on a usé pour les tenir illec, quelles tailles on a imposé au pays à ceste

\* Duc de Savoie—Emmanuel-Philibert, fils de Charles III, duc de Savoie, et de Béatrix de Portugal, n'était point un homme ordinaire. Brantôme le loue à sa manière. C'est, d'après lui, un prince très-courageux et très-sage, mais nullement scrupuleux en ses propres affaires. Ce jugement ne manqua ni de vérité ni de franchise. Emmanuel-Philibert sût, en escomptant ses victoires et en rançonnant ses prisonniers, se faire rendre par la guerre une bonne part de ce que la guerre lui avait pris. Charles-Quint, son oncle, fit de lui, en récompense de ses services éclatants, le capitaine général de son armée des Pays-Bas, et Philippe II, trouvant que ce n'était pas encore assez, le nomma en 1556, gouverneur général de nos provinces. Emmanuel-Philibert quitta, au bout de trois ans, ces hautes fonctions pour retourner en Italie. Il mourut à Turin le 30 août 1580. Voy. *l'Histoire d'Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, gouverneur général de la Belgique*. Amsterdam, 1692, in-8°.



occasion, et quelles fouldes<sup>1</sup> ilz ont commis en leur retraicte. Dont l'on a eu ouverte démonstrance, le desseing avoit esté bien aultre et que n'eussent retiré ainsi ne si tost, si l'on n'eust eu à emploier iceulx contre les Turcqz, ès frontières de delà, pour la perte des Jelves<sup>2</sup> et autrement. Ce que n'a faict que augmenter l'aliénation du peuple.

L'an 1560.

Ceste opinion qu'on tâchoit encoires du tout à l'inquisition tant odieuse, est grandement corroboree et enracinée au cœur des gens, quand l'on s'est aperceu de ce que chez Sa Majesté avant son partement, estoit pourchassé et practiqué sur le point de la religion, tant à l'endroit des magistratz que ecclésiastiques. Car quant au juge séculier, veu que par nulles persécutions jusques adoncq mises en avant l'on n'avoit sceu extirper les erreurs et hérésies par eulx alléguées : A-t-on, au nom et de la part de Sa Majesté composé et dépesché à tous Consaulx, officiers et justiciers, commandemens, instructions et lettres<sup>3</sup> si très rigoureuses et très cruelles pour destruire et fricasser tant ceulx qu'ilz nomment hérétiques, que ceulx qui les ont veu et leu, n'ont sceu assez imaginer, comment il a esté possible, que en cœur humain ait peu estre pourpensée<sup>4</sup>, inhumanité et sanguinolente cruauté si grande. Et quant aux ecclésiastiques veu que l'expérience avoit démontré que non obstant toutes

Les très-cruelles lettres.

<sup>a</sup> Par les lettres et instructions envoyées aux villes datées en aoust 1559.

<sup>1</sup> Fouldes, — avanies, dommages.

<sup>2</sup> Jelves, — Selves, c'est-à-dire les paysans transylvaniens et hongrois révoltés contre l'autorité de la maison d'Autriche.

<sup>3</sup> Pourpensée, — admise de sang-froid, considéré mûrement.

demenées à ceste fin employées dès quarante ans auparavant, l'on n'y avoit sceu effectuer l'inquisition pour extirper les hérésies, a-t-on sceu déguiser l'affaire, de sorte qu'on ne faisoit aucun doute, qu'on n'en viendroit bien au bout et au mesme effect, toutesfois soubz aultre couleur et prétexte et qu'on conduiroit l'affaire si dextrement que le peuple se trouveroit en la subjection de ladicte inquisition avant que s'en apercevoir, si subtilz seroient les moiens, puis qu'on avoit prins l'expérience qu'il n'estoit faisable ouvertement, de quoi mesmes quelques des principaux ecclésiastiques<sup>a</sup>, estans en crédit auprès du Roy, n'ont point sceu taire, ains s'en vanté entre autres, à aucuns, non petits seigneurs du mesme Pais-bas.

Les nouvelles  
l'evêschies.

La demenee est conduite en ceste sorte, l'on a envoyé vers le Pape et à iceluy remonstré que le Pais-bas, depuis peu, d'ans ença estoit grandement augmenté tant de gens que de pouvoir (ce que estoit vray si l'on l'eust sceu maintenir) et que les diocèses et évêschies du pais avoient leur district, si ample, qu'il n'estoit possible que les évêques, y estans en si petit nombre, peussent prendre le soing convenable pour leurs ouailles, avec autres telles belles raisons, dont l'on supplia à sa Sainteté (comme le suprême bon Pasteur) y vouloir pourveoir, séparant les anciennes évêschies, les changeant, érigeant des nouvelles, et ès villes principales constituant de nouveau, tant archieveschies que évêschies, ordonnant en oultre que tant pour l'entretienement des

<sup>a</sup> L'Evêque de Cuença confesseur du Roi, Bernardin de Fresneda cordelier.

nouvelles diocèses, que en récompense des anciennes, dont l'on osteroit partie, fussent incorporez, appropriiez ou uniz, les entrées<sup>1</sup>, non pas des moindres ou plus povres, mais bien des plus riches et plus puissantes abbayes, prevostez et bénéfices du pays. Le tout fust incontinent ainsi passé et accordé, sans que les anciens évesques en soient une fois ouyz, ou que les subjectz diocésains l'aient requis, voire non esté demandez, mesme sans entendre l'advis des Gouverneurs des provinces, Chevaliers de l'Ordre ou Conseilliers d'Estat (sinon de ceulx qui tachoient à devenir évesques) ne aultres Consaulx du pays, en oultre sans requérir consentement ou le préadvertiser aux Estatz des provinces, ne aux Magistrats des villes, par où peuvent juger ceulx qui s'y entendent, si par voie deue et légittime y soit procédé.

Pour sièges des nouvelles archieveschies furent nommez, les villes de Malines (scituée au milieu de Brabant estant auparavant du diocèse de Liège, et laquelle seroit métropolitaine sur toutes) Cambray et Utrecht, ambedeux par devant éveschies aiant esté Cambray soubz l'archieveschie de Rens<sup>2</sup> en France, et Utrecht soubz l'archieveschie de Coloigne. Et des nouvelles éveschies, en Brabant, Anvers et Bois-le-Duc (qui estoient soubz Cambray et Liège respectivement). En Flandres Gand et Bruges (ambedeux de l'éveschie de Tournay) et Ypres (ores que de<sup>3</sup> Ypres avoit esté en train auparavant, comme

Par les bulles  
Papales  
de Paul IV.  
9 Maij 1550.  
et de Pie IV.  
6 Martij 1560.

<sup>1</sup> Entrées. — On appelait ainsi l'impôt en faveur d'un supérieur dont la plupart des fonctionnaires étaient légalement frappés en entrant en charge.

<sup>2</sup> Rens, — Reims, ville de l'ancien comté de Champagne.

<sup>3</sup> Ores que, — excepté que.

ayant esté soubz Térouene en France adoncq rasée). En Artois (oultre Arras, ancienne éveschie) Saint-Omer, aiant esté soubz ledict Térouene<sup>1</sup>. En oultre Namur (estant de Liège) pour son quartier. En Hollande, Harlem; en Zélande, Middelbourg, ambedeux du diocèse d'Utrecht; en Frise, Leuwerden et Groeningen, aussi pardevant soubz Utrecht; en Geldres, Remunde<sup>2</sup>, aussi de Liège; et en Overeissel, Deventer, que soloit estre soubz Utrecht. Je répète les résidences de ces nouveaux évesques si au loing, à cause que de soubz se fera mention du succès de ceste matière, en chascun desdicts lieux, et que cestuy changement et nouvellité, a donné plus grande oblocution, aigreur et murmure, que toutes les causes précédentes : voire quant et quant et soy<sup>3</sup> introduict une apparente crainte de révolte et tumulte, si lon s'eust avancé de passer oultre et introduire incontinent ces nouveaux prélats, comme la commune en quelques lieux ouvertement assez se déclairoit : de sorte que l'affaire est encores en doubte, et non encores effectuée partout.

L'incorporation  
des abbayes.

Et à cause que dessoubz se fera plus ample mention des abbayes, ordonnées pour estre incorporées au prouffit de ces nouveaux évesques, m'a samblé bon

<sup>1</sup> Térouene, — Théroouanne. Cette antique capitale de la Morinie avait été si complètement rasée, en 1553, par les ordres de Charles-Quint, que son enceinte n'offrait plus, à l'époque où écrivait notre auteur, qu'un vaste pâturage dont les revenus étaient également partagés entre les évêques de Boulogne et de Saint-Omer.

<sup>2</sup> Remunde, — Ruremonde, ville de l'ancien duché de Gueldre. Elle fait aujourd'hui partie du Limbourg hollandais.

<sup>3</sup> Voire quant et soy, — même avec soi.

de spécifier, quelles abbayes estoient destinées à incorporer à l'usage, de ceste ou celle éveschie ou archieveschie : donc pour les archieveschies furent dénommées cestes : assçavoir pour Malines, Affligem, la meillieure de Brabant, valissante<sup>1</sup> pour l'abbé, par an, bien cinquante mille flourins dudit pays : pour Cambray..... Pour Utrecht la prévosté et archidiaconie de S. Salvator<sup>2</sup>. Et pour les éveschies chacune soubz le district d'icelle. Premièrement pour Anvers, S. Bernart; pour Bois-le-Due, Tongrelo; pour Gand, S. Bavon; pour Bruges, la prévosté de Saint-Donaes; pour Ypres, S. Martin; et pour S. Omer, S. Bertin, et la prévosté du lieu. Pour Namur les dismes des abbayes et monastères d'icelle Contée; pour Harlem, Egmond; pour Midelbourg, S. Pierre; pour Leuvvaerden, Mari-gat et Lidden; pour Groeningen, Golvveert; pour Remunde, les Réguliers; pour Deventer, la prévosté de Saint-Liévin.

Les occasions par quoy le peuple a tant murmuré et s'esmeu contre ceste invention, ont esté plusieurs, dont les principales estoient, que c'estoit une nouveauté noncques<sup>3</sup> ouye, mise en avant sans le consentement ou advis des villes, pays ou Estatz : (dont ne faisoit à espérer que quelque grand inconvénient) que les fondations des ancestres par là se aliénoient : les pays se desnuaient de leurs anciennes

<sup>1</sup> Valissante, — valant.

<sup>2</sup> S. Salvator, — Saint-Sauveur. L'église de ce nom dite aussi « Oude Munster » a été démolie en 1587 pour cause d'utilité publique.

<sup>3</sup> Noncques, — mis pour oncques. jamais.

abbayes, les monastères se dépossessoient de leurs accoustumées prééminences, les Estatz se verroient avec le temps présidez par évesques (à quoy lon pourroit ordonner des estrangiers) et les biens des monastères venoient ès mains d'autrui; les grandes aulmosnes et contributions (dont lon se avoit si bien jusques ores en icelles abbayes quité' au grand soulagement des povres du pays) viendroient à cesser, le tout directement au contraire de la notoire accoustumée liberté et privilège du païs; et davantaige, voire principalement, que personne ne pouvoit comprendre, sinon que soubz ce manteau d'éveschie, estoit cachée la bonne et tant aimée Inquisition, laquelle lon tachoit y introduire sur ce beau prétext. Et combien qu'on fit grand devoir pour eximer<sup>2</sup> ceste craincte et opinion; toutesfois ne le sceut on jamais oster de la teste et fantasie: non seulement du peuple, mais aussi, non, des Estatz, Gouverneurs et Magistratz des provinces et villes; signamment, à cause qu'il apparoit manifestement par expresses consultations sur ce tenues à Romme, par sept cardinaulx \* ensamble par le teneur des bulles, sur ceste matière dépeschées, que le but de cestuy changement tendoit à l'Inquisition, et que chascun évesque pourroit conférer neuf prébendes en son église cathédrale: dont les possesseurs seroient tenuz de luy assister au faict de l'Inquisition. par tout le district de son diocèse: mesme les deux d'iceulx seroient les inquisiteurs mesmes, lesquelz

\* Appert par la consulte de sept cardinaulx.

<sup>1</sup> Quité, — acquitté.

<sup>2</sup> Eximer, — ôter.

escriptz estant venuz jusques ès mains de plusieurs est ladicte impression si infixée<sup>1</sup> à la teste d'ung chascun, quelle fut tenue pour avérée et toute certaine; de tant plus, qu'on a prins regard que quasi tous ceux, qui estoient dénommez pour estre évesques, estoient Inquisiteurs ou théologiens de Louvain et les autres inidoines<sup>2</sup> pour prescher la parolle de Dieu (ores que ce sambloit estre l'une des principales causes de ceste mutation) mais plus accoustumez aux affaires et gouvernemens des princes, pais et républicques si comme le cardinal de Granvelle<sup>3</sup> désigné pour Malines, le président Viglius<sup>4</sup>, désigné

<sup>1</sup> infixée, — fixée profondément ou sellément

<sup>2</sup> Inidoines, — incapables.

<sup>3</sup> Granvelle; Antoine Perrenot, évêque d'Arras et plus tard cardinal de Granvelle, était déjà immensément riche lorsqu'il obtint, en 1559, l'archevêché de Malines. Motley dit de lui, en le citant comme juge dans sa propre cause; « que sa rapacité était sans « bornes comme l'Océan, et qu'il demeura toute sa vie un « effronté mendiant de faveurs et de places lucratives » (*The rise of the dutch republic*, Ed. d'Amsterdam, 1, 211). Ce reproche, le plus grave qu'il soit permis d'adresser au célèbre ministre de Philippe II, était malheureusement mérité par tous les fonctionnaires étrangers aux Pays-Bas et pourvus d'emplois à l'encontre et au mépris de nos chartes et privilèges. Le siège de Malines ne valant pas grand chose, Granvelle sût se faire denner, à titre de compensation, la riche abbaye de Saint-Amand non encore incorporée. Trois ans avant sa mort, en 1563, il renença à l'archevêché de Malines. Le P. Pepin Rosa, de l'ordre de saint Dominique, et Gisbert de Vroede, curé de la Chapelle, à Bruxelles avaient été successivement ses suffragants.

<sup>4</sup> Viglius. S'il faut en croire un rapport du moine Alenço et du docteur del Canto, le président du conseil privé, le savant Viglius ah Ayta de Zwlichem, « ne s'est fait prêtre et homme d'église à la fin de sa vie que pour happer la prévôté de Saint-Bavon quelque ses infirmités ne lui permettent de célébrer la messe ni même de rester debout à l'autel. » Le même rapport accuse Viglius à la fois d'être hérétique, d'avoir refusé le siège de Gand

pour Gand, et le chancelier Nigri<sup>a</sup> désigné pour Anvers.

Par ceste occasion, sont non seulement ressuscitez, mais beaucoup augmentez les murmures, aliénations et perplexitez que avoient esté au païs, l'an 1549 et 1550, sinon que astheure lon pouvoit juger et considérer qu'on voloit ainsi tromper les païs, et les faire tomber aux lacqz avant que le sentir, et que lon ne cesseroit jusques à l'avoir subjecté au joug de ladicte Inquisition à eux tant odieuse, fut par l'ung ou l'autre costé, et par là les renduz plus que esclaves. Laquelle passion et aigreur journallement alloit croissant, parce que l'on ne donnoit au contraire bonne audience ne espoir en Court, quelques remonstrances ou doléances que lon en fist, mais au contraire démonstroït assez que en toutes fachons lon le voloit pousser tout oultre et l'effectuer par tout.

L'introduction  
des évêques.

Comme aussi plusieurs de ces nouveaux évêques furent de faict introduict et mis en la réele posses-

pour lequel il avait été désigné, et de s'être permis la mauvaïso plaisanterie de recommander, en son lieu et place, l'abbé de Saint-Pierre qui ne savait point le flamand. Qu'on reprocho au président du Conseil privé son avarice et sa perfidie, nous lo voulons bien, mais qu'on veuille le représenter exempt d'ambition et partisan de la réforme, nous avouons ne pas le comprendre. (*Voy. Gachard, Correspondance de Philippe II, v. 1, p. 319-20.*)

*a* Un Francois ne sachant la langue \*.

\* Philippe Nigri, chancelier de l'ordre de la Toison d'or, conseiller ecclésiastique du Conseil privé et doyen de Sainte-Gudule, à Bruxelles, fut, en 1550, l'un des cinq commissaires proposés par Philippe II et acceptés par le pape apostolique pour veiller à l'établissement des nouveaux évêques aux Pays-Bas. Il eût sa faire donner le siège d'Anvers, mais il mourut en 1562 avant d'avoir pu être sacré. Il éloit né à Boulogne sur mer, et, comme l'observe notre auteur, il ignoroit le flamand.



sion des églises à eux destinées sans demander aggrégation aux villes où estoient situées, mais bien leur promectant mons et merveilles, afin que le souffrissent. De ceste sorte est introduit (par dessus l'évesque d'Ypres) l'évesque de Bruges, l'évesque de Namur, l'évesque de Saint-Omer, l'évesque de Harlem, l'évesque de Middelbourg; finalement aussi l'archevesque de Malines, et au dernier (mais longtemps après les autres) l'évesque de Bois-le-Duc, le tout avec grand danger de révolte et sédition des habitants d'icelles villes, lesquelz par beaucoup de murmures et oblocutions démonstroient assez ouvertement que c'estoit contre leur gré qu'on les força si avant.

Lon eust bien volu faire le mesme es restantes villes, mais lon ne l'osa entreprendre à cause que le peuple d'icelles, avoit faict plus libre démonstration de ne vouloir souffrir, que contre leurs anciennes franchises seroient ainsi préjudicquez<sup>1</sup> et ruinez, par telles insouffrables novellitez d'évesques, d'Inquisition et indicature ecclésiastiques; voire si avant que de communiquer et dire entre eux qu'il valoit mieux le tuer au commencement, et à son entrée, ou semblables menasses. L'aliénation desja conceue contre les ecclésiastiques et leur doctrine, fut par ceste cause fort augmentée et tellement exaspérée, tant es villes, que généralement partout, qu'il est grandement à esmerveiller que dès adonc le peuple n'ait desgorgé son mal talent<sup>2</sup>, et par sédition, révolté le

<sup>1</sup> Préjudicquez, — préjudicier, employé comme verbe actif.

<sup>2</sup> Desgorgé son mal talent, — montré sa mauvaise volonté.

tout *sotto sopra*<sup>1</sup>, par ung désespoir et impacience contre les ecclésiastiques.

Les questions des  
ecclésiastiques.  
L'an 1562.

Durant ces difficultez et perplexitez des séculiers, touchant l'introduction et possession de ces nouveaux évesques (par où les ecclésiastiques vindrent en une haine incroyable) ne demourarent les ecclésiastiques mesmes entre eux accord, mais les anciens archieuesques et évesques, auxquels on ostoit préeminence et district, (lesquels aussi, la plus part estoient du Saint-Empire et princes en icelluy) ensemble aussi ceux des chapitres et paroches<sup>2</sup> qu'on érigoit en églises cathédrales, semblablement ceux des abbaïes et prébendes qu'on incorporoit, se sont grandement deluz<sup>3</sup> les ungs qu'on ostoit à l'empire ses limites, et à eux leur jurisdiction, les autres qu'on tachoit de mettre en une nouvelle subjection, et de leur oster et troubler leur ancienne fondée possession et exemption, sans cause quelconque, sinon pour le particulier prouffit d'aucuns sollicitans leur propre utilité, dont faisoient partout leurs lamentations et doléances bien grandes, dont le peuple fut de tant plus irrité contre ceux qui s'esforçoient de pousser oultre cette nouvellité.

L'opposition des  
abbayes.

Et entre les autres, querelles des ecclésiastiques du païs, se sont signamment démonstrez ceux de trois abbaïes en Brabant : à sçavoir premièrement ceux de Tongerlo et S. Bernard, et par après aussi

<sup>1</sup> *Sotto sopra*, — adv. ital. sens dessus dessous. On dit aujourd'hui *sossopra*.

<sup>2</sup> Paroches, — paroisses.

<sup>3</sup> Deluz, — Wesenbeke écrit ailleurs *doluz*, affligés. On se servait, à cette époque, plus souvent des verbes *douloir* et *doulouser*.

ceux d'Affligem, à cause que successivement leurs abbez furent trespassez, et quelle poursuite qu'ilz en firent en Court, ne sceurent parvenir à l'élection d'autres abbez, suivant les coustumes et privilèges d'icelles abbaïes<sup>a</sup>, combien que le Conseil de Brabant advisa en leur faveur, à cause de quoy ont faict leurs complaintes aux Prélats des autres abbaïes, et depuis aussi aux nobles et chief villes de Brabant : représentant les trois Estatz d'icelluy pais, et requis de se joindre avec eux ; et conjointement requérir à la gouvernante, que peussent estre pourveuz d'abbez, comme il appartenoit<sup>b</sup>, ce qu'ilz ont faict, mais ne obtindrent rien, à cause que icelle print les excuses que cela ne dépendoit de l'autorité d'elle, mais que le Roy avoit réservé à soy mesme les affaires de ceste matière, dont ont esté esmeuz d'envoier leurs députez vers Sa Majesté en Espagne, par lesquelz ont à icelle en personne par escript exhibé, une remonstrance et déduction<sup>c</sup> comment qu'il seroit, non seulement contre droict, mais aussi contre les privilèges, tant du pais de Brabant en général, que desdictes abbaïes en especial<sup>d</sup>, de les vouloir soubzmettre à aultres, et leur oster leur accoustumée élection, chascun pinct déduisant particulièrement.

<sup>a</sup> Par les remonstrances et apostilles.

<sup>b</sup> Par les remonstrances et responces. T'Serclaes et Nys, en Janvier 1562<sup>e</sup>.

<sup>c</sup> Par la déduction.

<sup>d</sup> En especial, — spécialement.

\* Voici en quels termes le P. Strada apprécie la démarche du clergé auprès du roi Philippe II : « On vit arriver à la cour d'Espagne, au mois de janvier, T'Serclaes et Nys, « qui ayant eu deux audiences du roi avec des réponses contraires et ambiguës, revinrent au mois de mars aux Pays-Bas, où Du Moulin ne rapporta pas de Rome un plus grand avantage de sa légation. » (Edit. de 1739, I, 176.)

Sur laquelle requeste le Roy bien tost après a rendu iceux députez response et appostille par escript<sup>a</sup>, contenant en effect, une négative, et que se devoient contenter, estans pourvez de prélatz, voire rendre graces, que l'on décoreit leur prélat du nom épiscopal. Avec ceste response sont lesdicts députez renvoiez. Le rapport desquelz a donné petit contentement aux Estatz et moindre aux prélatz et abbaies de Brabant, qui n'y ont donné leur consentement. De ce a esté ouvert la bouche à tout le monde, et en est suivy ung grand murmure, car l'on considéroit la résolution estre du tout contraire au désir et bien publicq. De tant plus que : ores que bientost après les Estatz de Brabant suppliarent à la régente pour estre sur ce point admis en justice, elle s'en excusa<sup>b</sup>.

Qu'on lise ceste  
remonstrance du  
moins  
l'appostille,  
datée du 23 de  
janvier 1562.

Ce temps pendant ne s'est teu le Magistrat d'Anvers, mais considérant la générale perplexité, estant en icelle ville, à cause de la cessation de la traficque et autres inconvéniens, semblables aux maux que sentirent l'an 1549 et 1550. (comme dict est) lesquelz se montrarent de rechief, par la craincte que avecce nouveau Evesqueseroitintroduit l'Inquisition. A l'occasion de quoy il fut importuné : d'ung costé de la commune, pour les maintenir en leurs privilèges, libertez et droictures, et d'autre costé de la Court, pour s'employer, afin que leur nouveau Evesque sans inconvénient y peusse estre introduit,

<sup>a</sup> Par l'appoinctement qu'on voye, qui est daté du 27 fevrier 1562.

<sup>b</sup> Par la requeste des Estatz et response de la Régente, donnée le 5 may 1562.

suivant la volonté du Roy, comme estoient admis en autres villes. En laquelle perplexité ont trouvé pour le mieux convenir pour satisfaire aux deux costez, do remonstrer au long par escript les perplexitez trouvez en la ville par ceste nouvelle érection épiscopale en une telle ville marchande, fréquentée par si diverses nations, à cause principalement qu'on crandoit<sup>1</sup> l'Inquisition y estre cachée, dont leur estoit promis que n'en seroient molestez, sur ce ont obtenu pour appointement qu'on n'entendoit d'y introduire l'Inquisition ne les préjudiquer, ains plus-tost décorer<sup>2</sup>, néantmoins qu'on enverroit leur escript vers Sa Majesté. Par après a Sa Majesté sur ce respondu conforme à ladicte appostille<sup>3</sup> : mais comme le Magistrat trouvoit le marchand et bourgeois à ceste cause si troublez perplex et altérez, que l'apparente ruine de la ville estoit à la main<sup>4</sup> avec grand dangier de tumulte et commotion qui en suivroit. A derechief le tout remonstré au long par escript à la gouvernante, mais ne povans obtenir autre appostille, sinon qu'ilz se debvoient régler selon la résolution du Roy<sup>5</sup>, lequel avoit ceste cause du tout réservé à soy, et ayans à la main une autre bonne occasion et prétext<sup>6</sup> (ne touchant la religion, mais

<sup>a</sup> Qu'on vove la responce du Roy, datée 18 martij 1562.

<sup>b</sup> Par la seconde remonstrance et appostille datée 23 martij 1562.

<sup>c</sup> La vaert \* de Gand.

<sup>1</sup> Crandoit, — craignait.

<sup>2</sup> Décorer; est mis ici pour decourir qui signifiait détourner, changer le cours.

<sup>3</sup> A la main, — imminente.

<sup>4</sup> Vaert, — mot flamand qui signifie canal. Il s'agit ici du canal du Sas de Gand, alors nouvellement terminé, dont les Anversois eussent voulu régler la navigation de la

la traficque) ont après meure délibération trouvé requis et nécessaire d'envoyer leurs députez chez Sa Majesté en personne jusques en Espagne, pour démonstrer à icelle (tant verbalement que par escript) toutes les perplexitez et l'extrême nécessité qui les pressoit. Et suivant icelle résolution, ont-ils envoyé trois députez sermentez à la ville\*, soubz prétext d'autre affaire, (afin que le voiage ne leur fut défendu) faisant entretant tout debvoir pour cependant contenir à leur possible, le marchand, bourgeois et inhabitant en office. Lesquels illec arrivez, ont à Sa Majesté de bouche au long déclaré leur charge\*, et en oultre exhibé par escript, et après grandes sollicitations, obtenu responce (comme l'escript avoit premièrement esté envoyé au Pais-bas) assez conforme aux responses, au paravant données illec, laquelle leur fut premièrement donnée de bouche en présence du Roy, et depuis par escript, sur quoy lesdicts députez, ont remonstré à Sa Majesté mesme, que selon la voix du peuple, se manifestoit par les escripts et bulles venues de Romme, que l'Inquisi-

α L'amptman \*. Urssel \*\*. Wesenbeke \*\*\*. à 11 junij 1562.

c Quon voye l'escript et responce 6 auguste 1562 \*\*\*\*.

façon la plus favorable à leurs intérêts. Les Gantois, de leur côté, se firent représenter à la cour de Madrid par Adolphe de Bourgogne, leur grand bailli, qui se para avec avantage, à cette occasion, de son titre d'amiral de Flandre. *Fog. A. De Bast. Relation historique des tentatives faites par les Gantois, etc. Gand, 1829, broch. in-8o.*

\* Amptman ou amman. On appelloit ainsi dans les Pays-Bas tout fonctionnaire nommé par le souverain pour l'exécution de la justice civile. C'étoit un emploi très-lucratif. L'amman d'Anvers dont il est ici question s'appelloit Govart Steek, chevalier, originaire de Basquay en Artois. Il mourut à Bruxelles le 9 octobre 1567. Jean Van Stralen lui succéda dans sa charge.

\*\* Urssel, — Renier d'Urssel, échevin de la ville d'Anvers. Son frère Lancelot remplissoit en 1562 et 1563 les fonctions de premier bourgmestre de la même ville.

\*\*\* Wesenbeke, — Jacques de Wesenbeke, auteur du présent livre.

\*\*\*\* *Fog. ces pièces dans les Mémoires du Card. de Granvelle. VIII 112-114, et X. 76-79. M. Weiss les a reproduites dans les Papiers du Card. de Granvelle. VI 612-13.*

tion estoit cachée soubz ceste introduction épiscopale, et qu'on ne sçavoit au marchant et inhabitant persuader le contraire : dont infalliblement en dépendoit la totale ruine d'une ville, avec beaucoup d'autres remonstrances à ce servans, supplians que avec licence de Sa Majesté, leur fut permis de se tenir illec, jusques après avoir adverty leur magistrat de sa responce, et entendre leur intention, pour sçavoir s'y n'auroit moien, par où seroit satisfait à l'intention de Sa Majesté d'ung costé, et toutesfois la ville maintenue d'autre : ce que leur est accordé, dont ont du tout adverti incontinent ceux d'Anvers : lesquelz sur ce leur ont envoyé ultérieure instruction et charge, suivant laquelle, ont fait les remonstrances verbales à la personne du Roy<sup>a</sup>, déduisans les inconvéniens que indubitablement par ceste introduction épiscopale en Anvers, redonderoit<sup>b</sup>, allégans aussi quelques moiens, par lesquelles sambloit, que pourroit estre satisfait à l'intention de Sa Majesté sans effectuation de ceste novellité, et finalement, pour ung extrême remède et moien, déclarans que Sa Majesté constituasse plustost ung évesque pour tout le país de Brabant, qui se tinsse à Louvain, saul<sup>c</sup> qu'il n'eust plus de juridiction en Anvers que n'avoit eu leur évesque de Cambray : exhibans en oultre à Sa Majesté leur dicte remonstrance aussi par escript<sup>d</sup>. Mais après apercevans, qu'on l'envoieroit de rechief au País-bas, ont suivant leur instruction supplié à Sa Majesté par une re-

<sup>a</sup> 5 novembris 1562.

<sup>b</sup> Quon voye ceste remonstrance. <sup>c</sup> 19 novembris.

<sup>d</sup> Redonderoit, — (mis pour le pluriel) rejailliraient.

queste, à icelle fin à eux envoyée, que en cas que Sa Majesté prendroit advis, qu'il luy pleust de le prendre aussi des chevaliers de l'Ordre, Estatz du païs, Consaux, d'Estat de Brabant et d'autres provinces". Mais quelques instances qu'ilz firent vers le Roy et autres, ne sceurent obtenir responce, ne sur leur dernière remonstrance, ne sur ladicte requeste en cinq mois après. Entre tant' l'ung des trois<sup>a</sup> aiant esté malade, après avoir eu de Sa Majesté en personne verballe assurance<sup>c</sup>, que son intencion n'estoit de molester sa marchande ville d'Anvers par aucune inquisition, s'est avec sa licence retourné en Anvers, aux autres deux, après longues sollicitations, a esté tant verbalement que par escript donné responce<sup>d</sup> assez conforme à la précédente : laquelle ilz ont incontinent envoyée en Anvers, et à Sa Majesté en personne supplié<sup>e</sup>, qu'il luy pleust surceoir l'effectuation de cest affaire jusques que Sa Majesté peust personnellement voir les grandes perplexitez à luy représentées ou du moins jusques à ce que par commissaires non suspects se eust sur tout au vray faict informer (si avant que Sa Majesté ne leur croioit la chose passer, de sorte qu'ilz le remonstroient) avant que fusse faict chose, que par après ne seroit radressable<sup>f</sup>, sur quoy obtindrent pour responce<sup>g</sup>, que avant que procéder plus avant Sa Ma-

<sup>a</sup> Quon voye ceste requeste. *b* L'amptman \*.

<sup>c</sup> 20 décembre 1562.

<sup>d</sup> Quon voye ceste responce de 28 avril 1563. <sup>e</sup> 5 may 1563.

<sup>f</sup> 8 mai.

<sup>g</sup> Entre tant, — entre-temps.

<sup>h</sup> Radressable, — possibilité de remédier à une chose, de donner satisfaction.

\* Amptman, — Gervart Steek. *Foy* à la p. 112 en note.



jesté, le feroit préadvertir par la gouvernante, finalement après plusieurs audiences, sollicitations et responces : les a, Sa Majesté, licencié en Aougst avec appostille<sup>a</sup> (et plus ample verbal espoir) que Sa Majesté pour bons respectz tiendroît, pour quelque temps ceste matière en Anvers en surcéance : laquelle chose par l'ung des deux<sup>b</sup> en Anvers annoncée, y a donné bon contentement, et ne sont depuis molestez avec ceste introduction d'évesques; voire n'a-t-on encoires introduit ne osé introduire les restans évesques es autres villes, quelques pourchas<sup>c</sup> que les esleuz en firent.

Entretant comme toutes ces grandes altérations et oblocutions alloient de jour à autre croissans, tant contre les cruelles persécutions que contre les évesques, Inquisition et autres causes dessus répétées, de sorte qu'on n'en pouvoit espérer quelque bonne issue, sinon une extrême désolation et pitoyable massacre, si avant que en temps n'y fut mis bon ordre et remède, est l'affaire proposé et mis en délibération au Conseil d'Estat, auquel les dangiers et difficultez sont au long représentez par les gouverneurs des provinces et chevaliers de l'Ordre, suivant leur accoustumé soing et vigilance, qu'ilz ont toujours porté pour le service du Roy, et bien et repos du païs : et ont par ensamble meurement délibéré et discouru de tous ces affaires et comment l'on pourroit raddresser le plus convenablement, pour le service du Roy, et prospérité du païs, tant les affaires

L'ambassade des  
grans.

<sup>a</sup> Qu'on la voye de 3 aoust 1563.

<sup>b</sup> Wesenbeke par la poste.

<sup>c</sup> Pourchas, — démarches, recherches.

dessus touchez que plusieurs autres. Et à cause qu'on trouva ces entrefaictes et nouvellitez en grande partie procéder, de ce que Sa Majesté n'estoit au vray informé des affaires, et que ceux, à qui Sa Majesté les confioit, vouloient le tout pousser oultre selon leur fantasie et particulières passions, sans donner lieu au conseil d'autres, est audict conseil par la Régente et seigneurs résolu, que ung des chevalicrs de l'Ordre en personne yroit vers Sa Majesté et luy informeroit au loing de l'estat de toutes occurrences et du païs. Suivant laquelle détermination s'est trouvé<sup>a</sup> auprès du Roy en Espagne, le Seigneur Baron de Montigny<sup>1</sup>, et a eu souvent grandes communications avec Sa Majesté, suivant la charge à luy donnée, et quelques mois après s'est retourné au Païs-bas.

Ce temps pendant, comme par toutes ces odieuses entrefaictes, les ecclésiastiques devindrent, de plus en plus, en haine vers ung chascun, ainsi s'aug-

<sup>a</sup> En aoust 1562.

<sup>1</sup> Montigny; Floris de Montmorency, seigneur de Montigny et baron de Leuze était le frère de Philippe de Hornes que le duc d'Albe fit décapiter à Bruxelles, en même temps que Lamoral d'Egmont. Le receveur général des finances, Liévin Wouters, parla ainsi de son ambassade : « Messire Floris de Montmorency, seigneur de Montigny, Hubermont, etc., chevalier de la Toison d'or, capitaine et bailli des ville, cité et château de Tournay et du Tournésis est parti en vertu d'une ordonnance de la duchesse, par la poste, avec neuf chevaux, de Bruxelles le 3 juin 1562, et il est revenu d'Espagne le 24 décembre 1564. » (Extrait par M. Gachard aux Archives de Lille du v. m des *Comptes de Liévin Wouters*.) On sait que Montigny, plus malheureux que son frère, tomba entre les mains du cruel Philippe II qui, après avoir exercé sur lui pendant trois années tous les genres de torture, le fit étrangler dans sa prison au mois d'octobre 1570. Le seul crime de ce brave gentilhomme était d'être plus belge qu'espagnol.

menta de jour à autre le nombre de ceux qui estoient de contraire religion en si grande quantité, que s'estoit chose à s'esmerveiller, veu et non obstant toutes ces persécutions, dont les inhabitans partout eurent si grand abhorrissement, qu'on pouvoit bien manifestement comprendre et ouïr, que leur intention n'estoit de tousjours ou plus longuement souffrir, ceste paour des évêques et Inquisition, ne la subjection des rigoureux placcars et persécutions, sans toutesfois refuser quelques services ès affaires politiques.

Du même temps s'est aussi comporté, et de plus en plus manifesté la dissention qui advient entre ceux qui estoient en la principale administration des affaires du païs, à cause que aucuns qui vouloient le tout gouverner seulz, ne peurent souffrir, que lesseigneurs de l'Ordre désiroient que les affaires fussent radressez par douceur et modérez sans ces rigeurs et novellitez, au contentement de Sa Majesté et conservation des païs, dont est suivy que les principaux du païs se sont divisez en deux parties ou factions. Ce que joinct aux autres maux n'a rendu la commune perplexité, que plus grande, comme plusieurs prindrent sur cela pied : autres aussi n'embrassarent les affaires vifvement ; finablement après que la gouvernante à cause de ceste division eut envoyé expressément vers le Roy son secrétaire Armenteros<sup>1</sup>, et

La dissention des  
principaux.

<sup>1</sup> Armenteros.—C'est le nom véritable de Thomas d'Armentières qui tenait à la cour de Bruxelles l'emploi de secrétaire particulier de Marguerite de Parme. A plusieurs reprises cette princesse lui confia des missions de confiance. C'était, au jugement de ses contemporains, un homme dont la cupidité pouvait aller de pair avec celle du président Viglius.

Le cardinal de  
Granvelle.

que icelluy fut retourné, s'est le cardinal de Granvelle, le chief de l'une faction et contraire quasi à tous les plus grans, retiré du Pais-bas.

Le différent des  
Anglois.

En oultre est survenu (comme pour troubler les affaires davantaige) que par quelques mauvais espritz soit de deux costez excité ung mal entendu et différent entre la royne d'Angleterre et la gouvernante ou aucuns du conseil du Roy ès Pais-bas, par où les inhabitans dudict pais, par une année entière sont grandement frustrez de leur accoustumé traficque et ouvraiges, et ont souffert grande povreté, ce que a aussi donné occasion à plus grande altération et oblocution du peuple, de tant plus que les causes précédentes se continuoient tousjours.

L'observance du  
concile de  
Trente.

Davantaige a grandement augmenté les aliénations ès cœurs des inhabitans, voire aussi les irrité plus avant contre les ecclésiastiques qu'on a taché de faire accepter, ensuivre et observer les définitions du concile de Trente par les provinces du Pais-bas, après que ce eust esté tenue longue délibération. De tant plus que par icelluy fut stabilée<sup>1</sup> et confirmée, non seulement la judicature ecclésiastique, et les juridictions épiscopales, mais aussi l'Inquisition et persécution et davantaige plusieurs poinctz et articles corroborez qu'on sçavoit notoirement estre entrez par abus ou introduictz par force en l'église chrestienne<sup>a</sup>, ensamble plusieurs autres directement contrevenans aux libertez, exemptions et privilèges du pais.

<sup>a</sup> Qu'on voye les décrets de ce concile imprimez l'an 1565, par les lettres envoiées aux évesques et villes l'an 1565.

<sup>1</sup> Stabilée, — établie.

Et ores qu'on n'a pour adonc plus avant pressé l'affaire : toutesfois pour estre ces pointz si odieux, ont donné occasion à plusieurs, de se retirer de l'accoustumée opinion, et se joindre à la nouvelle doctrine : signamment aussi, après que le mesme concile a esté partout publié, et ores que le Roy avoit consenty en icelle publication, sur certaines réservations et exemptions : toutesfois les mesmes ne sont adjoustées en plusieurs lieux, quand l'on y publia le concile, du moins ne sont si bien entenduz, ne sceu tant opérer entre le peuple, qu'il n'en ait tousjours retenu quelque arriere pensée et craincte.

Par les lettres  
envoyées aux  
Evêques et villes  
l'an 1563.  
11 et 24 Julij.

Le mesme esté, on a faict tout extrême devoir, pour par beaucoup de remonstrances et persuasions, faire trouver bon à ceux de Groeninges, Leeuweerden, Deventer et Remunde<sup>1</sup>, qu'ilz acceptassent de bonne veulle<sup>2</sup>, leurs nouveaux évesques, mais l'on n'a riens sceu effectuer avecq eux, ne leur faire condescendre à cela : ce que a irrité les subjectz davan- taige, considérans ce continuel véhément pourchas, pour introduire au païs ces évesques, et par consé- quence l'inquisition, chose si odieuse vers tous, en général.

L'instance  
des rectors  
evesques.

Ceste altération, est de tant plus creue, que ces nouveaux évesques qui estoient introduicts, incon- tinent prindrent plusieurs noises, questions et diffé- rens avec leurs chapitres, églises, monastères et subjectz, comme ceux-là, se voloient au plustost mettre en réelle possession partout, et ceux-cy, ne voloient souffrir d'estre privez de leur accoustumée liberté, exemption et jouissance.

Les prétentions  
des évesques.

<sup>1</sup> Remunde, — Ruremonde. <sup>2</sup> Veulle, — volonté.

La pratique  
d'Archêveque de  
Malines.

Davantaige, s'est adonné une autre grande occasion de murmure et perplexité, à cause que, comme l'on veoit qu'il n'y avoit apparence, ny moien de stabilir, en Anvers ung évesque nouveau. Aucuns machinarent et fut mis en délibération, pour soubtzmestre icelle ville avec plusieurs autres de Brabant, comme Bruxelles, Louvain et autres, soubz l'archieveschie de Malines (où estoit introduit le cardinal de Granvelle) et le païs walon dudict Brabant soubz l'évesque de Namur, ce que n'eust esté moings contre les privilèges de Brabant et la prospérité du païs, et dudict Anvers, que si l'on eust introduict ung nouveau évesque en la mesmeville. Ce, venu à la cognoissance des gens, a causé une grande altération, et s'y sont opposez, non seulement ceux d'Anvers, seulz, mais tous les Estatz dudict Brabant, et ont sur ce point exhibé diverses remonstrances<sup>a</sup> : lesquelles chascune fois s'envoierent en Espagne, et n'ont sceu obtenir appostille ou responce quelconque sinon par après, qu'ilz en ont fait grandes poursuites, quasi par après neuf mois de long, leur a esté respondu<sup>b</sup>, que ceste matière dépendoit de l'autorité du Pape et du Roy, et que la régente n'y oseroit riens changer, sans le commandement de Sa Majesté à laquelle enverroit les escripts, et nonobstant grandes ultérieures poursuites, n'ont de rechief riens impétre, sinon une déclaration<sup>c</sup> que la gouvernante avoit escript au Roy, mais n'avoit encore receu responce. Ce que fist grandement croistre, la décadence et aliénation de l'ancienne Religion, et

<sup>a</sup> Qu'on voye ces remonstrances et responces.

<sup>b</sup> Le 23 d'octobre 1565. <sup>c</sup> Le 27 du mois de mars 1606.

l'augmentation de la contraire, quand l'on veioit à l'œil, qu'on cherchoit tous moiens du monde, pour introduire et effectuer ceste tant odieuse cause de l'Inquisition, et éveschies, voire avec l'asseurée ruine et désolation du païs.

D'autre costé les prélatz de Brabant, et signamment les abbaïes destinées à l'incorporation et despourveues d'abbéz : voians que par nulles sollicitations, faictes, ou en Espagne, auprès du Roy, ou au Païs-bas, vers la gouvernante, ne se sceurent affranchir de ceste paour de l'incorporation, ne parvenir à l'élection de nouveaux prélatz, ont, à la fin, se trouvé forcez, de faire de nécessité, vertu, et assaier, si par argent, ne sçauroient obtenir, et raddresser, ce que leur sambloit, que par leur bon droict, coustume, liberté et privilèges, ne peurent obtenir. Sur lequel pied ilz sont admis, premièrement en communication, et depuis parvenuz à transaction<sup>a</sup> : et parmy certaine rente annuelle, que lesdictes trois abbaïes, requirans abbéz, et destinez à l'incorporation, furniroient à Sa Majesté, (au prouffit des nouveaux évesques, comme l'on s'apperceust bien) a on pourveu d'abbéz, non seulement, icelles trois abbaïes, mais aussi les autres, dont les prélatz s'estoient entretant trespassez, mesmes icelles du tout relaxées d'icelle incorporation, voire promis leur en faire avoir cassation du Pape.

La transaction  
des abbaïes.

Les trois Estatz de Brabant, ont fait très-grandes poursuites et exhibé plusieurs requestes, remons-

La refuser  
cassation des  
eveschies.

<sup>a</sup> Qu'on voye ceste transaction scellée l'an 1564.

trances et déductions, pour pouvoir impêtrer samblable promesse de cassation, à l'endroit de l'érection des nouvelles éveschies audict Brabant, jusques sur l'yver l'an 1565, mais n'ont sceu riens que fut, obtenir<sup>a</sup>. Ces deux poinctz, sont fort estrangement tombez ès fantasies des inhabitans, qui en discourarent et jugarent<sup>1</sup> diversement, dont les murmurations ne firent que augmenter : exclamans que l'on avoit bieu sceu impêtrer par argent la cassation de l'incorporation des abbaïes, afin que ces évesques fussent assurez de rentes et revenues : mais qu'on veoit bien à l'œil, que nonobstant, tant d'enseignemens, promesses et previlèges, l'intencion tousjours estoit de vexer et tormenter les subjectz par l'Inquisition, veu que par nulles poursuites, l'on ne sca voit parvenir, pour estre une fois du tout assuré et affranchy de ceste craincte et paour de ces nouveaux évesques, et par conséquence d'icelle si odieuse Inquisition. En somme, tant et si longuement, qu'on considéroit que l'affaire de ces éveschies fut demené, poursuivy et continué, demoura le peuple en la mesme perplexité, aliénation et murmure, que l'on tachoit, à les fouller et oppresser par l'Inquisition : dont de plus en plus, se sont indignez contre les ecclésiastiques, et retirez de leur doctrine, se joindeans à la contraire, dont paraprès ne sceurent estre ostez, et de tant plus, que les persécutions furent poussées : de tant plus, se tiendrent fermes en leur opinion, et vindrent en plus grand aigreur contre icelles.

<sup>a</sup> Par les remonstrances et appointemens sur ce donnez.

<sup>1</sup> Jugarent, — jugèrent.



Et comme, si le païs n'eust esté assez en paine, par tous ces maux, s'y est meslé auprès la moysson, et en l'yver 1565, la très grande chierté et disgette<sup>1</sup> des grains et bledz par tous les Païs-bas en général, dont n'est seullement ensuivie, grande perplexité, misère, pouvreté et famine entre le commun peuple, mais les sens et humeurs d'iceux, auparavant que trop engarboullez<sup>2</sup>, se sont tant plus fourcourriez<sup>3</sup> et enraigez.

La chierté du bled.

Entretant, les grans maistres, Gouverneurs des provinces, et Chevaliers de l'Ordre, continuans en leur favorable affection tousjours portée au service du Roy et advancement du païs, ont avec une très-grande condolence et sollicitude, entendu toutes ces difficultez, dont preveoient l'apparente turbation<sup>4</sup>, esmotion et effusion de sang, qui en suivroit, si en toute célérité et par bons moïens, n'y fut mis ordre et remède convenable, dont en ont souvent parlé à la Régente : et comme, ilz trouvoient et veoient manifestement, que toutes ces difficultez, altérations et murmures, quasi toutes procédoient de trois poincts, assçavoir, de la cruauté des placcards avec les rigoureuses persécutions : des foulles, perplexitez et craincte qu'on sentoît et avoit de l'Inquisition, et de la novellité de ces éveschies, et la mutation qu'on en doubtoit. Est enfin par la régente, lesdicts Seigneurs et le Conseil d'Estat, trouvé convenir et estre requis, qu'unq des principaux entre eux, se trouvasse en personne auprès du Roy, et luy remons-

L'advis et ambassade des grans.

<sup>1</sup> Disgette, — disette. <sup>2</sup> Engarboullez, — troublés.

<sup>3</sup> Fourcourriez, — fourvoyés, embrouillés.

<sup>4</sup> Turbation, — confusion.

trasse et donnasse à cognoistre bien amplement, et sans dissimuler, les perplexitez, dangers et humeurs par ces trois occasions et autres matières, d'Estat et finances survenues : dont le païs estoit en branle de se ruiner de tout, et que si Sa Majesté y voloit bien remédier, qu'il estoit fort requis, d'y aller par douleur, et de condescendre quelque peu aux humeurs des subjectz. Suivant icelle délibération s'est mis au chemin, par ordonnance de la régente et du conseil, Monseigneur le conte d'Egmont<sup>1</sup> par commune voix des autres seigneurs, lequel a de tout informé Sa Majesté et à icelle déclaré, l'avis et délibération susdict. De laquelle, ayant entendu et obtenu ferme espoir et promesse, que Sa Majesté le trouvoit bon et que conforme à cela, enverroient paraprès les dépêches, a esté licencié et retourné au païs : dont lesdictes seigneurs, et tous autres, entendans ces nouvelles, furent resjouiz, attendans que par les premiers dépêches, le païs en seroit assuré et raddressé<sup>2</sup>, mais n'y est riens ensuivy ne envoyé conforme à ceste espérance, laquelle par telle occasion se tourna en ung misérable désespoir.

Je pourrois encores icy adjouster, plusieurs et diverses autres raisons, causes et occasions, mais me

<sup>1</sup> Le  
comte d'Egmont.  
L'an 1565.

<sup>1</sup> Egmont, — Lamoral d'Egmont, prince de Gavre et de Steenhuisen, chevalier de la Toison d'or, gouverneur de la Flandre et de l'Artois. Ce seigneur quitta Bruxelles pour se rendre en Espagne le 15 janvier 1565. Liévin Wouters, receveur général des finances, qui rapporte cette date dans ses comptes, ajoute que, sur les ordres de la duchesse, il a avancé au comte d'Egmont une partie de ses frais de voyage. (*Voy. Gachard. Rapport sur les archives de l'ancienne chambre des comptes de Flandre à Lille. Bruxelles, 1841, vol. 8<sup>e</sup> p. 332-33.*)

<sup>2</sup> Raddressé, — en aurait satisfaction.

samble, que par ce que dessus est narré, ung chacun peut facilement considérer et juger, en quel estat les affaires de la religion, et les humeurs des inhabitants, se trouvarent à la fin de l'année 1565, et quelles angoisses, murmures, craintes et aliénations en ce temps y régnerent, à cause, tant des véhémentes persécutions contre la doctrine diverse, que de l'introduction des nouveaux évesques et Inquisition. A l'occasion desquelz trois pointcz, se firent par tout grandes oblocutions; voire secrètes communications contre les ecclésiastiques qu'on sçavoit les pourchasser, et tacher de les faire pousser tout oultre, par où la doctrine y appelée la nouvelle, se stabilissoit fort de jour à autre, et se renforçoient de plus en plus; les assemblées de ceux qui suivoient icelle religion, comme dès cinquante ans auparavant ce duroit entre toutes ces persécutions, comme il est répété dessus.

De sorte que personne ne se doit aucunement esmerveiller, si en l'année suivante de 1566, les affaires se soient forcouruz<sup>1</sup>, et manifestez plus avant, et si les inhabitants ont une fois ouvertement et de faict démontré et déclaré, ce que tant d'années avoient portez au cœur : doluz<sup>2</sup> entr'eux, et avec une très ardante affection désiré. Dont l'occasion du changement advenu illec audict an 1566, ne doit estre imputé, à aucunes démenées d'icelle ou de la précédente année : mais plustost aux humeurs et inclinations par si longtemps auparavant sur ce tombez, et tousjours depuis augmentez, voires

Les inclinations  
du peuple.

<sup>1</sup> Forcouruz, même mot que fourcourriez, — embrouillés.

<sup>2</sup> Doluz, — dolents, affligés, tristes.

quiconque voudroit bien peser et considérer, les dispositions des temps précédens, se pourroit à juste cause esbahir, qu'il n'est advenu plutost, signamment, quand ne défailloient quelques fois des occasions à ce propice, comme de guerre, d'absence, adversité et autres occurrences, et comment il ait esté possible, que veu la véhémence contraire inclination, les gens si libres, et en tel nombre, s'aient si longuement peu contenir et réprimer, voire endurer, choses qui estoient tant à leur regret, et dont avoient une telle aliénation et horreur.

L'occasion  
du changement.

L'inquisition.

D'autre costé, qui voudra le tout bien bilancer, et de plus près regarder les grandes occasions audict an 1566, données au peuple, et de quelle sorte il a en ce temps esté vexé et irrité, peult estre, ne trouvera estrange, que en ceste même saison se soit débordé de son accoustumée et si longuement endurée patience, voire que adonc<sup>1</sup> ait par une véhémence célérité, publié, déclaré et desgorgé<sup>2</sup> ce que par tant d'années avoit tenu caché et au cœur, sans se pouvoir plus refréner ou passer par dissimulation letout; veu et perpendu<sup>3</sup>, que oultre et pardessus toutes les précédentes vexations et perplexitez, dont avoient esté molestez. La contraire partie adonc devint bien si hardie, que de s'avancer à maintenir et vouloir exécuter manifestement, ce que de si longtemps avoient cherché et practiqué par secrètes deménées, finesses et couvertes<sup>4</sup>, voire pour trouver meilleur

<sup>1</sup> Voire que adonc, — quoique maintenant.

<sup>2</sup> Desgorgé, — avoué. <sup>3</sup> Perpendu, — considéré.

<sup>4</sup> Couvertes, — ruses. — Ce terme parait avoir été emprunté par notre auteur à la vénerie. On disait autrefois *user des cou-*

temps et moien d'y parvenir, l'avoient souvent dissimulé, mesmes donné espoir, et faict démonstration du contraire : assçavoir, le poinct et l'effectuation de la Inquisition.

Or, pour parvenir à la plus ample narration des choses advenues au Païs-bas, en l'an de la nativité de nostre Seigneur Jésu Christ 1566, selon que au commencement ay promis, sera requis pour la plus grande intelligence des choses, que adonc se traictoient, de déclarer, ce que j'ay touché immédiatement cy devant, comme le mesme s'a clèrement démontré, au commencement de ladicte année, et ce que à la fin de l'an 1565, estoit entamé, mais non achevé, ains continué l'année subséquente.

*Januar. Stilo Romano* <sup>1</sup>.

Faict doncques à noter que, après qu'on avoit par tant d'années tant travaillé (selon qu'il est récité dessus) pour contenir et contraindre tous les habitants du Païs-bas, à la religion, doctrine et opinion d'ancienneté illec observée, et à cest effect, tousjours mis en œuvre et continué fort grandes persécutions, contre ceux qui estoient d'autre foy ou doctrine, voire pour la plus grande effectuation de ce, de longtemps taché et mis en paine, afin d'y introduire et exécuter par quelque moien, secret ou publicq, et soubz quel tiltre, nom ou prétext, que se

*Les lettres du Roy et sa resolution.*

*vertes* pour approcher le gros gibier qui se cache derrière les haies et dans l'épaisseur des fourrés.

<sup>1</sup> *Stilo Romano*. — Wesenbøke a grand soin de nous rappeler de temps à autre qu'il se sert du style romain. Ce n'était point à son époque une précaution superflue. L'année civile aux Pays-Bas commençait à Pâques, et cette chronométrie s'appelait le style de Cambray ou de Brabant.

*Le mois de  
décembre 1565.*

fist ladicte inquisition : ores que le tout, se faisoit avec grande turbation, perplexité, hazard et danger des pais, et contre la volonté ou advoy<sup>1</sup> des inhabitans et subjectz d'iceux, dont les remonstrances en toute diligence, avoient jusques à icelluy temps, tousjours esté faictes, et encoires se faisoient. S'est comporté au mois de décembre 1565, que la gouvernante a receu lettres et dépesches du Roy, contenant l'intention de Sa Majesté<sup>a</sup> et ce que au faict de la religion voloît estre ensuivy et observé en ses Pais-bas, dont la gouvernante depuis a envoyé l'extraict à tous les consaux des provinces, afin que iceux l'envoiasent en oultre aux villes. Et pour ce, que les mesmes lettres et commandemens, sont en grande partie, esté occasion, de ce, que après est suivy; aussi qu'on a par après volu nyer, déguiser, et autrement interpréter le contenu desdictes lettres, quand l'on sentit les altérations par là causées, m'a samblé le plus seur, de joindre après la fin de cestes, la vraye copie, tant desdicts extraitz des lettres du Roy, que desdictes lettres de la Gouvernante, ensamble de celles des Consaux aux villes, afin qu'on ne me charge d'y avoir adjousté ou osté.

*L'exécution  
des placards.*

Contenant lesdictes lettres en somme, trois poincts, assçavoir : Premièrement quant aux placards, tant vieux que nouveaux, par l'Impériale ou Royale Majesté statuez, au faict de la religion, qu'il n'en convenoit faire aucun changement, mais devoient estre

<sup>a</sup> Par l'extraict des lettres du Roy par tout envoyé, et dessousz inseré n° 1.

<sup>1</sup> Advoy, — avec.

exécutez, et qu'il s'appercevoit, que par la flocheté<sup>1</sup> des juges, ce mal estoit tant augmenté, pour tant s'il y avoit juges, que par craincte de tumulte, ne les osoient exécuter, que l'on luy advisasse, pour y pourveoir d'autres de plus de cœur, et que faisant cela et exécutant les placcarts, estoit à espérer que au dommaige seroit mieux et plus brièvement pourveu, que par autre voye. Secondement, touchant l'inquisition, que Sa Majesté enchargeoit que les inquisiteurs fussent favorisez en l'exercice de leur charge, ce que convenoit pour le bien de la religion, estant son intention que l'inquisition se fisse par les inquisiteurs, comme estoit fait jusques alors, et comme leur appartenoit par droicts divins et humains (notez ces mots), n'estant chose nouvelle, puis qu'avoit tousjours esté fait ainsi du temps de la Majesté Impériale et la sienne. Estant les inconveniens qu'on craindoit plus apparens, le laissant, que les assistant. Dont enchargeoit la Régente ne sentir que l'on y traitasse d'autre chose.

L'introduction de  
l'inquisition.

Troisiesmement à l'endroit le concille de Trente, puisqu'il n'y restoit, sinon qu'il fusse exécuté par les évesques, Son Altèze leur fisse à ce donner toute assistance et adres<sup>2</sup>, afin qu'il fusse effectué comme il convenoit, et que tout ce convenoit ainsi pour le bien du pais; aussi qu'elle eust le mesme à encharger aux Seigneurs estaus lèz elle, afin qu'ilz s'y employassent comme Sa Majesté leur confioit.

L'observance du  
concille  
de Trente.

<sup>1</sup> Flocheté, — manque de fermeté, mollesse. Cette expression que tout belge comprend encore aujourd'hui, vient de *floche* qui se disait pour une houppe de soie, de laine ou de coton.

<sup>2</sup> Adres, — adresse, c'est-à-dire édit royal.

Les lettres de la  
gouvernante.

J'ay répété si amplement la substance desdictes lettres Roiales, pour les causes avant dictes, et que par les subséquentes advenues, convient bien sçavoir et recorder le contenu de ces lettres, l'extraict desquelles à la Gouvernante (comme j'ay dict dessus) envoyé à tous les Consaux des provinces dudit Paisbas, par ses lettres propres\*, esquelles répétoit bien soigneusement la substance de chacun point susdict, avec commandement, qu'ils eussent à encharger ultérieurement, aux officiers et magistratz de leurs provinces de se régler selon cela, sans dissimulation ou connivence, sur les paines contenues aux placartz. Et en oultre leur ordonnant de constituer ung commissaire hors leur conseil, qui ne faice autre chose, sinon d'avoir regard en icelle province sur l'observance des décretz du concille, et leur advertir de toutes occurences pour y pourveoir, ensamble que eux de trois en trois mois escripvissent le succès de l'affaire à Son Altèze, prenant, en cas de difficulté, recours devers elle ou le Conseil Privé, ou que connectoit pareillement ung conseiller, qui en porteroit particulier soing et tiendroît correspondance avec eux et leur député, desquelles lettres est pour les causes susdictes insérées, une au fin de cestes, assçavoir, celle que fut envoyée au chancelier et conseil de Brabant.

Le nouveau  
commissaire au  
faict de  
la religion.

Les mandemens  
envoies  
aux villes.

Les consaux, aians receu ces lettres et extraictz, ont le double d'ambedeux, par leurs lettres, envoyé aux villes de leur province, avec exprès comman-

a Par les lettres de la régente du 18 de décembre, insérées au fin n° 1°.

\* Voy. le n° 1 des pièces justificatives.



dement de se régler selon icelles, dont la lettre du conseil de Brabant à ceux d'Anvers fut datée du dernier de décembre, et illec premiers délivrée, le neu-fiesme de janvier (qu'on note ces deux dates, pour ce, que entre deux advient, comme il s'ensuit), dont le double est pour les mesmes raisons, inséré par après.

Par l'envoi de ces lettres aux consaux, et des consaux aux villes, est incontinent volé la fame et semé le bruyt par tout, que le Roi voloit tout outre, et avoit commandé que les placcarts fussent observez en leur rigueur; aussi que l'inquisition, avec le concile, fussent par tous publiez et effectuez. Dont par tous les Pais-bas, sont esté ensuiviz turbations, perplexitez, oblocutions et altérations plus grandes et dangereuses, que n'y furent oncques auparavant. Le marchant en fut fort esbahi et estonné, signamment l'estrangier se tenant en Anvers, desquelz, ensamble des bourgeois, plusieurs se trouverent après d'aucuns de la loy et sermenté, pour entendre ce qu'en estoit, et à cause, qu'iceux déclaroient, riens n'avoir veu ne receu (comme il estoit vray) prendre, les marchans et bourgeois une arrière pensée, qu'on le voloit cacher à eux, car ilz sçavoient desja, que les lettres, ce contenans, estoient envoiées en plusieurs villes, dont leur crainte s'augmenta, ores que quelqu'ungs par là conceurent ung vain espoir, qu'on n'en molesteroit la marchande ville d'Anvers, comme leur estoit souvent promis.

Or, comme ces perplexitez et turbations, de jour Les paquilles.

<sup>a</sup> Appert par la lettre datée 31 décembre et au fin adjoustée, n° 3 \*.

\* Voy. le n° 3 des pièces justificatives.

à autre, croissoient, s'est trouvé le vingt troisieme de décembre que icelle nuyt, en trois ou quatre lieux audict Anvers, fut attaché ung escript<sup>1</sup>, contenant, une complaincte et exhortation au nom des bourgeois au magistrat contre l'Inquisition, qu'on y entendoit de brief publier, en quoy gisoit leur ruine, alléguant que ce faisant, on leur faisoit force et contravenoit aux privilèges, ensamble aux promesses du Roy, faictes à la ville, tant au païs que en Espagne : requirans que le magistrat les défendisse, et auroit à citer le Roy; suivant les privilèges du païs, en la chambre impériale de l'Empire, et y faire casser telz violences : alléguans que Anvers, ville de Brabant, estoit comprinse soubz le cinquiesme cercle du S. Empire, et contribuant ès charges d'icelluy, dont devoit aussi jouir des libertez du mesme Empire: déduisans les privilèges et traictés à ce servans<sup>a</sup>, et protestans que s'y par l'introduction de l'Inquisition quelque trouble advinsse, qu'il ne pourroit estre tenu pour rebellion, avec plus long propos tendant au mesme fin.

<sup>a</sup> La bulle dorée, 1349. Le recès d'Augsburg 1548. Les pacifications de la religion 1552 et 1555. Les 1, 2, 3, 4 et dernier article de la *Joieuse entrée*.

<sup>1</sup> On sait aujourd'hui, à n'en pouvoir douter, que le comte Louis de Nassau ou Gilles le Clercq, son principal ministre comme dit le P. Strada, a rédigé la proclamation placardée sur les murs d'Anvers dans la nuit du 22 au 23 décembre 1565. (Groen van Prinsterer, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, II, 10.) Le comte Louis avait, à ce moment-là, toute l'importance d'un chef de parti. Le signal qu'il donne est compris à Bruxelles. Le 29 décembre on y affiche un pasquin en langue flamande copié sur la proclamation d'Anvers. M. Van Vloten nous en a donné le texte dans son excellent ouvrage intitulé : *Nederlands opstand tegen Spaanje*. 1856, p. 156-57.

Le Magistrat, aiant recouvert ung de ces escriptz, aussi considérant la générale désolation, laquelle journellement s'augmenta, tant entre les marchans, que tous les inhabitans, par la continuation de cestuy bruit et craincte de l'Inquisition : a trouvé convenir<sup>a</sup>, d'envoyer incontinent en diligence ung de leur collègue<sup>b</sup>, vers la gouvernante, tant pour lui monstrier ung double dudict escript, que pour luy déclarer les perplexitez et bruits, dont estoient en paine, lequel en Court à son assistance, assumeroit les autres députez de la ville auparavant y estans. Suivant ce, s'est icelluy le lendemain<sup>c</sup>, accompagné desdicts autres, trouvé en Court, et a eu audience lez la gouvernante au conseil d'Estat et déclaré sa charge. Sur quoy leur fut respondu, que ceux qui semoient telz bruits faisoient très mauvais office, méritoient d'estre puniz, car l'intencion de Sa Majesté ou d'elle, n'estoient d'introduire quelque Inquisition en la ville d'Anvers : Et touchant l'escript, qu'on fit incontinent l'extrême debvoir, pour attrapper et corriger l'auteur, et à cest effect fusse proclamé et mis apprémiation contre icelluy.

Au mesme instant, est audict conseil de la part de son altèze auxdictz députez d'Anvers, au nom de la ville, faict ouverture desdictes lettres du Roy, venues d'Espagne, et leur sont répétez lesdicts trois poincts, et commandé, que en Anvers l'on se réglast selon iceux, bien est vray, que sur le point de l'Inquisition, fut verbalement adjousté au mot, Inquisition, le mot, usitée, et aux mots, d'assister les In-

<sup>a</sup> 23 decembris. <sup>b</sup> 24 decembris.

<sup>c</sup> Il s'agit ici de Jacques de Wesenbeke.

quisiteurs, les mots : comme l'on estoit illec accoustumé de faire, mais lesdicts députez fort estonez de ceste proposition, respondirent, qu'ilz n'estoient commis, ne avoient pouvoir d'accepter telle charge ou commandement, mais s'il leur fut donné en escript, l'enveroient fidèlement au magistrat d'Anvers.

Au mesme jour, sont levées et visitées au conseil de Brabant, lesdictes lettres de la gouvernante avec ledict extraict des lettres du Roy y joint, et par après ont résolu d'en envoyer le double par leurs lettres aux villes de Brabant.

Rencharge <sup>1</sup>  
des évesques.

Cependant, n'at on entrelassé la cause épiscopale, ains esté prinse la résolution au conseil d'Estat, qu'on la debvoit ponsser oultre, et ès restantes villes faire introduire, avec le meilleur moien qu'il seroit possible, les restans évesques : sans toutesfois encoires molester la seule ville d'Anvers, suivant la promesse de Sa Majesté faite aux députez d'icelle en Espagne<sup>a</sup>. Et pour à ce parvenir, sont décrétées et dépeschées, lettres aux particuliers gouverneurs des provinces, ès quelles icelles autres villes estoient situées<sup>b</sup>, afin que s'emploiasent pour y faire recevoir iceux évesques sans danger ou tumulte.

Ceux d'Anvers, aiant reçu lettres de leurs députez, ont convocé leur Wyckmaistres<sup>c</sup> et conseil

<sup>a</sup> En aoust 1563. <sup>b</sup> Le conte de Meghen pour Remunde, et le conte d'Arenberch pour Leuvvarden, Groeningen et Deventer, 27 décembre.

<sup>1</sup> Rencharge, — action de présenter de nouveau un plan, un projet ou une requête. Ce mot signifiait le plus souvent un surcroît de malheurs.

<sup>2</sup> Wyckmaistres, — quartenier souschefs des différents quar-

des doiens" pour tant mieux appaiser les troublez humeurs de la commune leur donnant à cognoistre que la gouvernante sur la veille de Noël, avoit encoires déclaré à leurs députez, que l'intencion du Roy ou d'elle, n'avoit esté, ne estoit d'introduire en Anvers quelque novellité, d'éveschie, d'Inquisition, ne autre, et que pourtant feroient bon office, le déclarant au peuple, et luy ostant au possible, ceste crainte et perplexité si dommageable à la ville : iceux, satisfaisans à leur devoir, l'ont incontinent semé entre les inhabitans pour une bonne nouvelle. En oultre, y est faict une proclamation<sup>a</sup>, suivant les lettres de la gouvernante<sup>c</sup>, contre l'auteur du dessusdicts escript, mais ne fut oncques attrappé, comme aussi environ ce mesme temps, et incontinent après, se trouvèrent semez, tant en Anvers, que à Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc et ailleurs, tant des pasquilles, escriptz et billetz contre l'Inquisition, persécutions, évesques et aussi pour la liberté et privilèges du païs (en aucuns desquelz quelques ungs, non des moindres, furent par nom traduits<sup>d</sup>) qu'on eust esté bien en paine, pour attrapper et corriger tous les auteurs.

La susdicte bonne déclaration du magistrat, n'a donné guerres de consolation aux inhabitans, à cause, que de plusieurs autres costez, entendoient,

tiers ou sections d'une ville. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de ces officiers et de la nature de leurs fonctions.

<sup>a</sup> Appert par les lettres du magistrat du 31 de décembre 1665 L. 111.

<sup>b</sup> Par la proclamation du 27 de décembre.

<sup>c</sup> Par lettres de la régente du 25 décembre.

<sup>d</sup> Nom traduits, — noms déguisés.

La visitation  
d'Anvers.

qu'il estoit partout commandé, qu'on debvroit admettre et souffrir ladicte Inquisition dont la crainte leur fut augmentée, parce que audict temps advient que de par le magistrat l'on faisoit visiter aux bourgades<sup>1</sup> de la ville, pour s'enquêter si quelcuns suspectez de contraire Religion, s'y tenoient cachez, ce que leur sambloit estre une espèce et commencement de l'Inquisition. Le seul mot et crainte de laquelle estoit en telle horreur, que personne de quelle Religion, qu'il fut n'en pouvoit ouir parler, et tenoit pour chose assurée, que pire nouvelle ne pourroit venir, que d'entendre, qu'icelle se devoit planter et estre soufferte au païs, saichant ung chacun pour vray, que ce advenant, non seulement lui avec les siens en particulier, mais aussi tout le païs en général seroit ruiné.

29 décembre.

Entretant, ne fut à Bruxelles moindre aigreur et altération, comme les démonstrations se manifestarent bien avant, et le dénotarent bien, deux escriptz y semez<sup>a</sup> en ce temps contre l'Inquisition, esquelz furent notez pour trahistres<sup>2</sup> du païs, et parjures, tous ceux qui la vouloient avancer, et nommément

<sup>a</sup> Par les mesmes pasquilles, semez, 29 décembre.

<sup>1</sup> Bourgades; Il ne peut pas être ici question des faubourgs. Notre auteur a très probablement écrit : *bourgages*, et alors il aura voulu désigner les maisons dont les privilèges de la cité ne garantissaient pas l'inviolabilité. Nous avons été confirmé dans cette opinion en parcourant, aux Archives du royaume, la correspondance du magistrat d'Anvers avec Marguerite de Parme. (Collection dite du *Conseil des troubles*, v. x. *Foy.* Lettre à Marguerite du 14 mars 1565, (v. s.) et l'ordonnance du 23 du même mois.)

<sup>2</sup> Trahistres, — traitres.

traduictz, le cardinal Granvelle, le chancelier et conseil de Brabant et autres.

Les affaires en ceste sorte partout mis en garbouilles<sup>1</sup>, et en Anvers demourans suspens, entre espoir et craincte : ores que la craincte surpassa l'espoir : y est finalement le neufiesme de janvier apporté par ung quidam incogneu, ladicte lettre de la chancellerie de Brabant, dont le magistrat bien empesché, a fait enquester<sup>a</sup> et aussi trouvé, que semblables lettres estoient aussi envoyées aux autres chief villes de Brabant, qui en estoient pareillement en paine. De sorte, que après communication<sup>b</sup> les Magistratz des quatre chief villes de Brabant, représentans le troisiemesme membre des Estatz dudict pais, ont par advis des deux premiers membres, ou aucuns d'iceux trouvé expédient, de se doloir et opposer par députez audict conseil, contre tels leurs commandemens et lettres, et y remonstrer les notoires previlèges, exemptions, libertez et promesses, dont estoient pourvez au contraire de ceste prétension, et de insister en icelles : signamment, touchant les trois poincts : assçavoir, de l'Inquisition, Concile et Commissaire, y adjoustant à l'endroit les placcartz, que pour la discoulpe des justiciers qu'ilz estoient seulement juges, et non appréhendeurs et qu'avoient fait justice quand en avoient esté requis. Aussi de déclarer qu'ilz trouvoient estrange que le conseil avoit envoyé telz commandemens, puis que bien sçavoient que observans leur serment, ny poient obéir, à cause que contrevenoient aux previ-

9 janvier. 1566.  
Stilo Romano.

Les lettres de la  
chancellerie  
de Brabant.

<sup>a</sup> Par lettres 9 January. <sup>b</sup> Par acte de 11 Janv.

<sup>1</sup> Garbouilles, — confusion.

lèges du païs, à l'observance desquelz le conseil estoit si bien tenu par serment, que eux<sup>a</sup>, mesmes aussi le Roy à son entrée, avoit juré l'entretenances<sup>1</sup>, et de requérir que ledict conseil eusse à redemander et casser leursdictes lettres et commandemens, ou qu'e seroient nécessitez de s'en plaindre aux autres membres des Estats et contre eux poursuivre provision convenable.

Suivant ceste résolution, sont les mesmes députez, comparuz au conseil de Brabant<sup>2</sup> assemblé, et ont allégué ce que dessus, avec plusieurs remonstrances à ce servantes, et insisté en cela, que le conseil révocqueroit sesdicts commandemens, et en deschargeroit les magistrats, puis que, ne le Roy, ne la gouvernante n'avoient particulièrement chargez par leurs lettres les justiciers des chiefvilles de Brabant, mais seulement eux; déduisant aussi les troubles advenues (et plus à craindre) en icelles villes par telz mandemens, dont n'avoient sceu contenir les inhabitants, sinon soubz espoir du brief raddres<sup>3</sup>, lequel solliciteroient en diligence. Ledit conseil s'excusa sur les lettres venues du Roy et de Madame, alléguant, touchant l'inquisition, qu'il ne s'entendoit, sinon de telle que en chascune place estoit usitée et tolérée, et quant au concile, que se debvoit entendre, tant seulement en suivant les res-

L'excuse  
du conseil par  
la bouche  
du chancelier.

<sup>a</sup> Par le problème \* et 10, art. de la joyeuse entrée.

<sup>b</sup> 14 janvier. La reconstrance verbale des chiefvilles.

<sup>1</sup> Entretenances, — maintien.

<sup>2</sup> Brief raddres, — prompt satisfaction.

\* Problème, — préface. Rabelais écrivait *proemium* et se rapprochant ainsi davantage de la forme latine.



trictions, parmi lesquelles la publication d'icelluy auroit esté admise, par où ne furent enfreintz leurs previlèges, ne en l'ung, ne en l'autre point. Les députez sur ce retournans en plain conseil le lendemain<sup>a</sup>, ont déduit plus amplement le contraire, et répété, comment l'Impériale Majesté l'an 1550, et le Roy l'an 1555, les avoient déclarez libres de l'inquisition, mesmes le Roy par serment affirmé, acceptant le païs, que ne seroient molesté par quelque judicature ecclésiastique<sup>b</sup>; en outre que de ce dépendoit la conservation ou ruine du païs, et que s'entendoient excuser et se descoulper sur le copseil s'y en advient autre que bien, et qui si avant l'affaire ne fut raddressé<sup>c</sup> par eux, qu'ilz en feroient leurs doléances et poursuites ultérieures comme trouveroient convenir. Le conseil ce ouï et estant en paine, a finalement résolu qu'ilz deussent exhiber leur intention et remonstrance par escript, ce que les députez ont esté contens de faire dedans certain brief jour après.

<sup>a</sup> *Itérative  
remonstrance  
des chiefs-villes.*

Pendant ces poursuites, advindrent par tout ès villes des troubles assez, et pouvoit on à grand paine contenter le peuple, et le contenir en office avec bonnes parolles de brief raddres, et semblables persuasions<sup>d</sup>; aussi sont en plusieurs lieux, ces jours, attachez et semez plusieurs escriptz contre l'inquisition et persécution, jointement contre les

<sup>b</sup> *Les alterations  
des habitants.*

<sup>a</sup> 15 janv.

<sup>b</sup> Par le 3<sup>e</sup> art. de la seconde addition à la joyeuse entrée.

<sup>c</sup> Par lettres des 17, 18, 20, 22, 24 25 et 27 de janvier.

<sup>d</sup> Raddressé, — remis en bonne voie; rapproché d'une solution satisfaisante.

pousseurs<sup>1</sup> d'icelles tant en Court, en Anvers, que ailleurs. Et entre autres ung en Anvers\*, qu'on ne devoit plus croire aux persuasions du magistrat, qui avoit donné à cognoistre aux festes de Noël, que l'intencion du Roy et Madame n'estoit d'y planter l'inquisition ou éveschies et toutesfois avoient receu commandement d'admettre l'ung et l'autre, exhortant à s'y opposer suivant les privilèges, et en chercher tel remède, que selon leur office estoit requis, puis que la conservation, tant du païs que de la ville en dépendoit. Sur quoy la loy a remontré les diligences desja faictes, et requis aux wyckmaistres à ce assemblez, de contenir le peuple, tant qu'il estoit possible, sur l'espoir, que par les bons devoirs qu'on faisoit, le tout seroit bientost révoqué. A Bruxelles fut pareillement pendu aux portes des grans, ung long escript en françois<sup>2</sup>, les exhortant à constance en la tuition de la liberté du païs avec plusieurs autres admonitions, dont le semblable fut trouvé attaché aux maisons des villes en Anvers, à Louvain et ailleurs. En somme, partout y avoit beaucoup de garbouilles, et fut crié aux armes, feu et sang contre les ecclésiastiques avec leurs éveschies, inquisitions et persécutions, et tous ceux qui en furent coulpez<sup>3</sup> pour advancheurs<sup>4</sup> d'icelles, comme bien

a Par le pasquil aux wyckmaistres, 14 janua.

b Par le pasquil trouvé à Bruxelles, 14 janua\*.

<sup>1</sup> Pousseurs, — promoteurs.

<sup>2</sup> Coulpez, — accusés. <sup>3</sup> Advancheurs, — promoteurs.

\* Marguerite de Parme confirme le récit de Wasenbek. Elle écrit le 21 janvier 1566 au roi d'Espagne : « Les pasquilles vont en augmentant : on en a récemment, pendant la nuit attaché une à la porte du comte d'Egmont, et une autre à celle du prince d'Orange. » Elle ajoute qu'elle se propose d'offrir quinze cents ecus à celui qui pourra désigner l'un ou l'autre des auteurs de ces publications clandestines.

démonstra l'escrypt attaché à Bruxelles, commençant et finissant par les motz : *au feu, au feu*<sup>a</sup>, voire a esté l'audace de ces semeurs de pasquilles si grande, jusques à en bouter ung ès mains de la gouvernante mesme allante à la messe.

Le conseil de Brabant (comme aussi autres con-saux) avoit desja d'entre eux député, un commissaire superintendant en la matière de religion<sup>b</sup>, suivant les lettres de Madame; mais comme les députez des chiefvilles, par leurs remonstrances entre autres pointz, avoient expressément requis et soustenu, que personne n'en seroit commis, et s'il fut desja ordonné, n'attemperoit<sup>c</sup> rien, n'est plus avant procédé en ladicte commission, que l'ou se soit aperceu.

Depuis sont lesdictes lettres du Roy et Gouvernante en quelques places<sup>d</sup>, non seulement publiées, mais aussi imprimées, par où personne n'en a depuis esté ignorant, dont la tumultuation et aigreur n'est devenu que plus général. Et entre autres advint quasi une révolte à Boisleduc, à cause que l'escoutette<sup>e</sup> avec quelques autres y voloient publier les-

Difficulté  
à Boisleduc.

<sup>a</sup> Par le pasquil semé à Bruxelles, 19 january.

<sup>b</sup> Maistre Franchois de Paris<sup>\*</sup>.

<sup>c</sup> A Gand par le Conseil de Flandre.

<sup>d</sup> Attemperoit, — modérerait.

<sup>e</sup> Escoutette, — officier communal chargé de la poursuite des crimes et des délits. L'écoutète de Bois-le-Duc, alors en charge, s'appelait Jacques Van Brecht.

<sup>\*</sup> Franchois de Paris. Le caractère officiel de François Parys ou Van Parys, étoit celui de commissaire inquisiteur pour le Brabant. De 1566 à 1569 nous rencontrons sa signature accolée à celle de Desiré Sesagius en bas de la plupart des informations concernant les troubles religieux. Le vol. XXXVI de la collection dite du *Conseil des troubles*, conservée aux Archives du royaume, à Bruxelles, renferme un certain nombre de ces documents.

dictes lettres, ce que la plupart de la loy et commune ne volut souffrir; mais par prudence et fortune fut la chose appaisée et la publication délaissée. Entretant necessarent de s'emploier vivvement les théologiens de Louvain, mais se démontrarent et pourchassarent l'affaire si ouvertement qu'ung chacun s'en contenta bien mal d'eux.

La response  
du  
conseil diffère.

22 jenne.

L'exhibition de la  
remonstrance  
des villes.

L'affaire s'allant ainsi de jour à autre empirant, et les complaintes, inurmures et crieries du peuple s'augmentant, et la régente, aussi le conseil, la response tousjours différant. Ont les gens de loy des chiefvilles<sup>1</sup> de Brabant et leurs députez (pour y obvier à leur povoir) en toute diligence à tous costez insisté, remonstré et déclaré, ces turbations et les apparens dangiers, si bien tost n'y fut pourveu. D'autre costé ne cessioient de collecter leurs justifications et de rédiger par escript leurs raisons et doléance: laquelle est en plain conseil exhibée le 22 de janvier, mais quelque poursuite et sollicitation qu'ilz en ont faict, n'ont sceu obtenir response ou appointement devant deux mois après, assçavoir le vingt-quatriesme de mars\*, (qu'on voye la disposi-

<sup>a</sup> Appert par la remonstrance délivrée, 22 january et l'appostille donnée 24 mart. ambedeux imprimées et au fin jointes.

<sup>1</sup> Chiefvilles; villes principales et privilégiées <sup>a</sup>.

\* Voy. Pièces justificatives, données à la fin de ce volume. L'appostille du conseil de Brabant à la requête des quatre grandes villes de cette province était une fin de non recevoir; elle décida sans doute la noblesse à présenter à la gouvernante sous la même forme les mêmes griefs. Dans ce cas la bourgeoisie aurait pris l'initiative, et ce ne serait qu'après lui avoir vu essuyer un échec que la noblesse aurait songé à lui succéder dans la voie des remontrances. Les dates plaident en faveur de cet enchaînement des faits: les villes présentent au conseil provincial leur requête le 22 janvier; elles demandent à plusieurs reprises une réponse, elles ne l'obtiennent que le 24 mars, et c'est le 5 avril suivant, deux jours plus tard, que la requête des nobles est présentée à Marguerite de Parme.

tion de ce mesme jour), quand toutes choses ce pendant, estoient terriblement empires et fort desbordez. A icelle remonstrance avoient adjousté les previlèges et justifications servans à leur intencion.

Après que ceux du conseil en Brabant avoient communiqué en Court la remonstrance des villes, et requis advis de ce qu'auroient à respondre ou faire, a on taché de mettre en avant et faire semer deux moïens assez en soy contraire, l'ung contre le murmure du peuple, et l'autre contre la pétition des villes. Contre le premier se sont emploiez plusieurs conseilliers et autres pour déclarer, persuader attester, et faire acroire aux gens, que l'intencion du Roy, n'estoit de planter en Brabant aucune nouveauté ou inquisition, et que c'estoient mauvais espritz, qui tachoient d'interpréter les lettres Roïales en telle sorte pour mettre le peuple en troubles. Touchant l'autre, ont plusieurs qui soustenoient la inquisition et persécution<sup>a</sup>, s'avancé de dire et publier que ceux de Brabant avoient grand tort de se plaindre, et qu'on ne les voloit presser de quelque nouveauté, mais que l'inquisition ecclésiastique y avoit tousjours, et dès longtemps esté advisé, soufferte et exercée, comme aussi de droict ne le pouvoient refuser. En confirmation de quoy firent grand devoir pour recouvrer plusieurs exemples et escriptz, aïans en cela bonne assistance des théologiens de Louvain, mais de tant plus que l'ung et l'autre moïen se manifestoit, de tant plus en fut le peuple irrité, par le premier, apercevant qu'on le voloit tromper et faire

La justification  
de l'inquisition.

La persécution  
contrainc  
aux exposer  
lettres.

<sup>a</sup> Par les dénégations, subdélégations et commissions des inquisiteurs de plusieurs années.

tomber aux lacqz avant le sentir, puis que les lettres du Roy et de la gouvernante démontrarent si manifestement le contraire, et par le second, que l'on n'avoit aucunement intencion ne volonté de les laisser libres et exemptz de ladicte inquisition, mais davantaige tachoit de séduire leurs magistratz pour les faire désister de leur bien fondée doléance et poursuite.

En conformité dudict premier mis en avant, fut respondu d'Espagne à l'ung desdicts trois députez d'Anvers, y aïans esté; car, comme icelluy esmerveillè desdictes lettres et bruits, en avoit escript<sup>a</sup> les advertences en la Court du Roy, et qu'il ne pouvoit croire, que l'intencion de Sa Majesté seroit à présent de planter en Anvers l'inquisition, venque Sa Majesté avoit à luy déclaré, et de sa part faict promettre à ceux d'Anvers le contraire; luy est respondu par lettres d'icelle Court, que s'estoient mauvais espritz et sectaires qui semoient tel bruit et interprétaient en telle sorte les lettres Roïales, car l'intencion de Sa Majesté estoit encoires de ne introduire illec aucune nouveauté ou autre inquisition que celle qui y estoit usitée.

Le conseil  
de Brabant.

A l'avancement du second, ont quelques ungs subministré<sup>1</sup> au conseil de Brabant quelques escriptz, dont apparissoit que les Papes avoient en aucunes années constituez généraux inquisiteurs pour les Païs-bas, lesquelz par licence de la Court, avoient

<sup>a</sup> Appert par lettres de l'amptman\*, et responce du président\*\*.

<sup>1</sup> Subministré, — fourni, fait tenir.

\* Amptman, — Govaert Sterck, amman d'Anvers.

\*\* Président, — Viglius de Zwichen.

subdéléguez sur chascune province autres pour inquisiteurs, et nommément aussi, sur la province de Brabant; davantaige que leur estoit souvent par les princes du pais concédé générale instruction servante pour toutes les prouvinces. Parmy lesquelz escriptz (et signamment que quelques ungs dudict conseil estoient favorisans ausdicts ecclésiastiques, ensamble ladicte inquisition et persécution) l'on a tant sceu remonstrer et persuader aux autres dudict conseil, que le mesme conseil ne trouvoit à présent, ce prétendu d'inquisition si peu fondé et tant dommageable, qu'il avoit fait l'an 1550, comme dic test.

Les députez des villes aians ce resenty<sup>a</sup> et aussi entendu, que par ledict conseil en avoit esté fait rapport en Court à la Gouvernante en présence du conseil d'Estat, et davantaige exhibé quelque chose par escript, ont en leur délibération trouvé requis d'aller autresfois en plain conseil (ce que ont fait le 28 de Janvier) et requis expédition, veu l'importance de l'affaire et l'accélération que requiroit, ensamble document par escript de ce que le conseil sur ce avoit fait, ou estoit d'intencion d'ordonner, à celle fin exhibant leur demande par escript. Sur quoy leur fut respondu que, le conseil avoit le tout délivré en Court, et feroit illec tout debvoir pour l'expédition. Les députez répliquarent d'estre expressément enchargez, de ne traiter riens en ceste matière verbalement, ains exhiber et requérir toutes choses par escript<sup>b</sup>, requirans pour ce icelle déclaration du

La réquisition  
des chatevilles.  
28 janvier.

<sup>a</sup> Par la requeste et verbal du 28, et l'appostille du 30 de janvier.

<sup>b</sup> Resenty, — ancien participe du verbe ressentir.

La réponse du  
conseil.

conseil par escript, ce que pour adonc ne sceurent obtenir, ne encoires le lendemain non obstant plusieurs déclarations et protestations pour ce faites; mais le troisieme jour leur a ledit conseil aux Estatz renvoyé leurdict dernier exhibé escript, avec leur appostille contenant seulement, que ledict conseil en avoit fait rapport et que les villes eussent patience jusques que la résolution de la Court seroit venue, pour laquelle le conseil insisteroit aiant premièrement communiqué avec ceux de la Court, sur le donner de telle appostille. Ce non obstant, et quelques poursuites qu'ilz en ont fait, n'ont seu obtenir résolution.

La troisième  
requeste  
des villes.

Entretant<sup>a</sup>, estans informez qu'on cerchoit tous moiens pour par escriptz et persuasives, fonder et faire trouver bon ladicte inquisition et que l'admission et exercice d'icelle ne seroit nouvellité et que à telle intencion avoient esté suppéditées<sup>b</sup> au conseil plusieurs pièces; se sont lesdicts députez résoluz d'exhiber<sup>c</sup> autre requeste<sup>d</sup> audict conseil, afin d'obtenir communication des meemes pièces qu'ilz entendoient estre exhibez, pour empescher leur bien fondée péticion, et sur ce informer au vray le mesme conseil, afin que par faute d'information, leur juste requeste ne fut plus retardée, sur quoy n'obtindrent autre appostille<sup>e</sup>, sinon qu'on joindroit icelle leur requeste aux autres documents que les villes avoient

La dilation<sup>f</sup> du  
conseil.

<sup>a</sup> 2 marty 1566. <sup>b</sup> Appert par l'exhibée requeste.

<sup>c</sup> Appert par l'appostille.

<sup>d</sup> Dilation, — remise, délai.

<sup>e</sup> Entretant, — dans l'intervalle.

<sup>f</sup> Suppéditées. — communiquées.



exhibez avec leur remontrance, pour en estre prins convenable regard en la résolution. Or, voians que par nul moien sceurent venir à l'expédition, ne obtenir autre chose que ce que dessus ont trouvé nécessaire de faire leurs doléances aux autres membres des Estatz de Brabant, pour en faire leurs complainctes de commune main, et quant et quant<sup>1</sup> faire de rechief instance pour obtenir la requise cassation, touchant les éveschies, ne cessant entretant de faire toute diligence pour collecter tous les documens et pièces que poyoient servir à la justification de leur demande, comme entendoient que leur partie avoit faict le semblable.

Ce temps pendant, fut par la Court verbalement commandé au magistrat de Bruxelles de déclarer à leurs nations<sup>2</sup> et commune, que l'intencion du Roy n'estoit de les charger par novvellté ou inquisition; mais n'ont osé procéder sur telle asseurance verbale pour n'estre par après reprins et notez de leur peuple, comme estoit advenu en semblable cas à ceux d'Anvers, mais l'ont requis d'avoir en escript pour pouvoir seurement procéder, ce qu'on a différé de leur donner.

La loi  
de Bruxelles.

Comme aussi ces persécutions contre ceux de la

<sup>1</sup> Quant et quant, — en même temps que.

<sup>2</sup> Nations. — On appelait ainsi, aux Pays-Bas, l'organisation politique des gildes, c'est-à-dire des gens de métier. Bruxelles eut, dès le xiv<sup>e</sup> siècle, neuf nations ou corps de métiers qui prirent part au gouvernement de la cité. Voy. *Mann. Abr. de l'hist. de Bruxelles*, I, 49 et II, 168-69. L'attitude patriotique des nations de Bruxelles pendant notre révolution du xvi<sup>e</sup> siècle est, à plusieurs reprises, rapportée par MM. Henne et Wauters dans leur *Histoire de la ville de Bruxelles*, I, 384-85, 397, 420, 479, etc.

religion, vindrent de plus en plus odieuses, et en horreur vers le peuple, de tant plus ont-ils senti une grande compassion envers ceux qui en dangier de mort sur ce, se détindrent prisonniers, dont est succédé que en diverses places plusieurs se sont efforcez de délivrer telz prisonniers, voire quelques fois les ont délivré, et entre autres le 26 de janvier de nuyt, aidé à eschapper des prisons d'Anvers bien dange-reusement, deux jeunes damoiselles nobles et seurs, avec ung horlogier, et en divers autres lieux, d'autres.

L'entrevue  
des grans.

Or, les affaires des Païs-bas estans en telz pitoiables termes, qu'un chascun, doué de quelque jugement pouvoit facilement comprendre, que ces perplexitez, indignations et humeurs irritez, ne se pourroient contenir, ne en ceste fachen continuer, ains estoit apparant que bientost, se desborderoient en une furieuse commotion et sédition populaire, contre ces trois pointz tant descrivez : assçavoir, contre l'Inquisition, éveschies et rigoureux placcartz. Aussi que à ceste cause l'accoustumée traficque y alloit de jour à autre receullant. S'est comporté que quasi tous les grans du païs se sont pour autres occasions\*, trouvez par ensamble\* ou d'aulcuns par

a Qu'on voye les justifications des seigneurs, prince d'Oranges, conte de Hochstraten, et autres imprimées\*.

b A Breda et Hoochstraten, en mars 66.

\* Plusieurs de ces protestations, sorties du milieu des troubles du xvi<sup>e</sup> siècle, ne sont malheureusement pas arrivées jusqu'à nous. « La justification du prince d'Oranges contre les fautes blâmées que ses calumniateurs touchent de luy imposer à tort » est de tous les écrits de cette nature le mieux connu. Nous en devons une dernière réimpression aux bons soins de M. Albert Lacroix, Bruxelles, E. Flatau, 1858, 1 vol. in-8°. « La défense de messire Antoine de Lalain comte de Hochstraten, baron de Borsel et de Sambrif, etc., chevalier de l'ordre de la Thoon d'Or » a été publiée en 1838 par la Société des Bibliophiles de Nona, d'après l'un des rares exemplaires de l'édition originale conservée à la bibliothèque royale de Bruxelles.

une condescendance de ce misérable estat d'un si florissant païs, et considérans qu'on entendoit si peu à y mettre en temps la remède et ordre bien requis, et proposé et depuis conjointement communiqué, de l'apparente perte dusdict païs et instante esmotion du peuple : à quoy toutesfois ne trouvèrent comment y pouvoir remédier, puis qu'on ne voloit prester oreille à ce, que si souvent de bon zèle ilz avoient proposé, ne en chose du monde s'accommoder ou s'incliner, aux humeurs des inhabitants, mais que ce non obstant, de plus fort se pousoit oultre, tant avec les cruelles persécutions, que nouveauté des éveschies et surtout avec celle tant odieuse Inquisition. Ce non obstant proposarent et promirent l'ung à l'autre que chascun prendroit à cœur, aideroit et conseileroit, selon tout son pouvoir, et de bonne affection, pour avancer et promouvoir le service du Roy et la conservation du païs, ensamble la tranquillité du peuple.

Et comme si toutes ces troubles ne fussent souffisantes, s'y est 'adjusté à la plus grande turbation et raige du commun peuple, qu'on s'est apparceu et a couru le bruyt généralement partout, que le ducq Erich de Bruynswyc levoit gens de guerre à pied et à cheval, dont le peuple ne pouoit juger ou com-

Les gens de  
guerre du duc  
Erich <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Erich.—Cedue de Brunswick-Lünebourg, né en 1528 et mort à Padoue en 1584, ne laissa pas de postérité et ses États firent retour à la branche aînée de sa famille. Ses biographes disent tous qu'il détestait la religion protestante dans laquelle il avait été élevé par sa mère, et que cette haine le conduisit à prendre part aux guerres de Charles-Quint et de Philippe contre les dissidents d'Allemagne et des Pays-Bas. Son orthodoxie ne fit pas de lui un grand capitalne, mais elle lui mérita le collier tant envié de la Toison d'or.

prendre autre chose, sinon qu'on estoit d'intencion par moyen d'icelluy ducq et ses gensdarmes, de introduire et faire effectuer et exécuter par forces, tant l'Inquisition que les éveschies; ce que a causé une terrible frayeur et indignation, non obstant que la Court<sup>a</sup> tachoit l'excuser et dissimuler.

A cela s'est joint, que à Bruxelles, est affixé et semé ung escript<sup>a</sup> deduysant l'iniquité et nullité des placcards, et qu'on ne devoit plus longuement tolérer iceulx, ne aussi la Inquisition: mais s'y opposer, de fait suivant les privilèges et joïeuse entrée, puis que le Roy (pour estre abusé et mal informé par aultres) y contravenoit si notoirement.

Les livrets imprimés.

Davantaige sont de plus en plus imprimez et produitz, non seulement plusieurs peintures, tableaux, pourtraictz, balades, chansons et pasquilles, tant escriptz que imprimez; mais aussi divers et beaucoup de livretz<sup>b</sup>, le tout dressé contre ces persécutions, inquisitions et novellitez, tant en françois que en thiois<sup>c</sup>. Dont les humeurs du peuple se comprendoient bien expressément et que goust ilz avoient de toutes ces démenées, et pour en spécifier ung ou deux, entre tant d'autres, est semé ung bien couché livret, déduisant au long les inconveniens que le païs viendroit à souffrir, si l'Inquisition y fut introduite. Item ung autre, démontrant que l'union

<sup>a</sup> Par lettres de la régente, 16 feb. et 1, et 24 marty.

<sup>b</sup> Par le pasquil descouvert à Bruxelles en mars.

<sup>c</sup> Ces livrets sont à la main<sup>d</sup>.

<sup>d</sup> Thiois, — flamand ou bas-allemand et, généralement, tous les dialectes germaniques.

<sup>e</sup> A la main. — manuscrits.

politique se peult bien conserver, ores que deux religions soient tolérez en ung mesme païs; ung autre, défendant qu'on ne doibt persécuter personne pour sa foy ou religion; encores ung des pratiques inventées par le cardinal de Granvelle et ses adhérens à l'endroit l'inquisition, placcartz, et autrement pour dominer sur tous. Je serois trop long, si je les voloïs réciter tous, ores qu'il n'y vint nul, qui ne fut avec désir achapté, visité et leu, dont les aliénations ne furent que plus exacerbées<sup>1</sup>.

Tout ce non obstant ne cessoient entre tant les persécutions, ains se continuoyent tousjours, en toute rigueur, suyvant les placcartz, bruslant, noïant, et mettant à mort à force, à quoy s'emploioient de bonne sorte ces inquisiteurs ès provinces où s'estoient plantez. Et comme si les inquisiteurs ecclésiastiques ne fussent bastans<sup>2</sup> a-t-on davantaige en quelques villes institué des commissaires et inquisiteurs layz, sur le fait de la religion, lesquelz pressoient, poursuyvoient et tormentoient les inhabitans misérablement, dont entre autres les villes de Tournay, de Valenchiennes et autres peuvent donner bon tesmoignage.

Puis doncq, que les affaires estoient si avant venuz, et les lamentations, murmures, aigreurs et raige du peuple, par tout le pays devenue si générale, terrible et véhémence, qu'y restoyt bien peu d'espoir d'y pouvoir donner ordre ou de remédier, que bientost ne s'en suyvasse<sup>3</sup> une générale commo-

La continuation  
des persécutions.

Les Inquisiteurs  
layz.

Le pource Etat  
du Pais-bas.

<sup>1</sup> Exacerbées, — irritées.

<sup>2</sup> Bastans, — oisifs, participe présent du verbe baster. On dit aujourd'hui muer. <sup>3</sup> Suyvasse, — suivit.

tion, sédition, révolte et massacre contre les ecclésiastiques et ces cruelles persécutions, inquisitions, évêschies et nouvellitez : voire que desja aucuns se commençarent à se trouver ensamble deçà et de là, dont le bruyt et crainte vola partout et donna courage et exemple aux autres n'estant moins irrités, à cause que jusques alors l'on n'avoit jamais voulu entendre ou sceu parvenir à quelque remède, modération ou appaisement des humeurs des inhabitants, quelques remonstrances, doléances, plaintes, inconveniens et désolations, qu'en furent représentées ; mais vouloit-on tousjours, pour fier et passer outre, avec toute rudesse, dont ces évêques et inquisiteurs s'osèrent assez indiscretement vanter avecq grand resentement des marchans et inhabitants altérez<sup>1</sup>.

La confédération  
des nobles.

Ont les nobles et gentilzhommes du païs, ayans leurs biens, maisons ou demeures aux champs et hors des villes, de cestuy général désespoir du peuple, conceu et resenti une extrême douleur et commisération d'un costé, et une grande paour et crainte, que le feu de ceste fumée, se commençant une fois à allumer, leurs maisons et censes de dchors, s'en resentiroyent, pour le premier, de l'autre costé. Par quoy suyvens l'obligation et fidèle affection qu'ilz avoient tousjours porté au vray service de leur Prince et à la conservation de ses païs, ont-ilz délibéré et communiqué par ensamble, premièrement à Bruxelles quand la pluspart y furent assamblez aux nopces du prince de Parme et depuis alieurs<sup>2</sup> ; com-

<sup>1</sup> Altérez, — dissidents, troublés.

<sup>2</sup> Ce passage est important. Il confirme le récit de Gérard Brandt qui prétend, d'après le témoignage de François du Jon,

ment le Roy absent ne pouoit si bien estre informé des humeurs de ses subjectz, comme bien conuenoit, et n'en pouoit juger ou sçauoir autre chose, sinon selon que luy firent les aduertences, ceulx qu'auprès de Sa Majesté estoient en crédit. Davantaige que c'estoit ung dommaige inestimable et ung cas bien misérable, qu'ung si abondant et florissant païs se viendroit ainsi à ruiner et désoler, et tant de fidelz et loiaux subjectz à s'entretuer et meurdrir si lourdement, par faute de ce, qu'on ne voloit quelque peu condescendre à leurs inclinations, ne les descharger de quelques vexations desquelles toutesfois (aussi sans cela) estoit infalliblement dépendant l'entière ruine du païs : veu principalement que les pétitions du peuple sambloient si raisonnables, que personne de couraige ou d'entendement, ne pouoit délaïsser de souhaiter et désirer le mesme, asçavoir : l'adoulcissement de la très grande rigueur des persécutions en

auteur et témoin, que les confédérés tinrent leur première assemblée à Bruxelles, dans l'hôtel du comte de Culembourg, le jour même du mariage d'Alexandre de Parme. Ce n'est donc plus le 2 ou le 3 novembre 1565, mais bien le 11 du même mois que cette réunion eût lieu. Les dates ont, par elles-mêmes, assez d'importance pour qu'il soit utile de les discuter, et, si c'est possible de les fixer. Dans une première lettre du 5 novembre, Marguerite de Parme marque à 15 jours de là le mariage de son fils, et, dans une seconde missive portant la date du 27, elle dit que les fiançailles ont été célébrées le 11 novembre. Nous croyons tent concilier en persistant à croire que la réunion eut lieu le 11, dans l'hôtel Culembourg, et que Brandt n'aura commis d'autre faute que de prendre les fiançailles du prince pour une bénédiction nuptiale. (*Voy. Brandt's, Hist. der reformatie*, I, 289. *Vita Franc. Junii Biturensis, ap ipso nuper conscripta*, Lugd. Bat., 1595, p. 15. Gachard, *Correspondance de Philippe II*, v. I, p. 378 et 381.)

L'intention des  
nobles.

vertu des placcartz et l'asseurée francise de l'inquisition; dont est suivy que de plus en plus, ilz en ont commenché de parler deçà et delà, les ungs avec les autres, et de penser s'il n'y auroit ordre ou remède, afin que en temps y fut pourveu avant que le tout seroit révolté *sotto sopra*<sup>1</sup>. En quoy leur sambloit, que, puis ceulx du gouvernement abusez ou empeschez par quelques sinistres persuasions et mauvais espritz, ne monstrarent aucun soing et diligence pour le raddres, eulx mesmes estoient obligez, tant de la part de leur serment et fidélité, que selon le reng<sup>2</sup> qu'ilz tenoient de le prendre à cœur, et que pour le remède ne poyoient ne debvoient refuser leur aide et assistance, mais d'en communiquer par ensamble plus avant, et de voir, si ce que par les générales querelles du païs et grans murmures du peuple ne s'avoit volu entendre, ne pourroit estre raddressé<sup>3</sup> par leur commune intercession, prière et remonstrance. En cheminans doncq par après sur ce pied, se sont de plus et plus trouvez ensamble et communiqué de l'affaire, pour regarder s'ilz n'en sçauroient faire quelque bon office et trouver moïen pour faire cesser et descharger les subjectz de ces dicts deux pointz si odieux et mal voluz du peuple. Lequel sur la confiance de leur intercession, se estoit par bon espace entre toutes ses faceries et exacerbations<sup>4</sup> contenu, et sans leur briefve remonstrance s'apprestoït à se desborder, signamment après avoir entendu que les grans s'ayans entretrouvez à Hooch-

<sup>1</sup> *Sotto sopra*; — sens dessus dessous.

<sup>2</sup> Reng, — rang. <sup>3</sup> Raddressé, — modifié, arrangé.

<sup>4</sup> Exacerbations, — dispositions à la colère.



straeten<sup>1</sup>, de ce embouchez par quelques des nobles, ny volurent entendre, ains l'avoient révélé à la régente, dont les ungs et les autres craindoient s'en trouver mal. A quoy plusieurs d'entr'eulx s'emploierent tant plus vifvement qu'ilz estoient dès long temps affectionnez à celle doctrine qu'on y appelle nouvelle, et avoient l'autre en horreur; finalement est la chose conduite secrètement si avant, que pour faire ceste intercession et supplication conjointement et pour y aller de bon pied, la noblesse se soit assamblé et par ensamble accordé par quel ordre ilz procéderoient et quelle péticion ilz feroient, et d'avantaige désigné de commun accord le jour, qu'eulx de tous costez, se debvroient trouver à Bruxelles, en personne, pour remonstrer l'affaire à la gouvernante et chiefz du païs, tant de bouche que par escript, et si d'aventure par la persuasion de quelques ungs favorisans à la contraire partie, la chose fusse si desguisée, que ceste leur intencion et asssemblée fust mal prinse ou aultrement interprétée, que leur sin-

Les assambles  
des nobles.

\* Hoochstraten. Cette ville se trouvait sur le chemin des seigneurs allemands, Schwartzembourg, Holl et Westerhold, dont les régiments avaient été récomment licenciés, et qui, de Bréda, s'en retournaient dans leurs foyers. Ils s'y arrêterent le 12 et le 13 mars 1566 avec leurs parents et les amis qui leur faisaient la conduite. Le comte de Lalaing se montra à tel point enchanté de cette visite qu'il aurait reçu à sa table tous ceux qui se seraient présentés. On ne songea point à autre chose qu'à fêter l'amitié qui était entre ces seigneurs, et à prendre congé les uns des autres. Comme la révolution était écrasée, et que le comte de Lalaing était en lieu de sûreté quand il écrivait cela, il me semblo que nous pouvons l'en croire et répéter, d'après lui, qu'il n'y eut à Hoochstraten « ni pratique ni assemblée suspecte. » (Voy. *La défense de messire Antoine de Lalaing*. Edition de 1838, p. 63-65).

cère affection ne comportoit, et que par après l'on s'en volut prendre à quelqu'un ont trouvé nécessaire pour leur assurance de faire parensamble une confédération par laquelle les ungs ont promis aux autres de se entr'assister et ne se délaïsser pour cause quelconque, en cest endroit, mais ce que seroit fait au moindre d'eulx à ceste occasion, seroit par tous prins, comme fait à chascun d'eulx, et que conjointement avec tout leur pouvoir le défendroient; dont aussi firent ung compromis par escript, lequel chascun d'eulx de sa propre main soubz signa, et le firent et laissèrent par après signer de tous les autres gentilzhommes qui trouvoient leur concept bon, et désiroient d'y tenir la main et estre des leurs.

Le compromis  
des nobles.

Or, que leur intencion et desseing n'ait esté autre que dessus est reprins, se monstre évidemment par l'escript de leur association, lequel contient bien expressément pour la cause finale d'icelluy\*. Qu'ilz avoient considéré que quelques estrangiers nullement affectionez à la gloire de Dieu, service du Roy et bien du païs, ains seulement tachans d'assouvir leur propre ambition et avarice aux despens du Roy et de ses subjectz, avoient par leurs faulses remonstrances tant gaigné chez Sa Majesté, soubz le prétexte du maintenant<sup>1</sup> de la religion catho-

\* Par le texte du compromis, cy après inséré n° 3\*.

<sup>1</sup> Maintenant, — défense.

\* Voy. aux pièces justificatives à la fin du vol. La version de notre auteur est conforme à celle du greffier de Béthune qui était son contemporain. J'appens les a copiés. Voy. J.-F. Le Petit Grande chron. de Hollande, II, 88. Supplément aux guerres civiles de Flandre du P. Strada. Amst., 1729, II, 299-304. Il y eut, au XVI<sup>e</sup> siècle, plusieurs éditions clandestines de compromis tant en français qu'en flamand. L'une d'elles porte le titre suivant : *Copie du traité des Grands et des nobles des Pays-Bas contre l'inquisition d'Espagne qu'on veut introduire dans ces provinces.*

licque et de l'union des inhabitants, que s'avoit laissé persuader de ne debvoir adoucir riens des aspres mandemens au paravant au faict de la religion décrétée (ores qu'en avoit donné ferme espoir), ains davantaige y introduire l'inquisition tant tyrannique, contre la gloire de Dieu et liberté des subjectz, dont dépendoit la totale ruine du païs, l'oppression du peuple, l'extinction de la vraye foy catholique, diminution de la Majesté Royale, la servitude des inhabitants, l'infraction des privilèges et la confusion de toute police : pour ausquelz maux obvier et maintenir la grandeur du Roy et le bien du païs, eulx en satisfaction de la fidélité dont tous loiaux vassaulx estoient tenuz, avoient parensamble fait une légitime aliance, et par icelle l'ung à l'autre promis d'empescher que l'inquisition ne fut introduite au païs aucunement, fut soubz le nom de placcart, visitation ou autre, avec bien expresse protestation de ne vouloir riens attemper contre l'honneur de Dieu, ne la grandeur du Roy, ou hauteur de ses Estatz, lesquelz désiroient maintenir à leur possible, et aussi résister à toute sédition ou tumulte, davantaige ay, pour l'assurance du lecteur, à la fin bien volu adjouster tout au loing le mesme compromis afin qu'il puisses mieux juger comment icelle association doit estre estimée.

Ceste assamblée et confédération ne se fit si secrètement que l'on ne s'en a' apperceu, signamment après que aucuns des confédérez l'estoyent venu insinuer aux grans, en ce temps assamblez à Hooch-

<sup>1</sup> a, — soit.

Les bruyts semés  
sur le fait des  
nobles.

straten, et en vola le bruyt de plus en plus, et comme personne ne sçavoit en Court leur but et intention, sinon les confédérez mesmes<sup>1</sup>, y causa cest affaire, une grande craincte et arrière pensée, et selon qu'il advient communément en telz occurrences, plusieurs rapportz et diverses advertences en furent faictz, comme la fame<sup>2</sup> augmente et empire tousjours les choses; l'ung disoit que tout le païs estoit rebellé, l'autre que toute la noblesse estoit révoltée; autres, qu'il y avoit une asssemblée de beaucoup de mil, qui avec main armée, venoient vers la Court; autres, qu'ilz avoient auprès d'eulx gens de guerre de dehors à pied et à cheval; autres qu'ilz devoient avoir secrète intelligence avec quelques villes, lesquelles ilz surprendroient premièrement. Et comme personne ne sçavoit leur desseing, s'en firent des estranges discours; l'ung disoit qu'ilz estoient du tout rebellez et vouloient occuper tout le païs; l'autre, que tâchoient à changer tout le gouvernement selon leur fantasie, le tiers que déchasseroient<sup>3</sup> la vieille religion et y planteroient par force la nouvelle; le quatriesme, qu'ils tueroient ou enchasseroient tous les ecclésiastiques; le cinquiesme, qu'ilz insisteroient par force que la nouvelle doctrine seroit admise; le sixiesme, qu'ils vouloient avoir cassez les placcartz

<sup>1</sup> Cette assertion de notre auteur est exacte; les grands étoient encore, lors de l'entrevue d'Hoochstraeten, en dehors du mouvement révolutionnaire. Les douze premiers signataires du compromis sont, en effet, des cadets de famille ou d'obscurs gentilshommes n'ayant rien à perdre et très-décidés à aller en avant. Voy. *Van Vloten's Nederlands opstand tegen Spanje*, (1564-67). p. 149-157.

<sup>2</sup> Fame, — renommée.

<sup>3</sup> Déchasseroient, — supprimeraient.

et l'inquisition. En somme, chacun en parla selon leur fantasie, mais quasi tous s'accordèrent en cela qu'ilz se trouveroient en grand nombre en armes, fut à Bruxelles, ou ailleurs, et que adoncq se montreroit leur intencion.

Ceste nouvelle a causé une terrible crainte, paour et perplexité en la Court et signamment ès cœurs de ceulx qui en partie estoient occasion, que ceste persécution et inquisition (dont chacun bien considéroit et jugeoit l'occasion de ceste asssemblée estre prinse) jusques à là, estoit tant poussée et soutenue, et qu'on n'avoit volu admettre, ouyr, ne croire, doléance ou remonstrance au contraire, ou conniver aulcune chose à l'appaisement du peuple; laquelle angoisse leur fut grandement augmentée par la considération, qu'on sçavoit l'aigreur estant entre les inhabitans; dont faisoit à craindre, que sur l'esperoir d'estre deschargez de la persécution et inquisition et mis en liberté de leur conscience et religion, tout le païs se viendroit facilement à rebeller à leur persuasion, ou qu'ilz se pourroient du moins faire maistres de quelques puissantes villes, signamment de celles qui setrouvarent par les susdictes occasions les plus altérées, entre lesquelles l'on se doubtoit fort d'Anvers, comme à tout le monde estoit notoir, de quelle haine l'on y avoit poursuyvy l'inquisition par tant d'années; ceste perplexité leur croissoit d'heure à autre, pour ce que les nouvelles et advertences survenoient tousjours, qu'ils estoient en tel ou tel nombre, marchioient deçà ou delà, avoient telz ou telz conceptz<sup>1</sup>; qu'ilz vouloient sur-

La perturbation  
de la court.

<sup>1</sup> Conceptz, — projets.

prendre telle ou telle ville et s'en faire maistres et autres semblables.

En ceste perturbation fut trouvé bon que tous les gouverneurs des provinces et chevaliers de l'Ordre, que pour ce temps ne se trouvaient en Court, seroient mandez incontinent, et que semblablement seroit par l'ung et l'autre en diligence, envoyé et escript à plusieurs nobles de divers quartiers, qu'ilz ne s'en meslassent, ou en désistassent. En somme que chascun feroit debvoir pour les séparer, avecq espoir que toutes choses se raddresseroient par bons moïens; davantaige fut escript et envoyé par la Court vers le lieu ou l'on pensoit estre la plus grande assemblée et aussi aux chiefz de la confédération. Que s'ilz eussent chose dont se doloir<sup>1</sup>, qu'ils le volussent faire par escript ou par députez, du moins qu'ilz le vinssent faire sans armes et en si petit nombre qu'il fut possible; entretant procuroit la gouvernante de renforcer les places et portes de la Court, semblablement sa garde et guet, et d'envoier par tons costez à espier le tout.

Les députés  
d'Anvers.

Aussi comme icelle, entre autres, avoit eu adver-  
tence le 21 de mars, que le desseing de ceste assam-  
blée, estoit de secrètement surprendre Anvers, à elle  
incontinent fait appeller vers elle au conseil d'Estat,  
les députez<sup>2</sup> d'icelle ville estans en Court, auxquels  
l'on a illec advisé qu'on estoit adverty que quelques  
ungs avoient machiné d'entrer secrètement avec  
armes et se faire maistre de la ville, dont leur fut en-

<sup>1</sup> Doloir, — plaindre, lamenter.

<sup>2</sup> Jacques de Wesenbeke faisait partie de cette députation.  
Voy. *Sa défense*, p. 20 de l'édit. orig.

chargé, que incontinentcelle nuyt, quelcung d'entre eulx s'y trouvasse et qu'on pourveusse par bonne garde et diligence, qu'elle ne fusse préoccupée, surprise ne endommaigée.

Les chief-villes de Brabant, considérans que par toutes leurs sollicitations n'avanzoient riens et ne sceurent parvenir à résolution, s'estoient quelque temps auparavant de ces entrefaictes, doluz<sup>1</sup> aux prélatz et nobles<sup>2</sup> (avec eulx représentans les trois Estatz dudict Brabant) et requis de se voloir joindre avecq eulx et de commune main, entendre au maintenant de la liberté et previlèges du païs, et à ceste fin, exhiber à la gouvernante, quelque déduction et remonstrance plus grande et plus ample que n'estoit celle qu'ilz avoient délivré audict conseil, de laquelle ne cesseroient entretant de solliciter le vuydange<sup>3</sup>. Ce que lesdicts prélatz et nobles leur ont accordé et ont conjointement enchargé à aucuns d'entr'eulx, de chercher et visiter tous previlèges, escriptz et munimens, et d'iceulx copier et coucher diverses doléances et déductions, ce qu'ilz ont fait; lesquelles après sont veues, corrigées et changées, selon qu'on trouvoit convenir; auxquelles l'on a adjousté, tous les documens et vérifications à ce servans : déduisant au loing, que Brabant n'avoit jamais esté molesté d'aucune inquisition, récitant aussi qu'il seroit expédient que les placcartz fussent adoulciz<sup>4</sup>.

La complainte  
des chief-  
villes aux estatz.

L'Adjoïction  
des États de  
Brabant.

<sup>a</sup> Appert par les verbalz qui en sont faictz.

<sup>b</sup> Appert par déductions sur ce dressées.

<sup>1</sup> Doluz, — part. p. du verbe doloir, se plaindre.

<sup>2</sup> Vuydange, — décision ou accommodement au sujet d'une affaire.

Le rapport du  
conseil.

Cependant, s'estoit aperceu, que le conseil de Brabant avoit visité les remonstrances des villes, avec les pièces, jointz à deux costez, et le tout avec leur advis délivré à la gouvernante, lesquelles, par après, se visitarent au conseil privé, et après avoir rendu leur opinion aussi au conseil d'Estat, en présence de Son Altèze, ce toutesfois nonobstant ne fut aux villes déclaré responce, ou résolution quelconque.

Le desespoir du  
remède.

Advint aussi, en ce temps, que la gouvernante receut nouvelles dépesches, que le Roy envoieit d'Espagne sur ces affaires, dont tout le monde conceut bon espoir que par icelles Sa Majesté se seroit accommodé et esclarcy plus amplement et plus esté esmeu à condescendre et donner appaisement aux doléances et altérations<sup>1</sup> de ses subjectz ; mais depuis qu'on n'en entendit riens, ains tint le tout secret sans en faire remonstrance ou ouverture quelconque, print incontinent chascun l'impression, que ne devoit estre venue quelque espérance meillieure ou adoulcissement, dont les aigreurs se creurent davan-taige, se voiant le peuple frustré de tout espoir de remède.

La résolution  
sur les  
remonstrances  
des  
chief-villes.

Le 24 de mars, après qu'on craindoit\* journelle-ment la venue des nobles, se sont trouvez par ensemble sur ladicte doléance des villes, les consaulx d'Estatz privé et de Brabant et en est finalement

\* Par lettres de la régente au Roy, 24 mars\*.

<sup>1</sup> Altérations, — émeutes, troubles. Nos chroniqueurs flamands écrivent tous *alteratie* dans le même sens.

\* Cette lettre de Marguerite de Parme est très remarquable. Elle a été publiée dans le *Supplément à l'Histoire des guerres de Flandre* du P. Strada, v. II, p. 289-297.



prinse résolution, laquelle estant mise par appostille sur icelle remonstrance et signée par l'ung des gref-fiers du conseil de Brabant, est le lendemain\* matin délivrée ausdictz députez, contenant en substance, sur le point de l'inquisition :

Que, veu qu'on ne trouvoit aucun exercice de l'inquisition avoir esté en Brabant depuis l'an 1550, le conseil déclaroit (suyvant ce que la régente avoit affirmé à icelluy) que l'intention de Sa Majesté n'avoit esté, ne estoit (comme aussi avoit escript à Son Altèze) d'introduire aucune nouveauté, mais que les droictz, privilèges, coustumes et usaiges du païs de Brabant fussent inviolablement entretenuz, et que, en conformité de cela, les supplians ne seroient chargez ne molestez d'icelle inquisition ; item, sur le point du concile, que l'intencion de Sa Majesté n'estoit, qu'icelluy soit observé, sinon sans préjudice des droictz, hauteurs et prééminences, tant de Sa Majesté que de ses vassaux, villes et subjectz, selon qu'audict conseil estoit amplement escript, et, touchant le point du commissaire, que l'intencion de Sa Majesté n'estoit autre, sinon que, comme le principal remède contre les sectes, à la conservation de la religion catholique, dépendoit de bonnes escolles, bons prescheurs et en la réformation des meurs des ecclésiastiques, ung chascun, et signamment les consaux des provinces et magistratz des bonnes villes y vouldroient soigneusement tenir la main. Tenant à ceste fin les mesmes magistratz bonne correspondance avec les consaux provinciaulx et iceux avec le conseil privé, pour en faire rapport à Son Altèze,

sans qu'on veuille par là assubjectir le conseil ou villes de Brabant audiet conseil privé.

L'ambiguïté des  
mots de  
l'appostille.

Or, les députez des villes, voians *prima facie*<sup>1</sup>, ceste déclaration de l'affranchissement, de l'inquisition et la limitation du concile de Trente en sont fort esté réjouyz, mais leur joye fut incontinent modérée, quand ilz considéroient de plus près plusieurs motz d'icelle appostille, estre mis en telle fourme que par ceulx qui vouldroient par après tâcher au contraire, en sçauroit estre trouvé eschappatoire et donné occasion à la calumnier<sup>2</sup>, et encoires plus, quand ilz ont veu qu'il y fut si ouvertement démontré, que l'intencion estoit, de continuer en l'exécution des placcartz qu'ilz sçavoient estre si rigoureux et odieux, mais surtout sont-ilz esté bien estonnez quand y ont leu, que leur fut quant et quant recommandée et enchargée la soingneuse observance des placcartz et ordonnances de Sa Majesté, et trouvèrent bien estrange, que à cesdictz motz furent adjoustez immédiatement, les motz subséquens, suyvant leur présentacion mentionnée en ceste, veu que telle présentacion n'estoit mise, ne faite en icelluy leur escript<sup>3</sup>; de sorte que leur sambloit qu'on leur fit tort à l'endroit ce poinct, et qu'on leur voloit par là oster le moïen de povoir par après queruler<sup>4</sup> contre l'aigreur et cruauté d'iceulx placcartz, (comme à ceste cause se trouvoit en ce temps si

La persévérance  
en la  
persecution.

<sup>1</sup> La mémoire couchée sur ces difficultez.

<sup>2</sup> Appert par la teneur de la requeste et par l'appostille en ambedeux imprimez et aussi icy au fin adjouxtes n° 2 \*.

<sup>3</sup> *Prima facie*, — de prime abord. <sup>4</sup> Queruler, — quereller.

\* Foy. A la fin du volume ces deux documents qui ont été imprimés à Bruxelles, en 1596, par Michel de Hamont dans les deux langues.

grande exacerbation<sup>a</sup>, trouble et perplexité par tout entre le peuple,) mesmes aussi, les mettre en l'indignation de tout le monde, voire les exposer en péril, non seulement, de leurs propres inhabitants, mais de tous les subjectz des provinces du Païs-bas, comme ceulx qui auroient présenté et offert de entretenir et observer, ce, dont ung chascun avoit ung creveceur, et le désiroit voir cassé et osté, à cause de quoy, ont incontinent résolu de faire nouvelle sollicitation<sup>a</sup>, pour avoir plus ample déclaration et assurance, tant de la promise liberté de l'inquisition, que de la cassation du prétendu commissaire, et signamment afin que hors ladicte appostille fussent roiez<sup>b</sup> et ostez lesdictz motz, suyvant leur présentation mentionnée en cestes, comme y estans fourrez indeuement, et contre la vérité. Et quelle diligence qu'ilz en firent incontinent, ne peurent jamais entendre, ne voloit personne confesser, qui les avoit adjousté, ne comment ilz y furent mis; bien entendirent toutesfois, que au commencement et à la résolution ne fut fait mention d'iceulx motz. Et pour ce, que desdicts motz est ensuivie grande oblocution, et pour oster au lecteur l'arrière pensée qu'il en pourroit avoir, pourra-t-il, après la fin lire au loing l'entier contenu, tant de ladicte exhibée remonstrance, que de ladicte appostille marginale, et n'y trouvera, telle présentation que l'appostille chante, mais seulement l'excuse, que se fait de par les justiciers touchant leur office.

Néantmoins, pour tant mieulx appaiser et con-

<sup>a</sup> Appert par les requestes et déductions sur ce dressées.

<sup>b</sup> Exacerbation. — irritation    <sup>c</sup> Roiez, — rayés.

tenter le peuple, ont ilz incontinent en toute diligence, adverty le magistrat des villes de ladicte déclarée liberté de l'inquisition, et restriction du concile, leur envoyant le double de ladicte appostille, avec lesquelles nouvelles le peuple au quartier<sup>1</sup> d'Anvers et autres villes de la duchié de Brabant a esté au commencement fort resjouy, contenté et appaisé.

L'après disner du mesme 25<sup>e</sup> jour de mars, sont les Estatz de Brabant, assavoir : prélatz, nobles et députez des villes, mandez chez la gouvernante au conseil d'Estat, où que leur a fait remonstrer, qu'elle estoit advertie, que certaine entreprinse et conspiration estoit dressée contre les païs, dont seroient à craindre plusieurs inconvéniens, ausquelz devoit estre promptement pourveu, et puis qu'ilz entendoient assez, combien qu'il importoit pour le païs, que à ce fut obvié, les admonesta que chascun en son endroict y prinsse bon regard, et l'advertisse de ce qu'entendrait, elle feroit le réciproque à eulx et à cause, qu'elle avoit entendu, que l'entreprinse se faisoit soubz prétext d'estre contre l'inquisition, elle en avoit le jour précédent bien volu asseuré à eulx, et à tous les inhabitants de Brabant par l'appostille donnée par le conseil de son commandement, sur la remonstrance des chief-villes, et que l'intencion du Roy, ou d'elle, n'avoit esté, et n'estoit, d'introduire aucune inquisition en Brabant. Sur quoy les Estatz, ont à la gouvernante remercié du soing qu'elle

<sup>1</sup> Quartier. — Ce mot est employé ici dans le sens de dépendance territoriale. Anvers était encore à cette époque la capitale d'un marquisat du Saint Empire romain.

monstroit porter pour le bien commun, à ce présentans, tout bon debvoir de leur part.

Aux députez d'Anvers, appelez à part, a-t-elle d'avantage fait inthimer, que quelques estrangiers de la conspiration, s'estoient desjà logez en certaine hostelrie dedans la ville, désirant sçavoir ce qu'en estoit et quel ordre l'on avoit mis, pour l'assurance de la ville, car ses nouvelles portoient, que plusieurs marchans et bourgeois avoient intelligence, avec ces conspirateurs, lesquelz respondirent y estre desjà mis guet de jour et de nuyt; qu'on gardoit les portes, visitoit les naviers<sup>1</sup>, faisoit déclarer aux hosteliers leurs hostes, et semblables diligences, mais d'estrangiers n'avoient riens ouy, toutesfois les advertiroient. Sur quoy leur dit la gouvernante, qu'ilz debvoient porter bon soing, car de ce dépendoit leur honneur, corps et biens, et qu'ilz informassent incontinent aux marchans et inhabitants, qu'ilz ne seroient molestez de l'inquisition, pour les tant mieux contenir. A ce respondirent ilz, avoir desja fait cestuy debvoir et office.

Le proposé de la  
Regente à  
ceulx d'Anvers.

Semblable admonition, pour prendre bon regard, fit elle adoncq par après, à ceulx de Bruxelles apart, qui se sont aussi monstrez voluntiers et ont sur ce statué plusieurs ordonnances. Et pour en somme dire, ce que se passoit en ce temps généralement par tout, l'on n'estoit tant en Court que ès villes<sup>a</sup> moins en traveil, perplexité et crainte, que si les ennemis de dehors deussent venir, et chascun s'efforça pour maintenir et assurer sa ville et place; ce que fit

Aussi à ceulx de  
Bruxelles.

<sup>a</sup> Appert par les poinctz ordonnez en Anvers 27 marty 66.

<sup>1</sup> Naviers, — Navires.

croître davantage les précédentes perturbations du peuple et excita tant plus leurs escervellex humeurs.

Les Inquisiteurs  
lays.

Bientost après, a-t-on trouvé plusieurs escriptz semez et attachez, tant en Anvers que à Bruxelles<sup>a</sup> et ailleurs, par lesquelles se advertissoit au peuple que c'estoit une mensonge et faulse persuasion, qu'on donnoit à entendre, que l'inquisition estoit abolie; veu, que ce non obstant, l'on voloit et commandoit d'entretenir bien rigoreusement les placcartz, lesquelz introduisoient quant et eux<sup>b</sup> l'inquisition, et faisoient mention des juges ecclésiasticques<sup>c</sup>; aussi que ces promoteurs de l'inquisition, avoient à présent, tant seulement changé le pied, demourant tousjours icelle inquisition<sup>d</sup> et ne changeans riens que le nom retenoient le mesme effect, car au lieu des inquisiteurs ecclésiasticques, avoient ilz astheure<sup>e</sup> ordonnez inquisiteurs séculiers et sermentez, lesquelz ne prenoient soing ne regard, sinon sur le fait et point de la religion; traduisans nouvellement<sup>f</sup> quelques autheurs de ceste

<sup>a</sup> Par Pasquilles semez à Bruxelles en mars.

<sup>b</sup> Par le placcart de septembre 1550 et les suyvens.

<sup>c</sup> Viglius, Hopperus<sup>\*</sup>, cardinalistes.

<sup>d</sup> Quant et eux, — avec eux.

<sup>e</sup> L'auteur anonyme de la « *Vraye narration et apologie des choses passées au Pays-Bas* » partage la manière de voir de Wessenbeke au sujet de l'inquisition : « Le nom, » dit-il, « en est seulement changé en *visitation*, et les *inquisiteurs* sont appelés évêques, curés ou vicaires. »

<sup>f</sup> Astheure (province), — à cette heure, maintenant.

<sup>\*</sup> Viglius et Hopperus, sont ici appelés cardinalistes, c'est-à-dire partisans du cardinal de Granvelle. Hopperus, dont nous n'avons pas eu encore l'occasion de parler, était à la fois l'ami et le compatriote de Viglius. Le savant évêque d'Anvers, monseigneur de Nohai, a publié, en 1763, à Louvain, les lettres politiques et scientifiques

practicque. Exhortans le peuple à s'y opposer virilement, sans se laisser séduire par ces belles promesses, entre autres y est semé ung grand escript en Anvers<sup>a</sup>, lourdement reprennant, et notant, la loy et leurs députez, qu'ilz avoient présenté l'observance des rigoureux placcartz, selon le text exprès de l'appostille du conseil; davantaige que par l'acceptation de telle appostille, par laquelle se donnoit si expressément telle charge, s'estoient soumis aux mesmes placcartz, et s'avoient osté le moien, pour avec les autres povoir supplier au contraire, dont n'avoient eu charge ne consentement de leur commune, à laquelle le rigeur d'iceux placcartz grandement desplaisoit, dont contre eulx protestoient et les admonestoient de faire incontinent raddresser cest erreur.

Les Estatz de Brabant, aïans regardé la susdicte appostille, pesé aussi la déclaration de la gouvernante en cest endroict, davantaige entendu l'oblocution sur ce survenue; mesmement aussi touchant lesdicts placcartz, ont conjointement délibéré sur les susdicts motz insérez audict appointement du conseil, et pour plus grande satisfaction et assurance d'ung chascun, conceu deux autres remonstrances<sup>b</sup>, l'une sur le nom des chief-villes, adressée au conseil de Brabant, tendante premièrement, afin que

Les concepts des  
Estatz  
de Brabant.

<sup>a</sup> Appert par le mesme escript.

<sup>b</sup> Appert par les mesmes remonstrances.

déchangées entre ces deux hommes d'État. Joachim Hopperus ou Hoppers, fut appelé, en 1566, par Philippe II à Madrid, afin d'y remplir l'emploi de chancelier pour les affaires des Pays-Bas. La manière dont il envisageait la révolution qui venait d'éclater, nous est surtout révélée dans son *Recueil et mémorial des troubles du Pays-Bas*, publiée première fois par Hoyack van Papendrecht et réimprimée par les soins de notre société historique à la suite des *Mémoires de Viglius*.

cesdicts motz, suivant la présentation mentionnée en cestes : fussent roiez, veu, qu'ilz ne l'avoient oncques présenté, et eulx députez, par ceste cause, se trouvarent en l'indignation de tout le peuple, de tant plus que selon les humeurs du temps présent, mieulx vauldroit d'adoucir les mesmes placcartz; protestans davantaige que n'acceptoient la raison de la permise liberté de l'inquisition y insérée, assavoir : que l'on n'avoit trouvé icelle estre exercée en Brabant depuis l'an 50, car ne seroit trouvé, et nioient qu'icelle y fut oncques auparavant admise, du moins avec l'advoy<sup>1</sup> des Estatz, ou consentement des villes, requirans sur tout acte et document en bonne fourme, pour par là, pouvoir donner quelque appaisement et assurance au peuple estant tant altéré et craintif.

Et l'autre remonstrance sur le nom des Estatz, dirigée à la gouvernante, veu que leurs précédens concepts en grand partie, cessoient par la précédente appostille du conseil, pour déduire que puis qu'au peuple ne sambloit satisfait, de tant plus qu'ilz les tenoient pour suspectz, signamment à cause que ladicte appostille en quelques endroitz n'estoit que relative; aussi que par ladicte appostille ne sambloient affrancy, que seulement les supplians, lesquels n'avoient esté que les gens de loy des quatre chief-villes, principalement que par icelle sambloit estre réservé quelque commissaire séculier, dont l'on venoit à craindre quelque inquisition laycque en préjudice du juge ordinaire et privilèges du

<sup>1</sup> Advoy, — avec.



païs; qu'il pleut à Son Altèze au nom de Sa Majesté leur concéder, signée et scellée acte, que nulle inquisition, ne ecclésiastique, ne laycque, ne seroit jamais introduite au païs de Brabant; mais que tous crimes tant d'hérésies que d'autres, demoureroient à la cognoissance du juge ordinaire du lieu; en oultre, pour remonstrer, que leur sambloit bien estre requis veu les presens humeurs, d'estre pensé et pourveu à la modération et adoucissement des placcartz, pour le plus grand appaisement du peuple; pourjectant en oultre entr'eulx, quelques moïens de modération; mais comme cependant vint à la main, la subséquente arrivée des nobles, fut différé la présentation, tant de l'une que de l'autre remonstrance.

Et après que à la semonce de la gouvernante, les chefs des païs et chevaliers de l'ordre furent arrivez à Bruxelles, a-t-on avec eulx commencé le 28 de mars, et continué les jours ensuivans, tant devant, que après disner, pour traicter au conseil d'Estat la meilleure voye, comment l'on pourroit en partie modérer la rigueur desdictz placcartz, et mieulx proportionner, selon les délictz, les paines d'iceulx, à la conservation de l'ancienne religion y observée d'ung costé et à l'appaisement des présens troubles d'autre; pour par après envoyer le tout au Roy et entendre sur ce sa bonne intencion, ce pendant sont aussi envoyé lettres par tout aux inquisiteurs afin que pour cause supercédassent pour adoneq' de molester ou poursuyvir personne.

La proposition  
sur la  
modération des  
placcartz 28 Mars.

<sup>1</sup> Pour adoneq. — dès ce moment.

Or, venu à la cognoissance du peuple, qu'on be-  
soignoit en Court pour pourjecter quelque change-  
ment, modération et adoulcissement sur les plac-  
cartz, s'en sont semez divers jugemens, et a esté à  
chascun donné occasion de murmurer, à cause que  
l'affaire fut tenu si secret, craindant ung chascun,  
que la rigueur de la persécution ne seroit guères par  
là amendé. A l'occasion de quoy, a été semé à  
Bruxelles ung escript<sup>a</sup>, déduisant que toute modé-  
ration, présupposoit placcartz, ores que selon les  
privilèges fussent nulz; manifestant aussi et redar-  
guant<sup>1</sup> quelques points d'icelle modération, s'alté-  
rant plusieurs, la rigueur se modérer si peu, se sont  
aussi monstrez adoncq plusieurs balades et chan-  
sons ès ambedeux<sup>2</sup> langues, tant contre l'inquisition  
et les ecclésiastiques, que modération.

L'arrivée  
des confédérés.  
1<sup>er</sup> April.

Entretant, vint en Court, plus assurée nouvelle  
qu'ung grand nombre des nobles confédérez, venoit  
de tous costez vers Bruxelles, pour présenter à la  
gouvernante une requeste, et supplier pour avoir  
cassé et aboly, tant l'inquisition, que les placcartz  
sur le faict de la religion de ce a-t-on esté en Court  
bien perplex, car l'on ne sçavoit, de quelle sorte ilz  
debvoient venir, ne quelle issue ceste asssemblée  
prendroit; ce pendant furent semez en plusieurs  
villes des petitz billetz<sup>3</sup>, exhortans le peuple à se

<sup>a</sup> Par le pasquil semé à Bruxelles. 31 martij.

<sup>b</sup> Par les billetz imprimez \*.

<sup>1</sup> Redarguant, — réfutant victorieusement.

<sup>2</sup> Ambedeux, — l'une et l'autre.

\* Billets imprimés. — Il s'agit ici d'une lettre circulaire rédigée au nom des confédérés par Gilles Le Clercq ou Philippe de Marnix et adressée à la bourgeoisie des Pays-Bas. Dès le 1<sup>er</sup> avril, Marguerite de Parme sait par ses espions que cette lettre n'est

joindre aux nobles du païs qui se devoient tous trouver à Bruxelles, pour humblement supplier, qu'il pleust à Sa Majesté pourveoir à l'instante ruine du païs; par l'abolition de l'inquisition et des placartz à ce tendans, et que eulx ne devoient faillir de se trouver par leurs magistratz ou députez, en si bonne et nécessaire péticion contre lesquelz semeurs, se firent plusieurs proclamations, et entre autres, une à Bruxelles avec apprémiation<sup>1</sup> de 25 florins, pour celluy qui viendrait annuncier, ung d'iceulx à la justice, car la gouvernante avoit par tout envoyé lettres<sup>2</sup>, qu'on devoit en toute façon supprimer lesdictz billetz et s'emploier pour attraper les auteurs.

Le premier, second et troisieme jours de avrill, sont venuz à Bruxelles de plusieurs quartiers<sup>3</sup>,

La pétition des nobles.

<sup>1</sup> Par lettres du 1<sup>er</sup> d'avril et les ensuivies publications.

<sup>2</sup> Apprémiation, — mise à prix d'un malfaiteur, somme offerte pour son arrestation.

<sup>3</sup> Quartiers, — provinces. On entendait aussi sous le nom de quartier, toute partie de territoire soumise à une juridiction particulière.

Imprimées à 5,000 exemplaires et elle s'empresse d'en décrire aux magistrats des villes pour les inviter « à prendre singulier regard d'attraper quelcun de ceulx qui auront osé ou voudroient semer iudicis scriptis. » *Correspondance de Philippe II*, v. II, p. 553.

C'est à Wesenbeka que revient l'honneur d'avoir le premier, confirmé des vagues soupçons en faisant connaître l'appel de la noblesse à la bourgeoisie, et la participation de celle-ci aux premiers actes de la révolution. L'importance du fait nous décide à mettre, en présence du résumé qu'en donne notre auteur, le texte même de la lettre circulaire d'invitation tout récemment retrouvée à la bibliothèque royale de la Haye, par M. Van Vloten, le savant professeur de Brévint.

« Mon bourgeois. Il court un bruiet certain, que tous les gentils-hommes de par e deça s'assembleront à Bruxelles, d'ici à deux ou trois jours, pour remonstrer au Roy » et le supplier très-humblement de vouloir en abolissant l'Inquisition, les Edicts et les Placcarts tendans à icelle, destourner la totale ruine des pays de par deça. « Veuillez aussi de vostre part vous joindre auxdits gentils-hommes en une demande » toute juste et nécessaire, priant instamment vostre magistrat de y envoyer à ces fins, « ou vous mesmes en leur default y envoyer vos députés. » Van Vloten. *Nederlandsche optand tegen Spanje*, I, 54-56. Strada a dû connaître ce document, mais il n'en parle pas; il se contente de dire qu'il y eut parmi les signataires de la requête, outre les gentils-hommes, des marchands et d'autres encore dont on ne saurait dire le nombre.

Le Seigneur de  
Bréderode.

bon nombre de gentilzhommes; le soir dudit troi-  
siesme, y est aussi entré le seigneur de Bréderode<sup>1</sup>  
avec grand nombre de nobles, mais personne d'eulx  
n'estoit armé; aussi ne oyoit-on, qu'ilz eussent au  
chemin fait foulle<sup>2</sup> quelconque. Après lesdicts  
gentilzhommes se monstra tousjours une grande  
suyte du peuple à Bruxelles, quand ilz se monstra-  
rent sur les rues, ou en Court, comme ilz se trou-  
varent souvent ensamble. Le lendemain<sup>3</sup> ont ilz  
préparé et ordonné tout leur cas, mais n'ont esté en  
Court, disans d'attendre les contes de Berch<sup>4</sup> et Cu-  
lenborch<sup>4</sup> qui n'estoient encoires arrivez, mais le

<sup>a</sup> 4 avril.

<sup>1</sup> Henri de Bréderode, seigneur d'Almeyde et autres lieux, comte de Vianen et burgrave d'Utrecht, naquit en 1531 à Bruxelles. Sa haine de l'Espagne et de l'inquisition était si vigoureuse qu'elle le poussa à des excès qu'on regrette d'avoir à lui reprocher. Il passe à bon droit pour l'organisateur de la résistance armée aux Pays-Bas. Banni par le duc d'Albe, il mourut en Allemagne le 16 février 1568, à peine âgé de 37 ans.

Deux savants hollandais se sont récemment livrés, à son sujet, à une polémique ardente. Nous renvoyons nos lecteurs aux écrits de M. Groen van Prinsterer qui accuse et de M. Van Hall qui défend, notre célèbre révolutionnaire.

<sup>2</sup> Foulle, — dommage, dégâts, pillages.

<sup>3</sup> Guillaume, comte Van den Berg, avait épousé en 1556 la comtesse Marie de Nassau, sœur du Taciturne. Ni les engagements les plus solennels, ni même sa glorieuse parenté ne purent le retenir dans le parti national : il se montra le plus empressé d'entre les signataires du compromis des nobles à faire sa soumission. Son bannissement avec confiscation de ses biens prononcé par le duc d'Albe fut la juste récompense de son manque de foi et de constance. Nous le retrouvons plus tard hésitant toujours, revenant parfois à ses amis et les trahissant le lendemain. Ce triste conspirateur mourut en 1586 espagnol de cœur, et romain dans l'âme.

<sup>4</sup> Floris de Palant porta, le premier, le titre de comte de Culembourg en Gueldre. Dès sa première heure la révolution l'at-

jour après<sup>2</sup>, ont-ilz envoyé à la gouvernante, et requis d'avoir audience, ores que lesdicts contes n'estoient venuz, laquelle leur est accordée entre les douze et ung heure, afin que la confluence du peuple ne fut si grande à leur venue, suyvant ce, sont desdicts nobles jusques environ quatre cens venuz en Court, allans à cinq par ensamble, les ungs après les autres, en toute modestie, dont les derniers, et comme les principaux, furent le comte Loys de Nassau<sup>1</sup>, et ledict seigneur de Bréderode, et sont admis à la chambre du conseil d'Estat, où furent assamblez la gouvernante, ceulx du conseil d'Estat, les gouverneurs des provinces et les chevaliers de l'Ordre; et après avoir tous faict la deue révérence à ladicte gouvernante et les seigneurs, s'adressa ledict seigneur de Bréderode vers icelle luy déclarant l'occasion de leur venue, en telle substance.

« Madame, les gentilzhommes assemblez en ceste ville, et autres de semblable qualité en nombre com-

Les 600  
confederes.

Le Comte Loys  
de Nassau.

La proposition  
faite par  
le Seigneur  
de Bréderode à  
Madame  
la Duesse.

tira à elle invinciblement. Le pape Pie V, le roi Philippe et Marguerite de Parme elle-même eurent beau faire; ils ne surent pas le ramener dans le giron de l'Eglise. Demeuré libre et toujours fidèle à ses convictions, Floris de Palant mourut dans l'exil le 15 septembre 1598. Son seul fils ne laissa point de postérité. Un savant hollandais, M. Schotel, a écrit un mémoire curieux sur l'hôtel du comte Culembourg à Bruxelles, où fut signé le 4 avril 1566, la requête des nobles. Ce travail a été inséré dans la revue intitulée : *Geschied letter en oudheidkundige Uitspanningen*. Utrecht, 1840, p. 152.

<sup>2</sup> 5 avril, — c'est-à-dire avril.

<sup>1</sup> Louis de Nassau était le digne frère du prince d'Orange. Son caractère et ses services n'ont pas encore été appréciés à leur juste valeur, et ce serait mériter les applaudissements de tous les gens de bien, que de tenter d'élever cette grande figure historique à la hauteur qui lui appartient.

Avril.

pétent, lesquels pour certains respectz ne se sont icy trouvez, ont arresté pour le service du Roy, et du bien public de ses Pais-bas, présenter à Vostre Altèze, en toute humilité, ceste remonstrance, sur laquelle il luy plaira donner tel ordre, qu'elle trouvera convenir, suppliant à Vostre Altèze la vouloir prendre de bonne part. En outre, Madame, nous sommes advertis d'avoir esté chargez devant Vostre Altèze devant les seigneurs du conseil et autres, que ceste nostre délibération a esté principalement mise en avant pour exciter tumultes, révoltes, et sédition; et, qui est le plus abominable, nous ont chargez de vouloir changer de prince, ayans practiqué ligue et conspirations avec princes et capitaines estrangiers, tant françois, allemans, que autres; ce que jamais n'est tombé en nostre pensée, et est entièrement contraire à nostre loyauté, et à ce que Vostre Altèze trouvera par ceste remonstrance, suppliant néanmoins à Vostre Altèze nous vouloir nommer et descouvrir ceus, qui tant injustement ont blasmé une tant noble et honorable compaignie.

« Davantaige, Madame, les seigneurs icy présens ont entendu, qu'il y a aucuns d'entre eus, qui en particulier sont accusez et chargez d'avoir tenu la main et tasché pour effectuer la susdicte malheureuse entreprinse, tant avec François, que austres estrangiers, dont nous nous ressentons grandement : par quoy supplions à Vostre Altèze nous vouloir faire tant de bien et faveur, de nommer les accusateurs et accusez, à fin que le tort et meschanceté estant découverte, Vostre Altèze en face brieve et exemplaire justice, et ce pour obvier aus maus et scau-

dales qui en pourroyent advenir, estant bien asseurez, que Vostre Altèze ne permectra jamais, qu'une tant noble et honorable compagnie demeure chargée de tant infames et malheureux actes. »

Et ayant finy sa harangue luy présenta la requeste, et comme la gouvernante respondit, qu'elle la visiteroit avec les seigneurs là présens, et leur feroit avoir briefve responce se sont ils retirez avec le mesme ordre qu'estoient venuz; après a-t-on visité audict conseil d'Estat ladicte requeste.

La mesme requeste<sup>a</sup> contenoit en substance que la grande fidélité du peuple des Pays-bas envers leurs princes avoit tousjours esté fort renommée par toute la chrestienté, dont la noblesse avoit tenu le premier rang, n'ayant oncq espargné corps ne biens, pour les servir<sup>b</sup> en quoy eulx comme très humbles vassaulx de Sa Majesté vouloient tousjours continuer de bien en mieulx, pour de leurs corps et biens luy faire très humble service; dont que ayans veu les termes où les affaires adoncq se trouvoient, aviont<sup>c</sup> plustost volu charger quelque peu de mauvais gré sur eulx, que de céler ce que par après pourroit tourner au desservice de Sa Majesté et quant et quant troubler le repos du pais, soubz espoir que avecq le temps se monstreroit, que entre tous services que pourroient faire, le présent debvoit estre tenu entre les plus

<sup>a</sup> Ceste Requeste est imprimée tant à part que en aucuns livretz et est insérée à la fin : N° 3\*.

<sup>b</sup> Les servir. — La phrase étant assez embrouillée, nous croyons devoir dire que l'article *les* se rapporte à princes et à chrestienté.

<sup>c</sup> Aviont, — avoient.

<sup>\*</sup> Voy. aux pièces justificatives.

notables, dont s'asseuroient ne seroit prins que de bonne part.

Et combien, que ne doubtoient que tout ce, que Sa Majesté avoit par avant et adonc ordonné touchant l'inquisition et estroicte observance des placcartz, sur le faict de la religion, n'aye eu quelque juste tiltre pour continuer ce que l'Impériale Majesté de très haulte mémoire, à bonne intencion avoit arresté. Toutesfois veu que la différence des temps requiroit diversité des remèdes, s'estoit trouvé que les mesmes placcartz (ores que n'ayant esté exécutez en toute rigueur) des quelques années, avoient donné occasion à plusieurs inconvéniens, dont la dernière résolution de Sa Majesté non seulement, défendant toute modération, mais aussi commandant la rigoureuse exécution des placcartz et inquisition, leur donnoit juste occasion de craindre, que par là non seulement lesdicts inconvéniens se viendroient à augmenter, mais aussi s'en pourroit suyvre une esmotion générale à la misérable ruine de tout le païs, selon les indices manifestes de l'altération du peuple se monstroient à l'œil. Par quoy avoient esperé que les seigneurs ou les Estatz du païs l'eussent en temps remonstré à Son Altèze pour y remédier, en ostant l'origine du mal; mais voyans qu'ilz avoient cessé (pour causes à eulx incognues) et que le mal s'augmente de jour en jour, si que le dangier de sédition estoit à la porte avoient estimé estre leur devoir suyvant leur serment, et zèle qu'avoient au Roy et à la patrie, de n'attendre plus longuement, ains estre les premiers à faire le devoir requis, soubz espoir que Sa Majesté prendroit



leur advisement de bonne part, voyant que l'affaire leur touchoit plus que à nulz aultres pour estre plus exposez aux dangiers au regard de leurs maisons et biens situez aux champs. Aussi que ensuyvant la rigueur des placcartz comme Sa Majesté commandoit, chascun d'eulx (voire tous les inhabitans) estoit en crainte de perdre corps et biens à la calumnie du premier ennemy ou avaricieux, dont que très humblement supplioient y estre mis ordre, et pour l'importance de l'affaire envoyé au plus tost homme propre pour en advertir Sa Majesté, et de leur part la supplier d'y pourveoir pour tousjours. Et puis que ce n'estoit faisable, laissant les placcartz en vigueur veu que la source du mal dépendoit d'iceulx, que luy pleust d'entendre à l'abolition des mesmes, comme chose nécessaire pour destourner la totale perte de ses Pais-bas, et aussi conforme à raison et justice; et afin qu'on pensasse qu'eulx (qui ne prétendient<sup>1</sup> que prester très humble obéissance) voudriont<sup>2</sup> brider<sup>3</sup> Sa Majesté (comme leurs adversaires pourroient interpréter) supplioient Sa Majesté de vouloir statuer autres ordonnances par l'avis et consentement de tous les Estatz généraulx assemblez, affin d'y pourveoir par autres moïens plus convenables sans dangiers si évidens. Aussi supplians Son Altèze que tandis que Sa Majesté entendoit à leur juste requeste et en ordonneroit à son plaisir, elle cependant pourveusse au dangier par une surcéance générale tant de l'inquisition que des exécutions des placcartz, jusques que Sa Majesté en

<sup>1</sup> Prétendiont, — prétendaient. <sup>2</sup> Voudriont, — voudraient.

<sup>3</sup> Brider, — commander à.

auroit autrement ordonné, avecq expresse protestation que par icelluy advertissement, s'estoient acquitez de leur devoir, sy que s'en deschargeoient devant Dieu et les hommes; de sorte que par après ne pourroyent estre taschez d'avoir cclé ung mal si apparent, en cas que aulcun inconvenient, sédition ou effusion de sang, par après en advinsse par faute d'y remédier à temps. Prennans Dieu, le Roy, Son Altèze, les seigneurs du conseil et leur propre conscience en tesmoignaige, qu'y avoient procédé comme à loyaulx serviteurs et fidelz vassaulx du Roy appertenoit sans en riens excéder les limites de leur devoir dont tant plus justamment requiroient que Son Altèze y voulusse entendre avant que autre mal en advinsse, et feroit bien.

*La response  
donnée  
aux confédérés  
7 avril.*

Le lendemain furent lesdicts nobles appelez en Court, après que la gouvernante avec les seigneurs estans chez elle, eust délibéré sur ladicte requeste, et ce suivant faict mettre par appostille sa response sur icelle, où ilz retornarent en la mesme ordre venans pour derniers, avec les susnommez deux seigneurs, lesdicts conte de Berch et Culenborch, lesquelz entretant, estoient arrivez et avoient advoié<sup>1</sup> ce qu'estoit faict. Et quand ilz furent venuz chez la gouvernante audict conseil d'Estat, leur fit elle déclarer sadicte résolution, ensamble délivrer leurdicte requeste avec l'appostille, et avec ce sont retirez<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Advoié, — avoué.

<sup>2</sup> Il paraît certain que notre auteur se trompe en prétendant que les confédérés retornèrent au palais de Bruxelles le 6 avril. Il dit lui-même que, la veille, Marguerite de Parme leur avait promis de leur « *faire avoir briefve response*, » ce qui ne pouvait

Contenante ladicte apostille en substance, que Son Altèze, ayant entendu ce que se requiroit par le contenu d'icelle requeste, estoit bien délibérée d'envoyer vers Sa Majesté pour le luy représenter et faire devers icelle tous bons offices que adviseroit de pouvoir servir à disposer Sa Majesté à condescendre à leur réquisition, et qu'ilz ne debvoient espérer, sinon toute chose conforme à sa naïve bénignité; aiant desjà avant leur arrivée, par advis des gouverneurs des provinces, chevaliers de l'Ordre et ceulx des consaulx d'Estat et privé, besoigné à dresser une modération des placcartz pour la représenter à Sa Majesté, laquelle espéroit que seroit trouvée telle que donneroit à chascun raisonnable contentement. Et puis que son autorité (comme pou-

*L'appostille  
de la requeste  
des nobles.*

*Cette apostille  
est imprimée  
avec ladicte  
requeste et aussi  
insérée  
dessous n° 3.*

signifier qu'une seule chose, à savoir que la duchesse les invitait à attendre son bon plaisir. Les convenances, et surtout leur propre intérêt obligeaient les confédérés à se conformer à un désir aussi clairement exprimé. Ils attendirent donc; et, le 6 avril, pendant qu'ils étaient réunis dans l'hôtel Calembourg à un banquet, ils reçurent des mains d'Antoine de Lalaing et du secrétaire d'État, Baptiste de Berty, leur requête apostillée par la duchesse de Parme. Le fait est raconté par le comte de Lalaing dans sa défense (voir la réimpression de la Société des bibliophiles de Mons, p. 68), qui ne laisse plus subsister le moindre doute à cet égard.

<sup>1</sup> Voy. aux Pièces justificatives à la fin du vol. On imprima effectivement, comme le dit notre auteur, la requête des nobles avec l'apostille donnée par Marguerite de Parme, mais ce ne fut pas là une publication olandostine. Les confédérés demandèrent à la gouvernante et obtinrent d'elle la permission de se servir de l'imprimerie royale de Bruxelles, dont Michel de Hamont était alors le directeur juré. Leur but avoué était de prouver au pays la légalité de leur démarche, la pureté de leurs intentions, mais leur but caché devait être de mettre l'imprimerie et les armes du roi au service de leur propagande.

voyent bien comprendre) ne s'extendoit si avant, que de pouvoir surceoir l'inquisition et placcartz, comme ils demandoient, et qu'il ne convenoit laisser le païs sans loy endroit la religion, Son Altèze se confioit que les remonstrans se contenteroient, qu'elle à celle fin envoyasse, devers Sa Majesté, et que pendant que s'attenderoit sa responce, elle donneroît ordre que tant par les inquisiteurs (où il y avoit) que par les officiers feroit procéder discrètement endroit<sup>1</sup> leurs charges, de sorte qu'on n'auroit cause de s'en plaindre, se confiant aussi que les remonstrans se conduiroient de telle façon qu'il ne seroit besoning, d'en user autrement, et qu'on pouvoit bien espérer, que par les bons offices qu'elle feroit vers Sa Majesté icelle seroit contente de descarger<sup>2</sup> les autres païs de l'inquisition, où elle est, selon qu'on pavoit entendre, que desjà estoit déclaré sur la requeste des chief-villes de Brabant qu'elles n'en seroient chargées; aussi que Son Altèze se mettroit tant plus librement à faire tous bons offices à l'effect susdict, qu'elle s'assuroit que l'intencion des remonstrans estoit de riens innover en droit la religion accoustumée.

La rencharge des  
confédérés.

Les confédérez, après délibération tenue sur ceste responce le mesme jour et le lendemain, n'en eurent grand contentement, et ne se tenoient avec cela, pour satisfaitz, ne asseurez; dont trouvèrent avant que partir, requis de faire autre remonstrance et une rencharge sur ledict appointement; suyvant ce, aiant le jour ensuyvant<sup>3</sup>, requis et obtenu au-

<sup>a</sup> 8 avril.

<sup>1</sup> Endroit, — à l'endroit de. <sup>2</sup> Descarger, — décharger.

dience, sont retournez en Court, où ledict seigneur de Bréderode au nom et en présence de tous a parlé ainsi : « Madame, ayant veu l'appostille qu'il a pleu à Vostre Altèze nous donner, nous n'avons voulu laisser en premier lieu de remercier très humblement Vostre Altèze de la brieve expédition d'icelle, mesmement de la satisfaction que Vostre Altèze a eu de ceste nostre assemblée, laquelle n'a esté faite à autre occasion, que pour service de Sa Majesté bien et tranquillité du païs, et pour plus grand contentement et repos d'icelluy païs, eussions fort désiré, que ladicte appostille de Vostre Altèze eust esté plus ample et plus esclarcie, néanmoins ores que Vostre Altèze n'a le pouvoir tel que nous désirerions bien, comme nous entendons, de quoy nous sommes bien marris nous nous confions selon l'espoir et asseurance que Vostre Altèze nous a donné, qu'icelle y mettra ordre, tant envers les magistrats que les inquisiteurs, leur enjoignant de se contenir de toutes poursuites procédantes de l'inquisition, édicts, ou placcars, tant vieus que nouveaux, sur le fait de la religion, attendant que Sa Majesté en ait autrement ordonné. De nostre part, Madame, puisque nous ne désirons sinon de suyvre tout ce que par Sa Majesté avec l'advis et consentement des Estats généraus assemblez, sera ordonné pour le maintenant de l'ancienne religion, espérons de nous gouverner de

Cette rencharge  
est imprimée  
au Recueil des  
advenues  
d'Anvers, 66<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> *Recueil des advenues d'Anvers*. Le titre indiqué par Wesenbeke est incomplet; ce livret sans lieu ni date, ni nom d'imprimeur, s'intitule : « *Recueil des choses advenues en Anvers touchant le fait de la religion en l'an 1566.* » Nous croyons devoir tenir Jean Taffin, ministre des Wallons réfugiés à Anvers, pour son auteur.

telle sorte, que Vostre Altèze n'aura aucune occasion de se mescontenter, et si quelqu'un commet aucun acte énorme ou séditions, qu'il soit par Vostre Altèze et ceus du conseil d'Estat ordonné tel chasty, que le mérite du fait le requerra. Protestans de rechef que si quelque inconvéniement en advient, par faute de n'y avoir donné bon ordre, qu'avons satisfait à nostre devoir suppliant très humblement Vostre Altèze d'avoir cestuy nostre devoir pour agréable et recommandé, le recevant pour le service de Sa Majesté, nous offrans de demeurer très humbles et obéissans serviteurs à Vostre Altèze, et de mourir à ses pieds pour son service, et toutes les fois qu'il plaira à Vostre Altèze nous le recommander. »

*Le 2<sup>e</sup> response  
de la Regente.*

Sur quoy estans retirez en autre chambre, et la gouvernante avec les seigneurs aiant délibéré sur ladicte proposition et l'escript en conformité d'icelle en ses mains adoncq délivré, les a fait rappeler, et à iceulx déclaré de bouche, en ceste sorte :

*L'iterative  
response de la  
Regente.*

« J'ay veu et visité avec ces seigneurs ce que m'avez apporté et pour responce espère donner tel ordre, tant vers les inquisiteurs, que les magistratz, qu'aucun désordre ny schandale n'eü adviendra, et s'il en advient, il procédera plustost de vostre costé, par quoy avisez selon voz promesses icy contenues, qu'aucun schandale ny désordre n'advienne tant entre vous que la commune, vous priant de ne passer plus avant par petites pratiques secrètes et de u'attirer plus personne<sup>1</sup>. » Sur quoy fut répliqué par ledict

<sup>1</sup> Ce discours fut prononcé à l'audience du 8 avril, ainsi que le marque notre auteur, et non pas à l'audience du 6 qui n'exista

seigneur de Bréderode<sup>1</sup> après délibération tenue, ainsy :

« Madame, il a pleu à ces seigneurs et à toute ceste noble compaignie me recommander, de remercier de leur part Vostre Altèze très humblement, de la bonne responce qu'il a pleu à Vostre Altèze nous donner ce jourd'hui ; mais fussent esté beaucoup plus contens et satisfaictz, s'il eust pleu à Vostre Altèze leur déclarer en la présence de tous ces seigneurs que Vostre Altèze a prins de bonne part et pour le service du Roy ceste nostre asssemblée asseurant Vostre Altèze qu'aucun de ceste compaignie ne donnera occasion à Vostre Altèze de se mescontenter de l'ordre qu'ilz tiendront d'icy en avant, » et comme Madame respondit qu'elle le croioit ainsy, ne donnant à cognoistre aucunement de quelle part elle recepvoit leur asssemblée, fust à cela insisté par ces motz :

« Madame, il plaira à Vostre Altèze à nous manifester de quelle part elle prent le devoir qu'en ceci

L'instance des confédérés.

La déclaration de la regente.

jamais que dans l'imagination du P. Strada. Le comte Louis de Nassau, qui avait été l'un des témoins de cette scène, écrivit à son frère, le prince d'Orange, que Marguerite de Parme n'avait sût se maîtriser et s'empêcher de trembler de colère en leur parlant. — M. Groen van Prinsterer. *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, II, 178.

<sup>1</sup> Ce ne fut point le comte de Bréderode mais bien Eustache de Fiennes, sire d'Esquerdes qui, à la réception du 8 avril, parla au nom des confédérés. Le comte s'était excusé sur sa difficulté d'improvisation parce qu'il ne voulait point prononcer des paroles de soumission qui étaient aussi loin de son esprit que de son cœur. (Voy. *Mémoires de Viglius*, éd. Wanters, p. 147. — *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, II, 89. — *Supplément à Strada*. Amsterdam, 1729, II, 328-29, 333-36.

avons fait, à quoy elle respondit, qu'elle n'en pouvoit encoires juger. »

Les lettres  
dépêchées aux  
Inquisi-  
teurs et Officiers.

Et comme les nobles, sur ce retirans, ne sambloient de ce avoir du tout contentement, s'est adoncq par plusieurs seigneurs et autres du conseil\* fait grande instance vers la gouvernante, que pour éviter tous inconvéniens, elle se donnisse à plus de douceur et ne laississe retirer ces confédérez sans plus de contentement. Sur quoy elle a enchargé, ou du moins permis, que quelques seigneurs se trouveroient auprès les confédérez assemblez, et leur fissent illec plus ample et plus forte, et assurée promesse, qu'au faict de la religion ne s'attempéroit riens, jusques que la responce de Sa Majesté seroit venue. Davantaige sont illec incontinent conceues et arrestées, les lettres qu'on envoioit à ceste fin, à tous officiers, justiciers et inquisiteurs, dont l'on a commandé de monstrier la minute ausdicts nobles pour les tant plus contenter.

Suyvant ce, se sont les mesmes seigneurs alors trouvé auprès lesdicts confédérez, lesquelz leur ont assuré que dès lors en avant, ne seroit procédé contre aucun pour le faict de la religion, pour choses passées ou à venir, sauf qu'actes séditions seroient punies selon l'ordre par eulx présentée, jusques à ce, que Sa Majesté, par advis de ses Estatz généraulx autrement en eust ordonné; en oultre à leur plus grand contentement sont venuz près d'eulx par

\* Notamment par le conseiller Assonville\*, fort effrayez et craindant les confédérez.

\* Assonville ou Assouleville. — Ce personnage n'est point sans un certain mérite. Sa devise : Suives Dieu, a dit avec raison, M. Wauters, nous explique toute sa vie.



charge de la régente ung chancelier de l'ordre\*, et ung secrétaire d'Estat\*, et leur ont leu ouvertement la minute des lettres, que de par la gouvernante s'envoieroient par tout selon qu'elle leur avoit promis\*, contenantes. Premièrement une déclaration de ce que les confédérez avoient requis et Son Altèze respondu, dont l'on entendoit maintenir l'effect et par après ce suyvant; expresse charge et commandement, que chascun d'eux auroit à procéder en droict sa charge au faict de la religion avec toute modestie, discrétion et prudence, sans toutesfois souffrir qu'aucun changement s'attentasse en la religion accoustumée, ne aucune acte séditeuse; et que le cas advenant ilz l'eussent à advertir avec les informations, pour par Son Altèze, l'ayant veu ès con-saux, estre ordonné comme trouveroit convenir, et qu'en ce n'eussent à faire faulte pour non donner

a Le conte d'Hoochstraten et qu'on voye sa justification sur ce poinct\*.

b Le secrétaire Berty\*\*.

c Par les lettres 9 aprilis dessoubz jointes n° 3\*\*\*.

Fervent catholique et grand partisan de l'Espagne, il eut souvent à croindre et à trembler. La révolution l'avait épargné en 1566; elle l'épargna encore en 1572. Il sortit au bout de quelques jours de prison pour reprendre sa charge de conseiller au conseil privé. Christophe d'Assonleville avait rempli plusieurs missions diplomatiques, et, quand il mourut en 1607, les Archiducs avaient fait de lui un trésorier de la Toison d'or, un seigneur de Hauteville et un baron de Beuchant.

\* *Foy. La défense de messire Antoine de Lalaing, etc., publiée à Mons en 1838, p. 68.*

\*\* Berty, — Baptiste de Berty, secrétaire des conseils d'Etat et Privé aux Pays-Bas, a été le modèle des fonctionnaires. Son zèle était à la hauteur de son esprit et de son désintéressement. On croit rêver en lisant dans les registres de la chambre des comptes que les gages d'un serviteur si capable ne se montaient qu'à quinze sols de Brabant par jour. Charles Quint payait mieux que cela ses palefreniers et les valets de sa fourgonnerie. Ce n'est qu'en 1571 que Philippe II, enrichi par les exécutions, les confiscations et les bannissements, fit compter, une fois pour toutes, à son fidèle secrétaire une somme de dix mille livres. (Gachard. *Rapport sur les archives de Lille*, 1841, p. 303.)

\*\*\* *Foy. aux pièces justificatives, à la fin du volume.*

La retraite  
des confédérés.

occasion d'inconvéniens, lesquelles lettres se dépescharent et s'envoient le lendemain, par tout le païs aux consaulx, villes et inquisiteurs. Les seigneurs et gentilzhommes confédérez, après s'avoir longuement sur tout délibérez, se sont tenuz pour contens et satisfaictz avecq, et sur les grandes promesses à eulx faictes, se confians totalement que icelles leur seroient entretenues; parquoy ont prins résolution de se retirer chascun à sa maison. Mais ont préallablement promis<sup>a</sup> ès mains de leursdicts quatre chiefz, qu'ilz ne changeroient ne attempteroient riens au fait de la religion, ne autrement; ains se contiendroient en toute modestie et attendroient paciemment ce que à Sa Majesté avec advis des Estatz généraulx du païs plairait de statuer, comme avoient promis en oultre que par tout seroient prests et obéissans à ce que leursdicts quatre chiefs, leur ordonneroient et commanderoient, à l'assistance desquelz, et pour tenir correspondance avecq iceulx, ont-ilz renommé et choisy entre eulx, trois ou quatre gentilzhommes de chascune province; lesquelz aussi prendroient le soing et le regard, que en icelle leur province, riens ne fut fait ne attempté, contre lesdictes lettres et promesses; davantaige que tous les mesmes confédérez en démonstration de ladicte leur alliance, porteroient, pendant à leur col, une médaille d'or, avec l'effigie du Roy, d'ung costé, et deux mains jointes, avecq une besace dessoubz, d'autre, veuillant avec ce démonstrer et dénoter, qu'ilz estoient fidelz serviteurs de leur Roy et prestz

La médaille des  
confédérés.

<sup>a</sup> Par l'escript sur ce dressé

d'emploier tout le leur en son service, voire jusques à aller brimber<sup>1</sup> et consumer tous leurs biens, et faisoient tant plus mention du brimber à cause, que quelcung<sup>a</sup> de leurs contraires, avoit dit en Court par moquerie quand ilz y comparurent la première fois; voyla entrer des beaux jeux : que vault autant comme brimbeurs. A l'occasion de quoy ont Le nom de jeux. incontinent esté appelez et retenu le nom de jeux.

Suyvant cette délibération, se sont plusieurs d'entre eulx party ce mesme jour, autres le lendemain et aucuns le troisiemes jour, sans qu'on ait 8, 9, 10. Aprilis, 66. entendu aucunes plainctes contre eulx ou leurs serviteurs, à Bruxelles ou aillieurs. Et ores que le contenu de ladicte proposition, requeste, responce et commandement sur ce ensuiviz, soit dessus assez répété et en partie imprimé, toutesfois à cause que ceste asssemblée a esté une acte de si grande importance et conséquence, et que cy dessoubz en sera souvent fait mention, voire que leurs adversaires imputent à ceste leur asssemblée, les changements et troubles depuis succédez, m'a samblé convenir que à la plus asseurée information du lecteur qui le désire,

*a* Le seigneur de Barlemont \*

<sup>1</sup> Brimber, — mendier, ramasser des bribes. Notre auteur se sert aussi dans le même sens du mot : brimbeur.

\* Barlemont. Charles, baron de Berlaymont, seigneur de Floyon, Perwez, Hierges, Hautepeene, Kermt et Engis-sur-Meuse, doit sa célébrité au mot que notre auteur rapporte et qu'il auroit dit en « court par moquerie. » Il avoit été chambellan et conseiller des finances sous le règne de Charles-Quint, et maintenant il s'efforçoit à prouver son orthodoxie par ses intrigues et ses espionnages. La correspondance de la duchesse de Parme avec Philippe II nous retrace toutes les peines qu'il se donnait pour plaire à ses maîtres. Berlaymont conserva ses charges et augmenta singulièrement son crédit et sa fortune. Il étoit, quand il mourut, gouverneur et souverain bailli du pays et comté de Namur, grand veneur de Brabant, de Flandre et de Namur, conseiller du conseil d'État, chef des finances aux Pays-Bas et chevalier de la Toison d'or. Il venait en outre d'être tout récemment créé comte en récompense de ses bons et loyaux services.

soient après la fin de cestes adjoustées les vraies copies desdicts escriptz, assçavoir, de la requeste des nobles, responce de la régente et lettres du 9 d'avril<sup>a</sup>.

La latitation<sup>a</sup> des  
Ecclesiastiques.

Or, fault sçavoir que entretant que ceste asssemblée duroit, et ces confédérez s'attendoient, les ecclésiastiques et signamment les inquisiteurs et ceulx qui notoirement les avoient assiste et pourchassé ces éveschies, persécutions, et inquisitions estoient en grande perplexité et en une terrible paour, craignant que par iceulx seroient mal traictez ou tuez; dont plusieurs d'iceulx se sont tenuz secrètement, ou s'absentez par bon espace, mais l'on n'a ouy no entendu que les mesmes nobles, aient mesfaict à aucun ecclésiasticq ou autre de leurs adversaires, cause de quoy, les cachez et retirez se sont arrièrè asseurez, et depuis retournèz en leurs maisons.

Le repos des  
Inhabitans sur la  
surcesnee.

Les nouvelles du succès de ceste asssemblée et intercession; aussi des promesses et lettres sur ce ensuivies sont incontinent courruz par tout, et ont par toutes les provinces du païs donné ung merveilleux contentement, appaisement, et allégresse; voire fait cesser toutes les précédentes oblocutions, murmures, aigreurs et altérations et recommença chacun avec ung appaisé couraige, et en toute obéissance à entendre à ses affaires, se contentans et louans grandement tant de la gouvernante, que des seigneurs, des consaulx, des gentilzhommes et généralement d'ung chascun.

La diffidence  
de l'accomplisse-  
ment.

Seullement demoura ès gens une crainte et arrièrè

<sup>a</sup> Sont toutes trois adjouxtes au fin, n<sup>o</sup> 6 et 7.

<sup>b</sup> Latitation, — recèlement.

pensée, qu'ilz n'estoient asseurez que de ceste promise liberté pourroient jouir longuement, mais craindoient que bientost leur seroit arrière ostée, et que le Roy, de ce adverty manderoit incontinent par lettres, qu'il ne l'advoit, ou que quelques turbulens espritz cherchoient tous moiens pour empescher l'entière exécution et accomplissement de ce qu'aux nobles estoit promis, prévoians que en cas que le ung ou l'autre advinsse, la playe se monstreroit. Incontinent après, plus dangereuse et moins curable que auparavant.

Dont la craincte et perplexité s'augmenta incontinent, après quand l'on commença à entendre, que la modération, dont la gouvernante aux nobles avoit fait mention, et sur le concept de laquelle, Son Altesse avec les seigneurs et consaulx avoit esté tant de temps occupée, avec intencion de l'envoyer au Roy, estoit si rigoureuse, générale et dubieusement<sup>1</sup> couchée, qu'il faisoit à craindre que selon le contenu d'icelle, l'on ne viendroit à sentir guères d'allégeance ou amendement des précédens placcartz, contre ung aspre ou calumnieux officier ou persécuteur, signamment si l'on vint aucunement à discreper<sup>2</sup> de la commune opinion.

La rigueur de la modération.

Après ledict recès<sup>3</sup> des confédérez, est par la gouvernante avec les seigneurs et consaulx se trouvantz lez elle, mis en délibération : comment l'on pourroit en cecy pour le mieux procéder, et signamment quel ordre seroit le plus convenable, pour bien

La délibération du conseil d'estat.

<sup>1</sup> Dubieusement, — d'une manière dubitative, incertaine.

<sup>2</sup> Discreper, — s'éloigner, différer de.

<sup>3</sup> Recès, — départ, retraite.

faire entendre et informer le Roy de toutes les occurrences, affaires, et humeurs du païs, afin que Sa Majesté puisse tant plus estre inclinée de prendre regard à tout pour la tranquillité et conservation des païs; et à icelle fin s'accommoder et concéder quelque peu aux inclinations de ses subjectz : de tant plus qu'on pouvoit assez juger que sa clémence seroit altérée par les advertences en la plus grande perplexité à luy mandées de ceste asssemblée et entreprinse des nobles<sup>a</sup>, comme alors l'on en craindoit bien autres desseings que les vrays, comme l'expérience avoit démontré.

Finablement est trouvé le plus expédient, que deux des chevaliers de l'Ordre se mectroient au plus tost en chemin, et se trouveroient en personne chez la personne du Roy, pour informer au vray Sa Majesté de tout, et présenteroient à icelle la modération<sup>1</sup> ainsi que par eulx seroit conceue, avec ample charge et instruction de ce, que davantaige y seroit à remonstrer et besoingner, suyvant laquelle délibération, sont nommez, choysiz, et non sans grande

<sup>a</sup> Par la régente, 24 marty 66\*.

<sup>1</sup> Modération.— On avait donné ce titre dérisoire et menteur à un projet d'édit royal destiné à faire accepter par surprise au peuple belge le régime de l'inquisition d'Espagne. Personne n'y fut pris. Le roi jugea le piège trop grossier et indigne de lui, et le peuple en fit, en flamand, un jeu de mots des plus expressifs. Il ne prononça plus *moderacy* autrement que *mooderacy*, c'est-à-dire tuerie ou massacre. Ce projet d'édit de modération, rédigé en 53 articles par le conseiller Christophe d'Assonleville, a été publié par Pieter Bor dans ses *Nederl. historien*, v. I, p. 64-66. Voy. aussi le n° 6 des *Pièces justificatives*, à la fin de ce vol.

\* 24 mars 1566. La lettre adressée sous cette date par Marguerite à Philippe II se trouve dans le *Supplément à l'histoire des guerres civiles de Flandre* du P. Strada. Amsterdam, 1729, vol. II, 283-99.

difficulté et plusieurs belles promesses à y condescendre, induictz, deux desditz seigneurs, assçavoir : le seigneur marquis de Bergues<sup>1</sup> et le seigneur baron de Montigny, pour lesquels dépescher et apprestre tout leur cas, l'on a en Court besoigné tant sur ladicte modération ou concept d'une nouvelle ordonnance, sur le fait de la religion, avecq le bon plaisir de Sa Majesté et par advis de ses Estatz à statuer, que sur l'instruction à donner audict seigneur, laquelle instruction et pareillement modération sont résoluz et arrestez le 10 d'avril, assçavoir, le mercredi avant Pasques.

Auquel jour aussi, ont eu audience auprès de la gouvernante les députez des quatre membres du

Les membres de  
Flandres.

<sup>1</sup> Bergès. — Jean, marquis de Berg-op-Zoom et comte de Walhain, fut créé en 1556 chevalier de la Toison-d'Or. Il était fils d'Antoine de Glimes, premier marquis de Berg-op-Zoom, qui avait été gouverneur de Luxembourg, et frère de Robert, le quatre-vingt-huitième prince-évêque de Liège. Son immense fortune, ses hautes parentés et alliances fixèrent sur lui l'attention de Philippe II qui le nomma, en 1560, capitaine général, gouverneur et grand bailli de Hainaut. Le côté légal et généreux de la révolution le séduisit et l'entraîna l'un des premiers. Il donna l'exemple aux grands du pays en offrant, dès le 8 janvier 1566, la démission de ses différentes charges, ne croyant pas, disait-il, pouvoir exécuter les intentions du roi sur le point de la religion. L'opposition le salua de ses applaudissements, l'acclama l'un de ses chefs et lui offrit la mission d'aller en Espagne exposer au roi l'état de nos affaires. Le marquis accepta à la condition que le baron de Montigny, dont le cœur valait la tête, l'accompagnerait. Par malheur les dénonciations du cardinal de Granvelle avaient devancé à Madrid ces deux gentilshommes : ils ne devaient plus revoir leur patrie. Le marquis de Bergès succomba à un mal inconnu le 22 mai 1567, et son compagnon d'ambassade fut soumis à une longue captivité au bout de laquelle le roi se décida à le faire périr mystérieusement. Voy. *Montigny's leven en dood in Spanje*. Amsterdam, 1853. 1 v. in-8°.

La continuée  
l'inquisition en  
Flandres.

païs de Flandres, par charge de tout ledict païs y envoie, pour se doloir, tant verbalement que par escript, des inconvéniens advenuz en ladicte province dès longtemps, et journellement s'augmentans à cause de l'inquisition; dont les inhabitans illec estoient fort foullez, et supplier qu'ilz en peussent estre affranchiz, comme autres provinces, mais à la plus grande intelligence de la matière, sera requis de répéter l'affaire dès auparavant, et d'éclairer comment l'on en a successivement besoigné.

Vray est-il, que après que en la contée de Flandres petit à petit, a esté introduicte, soufferte et admise la inquisition d'aulcuns ecclésiastiques<sup>a</sup> contre personnes layes, les gouverneurs, gens de loy et inhabitans du mesme païs, ont trouvé par expérience, que d'an en an furent de plus en plus molestez et triboulez<sup>1</sup>, par les exploitcz, poursuytes et molestations de l'inquisiteur : dont le païs se dépopula par chacun jour manifestement : à cause de quoy l'oblocution et murmure est survenu si grand et général en icelle province l'an 1564, que les quatre membres dudict païs en ont esté bien empeschez et sont à ceste cause esté en délibération. A la fin de laquelle ont destiné, leurs députez au nom d'eulx et de tous les inhabitans d'icelluy païs, vers la gouvernante, et à icelle fait leurs doléances, et requis remède contre ledict inquisiteur et inquisition, tant de bouche que par requeste, contenant<sup>a</sup>, que suyvant

<sup>a</sup> M. Pierre Titelman, doyen de Renays \*.

<sup>b</sup> La requeste avecq l'appostille donné le 20 octobre 1534 de souhiz joincte, n° 4<sup>re</sup>.

<sup>1</sup> Triboulez, — chagrinés, vexés, tourmentés.

\* Boyen de Renais. — C'est le mémes personnage que notre auteur a déjà cité.

\*\* Joincte n° 4. — Voir aux pièces justificatives le numéro indiqué.



les privilèges et coutumes d'icelle province tousjours inviolablement observées et par le roy à son advènement jurées, la cognoissance des personnes et biens arrestez, détenuz ou emprisonnez, competoit à chascun d'eulx en sa juridiction : quant aussi s'addonnoit qu'information se debvoit prendre contre aulcun séculier (fust criminelle ou civile) à la requeste d'aulcun ecclésiastique ou lay, cela se faisoit par les gens de la loy à l'administration de justice constituez de par Sa Majesté, de sorte que à aultre personne quelconque n'estoit permis d'y faire aulcune acte de juridiction : et signamment non d'y faire aulcune appréhension ou visitation des maisons, en quoy estoit davantaige requis que souffisante précédente information fusse préallablement veue par les gens de loy : mais que tout ce nonobstant ung M. Pierre Tittelman<sup>1</sup>, soy disant estre de par Sa Majesté constitué inquisiteur de la foy (ores que ne leur ait oncques présenté ne exhibé sa commission ne instruc-

<sup>1</sup> M. Pierre Tittelman. — Le caractère officiel de ce personnage, mis en doute par notre auteur, est suffisamment affirmé par la lettre que Marguerite de Parme adresse au roi Philippe sous la date du 22 juillet 1565 (voy. *Correspondance de Philippe II*, publiée par Gachard, I, 361-62). Les instructions des inquisiteurs n'avaient point été revues depuis le règne de Charles-Quint; celles qui réglaient la conduite de Tittelman et éveillaient contre lui tant de plaintes et de malédictions, remontaient à l'an 1545. Nous en avons rencontré la preuve dans les papiers du Conseil privé. Le président de Zoete ordonne, sous la date du 2 juin 1545, au receveur général des finances, Henri Sterckx, de dépêcher un chevanchenr de l'écurie pour porter à maître Pierre Tittelman, doyen de Renaix, les lettres de l'empereur lui ordonnant d'user de sa faculté d'inquisition. (*Arch. du royaume. Papiers d'État*, vol. V, n° 405.) Ces instructions devaient être bien terribles, puisque Tittelman se refusait à les faire connaître aux échevins de Bruges !

tion) s'attemptoit de jour à autre, à contravenir à leursdicts anciens usaiges et faisoit appréhender : voires aussi tirer de leurs maisons ceulx que luy plaisoit, mesmes visitoit les mesmes maisons. Le tout sans le sceu des gens de la loy, assumant seulement à son assistance les baillifz ou officiers. Lesquelz en divers lieux ne luy osarent refuser icelle assistance, pour n'estre par icelluy suspectez ou déférez (offrant le tout souffisamment prouver en cas de besoing) lesquelles prétensions ilz trouvaient de si grande conséquence, que s'ilz le dissimuloient plus avant sans le remontrer, laissant à l'inquisiteur plus longuement usurper de telles indeues novellitez, faisoit à craindre, que la commune en prendroit occasion à se mutiner et s'opposer à la justice, dont pourroit ensuyvre la désolation du pais. Par quoy supplioient bien humblement qu'il pleust à Sa Majesté prennant regard à ce que dessus mesmes aussi aux grans services par eulx tousjours promptement prestez, les laisser jouir de leursdicts anciens previlèges et libertez, et les y maintenir comme à son advènement leur avoit tant en général que en particulier juré et ses nobles prédécesseurs avoient entretenu.

Défendant audict inquisiteur et autres juges ecclésiastiques d'user de samblables novellitez, excès et indeues voyes d'inquisition, supplioient aussi d'estre chascun d'eulx en son endroit excusé si, à l'occasion desdicts novellitez et prétensions, quelque inconvénient par après survint comme faisoit fort à craindre si l'inquisiteur continuoit en ses usurpations. Sur la mesme requeste à la régente

donné pour responce. Que veu la généralité d'icelle, elle avoit trouvé convenir, avant que y ordonner, d'entendre plus particulièrement l'intencion des supplians endroict les nouvellitez et griefz dont se doloient à laquelle fin avoit faict communiquer, avecq iceulx aulcuns du conseil à ce ordonnez : mais comme les supplians s'estoyent excusez de n'avoir autre charge pour adoncq de leurs supérieurs. Son Altèze attendroit l'ultérieure déclaration que par après en voudroient faire ausdicts conseillers; ce néantmoins enchargeroit à l'inquisiteur de se conduire avec toute discrétion en l'exercice de son office. Et luy donnant les supplians la deue assistance et tenans soing à l'observation des placartz de Sa Majesté, selon que sçavoient estre l'intencion d'icelle et convenoit pour leur propre repos, Son Altesse espéroit qu'aux inconveniens par les supplians représentez, seroit obvié.

La responce  
donnée  
le 20 octobre 64<sup>1</sup>.

Or, par ladicte appostille et par la communication tenue avec les nommez commissaires, aians assez comprins l'intencion de la Court, n'ont pour adoncq osé faire ultérieure instance et poursuyte, contre ladicte inquisition, estans toutesfois bien délibérez d'en faire la rencharge<sup>1</sup> à la première opportunité, car ilz préveoient les inconveniens et l'apparente ruine d'icelle province, si l'on n'y mist ordre.

Entretant ne cessa l'inquisiteur de journellement

Les nouveaux  
evesques en  
Flandres.

<sup>1</sup> Le 20 octobre 1564. — Voy. aux Pièces justificatives Cette réponse de Marguerite de Parme a été sans doute rédigée par le secrétaire d'État Berty, qui se sert des mêmes expressions dans le procès-verbal de la séance du conseil d'État du 20 octob. 1564. Voy. aux Archives du royaume, les *Notules de Berty*.

entreprendre novellitez, et étendre ses exploitcz et persécutions en la mesme province; aussi ne défailloient de s'y emploier de leur costé les nouveaux évesques introduictz illec, dont les doléances et querelles sont grandement augmentées, signamment après que leurs rudesses se sont monstrees plus aspres, quand ilz pensoient avoir tout gaigné, et supéditer les autres par les lettres du Roy dessus mentionnées, venues d'Espagne en décembre 1565, et les commandemens par tout faitz suyvant icelles.

L'évesque  
de Bruges.

Et entre autres s'est notamment avancé le nouveau évesque de Bruges', par lequel estoit fort

<sup>1</sup> Évesque de Bruges. — « Le pape Paul IV, ayant érigé cette « année (1559) plusieurs évêchés dans les Pays-Bas, à la réqui- « sition du roi Philippe, la ville de Bruges fut choisie pour un « des nouveaux sièges, et Pie IV, successeur de Paul, donna, « le 11 mars de l'année suivante, une bulle de confirmation; à « ce sujet, on remit à l'évêché les revenus de l'abbaye de Doest, « qui n'existait plus, et encore quelques autres biens. On or- « donna aussi qu'après la mort du prévôt de Saint-Donas, sa « dignité appartiendrait désormais aux évêques du lieu. Le « premier d'entre eux fut Pierre Curtius, natif de Bruges, curé « de Saint-Pierre, à Louvain et docteur en théologie, qui ne fit « son entrée à Bruges que le 6 février 1562. » (Beaumont de Noortvelde. *Tableau fidèle des troubles et révolutions en Flan- dre, etc.* Ed. Dolpierre, 1845, p. 14.)

Ce prélat, alors qu'il n'était encore que curé, signalait, en bon flamand, « Pieter de Corte, parochien ouweerdich. » (Voy. *Messenger des sciences historiques*, etc. Gaud, 1854, p. 271.) Il appartenait à une famille patricienne dont il respecta toujours les traditions d'honneur et de probité. Deux hommes, l'inquisiteur Titelman et le fameux moine Corneille, vouirent l'enfermer à des excès; il céda à l'inquisiteur mais il résista noblement au moine fanatique qui ne rêvait que sang et carnage. Ce moine, a dit de lui, dans l'un de ses sermons, qu'il n'avait ni force, ni énergie, ni zèle pour la défense de la foi, et qu'il l'avait bien prouvé en ne sachant point briser la résistance des magistrats communaux. L'évêque, comme nous l'apprend Wesenbeke, re-

odieux au magistrat, et peuple d'icelle ville, à cause de plusieurs siennes prétensions, comme de ne vouloir admettre la sépulture au cimetière pour les corps des marchans estrangiers y trespassez, et beaucoup d'autres, car comme il avoit receu (ou du moins simulé d'avoir receu) d'Espagne lettres du Roy pour le maintienement de la religion et concile, a-t-il conceu, certains pointz<sup>a</sup> lesquelz il a envoié au magistrat, afin que les observassent et fissent observer, par les inhabitants de la ville, et à l'effectuacion d'iceulx luy donnassent assistance, comme que les curez deussent annoter les noms et surnoms de tous les maistres des maisons de leurs paroisses, ensamble de tous ceulx de la maison, qu'on eust à exiger des estrangiers l'attestation de leur dernière demeure, d'entendre des mariez où et par qui seroient donnez en mariage, d'annoter les noms, surnoms et domicile de ceulx qui se viendroient confesser, aussi des enfans que baptiseroient ensamble des père, mère, parains et marains de chascun, jointement de tous ceulx qu'ilz mariroient, que luy pourroit mander tous les maistres d'escolle et les examiner et puis leur permectre ou défendre le tenir l'escolle comme trouveroit convenir; aussi que les proviseurs seroient tenuz à refuser la distribution à ceulx que les curez ordonneroient et plusieurs autres.

La prétension de  
l'évêque de  
Bruges.

fusait cependant aux protestants le baptême, le mariage et l'enterrement, c'est-à-dire le droit de naître, de vivre et de mourir, et il croyait avoir fait assez. Il mourut, âgé de 76 ans, le 16 octobre 1567.

<sup>a</sup> Appert par ces articles exhibez le 19 mart. 66, et adjouctez au fin. n° 5<sup>e</sup>.

<sup>a</sup> Voy. aux pièces justificatives.

L'arrestation de  
l'inquisiteur.

Mais la loy en fit difficulté pour ne luy voloir sub-  
jecter leurs bourgeois lays, à cause de quoy icelluy  
evesque et aussi l'inquisiteur ont fait grandes  
plaintes, voire accusé le magistrat de Bruges au  
conseil de Flandres, exhibant contre icelluy jusques  
à 21 articles<sup>a</sup>; et davantaige ont requis que ausdicts  
de Bruges fut ordonné de les assister à l'extirpation  
de l'hérésie, et suyvant ce seroient obligez d'appré-  
hender incontinent tous ceulx qui leur seroient dé-  
nommez fut en présence ou par lettres de l'inqui-  
siteur, tant ès maisons que ailleurs, sans préallable  
congé du magistrat ou information précédente,  
comme ne touchant à eux; lesquels auroient à livrer  
ès lieux que leur seroient désignez : que eulx se  
pourroient trouver vers tous prisonniers et les exa-  
miner tant en absence que présence des justiciers;  
que nul empeschement se leur pourroit faire en leurs  
procédures contre aucun; que les prisonniers par  
la loy condamnez à quelque amende ne seroient re-  
laxez, jusques que l'évesque en eust prins cognois-  
sance et l'eusse absoulez<sup>b</sup>; que les sergeans seroient  
tenuz d'adjourner par devant eulx tous ceulx qu'on  
dénommeroit; que le magistrat leur auroit à délivrer  
les noms de tous estrangiers que y viendroient de-  
mourer, avec plusieurs austres pointcz, qui sam-  
bloient bien durs.

Les points sont  
recitez en fin  
en 5 1.

Le 2<sup>e</sup> requête  
des membres de  
Flandres contre  
l'inquisition  
avecq l'appostille  
donnée  
10 d'avril 64  
desoubz jointe  
n<sup>o</sup> 4 2.

A l'occasion de cestes et beaucoup d'autres préten-  
sions, ont esté nécessitez, tant ceulx de Bruges en

<sup>a</sup> Appert par les mesmes articles.

<sup>b</sup> Au fin n<sup>o</sup> 5. — C'est-à-dire aux pièces justificatives insé-  
rées à la fin du volume.

<sup>2</sup> Absoulez, — absout.

<sup>3</sup> Jointe n<sup>o</sup> 4. — même observation.

leur particulier, que les membres de Flandres en général au nom de tous les inhabitants, qui adoncq estoient en fort grande altération, d'envoier leurs députez en court pour autre fois se doloir contreledict inquisiteur et évesques : et reprendre la poursuyte de leur précédente requeste. De tant plus qu'ils veoient leurs voisins (de Brabant) estre déclarez libres de ladicte inquisition. Lesquelz par requeste ont remonstré le tout et supplié d'estre maintenuz en leurs libertez et l'inquisition avoir cassée à l'endroit les gens lays, comme contraire à leurs droicts et privilèges : aussi que aux ecclésiastiques fusse défendu d'usurper cognoissance sur la jurisdiction séculière, et que ne fussent contrainctz à autre rigueur de placartz et inquisition, que les autres provinces. Sur quoy leur est respondu et donné pour appostille\*, que à leur péticion estoit assez, satisfait, par les lettres naguères envoiees aux inquisiteurs de se contenir. Lesdicts députez de Flandres ayant veu ceste appostille, ont par autre requeste requis responce et déclaration plus ample sur leur dicte péticion quant à l'Inquisition, laquelle jamais n'avoit esté advoïée par les Estatz ou membres de Flandres en général lesquelz par la connivence d'aulcuns particuliers ne pouvoient estre préjudiquez, mais n'ont obtenu autre appostille\*, sinon que son Altèze ne leur sçavoit accorder davantaige, de ce què contenoit la précédente leur appostille, laquelle estoit plus ample que celle de l'an 1564 parquoy s'en devoient par raison contenter jusques à

La 3<sup>e</sup> requeste  
des membres  
avec l'appostille  
de 19 avril 66  
jointe au  
fin n<sup>o</sup> 4<sup>e</sup>.

\* 10 avril. † 19 avril.

<sup>1</sup> Voy. aux Pièces justificatives.

La 4<sup>e</sup> requête  
avecq l'appostille  
du 27 avril  
jointe n° 4<sup>e</sup>.

entendre le bon plaisir du Roy, mais les quatre membres de Flandres ne leur samblant par cela satisfaitz, ont exhibé autre requête, déduisant que avec telle responce ne leur estoit possible de guérir la playe, ne donner remède à l'instante ruine du païs, et que pour telles lettres l'inquisiteur ne supercéderoit<sup>1</sup>, veu que desja y avoit contravenu et forcé certaine maison en Casant<sup>2</sup>, on avoit emprisonné le Maistre nonobstant qu'il avoit satisfait à la sentence des juges : de tant plus qu'on l'avoit naguères renforcé de quatre sergears, et le procureur à son assistance de deux, dont toute cognoissance s'estoit aux magistratz, signamment que toute autorité estoit conféré en ung commissaire, s'entendant avecq l'inquisiteur, en puissance duquel, leur vie et bien estoit, avec beaucoup des remonstrances à ce servantes : dont supplioient dès à présent estre égaletz aux autres provinces pour estre préveu à la totale désolation d'icelluy païs : ou que du moins fut ordonné aux évesques, inquisiteurs et autres ecclésiastiques de sourceoir toute exercice d'Inquisition, jusques à la finale détermination du Roy, sans entre-tant faire captiver personne. Sur quoy leur a esté donné pour appostille<sup>3</sup>, que à bonne cause, se devoient contenter de leurs deux précédentes appostilles, et qu'on ne leur sçavoit accorder davantaige. Et touchant le prisonnier, que s'estant informé, on y pourvoiroit. Ceulx de Bruges ont par leurs parti-

<sup>a</sup> 27 avril 66.

<sup>1</sup> Voy. pièces justificatives.

<sup>2</sup> Supercéderoit, — surseoirait.

<sup>3</sup> Casant, — ile de Cadsand, etc.



culiers poursuites en fin obtenu, que au conseil de Flandres est inhibé<sup>1</sup> la cognoissance, et commandé d'envoyer les pièces en Court; aussi défendu à l'inquisiteur l'ultérieure poursuyte<sup>2</sup>.

Ce temps, pendant se monstroient plusieurs escriptz, et aussi livretz, tant imprimez, que autres<sup>3</sup> touchant l'inquisition, persécution et aussi la religion; pareillement necessoient, ains se continuoient de plus en plus (comme dès 50 ans toujours avoient fait) en plusieurs provinces, villes et places, les secrètes assamblées et presches, esquelles adoncq se commença avecq moindre crainte se trouver et monstrier ung grand nombre d'auditeurs, lequel alloit toujours croissant et commença le peuple à manifester peu à peu, plus librement ce qu'avoit longuement tenu caché au cœur, de sorte que bien expressément se considéroit la très grande multitude de ceulx qui à l'autre doctrine s'estoient adonnez dès auparavant.

Les presches  
secrètes.

Dont ung chascun, pourveu de quelque jugement, désiroit que les Estatz généraux fussent au plustost assamblez, afin que par Sa Majesté avec l'advis d'iceulx fut incontinent statué quelque douce ordonnance sur le faict de la religion, selon laquelle chascun s'auroit de là en avant à conduire, afin que (si l'on le postposasse ne advinsse quelque confusion, non seulement au faict de la religion, mais aussi ès affaires de la police dont plusieurs inconveniens seroient à craindre.

Le différer des  
Estatz généraux.

<sup>a</sup> Appert par la requeste et apostille ensamble les lettres sur ce dépeschées.

<sup>b</sup> Appert par les livres et papiers semez.

<sup>1</sup> Inhibé, — défendu, interdit.

Entre plusieurs autres escriptz, furent semez, deux grans, l'ung contre les persécutions à cause de la religion, et à la justification de la requeste et pétition desdicts gentilzhommes confédérez, et l'autre pour l'excuse et justification de l'assemblée et personnele comparition desdicts nobles conjointement, chacun déduisant les grandes causes et fondemens que en l'ung et l'autre point les avoient à ce occasionnez<sup>1</sup>.

Le différend de la  
réponse  
du Roy.

Le peuple généralement attendant de voir une seure et bonne issue des choses passées et une finale désirée résolution souhaite grandement, que le Roy s'y conformasse bientôt, ce que par la Court fut aussi bien considéré, et combien l'accélération im-

<sup>1</sup> Il est pour ainsi dire impossible de se retrouver au milieu des grands et petits écrits de cette époque. Pierre Bor lui-même, cet historien qui a fait preuve d'une si profonde connaissance de la littérature clandestine du seizième siècle, n'est point parvenu à citer toutes les brochures qu'il nous importerait de connaître. C'est ainsi qu'il ne mentionne pas l'un des deux libelles auxquels Wesenbeke fait allusion. Le premier appartient au mois de mai 1565. Il est intitulé : *Remonstrance ofte vertoogh aen de groot-machtigen coninck van Spaengen ec. op de Requeste by den Edeldom der Co. Ma. erfuerderlanden den 5 april 1565, aen myn vrouwe de Hertoginne van Parme, regente ec. gepresenteert, in de welke ver-halt en verclaert syn de lasten en inconvenienten rysende uyt der inquisitie en de placaten in de voorseyde landen ter executien gestelt*. Petit in-8°, s. l., 72 pp. chiffrées. Le second porte la date de 12 juin 1566. Il est resté inconnu à P. Bor et porte le titre suivant : *Advertissement by de goede ende getrouwe ondersaten ende inwoonderen der C. M. Erfuerderlanden gedaen, aen de gouverneurs ende staeten derselver landan, van tyghene dat syliden verstaen ende verneken geordonneert te worden opt stuck vander Religie*. Petit in-8°, s. l. ni sign. Un exemplaire français de ce dernier libelle a figuré dans le catalogue de la collection du capitaine Michiels, vendue à Anvers, en 1781. Foy. p. 39, n° 313.

portoit, ensamble qu'il convenoit que Sa Majesté fusse en diligence de tout au vray informée, ce que aussi désiroient tous les inhabitants, dont l'on insista vers les deux personnaiges susnommez pour se mectre au chemin, à quoy ilz de leur part misrent toute diligence possible et comme ilz avoient tout leur cas prest et pensoient se retirer le lendemain, est<sup>a</sup> par mésadventure, ledict seigneur marquis, se pourmenant au jardin en la Court, grièvement blessé en une jambe par ung boulet de bois qui par quelque ung de ceulx qui y jouoyent, fut par meschief<sup>1</sup> frappé au travers, dont son voiage, a esté longuement postposé<sup>2</sup>, et sa personne en dangier de la vie, ores que à la fin a esté guéry, et depuis a fait le voiage, longtemps après que ledict seigneur baron de Montigny, à grande instance de la Court, s'estoit seul mis au chemin, ce que plusieurs prendrent pour ung mauvais présage pour ledict seigneur, comme aussi mourut depuis en Espagne.

Le marquis de Berghes.

Le baron de Montigny.

Et comme à tout le monde estoit donné, l'espoir de la congrégation des Estatz généraulx du païs, pour venir à une bonne et ferme ordonnance, sur le faict de la religion, selon laquelle ung chascun par après se pourroit et debvroit rigler<sup>3</sup> avec repos

La convocation des Estatz provinciaux.

<sup>a</sup> 28 avril 66.

<sup>1</sup> Meschief, — mésaventure, accident.

<sup>2</sup> Le voyage du marquis de Berg op Zoom ne fut point retardé autant que notre auteur le suppose. Les comptes de Liévin Wouters, cet incorruptible teneur de livres auquel nous aimons d'avoir recours, en font foi. Nous y lisons : « Messire Floris de Montmorency, seigneur de Montigny, etc., parti de Bruxelles le 28 mai 1566; messire Jean, marquis de Berghes, comte de Walhain, parti de Bruxelles avec la même mission, le 26 juin 1566. » Gachard. *Rapport sur les archives de Lille*, p. 334.)

<sup>3</sup> Rigler, — régler. Le barbarisme de notre auteur était sans

et contentement des inhabitants, et sans prejudice du païs, et que tous en général avec grande dévotion, désiroient et attendoient l'assemblée desdicts Estatz, est l'esperoir de ce bientost après esvanouy, et le contentement qu'on en avoit, changé en une tristesse, aigreur et suspicion ; quand l'on aperceust et entendit, que en Court, avoit secrètement esté pour-jecté quelque modération ou nouveau placcart sur la religion, lequel estoit envoyé au Roy. Et que au lieu qu'on attendoit, que les Estatz généraulx sur ce eussent esté appelez et ouyz, comme en la requeste des nobles estoit contenu et selon la promesse à eulx faicte ; quelques ungs avoient sceu tant practiquer et persuader, que la résolution estoit changée et prinse qu'on proposeroit la mesme modération, non aux Estatz généraulx pour ce à convocquer, mais aux Estatz de chascune province à part, l'ung après l'autre, et qu'on feroit le samblable aux consaux provinciaux, dont plusieurs préveoient et jugeoient que nulle bonne issue en restoit à espérer, mais que les affaires de jour à autre iroient empirant et débordant par la diffidence et crainte que incontinent se planteroit en la teste du peuple, que le succès ne seroit si bon que l'esperoir et promesses sambloient de donner apparence, de tant qu'on pavoit facilement conjecturer que personne ne se voudroit de son bon gré soubzmectre à l'advis ou opinion de telz particuliers Estatz, ains réclamerait aux Estats généraulx, contre la résolution desquelz personne n'auroit que queruler.

doute usité à la cour de Marguerite où la prononciation italienne étoit du meilleur ton, Rabelais et les principaux auteurs de son temps écrivaient : reigler.

Ceste arrière pensée, diffidence et aigreur, est fort augmentée et aux cœurs du peuple plantée, depuis qu'on a veu effectuer la susdicte résolution, et que suyvnt icelle on a fait convocquer en quelques provinces les particuliers Estatz d'icelle, et pour les faire condescendre en ladicte conceue modération, envoié chez iceulx leurs gouverneurs ou autres chevaliers de l'Ordre ou seigneurs de qualité; mais l'aigreur est bientôt après raddoublé, voire faict une perplexité et désespoir général de quelque bonne fin, quand on a veu que mesme l'assemblée de ces particuliers Estatz, se fit avec si peu de liberté, qu'on appella tant seulement ceulx qu'on voloit choysir, délaissant dehors ceulx ausquelz il apertenoit, mesmes en quelques lieux faisant sortir de l'assemblée quelques ungs qui estoient accoustumez de venir aux Estatz, voire qu'on ne donnoit aux mesmes Estatz, espace à l'accoustumé, ne concédoit liberté à la fahon ordinaire, pour délibérer sur l'affaire avecq leurs membres. Mais les enchargea par serment<sup>1</sup> que le debvroient tenir secret, ne le communiquer à leurs membres, comme de coustume, mais seulement au magistrat. De sorte que chascun jugeoit l'advis de telz Estatz plus pour ung consentement forcé, que pour une libre et franche opinion, ceulx qui ont esté présens aux assemblées des Estatz d'Artois, Hainau, Namur et Tournay, peuvent sçavoir si la chose n'est ainsi passée<sup>2</sup>.

La nouveauté  
de la  
convocation.

L'infraction de  
l'ordinaire  
délibération.

<sup>1</sup> Sarment, — serment.

<sup>2</sup> On a peine à croire que le despotisme espagnol ait poussé aussi loin le mépris des loix, des coutumes et des convenances. Rien n'est pourtant plus vrai. On semait le vent : on devait re-

L'ordre de la  
convocation  
change.

Davantaige se donnoit au peuple une grande occasion, de murmurer et deffier de quelque bonne issue, par ce, qu'on changeoit l'accoustumé ordre au convocquer des Estatz observé, et qu'on commença en premier lieu ausdicts provinces que soloient<sup>1</sup> monstrier la moindre liberté et aux inquisitions et persécutions avoient esté les plus assubjectez, et ne convocqua auparavant, ne aussi quant et quant les Estatz des provinces plus grandes, plus altérées, plus privilégées et pour la commune liberté, aiant

cueillir la tempête. Les instructions secrètes données par Marguerite de Parme aux officiers de la couronne sont tout ce qu'il y a de plus édifiant. L'une d'elles, adressée le 27 mai 1566 à Jean de Chasteler, seigneur de Moulbaix, gouverneur de la ville de Tournay, ordonne à cet officier de faire, au sujet de la modération des placards contre l'hérésie, la déclaration suivante à l'assemblée de son bailliage : « Remonstre que la nouvelle ordonnance soumise au Roy est inspirée entièrement pour le service de Dieu et le bien-être des pays de par deçà; qu'elle est conforme à nostre volonté comme régente et gouvernante générale ensemble des seigneurs gouverneurs des provinces, chevaliers de l'Ordre, ceux des consaulx estans lcz nous et de nous et de tous les bons; que la vraye ancienne religion et foy catholique comme elle a esté enseignée et observée depuis le commencement jusques à présent soit gardée et maintenue inviolablement, et que toutes hérésies, faulces doctrines et inventions pour la gaster, perdre ou altérer soient chassées hors et détruites. » (*Archives du royaume*, Audience, vol. X des *Ordonnances*.)

Un document de cette nature se passe volontiers de commentaires; il est assez explicite par lui-même. Nous nous permettons cependant de faire ressortir, tant il est curieux, son seul côté plaisant. Marguerite de Parme s'appuie sur l'approbation et la connivence des gouverneurs des provinces qui offraient leur démission et des chevaliers de la Toison-d'or, qui avaient, à peu d'exceptions près, signé le compromis et protesté contre sa politique sans merci.

<sup>1</sup> Soloient, — avaient coutume de.

tousjours fait plus grande démonstration, si comme les dessoubz nommées et aussi Hollande, Frize, Geldres, Zeelande, Limborch, Luxenborch, Overissel et autres (qui oncques depuis sur ce ne furent convocquez) et notamment qu'on ne fit appeller ne assamblar la plus principale province de toutes, que en toutes assamblées soloit tousjours estre la première, tant en la convocation que en l'opinion et résolution, assçavoir : Brabant, davantaige que touchant la principale province après icelle, l'on avoit fait convocquer ses Estatz, assçavoir : de Flandres contre tout ordre, après avoir entendu la déclaration des convocquez Estatz desdicts autres provinces.

Et à cause qu'on travailloit si fort pour tenir secret et cacher au peuple les articles et contenu de la susdicte modération, ensamble les advis sur ce donnez par les Estatz ausquelz estoit proposée, en survint une grande diffidence, perplexité et murmure entre la commune, laquelle de tant plus s'émoloia<sup>1</sup> à entendre et sçavoir les pointz et résulte d'icelle, de sorte que par dextérité, vindrent à la notice, signamment après que fust<sup>2</sup> esté proposée aux Estatz et membres de Flandres<sup>3</sup>, et que iceulx avecq grand difficulté sur ce eurent obtenu premièrement quatre et depuis huyt jours de délibération, et qu'on sceust qu'iceulx avoient en icelle porté leur consentement, combien qu'avec adjection d'aucunes limitations et restric-

*La copie de la modération.*

à 11 may. L'advis de Flandres sur la modération; qu'on voye ceste modération au nouveau placart, dont aucuns articles sont cyaprès insérez n° 6\*.

<sup>1</sup> S'émoloia, — s'émut. <sup>2</sup> Fust, — eut.

\* N° 6. — Voy. aux pièces justificatives le numero indiqué.

tions pourparlées par les deux Estatz séculiers, sans préallablement sur ce avoir convocqué ou parlé à tous leurs membres, arrière conseil et commune, comme de tout temps avoient accoustumé, en tesmoignaige de laquelle grande altération par ce causée entre les inhabitants sont semez et produitz en plusieurs lieux divers escriptz et livretz contre ladicte modération<sup>1</sup>, par lesquelz fut déduyt la nullité d'icelle, et que n'estoit meilleure que les précédens placcartz; que l'inquisition y demoura cachée, que tout cecy se practiquoit par les cardinalistes (comme ilz chantent, traduisant quelques ungs de nom et surnom<sup>2</sup>) et par les inquisiteurs, pour trou-

<sup>1</sup> Modération. Le plus important de ces pamphlets a été publié en français et en flamand au mois de juin 1566. L'édition flamande seule porte la signature de l'auteur déguisé sous le nom de Wilhelmus Klebitius Brennapolitanus. La transcription pure et simple du titre de cet ouvrage nous dispense de tout commentaire : *Les subtilz moyens par le cardinal de Granvelle avec ses complices inventez, pour instituer l'abominable inquisition avec la cruelle observation des placcartz contre ceulz de la religion. Pour ainsi par dessus les Empereurs, Roys, seigneurs, nobles et toute temporalité dominer et se faire prier et adorer. Desquels les nobles des Pays-bas avec les puissans et nobles seigneurs leurs aliez, advertiz ont avec bonne et juste raison allencontre opposez.* 1566, pet. in-8°, s. n. n. l. n. p.

<sup>2</sup> Le cardinal de Granvelle, le président Viglius, le provost Morillon<sup>3</sup>, le doyen de Renaix<sup>4</sup> Alonso del Canto<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Morillon. — Mesnillics Morillon étoit l'un des plus chauds partisans du cardinal de Granvelle qui fit de lui, à son départ de Belgique, le vicaire général de son archevêché de Malines. Il partagea le tort des cardinalistes; il fut dévoué au roi. Les espions espagnols disaient de lui qu'il avoit obtenu par la protection de Granvelle et de Viglius deux prévôtés, près de quarante prébendes, nombre de cures et des pensions à l'infini, de sorte qu'il étoit appelé *duplex abe*, ce qui venoit dire qu'il jouissait d'une fois autant de bénéfices qu'il y a de lettres dans l'alphabet. Le cardinal de Granvelle répondit, à ce qu'il pensoit, victorieusement à ces accusations, car Morillon conserva jusqu'à la fin de ses jours toutes les faveurs dont il avoit été comblé. (Gachard, *Corresp. de Philippe II*, vol. I, 320.)

<sup>4</sup> Le doyen de Renaix. — C'étoit le titre de l'inquisiteur Pierre Tittelman.

<sup>5</sup> Alonso del Canto. — Cet espagnol étoit déjà depuis quelque temps aux Pays-Bas



bler le païs et respandre le sang des inhabitans ; en quoy on contravenoit à la promesse faicte aux nobles et aux libertez du païs, aussy ceste facion d'assembler Estatz estre une nouvellité non ouye, dont tout devoit estre tenu pour nul et ne méritoit le nom de consentement, pour ce protestant contre ces convocations, exhortant de résister de faict contre ceulx qui abusoient tellement le Roy et la gouvernante, lesquels on debvroit appréhender et chastier avec d'autres exhortations, lesquelles l'on ne sceut faire cesser ou taire par proclamations, mandemens\*, ne défences qu'on sceut faire, de tant plus qu'on les défendoit, de tant plus demonstroient ilz, qu'on ostoit aux inhabitans et aux membres des villes et Estatz, leur liberté de dire leur opinion, et descouvrir la vérité, dont dépendoit le bien commun du païs, et le mal qui estoit à craindre par ces indeues nouvellitez. Aussi que ceulx qui détenoyent en ceste sorte le Roy et le païs en servitude, craindoient que leurs messchantetez et trahisons se descouvriroyent, si les Estatz généraulx fussent unes fois légitimement assemblez et admis pour déclarer franchement leurs opinions. En somme, les aliénations, troubles et oblocutions qui avoient esté devant l'assemblée des confédérez, retournarent du tout, pource qu'on n'assembla les Estatz généraulx.

α Par le placeart, 1 may 66\*.

lorsqu'il succéda à Castellanes dans sa charge de commissaire inspecteur des finances du roi. Ses loisirs appartenaient à la politique, en, pour mieux dire, à l'espionnage et à la délation. On craint, à voir ses rapports faits en collaboration avec le fameux maire Alonso de Villa Vicencio, qu'il voulait rendre suspects au roi tous les fonctionnaires belges et les faire remplacer dans le plus bref délai. Il arriva cependant, que la plupart de ceux qu'il avait accusés et noircis, conservèrent leurs emplois.

\* 1 may 1566. Voy. *Archives du royaume. Coll. du Conseil des troubles*, vol. X. Cette ordonnance n'a été affichée à Anvers que le 16 mai.

L'assemblée des  
Estats généraux  
refusée.

Saulff que le mal fut adoncq plus véhément qu'au paravant qu'il n'y avoit à présent aucun espoir de raddressement<sup>a</sup> ou remède, puis qu'on veoit à l'œil, que telle notable asssemblée des nobles, ne leur raisonnable péticion, mesmes non la promesse à eulx faite, n'avoient peu aider, et que chacun pouvoit facilement juger que l'intencion de la Court n'estoit (ou du moins par quelques espritz fut dissuadé et empesché) de faire convocquer ou laisser assamblar les Estatz généraulx, ores que ce sambloit estre l'unique remède de ces troubles, de tant plus qu'on entendoit, qu'on ne volut concéder, ores, que non seulement plusieurs Estatz, pais et villes l'avoient dès pieça requis et encoires sollicitoient, mais aussi le trouverent nécessaire plusieurs principaulx seigneurs; mesmes estans du conseil. Dont les humeurs du peuple sont terriblement altérez, irritez et endurciz, puis quilz ne veoient plus aucune apparence dont pourroient aucunement espérer qu'on entre-tiendrait, ce qu'aux nobles avoit esté promis, ou que les inhabitans ne seroient molestez de ces odieuses tant inquisition que persécution, et moins viendroient à sentir quelque relaxation de la servitude en laquelle leurs consciences avoient si longuement esté détenues, dont prindrent occasion et courraige ceulx qu'estoient d'autre doctrine (désespérez de raddres<sup>b</sup>) pour aymer mieulx une fois s'y opposer et monstrier, voires de manifester et confesser leur religion ouvertement, que de demourer toujours en telle

Le desespoir du  
peuple.

Les presches  
peu à peu  
modifiés.

<sup>a</sup> Et entre autres Brabant et nommément Anvers.

<sup>b</sup> Raddressement, — réformation, amélioration.

<sup>c</sup> Raddres, — satisfaction. On écrivait raddresse.

paine et captivité. Suyvant laquelle destinée médiation, démonstroient de plus en plus leurs assamblées et presches plus publicquement. Lesquelles s'augmentoient tant plus d'auditeurs, que mesme à ceulx, qui avoient esté jusques adonc de l'ancienne religion, déplaisoit ceste fache et ordre, dont l'on tracta les affaires, par lequel aigreur, prindrent aussi une aliénation de la doctrine de ceulx qu'ilz croioient estre autheurs de tous ces troubles, perplexitez et nouvellitez.

A quoy a grandement aydé et le peuple irrité davan- L'infraction de la  
suspension.  
tantage que durant encoires le mois de avril<sup>a</sup>, auquel l'on avoit promis par provision de non plus exercer aucune persécution, pour la religion, du moins de la suspendre, jusques avoir entendu la volonté du Roy, l'on a dressé et par tout fait publier (ores que non sans difficulté en quelques places) un général mandement à cause que plusieurs, qui pour le faict de leur conscience et la religion, ou par crainte de l'inquisition et persécution, s'estoient par avant retirez, ou après leur recès<sup>1</sup> par proclamation rappelez et en contumace banniz, aians entendu ceste suspension, estoient retournez, aucuns pour reveoir la patrie et amys, autres sur espoir de se y pouvoir tenir pour quelque temps et entendre à leurs hantises<sup>2</sup>. Ausquelz par icelluy placart fut du tout commandé de se retirer incontinent sur paine d'estre

<sup>a</sup> Appert par le placard ordonné le 27 avril 66 joint après n° 6.

<sup>1</sup> Recès, — retraite, départ.

<sup>2</sup> Entendre à leurs hantises, — faire à leur mode; suivre ou fréquenter librement le culte préféré.

<sup>3</sup> N° 6. — Voy. aux pièces justificatives le numéro indiqué.

prins et sans miséricorde sur l'heure corrigez, selon les pains de leur banissement, et aux officiers enchargé de les appréhender et contre iceulx (soubz paine de s'en prendre à eulx mesmes) cestuy placart rigoureusement exécuter, sans dissimulation, de cestuy commandement fut ung chacun, tant nobles que autre fort esbahy et altéré, et print une ferme impression, que l'on ne maintiendrait riens, de ce qu'aux confédérez estoit promis, et que sur ce estoit mandé aux inquisiteurs et officiers. Laquelle exacerbation<sup>1</sup>, s'augmenta, quand en vertu et soubz prétext dudit mandement plusieurs de toutes qualitez furent deçà et de là appréhendez, ores que par sentence n'estoient banniz, mais seulement en leur absence contumacez, ou pour la religion suspectz, et notez, desquelz prisonniers l'on a depuis eu grande paine avant les faire relaxer, dont lesdicts nobles se resentoient pareillement et en firent plainctes alléguans, la promesse surcéance, de tant plus que en aucuns lieux firent encoires depuis appréhendez et mis à mort quelques ungs pour la religion<sup>2</sup>.

Les traverses  
faites  
aux confédérés.

L'altération<sup>3</sup> desdictz confédérez et autres s'aug-

<sup>1</sup> Comme entre autres Jehan Tiscan, tapisier, fut brulé à Oudenarde le 8 july 66<sup>e</sup>.

<sup>2</sup> Exacerbation, irritation, colère.

<sup>3</sup> Altération. — Ce mot est pris ici dans le sens de dispositions révolutionnaires.

\* Le sacrifice commis par Jean Tiscan est d'une audace singulière. Il peut être considéré comme une preuve de l'excitation produite dans le pays par la modération des placards. Voici comment le fait est rapporté par un magistrat contemporain : « Le 30 mai 1566, à Oudenarde, un jeune homme, tapisier de son état, se trouvant en l'église de Notre-Dame de Famèle, prit des mains du prêtre officiant l'hostie consacrée, la pulvérisa entre ses doigts et se tournant alors vers le peuple : « Sottes gens, s'écria-t-il, regardez ! Est-ce là de la chair qui tombe ainsi en poussière ? Est-ce là un Dieu vivant ? Ne croyez donc plus à de pareilles choses, car vous me ferez honte et pitié » Il ne songea point après cela à se sauver, mais il resta chez lui, et n'apposa

menta fort à cause que dès le commencement l'on avoit peu veoir et considérer bien manifestement, par plusieurs argumens et indices, que ceste assemblée et remontrance des nobles, laquelle le peuple jugeoit avoir esté si nécessaire et bonne, fut mal prinse en Court; de sorte que à l'ung et l'autre de la confédération, voire à tous en général, l'on faisoit tous les traverses qu'on pouvoit; monstroient maigre mine et mauvais visaige, dont craindioient que quelques mauvais tours se leur feroient par succession de temps, et par là furent occasionnez d'y penser et regarder par ensamble pour veoir ce qu'en auroient à faire.

De tant plus, que les lettres par le Roy signées et envoyées d'Espagne, en may à plusieurs villes du Pais-bas, dénotoient assez le mesme, sans contenir espoir de chose quelcunque, estantes seulement générales, exhortantes à fidélité, avec espoir de sa

Les lettres du Roy  
du 6 may 66  
données  
à Madrid <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cette circulaire de Philippe étoit adressée aux magistrats des villes suivantes : Gand, Bruges, Ypres, Arras. St-Omer, Béthune, Aire, Orchies, Lille, Douai, Mons, Tournai, Valenciennes, Luxembourg et Namur. Elle a été publiée par M. de Reiffenberg dans la *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, publiée en 1842 par la Société des bibliophiles belges, p. 32-34. Nous croyons pouvoir nous dispenser de la reproduire, le résumé de notre auteur étant d'une parfaite exactitude.

aucune resistance quand on vint pour l'arrêter. On le condamna à avoir le poing droit coupé, et, par après, à être attaché à un poteau et brûlé à petit feu. Il fut, ajoute Pasquier Delebarre, tout un quart d'heure avant de rendre son esprit, toujours persistant en son opinion, et invoquant et appelant Dieu à son aide.

Cette version est conforme à celle du martyrologe protestant imprimé à Amsterdam en 1657 sous le titre de : *Historien der vromer martelaren*. Une chronique manuscrite d'Audenarde, citée par M. Van Cauwenberghen (*Lettres sur l'histoire d'Audenarde*, p. 256), rapporte le fait à l'an 1565 et M. Rohyn, auteur d'une histoire de l'hérésie (*Historie der kettersche broccerten in Audenarde*, Gendt, 1756, 1 vol. in-8<sup>o</sup>), commet la même faute sans songer qu'alors l'action criminelle de Jean Tuscan aurait manqué à la fois de provocation et d'à-propos. Nous croyons donc que l'exécution doit avoir eu lieu à la date indiquée par notre auteur.

brieve venue, les admonestant, que comme il n'y eut oncques faute des malveuillans et enuieux du bien commun et repos publicque, que par faulses impressions et interprétations de son intention et avecq esmotion taschoient les faire tomber ès désolations, angoisses et pouvre Estat qu'on veoit ès autres Pais, pour en faire leur profit au dommaige de Sa Majesté et d'eulx, ilz eussent à y prendre soigneux regard et à se esvertuer à l'encontre, comme desja on avoit par tout bien commenché selon que Sa Majesté avoit entendu, sans craindre ou s'esmouvoir pour chose que pourroient veoir jusques à sa venue car adoncq ne faudroit de leur assister en personne, selon le désir qu'il avoit de les conserver en tout repos et prospérité, comme luy et ses ancestres avoient toujours fait.

La modération  
refusée  
à la commune.

Or, quand les communications furent achevées avec les Estatz d'Artois, Haynnau, Namur, Tournay et à la fin aussi avec Flandres n'a-t-on, ne adoncq, ne devant<sup>a</sup>, ne après, convocqué ne proposé de ladicte modération chose aucune à quelques Estatz, d'aucunes autres provinces sinon tant seulement de Brabant, ausquelz l'on a<sup>b</sup> avecq une longue proposition<sup>c</sup> tenu au devant et après leu le contenu de ladicte modération, lesquelz ont requis et finalement avec grande difficulté obtenu copie d'icelle; et fort brief jour à y respondre et rapporter leur opinion. Et ores que les députez des villes firent grande instance pour à leur retraicte pouvoir communiquer la-

<sup>a</sup> 30 may.

<sup>b</sup> Par la proposition, modération, adnotations, déductions, ad-vis du conseil et autres escripts.

<sup>c</sup> Ne adonc, ne devant, — ni alors, ni auparavant.

dicte modération à tous leurs membres, chacun en sa ville, suivant l'accoustumée usaige, démontrant par plusieurs remonstrances que le mesme donneroit ung grand contentement au peuple et leur osteroit grandes occasions de oblocutions, toutes fois ne l'ont sceu obtenir, mais enfin consentement pour le communiquer seulement à ceulx de la loy, leur défendant bien expressément de poinct convocquer sur cestuy affaire leur troisieme membre ou commune (combien que c'estoit la coustume de les assamblar toujours sur les affaires des Estatz ès grands consaulx) mais les tenir secret devant eulx en toutes manières. Entretant ont ceulx qui à ceste asssemblée comparurent en lisant ladicte modération ou nouveau concept de placcart, délibéré sur chacun point d'iceluy, et annoté, ce que leur sambloit, et hors de ce ont fait rédiger par escript une grande déduction laquelle veue, ont promis les ungs aux autres de la tenir secrète et tant seulement lire aux gens de loy chacun en sa ville, mais nullement à la commune.

Environ ce temps ou ung peu devant, fut en Anvers, en Zélande et aillieurs, une grande perplexité et murmure entre le peuple (considéré la diffidence y desjà plantée) à cause que par les Espaignolz se achapta une grande multitude d'harquebouses longues, voires en Anvers seulement jusques environ cinq mille. Davantaige que ès entrées des Païs-bas par la marrine, furent trouvez plusieurs navires équipées en guerre, sans qu'on sceut l'occasion ou à quelle fin, dont le peuple fut fort troublé, jusques à ce qu'on entendit que le tout estoit pour le service du Roy et pour estre employé aux fortz et frontières

Les munitions et  
navires de  
guerre.

d'Espagne, dont toutesfois demoura une arrière pensée aux inhabitants. De tant plus qu'aucuns évesques, inquisiteurs et gens d'église publiarent avec petite discrétion que le Roy avoit mal reçu les seigneurs vers luy envoie, ou que n'usoit que de dissimulation avecq eulx, pour gagner temps entretant que par ses lettres secrètes asseuroit à eulx de sa briefve venue avecq forces pour chastier ceste noblesse et altérez en la religion, amassant argent et soldatz pour les amener au païs, à quoy les affectionnez du cardinal adjoustarent, qu'il retourneroit de brief en compagnie de Sa Majesté avecq plus d'autorité que jamais et alors se vengeroit<sup>1</sup>.

Les nouvelles  
presches tenues  
en publicq.

Entretant s'augmentarent terriblement les assemblées et presches de ceulx qui estoient de l'autre doctrine, et se manifestarent par grande hardiesse de plus en plus<sup>a</sup>, de sorte que finalement alloient

<sup>a</sup> Es moys de may, juing et juillet 66, ceulx de la basse Flandre.

<sup>1</sup> *De pot van rosen ontdekt daer in geseid werd dat de 'cardinael den coninck riet dat hy den cop soude doen afhouwen, van de meeste menigte van de groote heeren van 't land, 1566, c'est-à-dire le pot aux roses découvert dans lequel on prouve que le cardinal a conseillé au roi de faire tomber la tête des principaux d'entre les grands seigneurs du pays. L'auteur anonyme de ce pamphlet s'acharne fort mal à propos contre Granvelle. Le cardinal-ministre ne voulait point la mort, mais bien la repentance des pécheurs. C'était le duc d'Albe qui avait donné, au mois d'octobre 1563, à Philippe II le conseil que celui-ci ne devait plus perdre de vue. Aussi, quand le temps de la dissimulation fut passé, que l'heuro de la vengeance eût sonné, vit-on le roi confier au duc d'Albe, ce général sanguinaire et ce conseiller sans merci, la mission d'aller aux Pays-Bas exécuter la sentence qu'il avait dictée. (Lettre de Viglius à Hopperus, juin 1566. Lettre du duc d'Albe au Roi écrite de Huysca le 21 octobre 1563. Voy. Précis de la Correspondance de Philippe II, publié par Gachard, I, 272.)*



publicquement en grandes troupes vers leurs presches aux champs, bois et autres places, desquels furent les premiers, et se monstrarent les plus hardiz ceulx de la basse Flandre, l'exemple desquelz estoit incontinent ensuivy en plusieurs lieux de Flandres, du pais wallon, de Brabant, de Hollande, Zéelande, Gelre<sup>1</sup>, Frize, Utrecht, Overyssel et autres procédans en ce par degrez, au commencement seulement moins desguisans leurs presches, que par tant d'années avoient tenu en cachette, et alors s'avanchoient à les tenir, premièrement en secretz forests ou places cachées, et depuis les tiendrent en plain champ et places descubertes; après y allèrent en grand nombre et à veue d'ung chascun, hors des villes et villaiges, finalement de paour qu'à leurs ministres ou à eulx par quelques officiers ou sergians ne fusse fait quelque fousse, se trouvarent de plus en plus embastonnez, au commencement avec pistolets, rapières et poignarts, et par après aussi avec espieux, hallebardes et harquebuses.

Et combien que en plusieurs lieux leurs assambles par plusicurs fois furent troublées, aussi par publication défendu que personne n'y allasse, et que autrement l'on a fait grand devoir pour y remédier et mettre ordre, toutesfois la confluence et avidité du commun peuple, se monstra si grande que riens n'y aida, ains croissoient de jour à autre, jusques à ung nombre quasi infiny.

Or, pour ne passer en telle généralité légèrement une chose si estrange et merveilleuse, ains pour contenter le désir du lecteur, l'informant un peu plus

<sup>1</sup> Gelre, — Gueldre (la). province du royaume des Pays-Bas.

particulièrement, comment tel changement et merveille soit advenue et passée, ay proposé du moins narrer plus au loing le succès de l'affaire en une des villes, car de le réciter de toutes les villes, chacun à part, seroit trop odieux et jamais à achever, et par les allégations des entrefaictes sur ce advenues en l'une des villes pourra-t-on facilement comprendre, comment l'affaire soit passé es antres, et quelles diligences l'on y a (sans prouffit) volu appliquer lesdictes assamblées se renforçant tousjours. En quoy je prendray arriere ladicte plus principale ville d'Anvers comme ay fait dessus, mesmes pour les causes avant dictes.

Les nouvelles  
presches hors,  
mais  
près d'Anvers.

Après doncques que tant en Anvers que ailleurs les secrètes assamblées et presches de plusieurs années en ça, tousjours ont esté tenues tant dedans que dehors et près de ladicte ville, par plusieurs années avec plus grande, autres avec moindre confluence d'auditeurs, advient illec (si bien que en autres lieux) que icelles s'augmentarent et renforçarent merveilleusement, dès le commencement

Le mois de juing.

de l'esté de l'an 1566, mais après le mois de juing venu, eurent ces ministres et prescheurs si grande confluence que c'estoit chose pour s'estonner, et tiendrent depuis leurs presches par chascune dimenche et feste hors ladicte ville en ung camp assez abstract où autresfois les avoient tenuz, à chascune fois le nombre multipliant à veue d'oeil. De sorte que en fin ne les ont plus tant cachez, mais les sont venuz à tenir plus près de la ville à ung quart de lieue, en une champaigne<sup>1</sup> assez decouverte, au

<sup>1</sup> Champaigne. Il s'agit de la clairière de Borgerhout. Jean

sceu quasi d'ung chascun tant en françois, que la langue du païs, avant la fin dudict mois (dont se faisoient tousjours les advertences en Court) de laquelle champaigne se venoient après à saisir, voire finalement à mettre guet et garde en armes aux entrées et saillies d'icelle, depuis lequel temps y firent chascun jour de feste ou dimenche ordinairement trois presches à la fois, tant devant que après disner, dont l'une estoit en françois, non obstant que par la Court fut dressé ung placcart au contraire, commandant que tous estrangiers non négocians, ou n'estans venuz au païs pour autres causes légittimes, se eussent à retirer incontinent sur paine d'estre puniz arbitrairement selon le exigence du cas, et davantaige enjoindant<sup>1</sup> à tous officiers, de appréhender et emprisonnier tous estrangiers qui seroient trouvez, s'avoir advanché de infecter ou corrompre les inhabitants du païs pour leur mauvaise doctrine ou hérésie, ou attempté chose quel-

Le placcart du  
26 de juing.  
Ce placcart de  
26 juing est  
publié en Anvers  
2 july et au Le  
adjouxté n° 71

Luyken en a fait une excellente gravure pour le livre de Pierre Bor. (*Voy. Nederl. hist.*, I, p. 68). La raison, pour laquelle les protestants préféraient s'assembler en rase campagne, est toute simple; le margrave d'Anvers, messire Jean d'Immerseele, l'explique à la gouvernante des Pays-Bas dans les termes suivans : « Madame, les assemblées et prédications publiques se passent « en un lieu si commode que, sortant de la ville par trois portes « diverses, on ne trouve guère plus de chemin à faire de l'une « que des autres. Auquel lieu se sont faits hier deux presches, « et se sont treuvez tant de peuple que, à ce que le commun « brulet porte, et aussy comme nous dict quelqun lilecq envoyez, « que à paine la moitié de la congrégation a pu entendre le prédicant. » (*Lettre à Marguerite de Parme du 1<sup>er</sup> juillet 1566*. Voy. aux *Archives du royaume*, le vol. X de la *Collection du conseil des troubles*.)

<sup>1</sup> Voy. à la fin du volume aux pièces justificatives.

<sup>2</sup> Enjoindant, — enjoignant.

cunque tendante à esmotion ou perturbation du peuple, en sorte que ce fust, pour estre chastiez selon leurs desmérites à l'exemple d'autres, sur paine que si l'officier ne s'en acquitasse deuement qu'il seroit tenu pour complice et fauteur des perturbateurs du repos publicq et pour tel chastié. Lequel placart la gouvernante a faict renouveler et exécuter en septembre après, mais la publication est en aucuns lieux difficulté<sup>a</sup>.

Le magistrat, bien empesché de ces assamblées et presches, de tant plus qu'ilz veoient, que si grande multitude de leurs inhabitans y alloit sans dissimulation et à sceu d'ung chascun, a sur ce fait convoquer les membres et commune de la ville leur proposant ceste difficulté, et par quel moyen l'on y pourroit mieulx remédier à l'assurance de la ville, sur quoy iceulx se sont offertz promptz et volontaires pour avec corps, et biens contre garder et défendre, que le mesme ne se feroit dedans le clos de la ville, et que l'on fisse publication prohibitoire, que personne ne sortisse la ville pour se trouver à telles presches. Après leur a-t-on proposé de vouloir entendre à tenir guet et se mectre en armes pour estre pretz à tous subitz inconvéniens, à quoy se sont volontairement emploiez. Suyvant ce a-t-on ordonné<sup>a</sup> ung guet des bourgeois bien fort en armes

<sup>a</sup> Comme à Amsterdam, Utrecht, Delft et aultres.

<sup>b</sup> Par les statuts publiez le 28 de juing, 1 et 2 de juillet 66, successivement \*

\* S'il faut en croire la justification du magistrat d'Anvers présentée au duc d'Albe, le résumé des statuts publiés du 28 juin au 2 juillet 1566, tel que nous le donne notre auteur, ne serait pas complet. Voici ce que dit la justification sous la date du 28 juin 1566 : « Une publication du magistrat, arrêtée en séance de ce jour et affichée le 2 juillet suivant, menace de poursuites judiciaires tout étranger qui se mêlerait des affaires pu-

en chascun quartier, et que en temps de besoing chascun inhabitant debvroit s'armer et trouver chascun en la place à ce destiné selon chascun quartier, après défendit asprement que personne ne s'advanchast de sortir aux presches hors la ville, depuis trouva le magistrat en son conseil pour le plus seur convenir, que, puis que contre une telle multitude, l'on ne pouvoit bonnement procéder par force toutes fois pour y mettre ordre au commencement, et au peuple donner crainte et révérence, ilz envoiassent incontinent députez en court pour remonstrer à la gouvernante ces affaires, ensamble la bonne veuille de la commune, et les diligences faites, et la requérir qu'il luy pleust de s'y trouver en personne audict Anvers avec les seigneurs du conseil et sa Court, sans toutes fois y faire conduire garnison ou gens de guerre <sup>a</sup> (ce que l'on craintoit que feroit divertir

<sup>a</sup> Par acte expresse du magistrat l julij 66, signée du greffier Polites\*.

<sup>b</sup> Messire Thierry de Werve\*\* et le conseiller Wessenbeke.

<sup>c</sup> Veuille, — volonté.

biques. » (*Archives du royaume. Conseil des troubles*, vol. X.) Ces mesures étaient justifiées par l'expérience; depuis plusieurs années les huguenots et les espions de la cour de France s'entendaient à merveille à exciter les passions du peuple, à redoubler la crainte et les défiances.

\* Polites. — Joachim Polytes, l'un des greffiers de la commune d'Anvers depuis 1547, est désigné comme douteux sur une liste de suspects de patriotisme dressée en 1567. Le président Viglius avait sans doute de bons motifs pour le soupçonner, puisque, dans les premiers jours de la révolution, parlant de lui, il l'appelle le complice de Bréderode. Polytes s'attacha plus tard à la fortune de Guillaume d'Orange et lui rendit des services signalés.

\*\* Thierry de Werve. — Sa famille appartenait au deuxième lignage des familles patriennes d'Anvers et elle tenait à grand honneur de remplir charges et emplois communaux. Jean, Henri et Simon Vande Werve font à la fois, en 1540, partie de l'échevinage.

Thierry débute en 1543 par les fonctions de bourmeester ou conservateur des chartes, franchises et privilèges de la cité; quatre ans plus tard il est nommé aux fonctions d'échevin, dans lesquelles il se maintient presque sans interruption jusqu'à l'arrivée du duc d'Albe aux Pays-Bas. (Voy. aux *Archives du royaume, Coll. de Cartul. Mus. b* n° 914.)

La venue de la  
gouvernement  
ou gouverneur,  
différée.  
La réponse de la  
régente.

le marchand estranger et causeroit la ruine de la ville) pour donner ordre à tout. Ce que leurs députez (en aiant préallablement communiqué avecq les autres députez y estans paravant) ont fait et remonstré selon leur charge, à quoy la gouvernante leur respondit qu'elle remercia le magistrat et commune de leur bonne offerte et devoir, et que feroient bien y tenant conjointement la bonne main, afin que à tout fusse pourveu, à quoy serviroit grandement, qu'on mise<sup>1</sup> en exécution les placcartz, et que suivant iceulx l'on fisse retirer tous estrangiers, signamment les François, et sur tous les soldatz et vagabondz, comme elle entendoit y estre grand nombre des ungs et des autres, espécialement aussi quelques personnaiges de France de qualité (les nommant jusques à trois) selon qu'on l'avoit adverty, et que seroit bon les saisir<sup>2</sup>: ce fait, qu'on l'adver-

<sup>1</sup> Miso, — mit.

<sup>2</sup> Le texte de ce discours de Marguerite de Parme n'est pas arrivé jusqu'à nous : c'est grand dommage, car nous eussions volontiers fait la connaissance des trois émissaires huguenots que la duchesse voulait faire arrêter. Tout ce que nous savons, c'est que le pauvre margrave d'Anvers se donna sans résultat beaucoup de mal pour satisfaire la Gouvernante. Les trois gentils-hommes français devaient avoir quitté la ville, mais on avait leur signalement et l'on ne désespérait point de les atteindre. Aussi croyons-nous devoir reconnaître l'un d'eux dans la personne d'un bâtard du duc Antoine de Bourbon-Vendôme, se disant baron de Gascogne et sire de Savigny. Il se fit prendre à Louvain le 13 juillet 1566, et, dès le lendemain, il envoya en Cour sa justification. Il avouait venir d'Anvers où il avait séjourné, mais il prétendait, en même temps, qu'il ne voyageait aux Pays-Bas que par curiosité et pour se distraire. On voulut bien se contenter de cette déclaration « à la condition qu'en sortant de prison il tireroit et court droit vers la France. » Le frère naturel de Henri IV promit tout ce qu'on exigeait de lui, et

tisse autrefois des diligences monstrees, et de toutes occurrences et principalement par quel bout l'on pourroit à leur advis séparer et faire cesser ces presches et assamblées, et quand elle auroit entendu le tout ensamble quelle assurance l'on vouldroit donner à sa personne y venante, que alors mectroit en délibération de sa venue illec comme trouveroit convenir, selon la bonne affection que portoit à une ville tant principale, dont dépendoit tant, pour le service du Roy et bien de tous les Pais, à laquelle en ce respect feroit toute assistance possible, et que sur tout l'on print bon soing que la ville du moings fusse bien gardé par dedans, afin que samblable désordre ny advinsse, en oultre que touchant telz affaires estoit desja decreté ung général placcart que envoie-  
roit incontinent. Les députez sur ce remerciaient Son Altèze alléguoient, que, veu que l'affaire requi-  
roit accélération, et s'il ne se comportoit qu'elle y peusse venir en personne sitost qu'il pleust à son Altèze y envoyer devant pour pourvoir en temps à tout, quelcung des plus grands personnaiges avec son train et famille, et sans armes (comme aussi à cello suivant leur charge avoient supplié) ce qu'elle disoit de voloir mectre en délibération de conseil : lesdictz députez sont sur ce retournent en Anvers.

*Idéative  
remoustrance à  
la régente.*

Entretant y fut publié ledict placcart du vint-sixiesme de juing et en oultre de par la ville défendu<sup>a</sup> que personne des bourgeois, inhabitans ne aultres, ne s'advancheroit de soy trouver par curio-

le 17 juillet il fut rendu à la liberté. *Archives du royaume. Correspondance de Brabant et de Limbourg, v. IV.*

<sup>a</sup> Par l'ordonnance du 2 juillet.

3 juillet.

Les wyckmaistres  
d'Anvers.

sité ou autrement, dedans ne dehors la ville, en quelques presches, par l'ordonnance tant de Sa Majesté que de la ville défendues ains se gardassent de dommage, lesquelles publications ambedeux l'on fit imprimer et attacher partout. Le lendemain après sont comparuz du matin au collège du magistrat, les Wycmaistres qu'on y appelle ou chiefz de la bourgeoisie, remonstrant que par une messive soubz escripte au nom des bourgeois et inhabitans d'Anvers adonnez à la vraye Religion, estoit envoyée close à eulx, la requeste<sup>a</sup> qu'ilz y exhibarent, comme par serment estoient tenuz de monstrier et advertir tout ce qu'ilz entendoient. Laquelle requeste y fut leue et estoit adressée aux bourgmaistres et eschevins sur le nom des bourgeois et inhabitants d'Anvers<sup>1</sup>. Par laquelle déduisoient, que passé quelques années, poussez par le tesmoignage de leurs consciences suyvant la vraye parolle de Dieu com-

<sup>a</sup> Par la requeste et lettre dn 3 july.

<sup>1</sup> Au commencement du mois de juillet les luthériens et les calvinistes d'Anvers marchaient d'accord comme le prouve ce document. Malheureusement l'assemblée de Saint-Trond vint presque aussitôt après rompre cette alliance en assurant une égale protection aux deux confessions dissidentes. Les calvinistes, que certains articles de la confession d'Augsbourg gênaient et contrariaient fort, crurent pouvoir s'en passer; ils abandonnèrent ainsi, à la fois, et leurs alliés et le terrain de la légalité qui les avaient réunis jusqu'alors. Nous avons étudié ces faits dans notre livre sur « *L'Inquisition et la réforme en Belgique*, » et nous croyons avoir démontré que la modération est la compagne nécessaire d'un patriotisme éclairé. Cette première requête des bourgeois d'Anvers a été si heureusement résumée par notre auteur que, ne pouvant faire mieux, nos meilleurs historiens l'ont copié. Voy. P. Bor's *Nederl. Historien*. I, 71, *Brandt's Hist. der Reformatie*. I, 307.



prinse au viel et nouveau testament s'estoyent soubz toute obéissance politique, séparez des idolatries et abuz en l'Eglise romaine contre la doctrine de Jesu Christ et des apostres, par les inventions des hommes, introduitz, et ce pendant avoient secrètement et modestement en icelle ville (comme aussi par tous les Païs-bas) jouy et usé de la vraye presche de la parolle de Dieu et des saintz Sacramens comme par nostre Seigneur estoient instituez. Mais puisque par la divine grâce le nombre des fidèles tant de la langue walonne que flamengue estoit tellement accreu et croissoit journellement, qu'il ne estoit possible de se contenir plus en secret, et que toutesfois le commandement de Dieu ne leur permectoit de cesser de l'exercice de la vraye religion, pour où aussi tous désordres, seroient évitez et toutes damnables sectes repoussez. Supplioient que messieurs leur volussent concéder l'exercice de ladicte religion, et désigner en ladicte ville quelque place propice, pour à leurs despens y ériger ung ouvrage ad<sup>1</sup> ce convenable, ce que serviroit à l'union des bourgeois et avancement de la ville. Comme non seulement par beaucoup des vieux exemples, mais aussi par les présens<sup>2</sup> d'Allemagne, France et autres se trouvoit, que tel exercice de deux religions causoit plus tost union que discort. Lequel exercice nommément de la presche publique, et usaige des Sacraments, se déclaroit par la confession tant nécessaire, résumant les articles et motz d'icelle confession sur ce poinct, y adjouxtant qu'ilz se désiroient tenir aux mesmes articles comme con-

La première  
requeste de ceulx  
de la religion  
contraire.

La confession  
d'Ausbourch.

<sup>1</sup> Ad, — à.

<sup>2</sup> Présens, — c'est-à-dire exemples présents.

formes à la parole de Dieu. Et considéré qu'une chose tant profitable et nécessaire estoit en leur puissance en vertu de leurs privilèges (les spécifiant \*) qu'ilz espéroient que leur tant bonne pétition, ne seroit refusée.

3 July. 66.

Le magistrat fut par ceste requeste mis en plus grand paine et trouva requis y prendre encoires plus grand regard, dont renforça le guet, mist Clercqz<sup>†</sup> aux portes pour noter tous les estrangiers entrans, constitua de faire une générale visite en toutes les maisons par la ville, d'ordonner à tous soldatz de partir, de sermenter les centeniers<sup>‡</sup> et dixeniers<sup>§</sup>, de faire retirer les François, d'ordonner publications hors la ville, et s'enquêter quelles gens se logeoient ou assambloient une lieue là entour, finalement que lesdicts députez venuz de Bruxelles retourneroient vers la gouvernante l'adviser de ladicte présentée requeste, ensemble de la publication et ordre par eulx mis, et veu que la nécessité requiroit, si grande haste, faire autre instance que la gouvernante se volusse trouver audict Anvers à la fin et selon leur précédente requisition ou du moins y envoyer devant, quelcung des grans avec laquelle charge ilz sont partiz.

Suyvant icelle délibération, fust le lendemain par cry publicq commandé<sup>¶</sup> que tous soldatz et vagabonds s'eussent incontinent à retirer et se rigler se-

<sup>a</sup> Nommément la joyeuse entrée et le privilège du duc Jehan de l'an 1306.

<sup>b</sup> Par l'ordonnance du 4 de juillet.

<sup>†</sup> Clercqz, — commis.

<sup>‡</sup> Centeniers, — capitaines de la bourgeoisie.

<sup>§</sup> Dixeniers, — sergents.

lon les mandemens du Roy et de la ville sur les paines y contenues, que personne ne pourroit aller par la rue estouppé<sup>1</sup> ou desguisé, ne avec tambourin, trompette ou autres instrumentz aussi s'est on enquis des François estrangers qui poyoient estre à la ville, au mesme jour y est survenue quelque altération douteuse de bien ou mal, par ce, que le comte de Berch y passa vers Liere<sup>2</sup>, deux lieues de là, où le seigneur de Bréderode l'attendoit, ensamble le conte de Culenborch et plusieurs nobles des confédérez, pour délibérer parensamble, sur ce qu'auroient à faire voians les affaires aux deux costez aller de ceste sorte.

L'entrevue des confédérés.

Lesdictz députés accomplissant leur charge, ont fait lessusdictes remonstrances à la gouvernante, et répété leur précédente requisition, sur quoy son Altesse répéta sa précédente response, et trouvant bon les devoirs allégués, y adjousta que les bons placartz et ordonnances estoient mal exécutées, et que la ville estoit encoires plaine de François, de soldatz et d'estrangers, voire qu'on ne sçauroit spécifier quelques qu'on auroit fait retirer de faict, pourquoy ne pouoit encoires bonnement résouldre sur sa venue jusques qu'iceulx en fussent partyz, et que elle entendisse de plus près quel espoir et moien ils avoient pour faire cesser les presches, aussi qu'on luy disse plus spécifiquement, quelle assurance l'on luy feroit illec, car ne trouvoit souffrir que l'on disoit que

L'instance de la ville vers la régente.

<sup>1</sup> Estouppé, — masqué.

<sup>2</sup> Liere, — Lierre. Cette ville est située à mi-chemin de Malines à Anvers; elle était alors le chef-lieu de l'un des quartiers du Brabant appelé Byvanck. Les confédérés y tinrent une assemblée particlle le 4 juillet 1566. *Voy. Bor's. Nederl. Hist.*, I, 71.

tous les bourgeois mettroient corps et biens pour elle, et se trouveroient pretz pour sa garde. Ce néantmoins mettroit le tout en délibération, ensemble pour y envoyer quelcung. Or, lesdicts députez, voians la dicte gouvernante assez inclinée à ce dernier poinct l'ont supplié que ce peusse estre bien tost, veu la présente nécessité, sans luy nommer personne, mais par après parlans à l'ung et l'autre de l'affaire ont bien déclaré à aucuns, que envoyant son Altèze quelque personnaige en Anvers, qu'il seroit bon, et pourroit avoir bonne issue, s'il fust quelque seigneurs qui fut agréable à la ville et aux inhabitants, aussi que les cœurs et affections du peuple bien désiroient monseigneur le prince d'Orenge, auquel ilz estoient aussi obligez par serment et luy tenu à eulx, comme estant vicomte de la mesme ville, ce que avoient expressément entendu tant du magistrat que de la commune avant leur partement.

Le placart du 3  
de juillet.

Cependant fut dépeschée (et par tout envoyé) ung aultre général placart, commandant, d'apprendre<sup>1</sup> et prendre tous les ministres et prédicans avec leurs entreteneurs : ordonnant en oultre, comment chacun par provision s'auroit à conduire au fait de la Religion et comment les contraventeurs<sup>2</sup> seroient corrigez : le tout assez conforme à la proposée (mais non accordée ne resoluë) modération, conceue soubz le bon plaisir du Roy et advis des Estatz, lequel estant en plusieurs lieux par cry publié, a grande-

<sup>1</sup> Ce placard publié au nom du roi et contresigné d'Overloope a été donné en entier par Bor, V. 1, p. 72-73.

<sup>2</sup> Apprendre, — appréhender.

<sup>3</sup> Contraventeurs, — contrevenants.

ment esbahy, estonné et irrité tout le peuple et a causé une grande altération, perplexitez et oblocution, entre les inhabitants, veu que estoit directement contre la péticion des nobles et la promesse à eulx faite, ensamble les lettres adoncq envoiées, murmurans que cestuy placcart, introduisoit arriere, la précédente servitude et persécution des placcartz, à cause et pour desquelz l'on avoit eu tant de paine avant qu'avoir peu mettre le peuple en repos : leur sambloit aussi estre une chose fort estrange et noncques ouye, que entretant que d'ung costé on envoie la mesme modération au Roy et attend sa responce et d'aulture costé la propose aux Estatz pour ouyr leur advis. Que sans attendre l'intencion du Roy ou la responce des Estatz (car les Estatz de Brabant n'y avoient encoires advisé, et plusieurs aultres Estatz n'estoient encoires sur ce convocquez) toutesfois l'on dressa placcart, le faisant publier et volant avoir observé l'effect et poinctz de la mesme modération, connue desja par Sa Majesté, fusse ordonné et par les Estatz et païs accepté dont le peuple a esté fort troublé et aliéné, mesmes ce a donné occasion en plusieurs lieux, que les altérez en la religion, ont prins les armes en main, et se sont trouvez depuis armez et embastonnez en leurs presches et assamblées (lesquelles pour ce ne volurent laisser) afin de se défendre, si quelque officier justicier ou autre, les volusse courir sus, ou appréhender leurs ministres, ou eulx, suyvant ledict placcart, lesquelles armes l'on ne leur a depuis sceu oster, à l'occasion de quoy fut par le magistrat en Anvers ledict placcart difficulté et la publication différéé,

pour éviter plus grand mal, comme il estoit apparent qu'autrement en eust peu suyvre esmotion et massacre : dont par après ont eu mauvais gré et leur fut souvent reproché, ores qu'ilz en firent incontinent leurs excuses, déclarant au loing leurs causes et raisons tant par députez que par lettres<sup>a</sup> : plusieurs autres<sup>b</sup> firent aussi difficulté en icelle publication.

Laquelle commotion craindoient de tant plus en Anvers, qu'y fut semé ung bruyt que la gouvernante viendroit en la ville et y ammeneroit pour sa seureté et autres causes, gens de guerre, ce qu'ilz ne demandoient aucunement. Ce qu'augmenta fort la diffidence, que le peuple dès auparavant avoit contre le magistrat, lequel estoit à eulx suspect, odieux, et mal volu, et en moindre crédit, tant pour les grandes et aspres persécutions et exécutions qu'avoient illec longuement en toute rigueur exercé, que pour la négligence des appréhensions, et corrections d'autres malfacteurs : ensamble plusieurs aultres pointz touchant le régime, police et justice, dont avoient souvent murmuré : aquoy s'estoit à présent meslé, que le mesme magistrat, adoncq estoit totalement en haine et nullement confié de ceulx qui estoient adonnez à l'autre doctrine pource qu'estoit si ouvertement contraire à icelle laquelle diffidence tant de la commune que des altérez, s'est en ce temps-là, bien ouvertement manifestée, car sitost<sup>c</sup> que par le

Les soldats de  
la loy.

<sup>a</sup> Appert par lettres du 4 de juillet.

<sup>b</sup> Nommément Middelborch, Utrecht et autres. exli. L'introduire de gendarmes en Anvers.

<sup>c</sup> 5 july.

magistrat à l'ung des eschevins<sup>a</sup> fut donné commission pour prendre en souldée<sup>b</sup> quelques compaignons et les mectre à la garde des portes de la ville et que ce fut effectué, incontinent en murmuroient les inhabitans et en furent grandement troublez et en paine, craingnans et disans qu'ils estoient trahyz, et comme le lendemain<sup>c</sup> s'assembla la commune<sup>d</sup> sur le grand conseil, ont les membres illecq expressément déclaré, ne se contenter de telle levée ou garde de la ville, mais présentoient de tenir eulx mesmes le guet aux portes, et combien qu'on leur remonstra qu'estoient levez pour les sublever<sup>e</sup>: aussi pour tenir dehors, soldatz, vagabondz et brimbeurs<sup>f</sup> et les faire sortir pareillement suyvant leur instruction et serment (lesquelz y furent leuz pour les contenter), toutesfois ne s'en tiendrent satisfaitz, de sorte que des adoncq sont arriere ostez et cassez.

Ce nonobstant, comme au mesme cinquiesme de juillet le feu par meschief se print en une maison, s'en sont tous les bourgeois et inhabitans fort bien et fidellement acquitez et s'ont employé en toute mo-

Le feu  
en Anvers.

<sup>a</sup> Messire Jehan de Schoonhoven \*.

<sup>b</sup> 6 july.

<sup>c</sup> Souldée, — soldo.

<sup>d</sup> Commune, — autorités communales concourant avec les échevins au gouvernement de la cité.

<sup>e</sup> Sublever, — remplacer, relever, soulager.

<sup>f</sup> Brimbeurs, — mendiants.

\* Schoonhoven. — Le chevalier Jean de Schoonhoven étoit de bonne et ancienne noblesse. Il avoit précédé Jean d'Immersele dans la charge d'écouté d'Anvers et de margrave du pays de Ryn. Son orthodoxie ne peut être mise en doute, puisque les inquisiteurs espagnols l'inscrivirent sur leur liste au nombre des bons et fervens catholiques. De 1559 à 1577, Jean de Schoonhoven fut mis sept fois à la tête du magistrat d'Anvers. Il mourut dans un âge avancé le 23 janvier 1598. (*Archives du royaume*, Coll. de cartul. N<sup>os</sup> 914.

destie et obéissance tant pour ayder à estaindre le feu, que d'obvier à tous troubles et esmotions s'y aulcune se fut attemptée, comme suyvant celle bonne diligence le mesme est passé sans désordre : dont le magistrat ledict lendemain les a remercié.

Le grand conseil  
d'ouvres  
tenu 6 Julij.

Au mesme grand conseil, le sixiesme de juillet, leur a ledict magistrat proposé, (comme entretant leurs députez estoient retournez et avoient fait leur rapport) : que si aulcuns d'eux sceust aucuns soldatz, vagabonds, François, capitaines ou autres estrangers non négocians, qu'ilz les déclarassent pour rendre la ville tant plus assurée : en oultre, les admonesté qu'ilz eussent, non seulement eulx mesmes s'abstenir des presches, mais aussi en retirer aultres tant que en eulx seroit : leur demandant davantaige quel remède et moien ilz sçavoient, ou quelle assistance ilz pourroient donner, pour empescher, séparer et faire cesser les presches tant dedans, que dehors la ville, et pour le premier avecq quelle force et ordre ilz penseroient pouvoir résister, aux mesmes presches et assamblées en cas qu'ilz s'advançassent de tenter pour les tenir dedans la ville : semblablement si quelque tumulte, commotion ou désordre survint, comment ilz assureroient la ville de tous et quelzcunques inconveniens, puis qu'on veoit clerement que le pied jusques ores prins n'y estoit bastant<sup>1</sup> : leur remonstrant qu'ilz le devoient bien soigneusement prendre à cœur et à ce s'esvertuer, afin que personne par là ne fusse occasionnée pour tacher à le voloir faire par gens de dehors comme n'estoit raison que le Roy ou la gouvernante laisse-

<sup>1</sup> Bastant, — oisif.



roient ville de telle importance pour tout le païs, sans estre bien gardée et assurée. Surquoy ilz respondirent qu'il n'estoit jà besoing d'y introduire estrangers : mais que eulx en personne, s'emploieroient pour le service de Sa Majesté et à la tuition<sup>1</sup> et assurance de la ville : ensamble pour résister à tous troubles et inconvéniens, mesmes aussi pour empescher les presches et assamblées dedans la ville, à ce s'offrans prestz et volontaires comme bons et loiaux bourgeois avecq corps et biens, à quoy n'esperneroient ne refuseroient travail ne labeur quelconque, suyvant l'ordre que le magistrat constitueroit : mais quant auz assamblées et presches dehors la ville : que ne touchoit à eulx et ne leur compe-toit les empescher ou dissiper, surquoy le magistrat leur dist, qu'il estoit d'intencion de faire exécuter les précédentes publications, et que les confréries<sup>2</sup> se trouveroient en armes au marchy<sup>3</sup>, et des bourgeois, jusques à quarante parfois à chascune porte et sur chascun pont ou quartier de la ville : et la commune l'a tout aggréé, trouvé bon et promptement à ce s'offert finalement sont commis quelques ungs de chascun membre pour avec le magistrat adviser et concluire ce que pour la plus grande assurance seroit requis.

La response de la commune.

Au mesme jour est advenu une grande altération

La présence du comte de Nèghem.

<sup>1</sup> Tuition, — défense, conservation.

<sup>2</sup> Confréries, — ce mot est pris ici dans un sens tout laïque. L'auteur veut désigner les sociétés d'archers, d'arquebusiers et d'arbalétriers qui existaient à Anvers comme dans la plupart des autres villes des Pays-Bas.

<sup>3</sup> Marchy, — marché. On désignait ainsi la place de l'hôtel de ville.

et murmure entre le peuple à cause que le comte de Meghem<sup>1</sup> s'estoyt desja tenu quelques jours en la ville sans passer oultre et qu'on y attendoit davantaige le comte d'Arenberch<sup>2</sup>, dont ilz prindrent incontinent une ferme suspicion et impression que lesdicts deux seigneurs pouvoient avoir charge de la Court, pour avec l'assistance et intelligence du magistrat y faire entrer secrètement gens de guerre, ce qu'ilz démontrarent assez ne vouloir souffrir, et qu'ilz avoient

<sup>1</sup> Meghem. — Charles de Brimen, comte de Meghem, seigneur de Humbermont, Haudion, Esperleques, chevalier de la Toison d'Or, était gouverneur et capitaine général des comtés de Gueldre et de Zutphon, lorsque éclata la révolution de 1566. Il n'hésita point à divulguer dans leurs moindres détails les projets des nobles confédérés confiés à son honneur. Cette trahison fit un mal affreux à son pays, mais elle lui mérita un emploi qu'il ambitionnait depuis longtemps. Par lettres du 30 décembre 1566, le roi Philippe le nomma, sur sa demande, maître et capitaine de l'artillerie aux Pays-Bas en remplacement du sire de Glayon décédé. (V. Foppens, suppl. à Strada, Amst., Ed. de 1729, p. 528). Le comte de Meghem s'était flatté d'étouffer la révolution, mais la révolution l'enterra. Il mourut à Zwoll, dans son gouvernement de Frise, le 8 janvier 1569. On conserve aux archives du royaume à Bruxelles sa volumineuse correspondance avec Marguerite de Parme et le duc d'Albe.

<sup>2</sup> Arenberch. — Jean de Ligne, baron de Barbançon, était comte d'Arenberg du chef de sa femme Marguerite de la Marek, dame de Barbançon et de Zevenberghe. Charles-Quint lui avait donné le collier de la Toison d'Or; Maximilien II l'avait élevé à la dignité de prince du S. Empire, et enfin Philippe II lui avait accordé le gouvernement des pays de Frise, Groningue, Overijssel et Lingén et l'avait appelé à siéger au conseil d'État. On ne fait point volontiers le sacrifice de tant de dignités et d'honneurs, aussi Jean de Ligne ne montra-t-il aucune sympathie pour la cause nationale. Il paya de la vie son attachement à l'Espagne. Il fut tué en 1568, au combat d'Heiligerlee. Brantôme, qui l'avait vu à la cour de France, dit de lui que c'était un gentilhomme des mieux faits et des plus braves.

juste fondement pour le point souffrir, veu que eulx mesmes ne refusoient nul labeur pour avecq soigneuse diligence conserver la ville au service de Sa Majesté et à l'asseurance d'eulx mesmes avecq femme et enfans, dont la perturbation augmenta quand de l'autre costé y fut entré le seigneur de Bredode avecq quelque nombre des confédérez, lequel avoit une grande suyte des gens, dont l'on craindoit qu'eust peu survenir quelque trouble entr'eulx ou leurs gens, et lesdicts comtes ou les leurs.

En somme le murmure s'augmenta de sorte qu'on a eu de travail assez, pour les appaiser, comme d'heure à aultre, se mirent en plus d'aigreur contre ledict comte<sup>1</sup> et le magistrat, à cause de la susdicte suspicion, laquelle on ne leur sceut oster de la fantaisie par remonstrance quelconque. De sorte que ceulx de la loy, craindans plus grand inconvénient, n'ont osé plus longuement différer d'envoier leurs députez, pour le tout, et ce que plus estoit passé et se murmuroit, advertir à la gouvernante ensamble que la loy ne trouva conseillable qu'elle y envoyast quelques gens de guerre, ou y vinst avecgens d'armes, sinon sa garde ordinaire et les chevaliers de l'Ordre, ensamble les consaulx et l'Estat et train ordinaire, et s'il pleust à Son Altèze de venir en la ville en telle sorte au plus grand repos, asseurance et contentement du marchant estrangier, que la loy le désiroit extrêmement, bien entendu qu'y estant ne

La commission  
donnée  
aux députés.

<sup>1</sup> Comte, — l'auteur aurait dû nommer, pour l'intelligence du texte, le comte de Meghem que l'on soupçonnait vouloir, de connivence avec le magistrat, introduire des troupes dans la ville.

mandast paraprès y venir gens de guerre, et que les inhabitans ne fussent travaillez de garnison sans leur consentement; quoy faisant se pavoit tenir bien assurée en la ville, car la commune estoit bien délibérée de défendre la ville contre toute esmotion. Et si avant qu'il ne fust adoncq commode pour Son Altèze pour y venir en personne de requérir, qu'elle y envoiasse quelques seigneurs principaux aggréables à la commune, affin que par leur vogue, autorité et assistance à toutes occurrences fusse pourveu de meilleure sorte, saulf que vinssent avecq leur train ordinaire sans armes. Mesmes aussi qu'il seroit expédient qu'il pleusse à Son Altèze d'envoyer devant en tous évènements ung des seigneurs pour ne mettre le peuple en plus grande diffidence, qu'on y voloit faire entrer garnison de dehors, dont autrement quelque tumulte ou sédition faisoit à craindre, comme l'expérience en avoit desjà donné que trop ouverte démonstrance. Considéré aussi, que combien que la commune s'estoit au grand conseil d'une bonne promptitude offerte à tout, avoit toutefois déclaré et manifesté, de ne vouloir avoir ou souffrir gens estrangiers en la ville. En corroboration de quoy auroient aussi à advertir à Son Altèze la grande oblocution survenue en la ville par l'arrivée et séjour du conte de Meghem illec, ensamble l'attente du conte d'Arenberghe. Et que davantaige le bruyt couroit, que sy avant on vouldroit remédier à ces affaires par forces, qu'on mettroit tout le pais en armes, dont grande effusion du sang seroit à craindre, en oultre qu'il n'y auroit que bien, que au seigneur de Bréderode fusse commandé de se retirer

hors la ville, pour contenir le peuple plus en repos et à sa' labour, aussi que veu l'alégresse de la commune ilz espéroient bien de tenir l'enclos de la ville francq de presches et de tous inconvéniens, et quant et quant, comment on avoit faict visitation de maison en maison dedans la ville, mais que n'avoient trouvé aucuns franchois, et samblablement hors la ville, on n'avoient trouvé que cinq ou six qu'on avoit faict retirer<sup>1</sup>, et au surplus en toutes occurrences faire toutes autres remonstrances que au plus grand bien de la ville trouveroyent convenir.

Les visitations  
dedans et  
dehors d'Anvers.

Ceste résolution prinse, et trouvé nécessaire que telle remonstrance fut incontinent faite, et longuement difficulté entre ceulx de la loy, qui se mectroit au chemin avec telle charge, comme l'on préveoit que ne seroit fort agréable et chascun désiroit excuser soy mesme et le mectre sur le doz d'aultruy, finalement est résolu par pluralité d'opinions que l'ung des deux bourgmaistres, deux vieux bourgmaistres et l'ung des deux conseilliers ou pensionnaires de ladicté ville adoncq, nommez\* se mectroient encores ce soir en chemin pour l'exploicter, ores qu'il ne fut fait, à cause que le mesme bourgmaistre manda depuis ausdicts autres commis estans prests à partir, que autres choses estoient survenues qui bien requi-

La difficulté  
d'aller en Court.

\* Messires Jacques Vander Heyden, Bourgmaistre, Thierry de Werve, Nicolas Rockcox, eschevins et le conseiller Wesenbeke.

<sup>1</sup> Sa, — son.

<sup>2</sup> La justification du magistrat d'Anvers confirme ces faits. On y lit, sous la date du 5 juillet 1566 : « ce jour les derniers soldats français, qui étoient un sujet de discorde et de crainte, ont quitté la ville. » *Archives du royaume, Conseil des troubles*, v. X.

roient leur voiaige estre différé jusques le lendemain, ce que ne despleut aux aultres, lesquelz es-  
péroient que par quelque occasion pouroient encoires  
évader ceste mauvaise grâce, et ores qu'ilz consi-  
déroient la nécessité d'icelle remonstrance, toutesfois  
avoient, espoir que le bourgmaistre pour eschapper  
luy mesme avec eulx, trouveroit autre moien, comme  
il fit.

7 Julii.

La délibération  
du collège.

Or, iceulx le lendemain matin retournans au col-  
lège se sont les autres fort esbahy, qu'ilz n'estoient  
partis néantmoins ledict bourgmaistre en fit l'excuse,  
disant que comme il s'apprestoît au chemin plu-  
sieurs bourgeois s'estoient trouvé vers luy, alléguant  
n'estre convenable, mais dangereux que luy et les  
principaux eschevins en tel temps partiroient, dont  
le peuple viendroît en plus grande arrière pensée,  
que n'estoit desja que trop troublé, de tant plus que  
le jour ensuyvant estoit le jour plus turbulent de la  
septmaine pour estre dimenche et par conséquence  
jour de presche, déclarant n'avoir contentement de  
son allée; davantaige que ce matin mesme, luy estoit  
fait semblable remonstrance par autres, avec plu-  
sieurs autres allégations et excuses servantes pour  
se desfaire d'icelle odieuse commission, laquelle il  
désiroit charger sur aultruy, dont est suyvie autre  
longe altercation qui feroit le voiaige, car tous  
veoient bien qu'il estoit plus que nécessaire le re-  
monstrer, mais personne ne le voloit faire, le bourg-  
maistre poussoit que les deux eschevins et le conseil-  
lier<sup>1</sup> avec luy commis y allassent, mais ilz souste-  
noient, que luy comme député avec eulx, fisse le

<sup>1</sup> Jacques de Wesenbeke.

devoir conjointement ou que eulx en seroient pareillement deschargez, les autres ne volurent accepter la charge desja donnée à eulx, enfin après long débat, ont ilz inventé ung eschappatoire et jecté toute l'entière charge au doz dudit conseiller seul, et non obstant plusieurs ses excuses et refus, en fin de compte, ont instamment requis et volu, qu'il ne refusasse ce bon office à eulx et la ville en ung affaire tant important, selon sa prompte affection au service d'icelle tousjours monsté, et que luy n'en auroit que respondre ne mauvais gré, à laquelle fin luy donneroient lettres de crédençe, voire aussi acte expresse et commission de le remonstrer, mesmes y insérer les causes par quoy l'envoioient seul<sup>a</sup>.

Lequel voiant qu'il ne s'en pouoit nullement extriquer<sup>b</sup> dist enfin que puis qu'ils le vouloient tout oultre qu'il prendroit pour eulx ceste indignation sur son doz, mais les voloit bien préadvertiser qu'il ne remonstreroit mot sinon comme le luy manderoient par escript, y adjoustant, comme il considéroit bien que la gouvernante le prendroit mal, que si avant qu'elle luy vinst à demander si sa charge estoit, de luy déclarer telles choses, qu'il respondroit que ouy et qu'il en avoit commission par escript, et que si elle la volusse veoir qu'il la luy monstreroit.

Et à cause que le murmure et indignation du peuple contre lesdicts comtes de Meghem et d'Arenberge croissoit toujours, ont ceulx de la loy audict conseiller oultre la charge précédente aussi com-

L'abbé de  
contre  
les comtes de  
Meghem  
et d'Arenberge.

<sup>a</sup> De tout ce apert par acte expresse, par lettres et verbal.

<sup>b</sup> Extriquer, — dégager, dépatrer.

mandé de requirer<sup>1</sup> à la gouvernante, qu'il luy pleust d'ordonner audict comte d'Arenberge de prendre son chemin par autre ville que Anvers, et mander audict comte de Meghem de haster son partement d'illecq, semblablement audict seigneur de Broderode de se retirer, le tout pour éviter plus grans inconveniens, dont luy donnèrent aussi acte par escript, et suyvant ce, a depuis prins ledict comte d'Arenberge son chemin par autre voye, et est parti d'Anvers ledict comte de Meghem non sans insolences du populace contre luy et son train.

8 Julij.

La réponse  
de  
la Reçante.

Suyvant ceste résolution s'est mis au chemin, le susdict conscillier, et a eu le lendemain audience chez la gouvernante. A laquelle bailla ses lettres de crédençe, et puis luy remonstra tout ce que luy estoit imposé, laquelle ne se sambloit par trop contenter ne sur l'ung ne l'autre point ains prendre de mauvaise part, tant la condition de n'y faire entrer gens de guerre, que l'altération illec<sup>2</sup> contre telz deux seigneurs de l'ordre, dont luy demandoit assez aigrement, si sa commission portoit ce qu'il luy avoit déclaré lequel respondit que ouy et qu'il en avoit acte expresse laquelle à son commandement luy monstra, mais elle la retient, disant que la verroit avec les seigneurs illec présens, et feroit paraprès ce que pour le service du Roy en conseil trouveroit convenir, y adjoustant que le magistrat pavoit commander au seigneur de Bréderode de se retirer puis que n'avoit illec que faire, et comme ne l'ung ne

<sup>1</sup> Requirer, — requérir, demander.

<sup>2</sup> L'altération illec, — c'est-à-dire le mauvais vouloir des Anversoïs.



l'autre desdicts seigneurs se partit encoires le lendemain, renchargea la loy par lettres « leurs députez à Bruxelles d'en faire autre instance vers Son Altèze, ès dictes lettres déclarant qu'ilz en avoient expressément enchargé ledict conseiller<sup>a</sup>, mais quelle sollicitation que les députez (poussez par les lettres qu'ilz recevoient les unes sur les autres de la loy) en fissent journellement vers la gouvernante et autres, ne sceurent obtenir résolution ne sur la venue de son Altèze, ne l'envoy de quelque personnaige en quelques jours après, ores que en vertu des lettres du magistrat, les députez la requirarent pour plusieurs considérations y voloir envoyer ledict seigneur prince d'Orenge, en quoy n'a consenty, sinon le douziesme jour dudict mois, après que le magistrat eust à ceste seulle fin y envoyé députez exprès<sup>b</sup> avecq lettres à Son Altèze.

Cependant fut le magistrat empesché avec les commis des membres pour mettre ordre sur le guet, assurance et garde de la ville, entretant setrouva le marchant en grande perplexité et craindoit l'issue de ces troubles, dont plusieurs se retiroient, autres en plus grand nombre envoient dehors leurs femmes, enfans et biens, dont meuz les wycmaistres<sup>c</sup> sont venvuz au collège remonstrans le tout, et aussi déclarans

Juliet.

<sup>a</sup> Par leurs lettres, 8 july, et autres de 9, 10, 11 et 12 july.

<sup>b</sup> Seigneur Henry Detten \* le conseiller Wessenbeke, 9 july.

<sup>c</sup> Conseillier. — Il s'agit ici de Jacques de Wessenbeke.

<sup>d</sup> Wycmaistres, — chefs de la bourgeoisie; quarteniers.

\* Detten. — Henri van Etten, chevalier, était un bon catholique et nous devons en croire « la liste des personnes suspectes dressée à Anvers par les soins des conseillers-inquisiteurs. » (Foy. notre livre : *L'inquisition et la réforme en Belgique*, p. 362.) Il était échevin de la ville d'Anvers, et deux fois, pendant la réaction, en 1568 et en 1569, il fut nommé second bourgmestre.

L'instance  
tant différée sur  
la venue du  
prince d'Oranges.

que ung grand nombre des marchans de toutes nations s'estoient adressez à eulx, leur disant qu'il estoit plus que temps que en la ville se trovast quelque personnaige et chief pour obvier à tout, à ce nommant ledict seigneur prince d'Oranges, lequel estoit voisin, bien affectionné et agréable aux inhabitants et davantaige viconte<sup>1</sup> de la ville et ainsi obligé à la ville, et les bourgeois sermentez à icelluy, et que sa venue donneroît grand contentement à ung chacun, et que à ceste cause l'on debvroit insister vers son Excellence qu'il luy pleust<sup>2</sup> de prendre ce travail<sup>3</sup>. Sur quoy ceulx de la loy leur respondèrent qu'ilz le feroient incontinent requirer<sup>4</sup> en court, au mesme instant y sont comparuz plus de trois cens marchans en personne lesquelz firent semblable remonstrance au magistrat<sup>5</sup> duquel réceurent responce pareille que les wyckmaistres, suyvant laquelle envoient incontinent leurs lettres aux députez, qu'ilz fissent à ceste fin toute instance tant vers la gouvernante, que ledict seigneur prince. Les vieux eschevins firent semblable remonstrance le lendemain<sup>6</sup>, surquoy de rechief escripvarent à la mesme fin ausdicts députez afin que ledict seigneur prince avec son train et sans armes volust incontinent se trouver en Anvers, car la nécessité le requiroit extrêmement.

Bruit  
de gendarmes  
près d'Anvers.

Au mesme temps<sup>7</sup> est venu nouvelle et semé ung

<sup>a</sup> Par deus lettres, 9 july. <sup>b</sup> Par lettres, 10 july.

<sup>c</sup> 8 july.

<sup>1</sup> Viconte. — Nous avons eu déjà l'occasion de dire que c'étoit là un titre héréditaire correspondant à celui de châtelain.

<sup>2</sup> Travail, — travail, résolution.

<sup>3</sup> Requierer, — demander, requérir.

bruyt que en la Kempigne<sup>1</sup>, auprès de Herentout<sup>2</sup> et Lille<sup>3</sup> s'assamblaient gens de guerre à pied et à cheval par charge dudict comte de Meghem, dont le peuple fut fort effraïé craindant qu'ilz viendroient vers Anvers, et ores que la loy pour le contenter mist double guet et aussi des eschevins en personne aux gardes des portes, et fit et faisoit faire par les wyckmaistres et autres, tout bon devoir, ne peurent oncques eximer<sup>4</sup> ceste impression du peuple que le comte de Meghem tachoit de secrètement faire entrer en Anvers de par la Court garnison de dehors avec secrète intelligence du magistrat ou d'aucuns d'eulx pour se faire maistre de la ville et procéder par voye de fait contre ceulx de la religion, laquelle impression a esté si véhémence, que la nuyt en suyvente la commune s'est mise toute en armes<sup>a</sup> pour se trouver preste contre les gensdarmes qui viendroient de dehors, lesquelz on disoit estre devant la ville, et la ville avec les inhabitans estre trahye si l'on la sceut délivrer.

En la mesme saison fut aux wyckmaistres de re-

*La seconde  
requeste de ceulx  
de la religion.*

<sup>a</sup> Par lettres du 9 de juillet.

<sup>1</sup> Kempigne. — L'orthographe de notre auteur prouve qu'il a voulu, autant que possible, se rapprocher de la racine flamande. Le Kempen ou la Campine faisoit partie, au xvi<sup>e</sup> siècle, du quartier d'Anvers et de la principauté de Liège. Aujourd'hui cette contrée, partagée entre les provinces d'Anvers, de la Flandre orientale et du Limbourg, a perdu son aspect traditionnel de désolation et d'aridité; presque partout les bruyères et les marécages ont fait place aux cultures les plus splendides et les mieux entendues.

<sup>2</sup> Herenthout, — village de la province d'Anvers, à 5 lieues de Turnhout.

<sup>3</sup> Lille, — village de la même province à 3 lieues de Turnhout.

<sup>4</sup> Eximer, — ôter, arracher.

chief adressée une autre requeste au nom de ceulx qu'on appelloit de la religion nouvelle, lesquelz la portarent au magistrat, auquel estoit adressé au nom des inhabitans et bourgeois de la ville, tant de la langue walonne que de la commune, alléguant :

Que, passé quelques jours, avoyent attendu favorable responce sur leur précédente requeste, par laquelle avoyent supplié pour obtenir quelque place affin d'y jouyr de publique presche et exercice de la vraye doctrine évangélique, conforme à la confession d'Ausborch. Ce néantmoins estoit cependant par les mandemens du magistrat leur asssemblée hors la ville blasmée pour hérétique, séditieuse et préjudiciable à la ville, de sorte qu'il sambloit vouloir empescher leur sainte congrégation par force d'armes, pour y venir eulx armez, ce que toutefois ne faisoient à aultre fin que pour défendre eulx mesmes, leurs femmes et enfans, non contre le magistrat, mais contre les complotz qu'aucuns voudroient faire contre droit avecq leurs adversaires en leur préjudice, estans contens que si aulcun se fourant en leur asssemblée fisse quelque acte séditieuse, qu'il en fusse à l'exemple d'autres chastié. Aussi que leur estans concédée quelque place ne feroict plus à craindre la retraicte du marchand ou inhabitant, mais au contraire à espérer la confluence. Que la cause qu'ilz avoient commenché à tenir leurs presches publicquement, estoit la grande multitude des auditeurs et que leurs adversaires les avoient tousjours blasmé de ce que n'avoient osé enseigner en publicq, en oultre que leur doctrine ne causoit sédition quelconque mais bien l'empeschoit. Offrans déposer les armes

sitost que leur seroit désignée place, ou que soubz la protection du magistrat et sans crainte d'estre foullez, se pourroyent assamblar pour l'exercice de leur religion fondée sur la doctrine des prophètes et apostres; dont que de rechief supplioient que Messieurs volussent sans passion peser ceste affaire en équité et à l'avancement de la ville, et leur concéder gracieusement la place requise, présentans de souscrire icelle requeste en tel nombre qu'on leur ordonneroit<sup>1</sup>.

D'autre costé, le magistrat voiant la confluence de la nouvelle religion s'augmenter si grandement, et que l'auditoire des ecclésiastiques es églises se diminuait tant à veye d'œil, considérant aussi la grosse obloction et murmure que le peuple avoit conceu,

Le déchaînement  
des  
cœurs du Kieł.

<sup>1</sup> Cette seconde requête de ceux de la nouvelle religion est très-remarquable. Les bourgeois d'Anvers avaient à tel point soif de la liberté de conscience qu'ils n'hésitèrent point à dire au magistrat: « Désignez le nombre de signataires qu'il vous faut, et ce nombre vous l'anrez. » Les luthériens et les calvinistes étaient encore d'accord à ce moment là. Voici en quels termes l'un d'eux défendait leurs prétentions: « Il n'est possible « d'obéir à Dieu, de maintenir la fidélité qu'il requiert de nous « et le contrat de l'alliance qu'il a faite avec nous, sinon en « recevant la prédication de l'Evangile et de sa parole: ainsi « qu'il appert en toute l'Escriture et notamment aux Actes des « Apostres d'autant que comme le Seigneur même prononce, « ceux qui sont de ses ouailles oyent sa voix, et se règlent à « icelle: ils se retirent de la voix des estrangers vers ceux qu'il « a envoyez pour leur annoncer et prescher sa parole en toute « pureté et simplicité: sans laquelle prédication l'Evangile, qui « est la nouvelle alliance de Dieu, ne peut avoir lieu en nos « cœurs: et la foy qui vient par l'oye de la prédication, « comme tesmoigne St. Paul, ne peut aucunement consister. » Ces paroles sont attribuées à Jean Taffin, pasteur à Anvers en 1566.

à cause que successivement deux curez, ayans résidé au Kiel, tout près d'Anvers, et illec tenu les presches au grand contentement et fréquentacion du peuple, leur estoit par les ecclésiastiques ostez, l'ung estant déchassé\* et l'autre emprisonné, a prins résolution qu'il seroit expédient de permectre au peuple quelque prescheur ecclésiastique qui leur fut agréable, pour les tirer des presches foraines, ausquelles s'abandonnoient totalement.

Et ce suyvant ont ilz fait enquester où que se tenoit ledict enchassé curé du Kiel, et après l'ont mandé et luy donné charge de prescher par provision en sadicte église du Kiel, saulf qu'il se maintinsse modestement et s'acquittast deuement, ce fait, estant venu à la cognoissance du peuple a-t-il incontinent eu en ses presches ung infiny nombre des auditeurs comme il estoit renommé d'estre de la confession d'Ausborch, la multitude desquelz s'augmentoît terriblement, et entretant ne croissoit tant la presche de l'autre opinion, ce que ne servoit que pour tranquillité générale considéré que à ceste prédication personne n'y alloit embastonné ou armé, veu que fut permise par autorité du magistrat.

Le portement  
des armes  
aux presches.  
13 Juilij.

Entretant ne se firent que journallement augmenter les forces et armes de ceulx qui se trouvoient aux presches dehors, et de tant plus qu'icelles croisoient de tant plus s'augmentoît la diffidence que le peuple avoit de la Court et du Magistrat, de sorte

a Nommé sire Mathis\*.

\* Ce curé suspendu s'appelait Henri Mathys, et son collègue emprisonné, avec lequel jusqu'ici nous l'avons confondu, se nommait François Alacets ou Allardus.

que la ville se trouva en bien piteux estat, et plusieurs envoioient dehors leurs biens, plusieurs aussi se retirarent en personne et criaient tout le monde après la venue dudict seigneur prince, lequel ung chascun désiroit, et espéroit que par son moyen l'affaire se pourroit raddresser<sup>1</sup>, laquelle leur affection bien démontrèrent le 13 dudict mois, quand son Excellence vint vers Anvers de la part du Roy par charge de la gouvernante, car dès la maison où que son logis estoit préparé, jusques plus d'une demye lieue hors la ville, furent toutes les rues et chemins plaines de beaucoup de mille personnes, excédant le nombre de trente mille personnes, de sorte que son Excellence et son train à grande peine y sceurent passer, plusieurs aussi se trouvarent au devant de luy à cheval pour le convoyer, ce que fit aussi le seigneur de Bréderode avec une troupe des nobles confédérez qui adonc se trouva en Anvers, le magistrat l'attendant en son logis pour le bien-venir illec.

*La première  
entrée  
de Seig. Prince  
en Anvers,  
en icelle saison.*

Et comme en plusieurs lieux, signamment aux chemins de hors la ville par aucuns fut crié à haulte voix, quand son Excellence passoit, le commun mot, vive le geux les en reprint icelle bien souvent, et leur commanda tant par parolles que par signes, qu'ilz se eussent à taire de tel cry, les menassant aussi, qu'il leur apprendroit à cryer ainsi, mais ce mot fut adonc tant à la bouche d'ung chascun, qu'il fut bien mal possible les faire cesser du tout, toutesfois voyans que son Excellence le print mal, en usarent plus modestement dedans la ville.

*Le cry de  
Vive le Geux.*

<sup>1</sup> Se raddresser, — tendre à une solution favorable.

Sitost que monseigneur le prince fut arrivé en la ville, a-t-il parlé avecq le magistrat et entendu d'eulx le piteux estat de la dicte ville, ausquez<sup>1</sup> il a davan- taige livré les lettres de la gouvernante<sup>2</sup> par les- quelles déclaroit icelluy avoir envoyé en icelle ville au nom du Roy, pour y mettre bon ordre et la con- server au service de sa majesté et à l'avancement du bien publicq, leur commandant à ceste cause de luy obéir et seconder et d'ensuyvre ce qu'il leur or- donneroit. A quoy puis qu'ilz s'avoient soumis, et monstrez promptz à luy rendre toute obéissance, aians aussi à son Excellence exhibé les articles de l'ordre par eulx conceu, leur a son Excellence offert son conseil et assistance en tout ce que luy possible seroit pour conserver telle ville en la fidélité du Roy et l'ancienne prospérité. Depuis convocqua son Ex- celence successivement tous les autres membres du corps de la ville, si comme les vieux eschevins, les wyckmaistres, les doyens des mestiers, les guldesh<sup>3</sup> et confréries, les nations des marchans, les ecclé- siastiques et plusieurs aussi particuliers. A tous offrant son service pour leur propre assurance et à la tranquillité publique s'informant quant et quant d'eulx des circonstances de tous les affaires passez.

La générale  
diffidence de  
tous.

Dont a considéré que la diffidence qui fut à tous costez si générale et commune, estoit bien l'une des principales causes, dont la ville se trouvoit en iceulx troubles, perplexitez et dangiers, car il trouvoit, pre- mièrement, que le magistrat ne se confioit des bour-

<sup>1</sup> Par lettres du 12 de Juillet.

<sup>2</sup> Ausquez, — auxquels, c. à. d. les membres du magistrat.

<sup>3</sup> Guldesh, — gildes.



geois ou inhabitans, et moins de ceulx qui estoient altérez en la religion, secondement et d'autre costé, que les inhabitans, généralement et de quelle doctrine que fussent, ne confioient à la Court pour le paour du garnison\*, et beaucop moins au magistrat, non seulement à l'endroit icelle mesme cause, mais aussi en toutes autres occurrences, voire que le magistrat leur estoit suspect en tout ce qu'il faisoit ou proposoit. Troisiesmement, que ceulx de la religion craindoient et se desfioient, non seulement de la Court et du magistrat, mais aussi de tous les membres et inhabitans de la ville en général, et quatriesmement, que ceulx qu'estoient adonnez à la religion, avoient une grande arriere pensée et diffidence entre eulx mesmes, assavoir ceulx qui se réclamoient de la confession d'Auguste<sup>1</sup> d'un costé, et ceulx qui se disoient de la religion réformée d'autre.

Le petit ordre  
trouvè en la ville.

Trouva aussi que le nombre de ceulx qu'estoient adonnez à la religion, estoit si grand que ce estoit à esmerveiller, davantaige que iceulx avoient les armes en la main et que selon le petit ordre et povre conduite que adonc fut illec les mesmes se pouvoient facilement faire maistres de la ville à toutes heures, et que contre iceulx avec tant de mille retournans en troupe et armez de leurs presches dedans la ville, se pouvoit faire bien petite défence

\* Par le pasquil du 13 de Juillet \*.

<sup>1</sup> Auguste, — Augsbourg.

\* Le prince d'Orange faisait probablement allusion à cette affiche révolutionnaire du 13 juillet, lorsque, le lendemain, il écrivit à la gouvernante des Pays-Bas que les religionnaires avaient pris les armes pour aller hors de la ville assister au prêche, « à cause qu'ils ont entendu le drossart de Brabant avoir commission de les rompre. » (Gachard, *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, II, 136.)

par le guet et garde qui se tenoit aux portes, aux wickes<sup>1</sup> et à la maison de la ville, quand leur des-seing eust esté autre que bon. De sorte que par force l'on n'eust adoncq rien sceu gagner sur eulx, au contraire considéroit que la garde et guet des bourgeois fut mal en ordre et de pire conduite, et donnoit bien peu d'assurance à la tuition et défense publique de la ville, et des inhabitants.

Dont tomba en ceste résolution que pour le service du Roy et sceureté de la ville estoit dn tout nécessaire d'oster et faire cesser ou du moins diminuer tant qu'il seroit possible cette diffidence si grande, secondement de hanter pardextérité et douceur afin que ceulx de la religion laissassent les armes, se trouvant en leurs presches et assamblées. Troisièmement que la ville fusse mieulx pourveue et assurée y eust elle mesme les armes en mains et fusse la plus forte.

La charge  
donnée  
au conseiller  
Wessenebeke.

Considéroit aussi que ce seroit ung grand travail tant pour luy que le magistrat, si à toutes heures et occurrences luy se debvroit trouver au près d'eulx ou eulx vers luy, voire que ce seroit impossible, veu que le magistrat ne se trouvoit tousjours ensamble, davantaige pour à tout mettre ordre luy seroit nécessaire de hanter<sup>2</sup> et parler, ou faire parler à plusieurs et de diverses qualitez, astheure avec le magistrat, tantost avecq aulcun des membres, ores avecq quelque des nations ou marchans, quelques fois avec l'ung ou l'autre bourgeois, voire aussi avec ceulx de l'une et l'autre religion, dont les commo-

<sup>1</sup> Wickes, — quartiers ou sections d'une ville.

<sup>2</sup> Hanter, — dans le sens de procéder.

ditez, demeures et voyes ne luy seroient si faciles à trouver sans direction. Pourquoy a sur ceste difficulté communiqué avec le magistrat et ont par ensemble trouvé convenir, que quelqu'ung qualifié, expérimenté et sermenté à la ville, fut par le magistrat ordonné et député, pour s'employer au service, assistance et direction de son Excellence et pour à toutes occurrences tant par icelle que le magistrat estre envoyé à tous costez déclairer et rapporter les intencions d'ung costé et d'autre et s'emploier à tous endroitz en ce que seroit requis, et lequel se debvroit à toutes heures trouver prest et à la main aux commandemens de son Excellence. Or, suyvant ceste délibération est à ceste fin, dénommé et commis le susdict conseiller et pensionnaire de la dicte ville, auquel le magistrat à ce que dessus expressément enchargé, de la personne et service duquel, il pleust à son Excellence de déclarer de se contenter, et-l'a, suyvant ce, depuis journellement, voires continuellement, employé et envoyé à toutes occurrences et usé de son service et direction en tout ce que d'heure à autre s'offroit.

Pour commencer doncques à mettre ordre et remède, a son Excellence fait remontrer et admonester à ceulx de la religion, voire aussi à leurs ministres, qu'ilz devoient laisser les armes et qu'il n'estoit décent que leurs presches se tenoient avecq main armée, surquoy, ilz déclararent estre prestz de les mettre jus<sup>1</sup> et laisser, aians le mot de son Excellence la promesse du magistrat, ou l'assurance de la Court, que ne leur seroit fait aucune force ou

L'assurance  
refusée  
aux presches.

<sup>1</sup> Jus, — à bas.

foulle, disans en oultre les ministres, que mesmes sans cela, eulx admonesteroient le peuple à laisser les armes puisque ne leur sambloit convenir, d'ouyr la parolle de Dieu en armes.

D'autre costé pour asseurer la ville de tous inconveniens et foulles et icelle pourveoir d'armes contre toutes subites invasions, trouvoit son Excellence requis que pour le commencement fussent par accord des membres hors les bourgeois, esleuz, soul-doyez, et mis en armes jusques à douze cens testes, sous serment et conduyte comme gens de guerre, ce que le magistrat trouva aussi expédient, or, pour oster à la commune la diffidence que pourroit empêcher le consentement qu'elle y devoit donner, aussi pour une fois déclarer à tous les membres conjointement, les causes de sa venue, et leur offrir son assistance ensamble d'entendre leurs humeurs plus à plain. A son Excellence trouvé convenir de faire assambler le grand conseil et tous les membres de la ville\*, pour avec eulx délibérer sur l'ordre que seroit requis de instituer pour la ferme seureté d'ung chascun.

La seconde  
assemblée des  
nobles au  
commencement  
de juillet.

Entretant les confédérez, voians tout le païs arrièrre en troubles et le peuple en plusieurs lieux en armes et les affaires disposées à une générale sédition et qu'estoit apparent que les subjects, viendroient, à la main, les ungs contre les autres, si l'on voloit en ceste sorte continuer, et pousser oultre, d'ung costé avec les assamblées et presches de la religion diverse, et d'autre costé avec les défenses, empêchemens et persécutions au contraire comme l'on

a Par lettres du 15 Julij.

ne cessa de dresser placcart sur placcart, sans assamblar les estatx généraux selon qu'on avoit supplié et promis. Considérans en oultre que pour leur bon et fidel service, ilz estoient mal voluz et traictez, aussi qu'on ne leur entretenoit, ce qu'on leur avoit promis. Ont trouvé nécessaire en temps y pourveoir et penser à leur propre assurance, aussi précaver<sup>1</sup> le païs du plus grand inconvenient s'il fut possible. A cause de quoy ont arrière tenu une générale assamblée d'eux tous à Sentron<sup>2</sup> au pays de Liège, pour délibérer et mettre ordre à tout, de laquelle assamblée l'on a arrière bien esté empesché en court, comme l'on craindoit et aisément povait comprendre que icelle termineroit en armes si avant que l'on ne vint autrement et de plus près à condescendre et entretenir ce que par eulx avoit esté requis, et leur promis, aussy par le peuple estoit désiré, et à remédier à ce qu'ilz disoient, estre aux promesses à eulx faites, contrevenu ensamble à pourveoir et mettre aultre ordre sur les troubles partout succédez.

L'assamblée des nobles à S. Tron.

Or, pour empescher qu'ilz ne se trouvassent aultresfois tous ensamble en Court, aussy qu'ilz ne vinnent à prendre quelque résolution, laquelle par-après seroit mal raddressable. A-t-on envoyé vers iceulx et requis qu'ilz volussent par aucuns députez d'entre eulx venir en communication avec quelques personnaiges que la gouvernante envoieiroit<sup>a</sup>, ce qu'estant accordé a-t-on pour place de l'assamblée désigné premièrement Arsschot à six lieues d'Anvers et depuis Duffel ne distant d'Anvers que trois lieues

L'assamblée à Duffel.

<sup>a</sup> Appert par lettres du 15 et 16 de Juillet.

<sup>1</sup> Précaver, — préserver. <sup>2</sup> Sentron, — Saint-Trond.

à fin que ledict seigneur prince (que ne se pouvoie bonnement eslonger<sup>1</sup> d'Anvers) y peust estre présent, comme par la Gouvernante à ce fut ordonné avec monseigneur le comte d'Egmont, où que les affaires par communication sont dressez<sup>2</sup> sur ung bon pied.

De tout ce appert  
par  
la proposition,  
reprise  
à la seconde  
remonstrance  
des nobles,  
que est imprimée  
et aussy  
joignée cy après  
N<sup>o</sup> 8. 1.

Car la régente leur avoit faict déclarer, qu'elle avoit dépesché deux chevaliers de l'ordre vers le Roy pour luy donner à entendre et remonstrer leur requeste, que depuis leur requeste riens n'estoit innové touchant l'inquisition et placcards suyvant leur demande, à laquelle estoit satisfait qu'ilz ne debvoyent deffier du Roy, qui n'avoit jamais usé de tyrannie ains de toute bénignité vers ses subjectz, et que son Altèze ne doubtoit, que sa Majesté mectroit toute chose en oubliance aussy qu'elle avoit souvent escript au Roy en leur faveur, en oultre leur refreschissant leurs offres de mourir au service de Sa Majesté et aux pieds d'elle, aussy que voudroyent reprimer ceste insolence, des sectaires signamment veu que la chose tendoit à esmotion populaire et qu'on veoit que estrangiers s'en mesloient, et aussy ceulx qui avoyent esté anciens ennemis, de tant plus que les sectaires faisoient courrir le bruit que c'estoit par leur consentement et commandement, dont les

α Par les commissions, instructions et rapportz rédigez en escript.

<sup>1</sup> Eslonger, — éloigner, écarter.

<sup>2</sup> Voy. aux pièces justificatives ce document intitulé: « La déclaration des Nobles confédérés faicte à la Régente, sur les pointz à eulx de sa part proposez à Duffel en juillet 1566. » La date qui manquoit ici est celle du 18 juillet; le prince d'Orange étant arrivé ce jour-là à Duffel vers midi et en étant reparti le même soir. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, II, 149.

debvroyent empescher et faire cognoistre par effect que leur intention avoit esté et estoit, bonne, autrement qu'on pourroit juger que leur requeste que disoyent avoir présentée pour la conservation du pays, auroit esté l'unique cause de ces presches, et si quelcung d'entre eulx auroit ad ce incité le peuple, il auroit excédé les termes de leur compromis et requeste, sur la quelle proposition, les députez des confédérez auroyent déclaré leurs raisons et intencions, ensemble les causes, qui les faisoient avoir craincte et arrière pensée et chercher assurance, déclarant en oultre ce que par ceulx de la religion leur estoit représenté : enfin, les députez des deux costez sont partis sur bon espoir d'ung brief final accord<sup>a</sup> ce entendu, ont lesdicts nobles, à Sentron prins résolution de ce qu'eü tous évènements, et tant en cas d'accord que non, auroient à faire. Comectant quant et quant quelque nombre<sup>b</sup> de députez d'entr'eulx lesquelz se trouveroient en Court, suyvant le recès<sup>c</sup> de Duffel, pour solliciter et conclure le final accord selon lequel l'on s'auroit à conduire tant d'ung costé que d'autre, avec promesse de l'entretenir inviolablement d'ambedeux parties. Sur ce est ladicte assemblée départie à Sentron, mais avec intencion, que chascun entenderoit à s'équiper si d'avanture l'affaire ne fut accordé par transaction. Lesquelz députez ont le vingt-neuviesme de juillet fait leurs excuses et déclaré leurs justifications tant des presches que de

L'accord  
avec les nobles  
diffère.

<sup>a</sup> Appert par les commissions, instructions et rapports, tons rédigés en escript.

<sup>b</sup> Jusques à 13 comme appert par l'accord après conclu.

<sup>c</sup> Recès. — Acte contenant les résolutions d'une assemblée.

leur asssemblée, à Son Altèze, où ne furent trop bien receuz.

Durant ceste asssemblée sont vers lesdicts nobles comparuz, députez de la religion tant des réformez que de la confession<sup>1</sup>, ambedeux requirans de povoir parvenir à la liberté de leur conscience et exercice publicq de leur doctrine et religion, en oultre leur fut illec exhibé requeste au nom des marchans, bourgeois et inhabitans de tous les pays adonnez à la religion de la teneur que s'ensuit :

*Les requestes  
aux nobles  
presentes.*

Les marchans et le commun ne scauroyent assez remercier voz Seigneuries, de ce que depuis quelque temps ença considérant l'intollérable joug de l'inquisition et placcards, ils se sont délibérez de plustot charger tous les mauvais grés sur leurs espauls, que d'endurer l'oppression du peuple par trop asubjecti aux inquisiteurs et leurs commis, toutesfois lesdicts remonstrans considérans que l'ouverture leur estoit jà faicte n'ont trouvé par conseil de s'arester à la porte, ains de passer plus avant, si que depuis un mois ou environ ilz se sont assembléz publicquement pour satisfaire à leur conscience et à l'ardeur et zèle du peuple, lequel estoit impossible de povoir plus contenir, or, d'autant qu'ilz aperçoivent assez que par divers moiens l'on tache de dissiper et rompre l'avancement de la prédication de l'Evangile, desja fort engravé au cœur du peuple, si que les magistrats y sont tatallement contraires, ils ont de près considéré où ils pourroient avoir refuge après la confiance qu'ils ont eu en Dieu, touchant l'équité de leur

<sup>1</sup> Confession. — On désignait alors les luthériens sous le nom de : Ceux de la confession ou de Martinistes.



cause. Si que jectans l'œil d'un costé et d'autre, ilz ne voient de toutes parts, que menasses et secrètes menées pour dissiper le troupeau du Seigneur vous autres doncques seigneurs estes ceux sur lesquels ilz ont l'œil fiché, et desquels ils implorent non seulement la faveur, mais aussi l'assistance au besoin, tellement qu'ils ont conceu ceste bonne et sainte espérance de voz seigneuries qu'elles n'endureront en façon du monde, que tort ou violence leur soit faite pour l'exercice de la religion évangélique. Ils supplient donc très-humblement au nom de Dieu, qui plaise à vos seigneuries les prendre sous vostre protection les deffendant contre tous leurs ennemis à ce qu'aucun empeschement ne leur soit donné pour l'exercice de ladicte religion, et pour leur donner plus grande assurance de voz bonnes volontez envers le País à la conservation de la paix et repos publicque, que certains nobles soient députez pour chacun quartier, afin de pourveoir aux troubles apparans jusques à ce qu'il soit autrement pourveu par les Estatz Généraux légitimement assemblez, quoy faisant, lesdicts remonstrans seront obligez de plus en plus prier Dieu pour voz prospéritez, ensemble pour employer corps et biens pour conserver le pays en repos. Si ferez bien<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ce document important a été reproduit par Te Water dans son *Historie van het verbond*, v. IV, 305, et par Groen van Prinsterer dans ses *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, v. II, 159. Ces deux auteurs y ont ajouté la « responce faite aux marchands et peuple de par deçà par la noblesse assemblée à Saint Tron. » Les marchands et le peuple se montrèrent peu satisfaits de cette apostille; ils adressèrent à l'assemblée de Saint Trond une nouvelle requête, et ce fut le comte Louis de

Tout ce out lesdicts confédérez communiqué et adverty à la gouvernante et aux susdicts princes députez, sans riens résouldre ~~sur~~ icelles requestes.

Le grand  
conseil d'Anvers  
17 July.

Au grand conseil tenu en Anvers, a monseigneur le prince déclaré, comment la gouvernante l'avoit illec envoyé de la part et au nom du Roy à leur instance et péticion, pour avec eulx entendre et pourveoir à la tuicion, assurance et tranquillité d'une telle ville de laquelle sur tout devoit estre prins soigneux regard, or qu'il voioit bien qu'en la mesme ville avoit grandes troubles, à cause de quoy le marchant commeuchoit à se retirer et autres à envoyer leurs biens dehors, dont demaudoit d'entendre d'eulx par quelz moyens et ordres ilz espéroient et pensoient d'y pourveoir à tout, leur remonstrant qu'estoit plus que temps d'y résouldre, leur offrant en ce sa prompte affection s'ilz avoient à faire de son assistance ou advis. Or, la détermination dudict conseil fut que tous les membres ont requis à son Excellence de voloir accepter la charge, superintendence et gouvernement de la ville au nom du Roy (ce qu'il accepta soubz l'advoy<sup>1</sup> de la régente) et pour veoir à tous troubles, dangiers et inconvéniens par tel ordre qu'il trouveroit le plus expédient, selon lequel s'emploieroient de bon cœur, saulf que par leur advoy il fut effectué, samblablement sur le poinct adonc aussi proposé quant aux presches et l'empescher d'icelles, se sont référéz à ce que son Excellence en jugeroit convenir selon quoy se rigleroit,

Nassau qui se chargea d'y répondre. V. Groen van Prinsterer, v. II. 16347. Ces détails ont échappé à Jacques de Wesenbeke.

<sup>1</sup> Advoy, — aveu.

moiegnant qu'ilz en fussent devant préadvertis et demandez.

Suyvant ce fit monseigneur le prince avec le magistrat rédiger par escript l'ordre que luy sambloit estre requis, surquoy fit autresfois assamblar lesdicts membres, et ex-abundanti (pour effectuer le tout avec meilleur contentement) d'ung chascun, les guldcs, confréries réthoriques<sup>1</sup> et communs marchans, bourgeois de la ville, ausquelz tous son Excellence remonstra, que la principale occasion de ceste retraicte et craincte du marchant et du riche procédoit que la ville n'estoit à leur advis assez assurée ne pourveue contre toutes subites fouldes et invasions par le guet et ordre jusques ores tenu, comme aussi à la vérité ne sambloit estre avec plusieurs autres allégations adoncq à eulx exhibées par escript, venant finablement à tomber sur le pied d'enroller et sermenter jusques à douze cens bourgeois, sur la souldée, serment, instruction et ordre que leur furent au loing communicquez par escript<sup>a</sup>. Et touchant ces assamblées et presches fut proposé, puisque tant les membres que le magistrat avoit choisy et trouvé pour le plus expédient le chemin de douceur, aussi faisoit son Excellence, par quoy seroit bon que chascun d'eulx s'employasse pour enquerster des principaux de ces religions ou de ceulx qu'il cognoissoit avec quelle assurance l'on leur pourroit persuader de surceoir leurs presches, jusques à ce que par Sa Majesté avec advis de ses Estatz

Le refus du  
garnison  
des Bourgeois  
proches.

La proposition  
sur les presches.

<sup>a</sup> Comme appert par tous ces escriptz.

<sup>1</sup> Confréries réthoriques. — Les trois chambres de rhétorique de la ville d'Anvers.

Généraulx sur ces troubles et perplexitez tant générales, fust pourveu et mis ordre et sur quelles conditions ce pourroit estre obtenu, fust en impétrant<sup>a</sup> pour eulx ung général pardon du passé ou autre convenable moyen que leur sambleroit requis. Sur quoy ilz ont requis jour pour délibérer, et le double des susnommez escripts, lesquels leur sont délivrez tant sur le poinct des presches que de la défence et assurance de la ville et des inhabitants, suyvant ce ayans esté rassamblez<sup>b</sup>.

Est la résolution de la commune en somme sur ceste délibération tombée, que la levée de telz gens d'armes ne seroit convenable en une telle ville marchande, mais qu'ilz estoient prestz d'assubjectir eulx mesmes aux articles et ordre que les gens de guerre ou bourgeois enrollez et souldoiez devroient observer, dont l'on viendroit à avoir le mesme effect avec moindre turbation<sup>c</sup> et despens, et quant aux presches qu'ilz feroient tout bon devoir pour en divertir ung chascun, et que le chemin de douceur leur sambloit le plus seur, que leur sambloit aussi qu'y aideroit, et en retireroit plusieurs, que fusse donné ung général pardon du passé, mais surtout requiroient et insistoient, que comme l'asssemblée des Estatz Généranx estoit le vray remède, qu'on fisse instance que iceulx fussent incontinent assamblez, pour estre au mal général, appliqué ung remède général et convenable<sup>d</sup>, et que entretant son Excelence volusse adviser sur quelques doux et

L'instance  
pour les Estatz  
frustratoire.

<sup>a</sup> 24 et 26 Julij.

<sup>b</sup> Par lettres du 25 et 27 Julij.

<sup>c</sup> Impétrant, — obtenant. <sup>d</sup> Turbation, — confusion.

duisables<sup>a</sup> moyens lesquelz désiroient leur estre communicquez, comme chascun membre donna sa responce et raisons par escript, dont l'on a envoié en Court les doubles incontinent<sup>b</sup>, à cause de quoy fut adoncq accepté leur offre qu'ilz se présentoient d'assubjectir au travail, avec ferme espoir, (comme leur fut déclairé) que par les œuvres satisferoient à leur promesse et que suyvant ce l'on statuerait ordre et coucheroit articles, lesquelz leur seroient par après communicquez, et que touchant les presches l'on feroit la remonstrance en Court de leur proposé et que entretant ilz s'emploiasent à retirer de icelles tous ceulx qui pourroient, suivant laquelle retraicte l'on a les jours subséquens esté occupé pour ordonner sur le guet et garde et aussi par député<sup>c</sup> fait instance en Court pour l'assemblée des Estatz généraulx, mais est remis à la résolution du Roi<sup>d</sup>.

Et comme entretant avoit esté procuré vers ceulx de la religion qu'ilz avoient commencé à diminuer les armes et qu'on avoit espoir que de brief les délaisseroient de tout, est advenu que le drossart de Brabant<sup>e</sup>, lequel avoit levé quelques gens à pied et à cheval, et avoit en commission (comme le bruit courroit) de se jecter parmy ces assamblées et appréhender les ministres et autres, et par ainsi destourber les presches; a prins son chemin le vendredy 19 de juillet au soir pardevant la ville et tout tenant les portes et murailles d'icelle accompagné

Le drossart de  
Brabant  
avec sa suite.  
19 Juli.

<sup>a</sup> Appert par les exhibez et envoieiz lettrages.

<sup>b</sup> Le conseiller Wessenboke. <sup>c</sup> Par lettres de la Régente.

<sup>d</sup> Duisables, — convenables, du v. *duire*.

<sup>e</sup> Drossart de Brabant, — Jean De Greve.

de quelques compagnons à pied pour aller à Merxhem près d'Anvers où il avoit son domicile et où qu'il levoit aussi gens. Et comme le bruit fut semé incontinent par toute la ville qu'il estoit arrivé illec pour frapper en la troupe et commencer à exploicter sa charge. En fut le lendemain<sup>a</sup> ung grand trouble et murmure entre le peuple, de sorte que Son Excellence et le magistrat trouvèrent nécessaire d'envoier en haste député<sup>b</sup> en Court, afin que fut incontinent mandé audict drossart avant la matinée du lendemain dimence<sup>c</sup>, de rien attemper et luy commander de se retirer et eslonguer peur oster l'apparent mal qu'en estoit à craindre sans que quelque fruyt ou espoir de bonne issue<sup>d</sup>; car en adviendrait de deux l'ung, assavoir ou que ceux de la religion se feroient si fortz et se mectroient en si grand nombre en armes qu'ilz n'auroient occasion de redoubter ledict Drossart avecq ses gens, (à quoy faisoient jà leurs apprestes) ou s'ilz pensoient n'estre assez fortz, faisoit à craindre qu'ilz se saisoient de quelques places dedans la ville, pour y tenir leurs presches, sans estre en dangier dudict drossart avecq autres remonstrances à ce servantes.

En quoy fut faict telle diligence que encoires ce mesme jour, de la gouvernante sont impétré lettres<sup>e</sup> au drossart, luy ordonnant riens attemper, ains se retirer<sup>f</sup> lesquelles luy sont délivrées le len-

<sup>a</sup> 20 Julij. <sup>b</sup> Le conseiller Wesenbeke. <sup>c</sup> 21 Julij.

<sup>d</sup> Appert par les lettres et verbal 20 Julij.

<sup>e</sup> Appert par les lettres de la Régente 20 Julij.

<sup>f</sup> Le jour même que la gouvernante ordonna à Jean de Grève de ne point attaquer les assemblées de Berchem, de Borgerhout et du Kiel, elle écrivit au prince d'Orange que, dans tout ce que

demain" bien mattin. Dont le peuple fut en partie appaisé, mais les presches furent gardez plus soigneusement et avec plus d'armes que jamais auparavant, comme aussi furent par après, de tant plus

Appert par  
lettres du 27 Julij  
et autres.

lui a dit Wesenbeke « touchant le diet drossart on voyt aisément que ces propos procèdent de l'invention et malignité « des sectaires pour émouvoir lo peuple, car il est certain que « lediet drossart n'a gens assemblez pour user de force contre « nne multitude telle que j'entens aller aux presches allentour « d'Anvers. »

En digno sœur de Philippe II, Marguerite manque ici de franchise, car elle joint des lettres closes à la dépêche qu'elle adresse le 20 juillet au drossart de Brabant, et ces lettres closes, que nous avons lues, font savoir au drossart qu'il doit se transporter avec tout son monde aux environs de Louvain pour arrêter un sectaire, un seul, qui s'en retourne de Saint-Trond à Tournai.

On est complètement édifié sur le compte de la princessse quand on sait ce que le drossart lui répond :

« Madame, ayant recen aujourd'hui à six heures devant midy les lettres closes de Vostre Altéze ne faudray de incontinent me départir vers Louvain. Davantaige plaise sçavoir à Vostre Altéze que Monseigneur le prince d'Oranges at envoyé hier après diner son secrétaire à ma maison, me mandant dire que pour affaires de religion ne voudray rien exploiter au quartier d'Anvers, me faisant tenir deschargé devers Vostre Altéze en toutes charges que déjà je pourrois avoir de Vostre Altéze touchant ladiete religion. Sur quoy ay promis et fait dire à Sa Grace et Excellence que je n'entreprendrois aucune chose sinon par son avis et conseil veu que Son Excellence estoit dans la ville et moy dehors. Principalement pour ce respect que par avant estoit seurement adverty de certains marchans et facteurs trafiquant en la bourse d'Anvers que les prédicans et leur ligue se avoient renforcez et pourvuz de basses, arquebouses, et aultres apprets, mesmes au lieu de leur prédication fait préparer une trenchée pour illecq leur tenir ascurés contre tous venans. Et que plus est se sont vanté de me vouloir quérir de main forte hors ma maison et brusler icelle avec aultres plus grandes menaces dont plus ample récit vient  
« 21 Julij.

que ce non obstant ledict drossart avec ses gens se monstra depuis encoires quelques fois près d'Anvers ès veilles des dimenches.

Le ducq Erich  
de Bruynswich.

Devant et en ce temps est venu ung bruyt, voireseures advertences, que le duc Erich continuoit à faire gens et apprestes par charge du Roy, et autres gens se faire par samblable charge vers Linghen<sup>1</sup> pour employer iceulx là au païs, ce que ung chacun trouvoit estrange et de mauvaise conséquence et donna terrible altération<sup>2</sup> et aigreur à tous en général.

Les appoinctes-  
mens,  
3 August,  
et lettres, 4 id.

Or, comme sur les sollicitations faites en Court par les députez d'Anvers, fut par la gouvernante donné résolution le troisieme d'aoust sur aucuns pointz, s'ensuivyten partie contentement et en partie aigreur; car qu'elle avoit consenty, que à quelques repentans anabaptistes (sur la requeste des aulmosniers au seigneur Prince et le magistrat exhibée) fut fait grâce saulf देने abjuration et accomplissant la pénitence par le curé à imposer, contenta assez le peuple, comme aussi fut trouvé bon qu'elle estoit contenté de donner par cry publicq, pardon à tous

dray faire à Vostre Altèze estant retourné de Louvain ley. A tant, Madame, etc. Du chasteau de Merxem le 21 juillet 1566. »

Voy. Gachard, *Correspondance de Guill. le Taciturne*, II, 150. Archives du royaume, *Correspondance de Brabant*, vol. IV.

<sup>1</sup> Linghen, — petite ville d'Allemagne que Charles Quint avait inféodée aux Pays-Bas avec les seigneuries et terres de sa dépendance pour punir, par cette confiscation, le comte de Tecklenbourg d'avoir pris part à la ligue de Smalkalde. Linghen devint une place de guerre et joua un certain rôle dans la lutte des Pays-Bas contre l'Espagne. Voy. Emm. van Meteren. *Histoire des Pays-Bas*, édit. de 1618, fo 411.

<sup>2</sup> Altération. — trouble, émeute.



ceux qui avoient esté aux presches et assamblées, saulf que ne s'y trouvassent plus<sup>1</sup>. Mais que sur la requise convocation des Estatz généraux elle n'avoit respondu, sinon qu'on devoit attendre la responce de Sa Majesté, à laquelle on avoit escript, item qu'elle avoit refusé la relaxation à ung de la nouvelle religion \* qui avoit esté appréhendé en sa maison contre les previlèges, ores que autres en autres places furent eslargiz, troubla et irrita le peuple grandement, car ilz le prindrent pour une mauvaise conséquence, de tant plus que pour le mesme avoient intercédé non seulement une grande multitude de marchans, mais aussi tous ceux de la religion réformée, lesquelz ce non obstant firent autre instance à la mesme fin<sup>2</sup>, aussi en escriva en leur faveur le Prince et le magistrat à la gouvernante<sup>3</sup>, pour éviter plus grand mal, mais non obstant tout ce debvoir n'a-t-on volu permectre sa délivrance, combien que durant la trouble et esmotion dessoubz à réciter, il est parvenu à sa liberté.

Après que monseigneur le Prince et le magistrat

Le refusé delivrance  
d'ung captif.

a Nommé Jacques Soré \*

b Comme appert par les requestes, 30 et 31 Julij et 10 Augusti.

c Par leurs lettres 31 Julij et 4 et 11 Augusti.

<sup>1</sup> Voy. Bor's *Nederl. Historien*, v I, l. II, p. 80.

Les  
grands consaulx  
d'Anvers,  
tenus les 6, 7, 8  
et 9 d'August.

\* Jacques Soré. — Toute l'importance de ce prisonnier, dont le véritable nom était Sorens, lui vient de ce qu'une question de principe était liée à son sort. C'était un calviniste tournaisien qui était venu s'établir boulanger à Anvers, et y avait été arrêté en sa maison à l'encontre des privilèges de la cité. Les maîtres de Marguerite de Parme, — et cette arrestation en était une — augmentaient sans cesse les difficultés, et devaient finir par forcer le prince d'Orange à renoncer à sa mission. Le prisonnier cependant fut délivré, à quelques semaines de là, par ses coreligionnaires, qui se rendirent à Vilvorde et se firent ouvrir les portes du château. Jacques Sorens devint, comme son frère, un capitaine des Gueux et combattit avec lui à Vairelos et à Ansterweel. Voy. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, II, 160-175. Archives du royaume, *Cons. des Troubles*, v XXXVI. *Recueil des pièces du XVI<sup>e</sup> siècle*, v. I.

par quelques jours, avoient esté occupé pour faire autre ordonnance sur le guet et à l'assurance et défense de la ville, puis que la commune ne vult consentir ès piétons de leurs propres bourgeois à lever. Sont arrièrè assemblez tous lesdicts membres et communaultez de la ville dessus mentionnez<sup>a</sup>, ausquelz l'on a proposé et communiqué par escript ce que estoit conceu<sup>b</sup> ensamble lesdictes appostilles de la gouvernante touchant le pardon et assamblè des Estatz, et davantaige tenu au devant une défense de ne porter harquebuses pistoletz, haliebardes ou armes défendues, dedans la ville, de jour ne de nuyt en oultre la responce de la régente que concédoit que ledict seigneur Prince acceptasse la superintendence de la ville au nom du Roy<sup>c</sup>. Après arrièrè conseil sur ce tenu, ont lesdicts membres, marchans et bourgeois au grand conseil<sup>d</sup>, grandement remercié Son Excelence qu'il luy avoit pleu d'accepter la charge de la superintendence et gouvernement, davantaige quant aux p<sup>re</sup>sches que ne trouvaient expédient d'y procéder par forces (aucuns aussi déclarans n'entendre d'estre employez contre icelles du moins jusques à ce que par Sa Majesté avec l'advis de ses Estatz généraux en seroit autrement ordonné), et que l'assemblée desdicts Estatz, estoit le vray et unique remède, par quoy devoient estre incontinent assemblez. Et touchant l'ordre mis sur le guet et garde de la ville en dist chascun sa particulière intencion<sup>e</sup>. Dont au par fin

<sup>a</sup> 6 et 7 Augusti. <sup>b</sup> Par tous ces escripts lors exhibez.

<sup>c</sup> Comme appert par l'appostille de la Régente 3 Augusti.

<sup>d</sup> Tenu les 8 et 9 Augusti.

<sup>e</sup> Comme par les escripts de chascune opinion appert.

est résoluë une générale ordonnance à y observer de là en avant pour le plus grand repos de la ville, laquelle a esté depuis publiée\* et depuis imprimée<sup>1</sup>.

Pendant ces délibérations est entrevenue une autre garboulle, dont estoit dangier de grand inconvenient, ores que par la grâce de Dieu la chose eut bonne issue, laquelle s'addonna en ceste sorte. Comme le prédicant au Kiel<sup>2</sup> avoit achevé son sermon ayant eu ung nombre infiny d'auditeurs, et descendoit de la chaire, s'est levé et monstté (ores que en habit desguisé) ung docteur théologien et pasteur de Louvain<sup>3</sup> (comme depuis fut cognu) lequel redargua<sup>4</sup> publicquement ledict prédicant de ce qu'il avoit presché quy luy respondit qu'ilz allas-

L'insolence  
d'ung  
théologien.

10 Augusti.

a 13 Augusti.

b M. noster Petrus Riethovius pastor Divi Petri Lovaniensis\*.

\* Cette ordonnance sur l'organisation de la garde bourgeoise a été, en effet, publiée sous le titre suivant:

*Ordonnancie vander Waken ghemaect tot versekerheyt van den inghesetenen deser stadt en de gepubliceert opten xiiij dach augusti. Gedruet tot Antwerpen, op de Cameroort brugghen, in den Engel, by Willem Silvius, drucker der Con. Ma., 1566, p. in-4°.*

<sup>2</sup> Prédicant au Kiel. — C'étoit Henri Matthys contre lequel la cour métropolitaine de Cambrai avait prononcé l'interdit. V. *De Chronyk van Antwerpen*, éd. de 1743, p. 78-79.

<sup>3</sup> Redargus, — reprit, reprocha.

\* Notre auteur se trouve ici en contradiction avec la plupart des sources imprimées ou inédites que nous avons consultées. Si Wesenbeke se trompe, ce ne serait point Pierre Rythove mais Conr Pecters, également plaban de St. Pierre de Louvain et professeur de théologie à l'université de la même ville, qui aurait été l'interrompueur de Nathys. Ce Conr Pecters ou Petri était né à Duvvendyk en Zelande; il était très-ambitieux et très-orthodoxe, et il fit promptement son chemin. Nommé recteur de l'université de Louvain en 1566, il passa déjà, l'année d'après, au siège de Leuwarde, en Frise. Mais les protestants finissent par se rendre maîtres du pays. L'évêque doit s'enfuir, et il s'en va mourir à Cologne âgé de 48 ans. Faquet, *Hist. litt. des Pays-Bas*, VI, 262-68. Fay, *Archives du royaume, Pap. du Cons. des Troubles*, v. XI et XII. On trouve dans ce dernier volume le texte même du sermon de Nathys. C'est un morceau d'une certaine valeur littéraire qui explique parfaitement le phénomène périodique d'un auditoire de quatre à cinq mille personnes.

sent en quelque maison là auprès hors la foule du peuple, où qu'il estoit content de conférer avecq luy sur la matière<sup>1</sup>. Mais l'autre demoura, à haulte voix le reprennant et alléguant les argumens que bon luy sambloient, dont beaucoup des auditeurs y accoururent. Et voians que leur prédicant par allégations de la sainte escripture et autres raisons avoit estouppé<sup>2</sup> la bouche à l'autre luy ont donné telle huée qu'il a esté nécessité de se retirer, et quelques uns devindrent tant irritez contre iceluy, qu'ilz le poursuivarent et l'eussent tué, si quelques bourgeois en dangier de leur vie, n'eussent garanty la sienne, l'ayant à la fin poussé jusques en une maison et caché en ung celier devant laquelle plusieurs du peuple s'augmentant leur furie, demourarent assamblez et le voloient avoir fricassé, ou du moins qu'il fusse délivré à la justice pour estre corrigé; le bruit sur ce venu dedans la ville y a causé incontinent une grande murmuration et trouble, comme la fame<sup>3</sup> empiroit l'affaire, jusques à ce que Son Excellence, de ce adverty y envoya l'officier du lieu, lequel print le théologien prisonnier, auquel l'on a demandé les causes de ceste sienne outrecuidance et puis secrètement par eue le renvoyé, de sorte que à la fin ceste apparente garboulle est appaisée, desquelles et samblables y advindrent souvent par telles et beaucoup moindres occasions et bruytz, à cause que la diffidence se continuoît à tous costez.

Touchant ce mesme prédicant<sup>4</sup>, faisoit le magis-

<sup>1</sup> Matière, — matière.

<sup>2</sup> Estouppé, — fermé. <sup>3</sup> Fame, — renommée.

<sup>4</sup> Henri Mathys, ancien vicaire du Kiel.

trat grande instance en la Court spirituelle de Cambray qu'on appelle le vicariat, pour impêtrer l'admission d'iceluy, mais iceluy l'a refusé, toutesfois ce non obstant le laissoit-on continuer ses presches, veu que se tenoient sans armes, et furent fréquentez avec tel infini nombre d'auditeurs que ny avoit ordre de luy défendre ses sermons sans mectre la ville, en quasi asseurée apparence d'esmotion, dont escripvarent audict vicariat leurs raisons. Cependant faisoit-on tout debvoir pour faire fréquenter les presches des réformez, aussi sans armes, qu'ilz commençarent à poser de rechief et eussent délaissé du tout, n'eust esté la crainte du drossart, lequel print quelques samedyz, son chemin tenant les murailles de la ville, comme son chemin de Bruxelles vers sa demeure s'adonna par là, dont chacune fois furent en crainte et se doubtoient de luy.

Environ ce mesme temps se sont trouvez vers Son Excellence les wicmaistres<sup>1</sup> et doyens des mestiers la remerciant à part, tant de bouche que par escript<sup>2</sup> d'avoir accepté la charge de la ville, et présentant toute promptitude et obéissance, le requirans en outre d'y voloir demeurer durant ces troubles, ou s'il eust quelque jour nécessairement à faire dehors icelle en personne, de voloir retourner au plustost, et affin, que entre tant telle ville ne fut despourveue, voloir procurer que son lieu fust au repos de la ville tenu par les comtes de Horne ou Hoochstraten<sup>3</sup> par

La pétition  
des  
Wyckmaistres  
et mestiers.

<sup>1</sup> Appert par l'exhibé escript.

<sup>2</sup> Wicmaistres, — quarteniers.

<sup>3</sup> Horne ou Hoochstraeten. — Jean de Hornes, troisième du nom, comte de Baucignies, baron de Bortel et de Lokeren,

Le différend  
de constituer  
lieutenant.

charge de Madame, auquel durant son absence porteroient toute obéissance et respect, craindans que en faute de teste les malveuillans se pourroyent avancer à quelques choses préjudiciables au repos et assurance publique; davantaige luy requirarent qu'il prinst incontinent lieutenant pour luy assister et donner mieulx à tout ordre, suyvnt le recès du grand conseil à ce recommandant le seigneur de Stralen<sup>1</sup>, puis que les officiers et bourgmaistres es-

était lieutenant de la compagnie d'hommes d'ordonnance du Roi dont le prince d'Orange avait le commandement. Il ne peut ici, en aucune façon, être question de Philippe de Montmorency, comte de Hornes, que de hautes fonctions retenaient ailleurs. — Antoine de Lalaing, comte d'Hoochstraeten, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, était tout dévoué au prince d'Orange et partageait ses vues et ses espérances.

<sup>1</sup> Stralen. — Antoine van Stralen, seigneur de Merxem et de Dambrugge, ancien bourgmestre de la ville et ancien président de la célèbre confrérie de St. Luc, était un homme de bien dans toute la force du terme. Sa devise : *Virtute et constantia*, s'appliquait admirablement à son caractère. Il tomba victime des odieuses machinations de Granvelle et de Viglius; ce dernier se possait en héritier. Van Stralen était riche, populaire et luthérien avoué : c'était plus qu'il n'en fallait à l'époque du tribunal des troubles pour perdre les biens avec la vie. Son procès ne pouvait être qu'un tissu d'infamies, et son exécution, qui eut lieu à Vilvorde le 24 septembre 1568, fut un crime abominable. Anvers dût frémir en apprenant la nouvelle de sa mort. Ses amis voulurent éterniser sa mémoire; les uns firent frapper à son effigie une médaille dont le revers dit que le duc d'Albo le frappa d'une sentence injuste pour avoir aimé les droits sacrés de la patrie, les autres publièrent un livret apologétique en flamand sous le titre de : *Corte vermanninghe aen alle Christenen opt kennisse oft advys, met grooter wreetheit te wercke gestelt teghen heer Anthonis van Stralen, Burgermeester van Antwerpen, ende commissaris generael van den Nederlande, inhoudende tselve advys, en begrypende een cleine verclaeringe op elk punct van denselven, mitsgaders de oorsaken van den verdrukkingen*

toient assez chargez, et icelluy agréable à tous, comme par leurdict escript se déduyt plus ample-ment, dont il advertit la régente, mais icelle, différa d'accorder ledict lieutenant\*.

Entretant procuroit Son Excellence au possible que ceulx de la religion se riglassent selon ladicte résolution des membres, et ce suyvant s'abstinssent du port de toutes armes en leurs presches, ou du moins dedans la ville, en allant ou revenant de leurs assamblées. A ceste fin envioient vers leurs ministres et les principaux d'iceux pour le leur bien faire remonstrer. Sur quoy ilz avoient donné ferme espoir et asseuré de se rigler selon ladicte ordonnance dedans ladicte ville et aussi promis de ccesser en leurs assamblées de toutes armes, aiant le mot qu'on ne leur feroit oultrage, ne par le susdict Drossart ne par autre, ce que aussy par aucuns des leurs ont insinué au Drossart, mesme en personne à sa maison propre\*.

Le port des  
armes.

Mais cestuy espoir et l'assurance qu'on attendoit est incontinent esvanouy voires changé en ung aigre-ur et diffidence si grande qu'on a esté bien em- pesché à l'appaiser sans du tout perdre la ville, mesmes ont par là, ceulx de la religion prins occa- sion de résouldre à tenir leurs presches. De là en

*aldaer voortgesteld, mitten gelegentheden vander Religien. Eensa- melick de verantwoordinghe der gheenne die int selve advys ton- rechte worden geblameerd. Anno MDLXIX. La sentence se trouve aux Archives du royaume à Bruxelles, reg. CXI de la Chambre des Comptes; elle a été reproduite par P. Bor's, Nederl. Hist., I, 247.*

a Appert par lettres du 12, 13, 14 et 16 augusti et 4 sept.

b Comme appert par sa lettre du 17 aoust. Quatre occasions ayans troublé Anvers.

avant non dehors mais dedans la ville, dont furent cause quatre entrefaictes que au mesme temps toutes surviendrent.

Les advenances  
de Bruxelles.

La première que aux wyckmaistres fut apporté une lettre à eulx (comme sambloit) adressée par quelques de Bruxelles<sup>a</sup>, contenant que certaine trahison, estoit conclue contre Anvers et les presches d'icelle, et pour massacrer le tout entre la régente et les députez d'Anvers estans en Court, et ne restoit que à livrer la ville, et que à ceste fin estoient amenez munitions de Malines jusques près de Bruxelles et qu'ilz en avoient seures indices, dont les advertissent pour leur propre bien, duquel estoient amateurs<sup>1</sup>.

Les  
armes passées  
pour  
le drossart.

La seconde que le Drossart<sup>2</sup> (dont eurent toujours frayeur) fit adonc<sup>3</sup> passer par la ville certains charriotz chargez d'armes vers sa maison demye lieue de là, dont ung chascun cria incontinent que c'estoit pour les employer contre les assamblées, de sorte que l'ung charriot fut retenu par le peuple<sup>4</sup>, mais comme le magistrat s'en mesla et soustint la cause du Drossart, en eut la commune tant plus grande arrière pensée.

Les embouches  
contre  
les presches.

La troisieme que à ceulx de la religion estoit d'autre costé venu lettre<sup>5</sup>, que le Drossart estoit près

<sup>a</sup> Par lettre du 13 d'aoust. <sup>b</sup> 13 aoust.

<sup>c</sup> Par lettres du 14 et 15 d'aoust. <sup>d</sup> Par l'envoyée lettre<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Une copie de ce document se trouve jointe à la justification du magistrat d'Anvers adressée au duc d'Albe. Voy. Archives du royaume. *Pap. du Cons. des Troubles*, v. X.

<sup>2</sup> Jean de Grève. — Ce fonctionnaire demeurait au village de Merxem.

<sup>3</sup> L'envoyée lettre. — Wesenbeke savait mieux que personne qu'une Saint-Barthélemy se préparait. Un jour qu'il parlait des prêches à la duchesse de Parme, elle lui



de la ville et bien mille chevaux logez çà et là, ensemble gens de pied logez ès prochains monastères n'attendants que la commodité pour au premier son de la grande cloche (qu'estoit le mot du guet) se jecter au despourveu à la troupe de l'assemblée à l'heure de la presche pour massacrer le tout et que entretant ceulx de la loy feroient tenir leurs portes fermées selon le desseing entreulx prins.

La quatriesme, que ausdicts de la religion estoit fait advertence, par certain homme, qu'ung sien

Gens levez contre la religion.

« avoit dit qu'il falloit en fuir, et qu'elle alloit donner des ordres en conséquence au margrave d'Anvers, aux échevins et aux doyens assermentés. L'irascible gouvernante tint parole, mais elle ne fut pas ébée. Le margrave lui objecta, en toute révérence, qu'une pareille entreprise n'était point son affaire ni celle des magistrats, mais qu'elle regardait MM. de Berchem et de Merxem qui étaient les officiers du dehors. C'est alors que la duchesse se sera entendue avec ceux que la chose concernait. L'esquissé *lettre* dont parle notre auteur ne laisse aucun doute à cet égard. Nous avons été assez heureux pour la retrouver aux Archives du royaume, et nous nous faisons un devoir de la transcrire :

« Mon frère. Ayant entendu la trahison cy dessus déclarer, n'avons voulu laisser  
« vous en advertir, afin que par vous plus à plain en puissiez advertir les anciens en  
« commis de l'assemblée d'estre sur leur garde. Qui est pour un certain qu'on vous a  
« dié secrètement que nous ne fussions point d'en advertir les frères d'estre sur  
« leurs gardes, car luy dié qu'il le sçait bien, que le drossart de Merxem est revenu  
« qui n'est point pour hinc, et que le plutost qu'il trouvera la commodité que les gens  
« seront à la presche hors de la ville, quant qu'on soit, on sonnera la grand cloche de  
« Nostro-Dame, et se doivent trouver entrez la ville une lieue ou demy lieue mil  
« chevaucheurs, quatre en un logis, huit en ung autre, autant plus ou moins, et i'a-  
« contient ruer à despourvus sur le trouppon de nos frères qui seroit chose pitoyable  
« à veoir, parquoy vous prie secrètement et sans grand bruit venir parler à nous  
« avec quelques des achiens ou commis comme N . . . , car il a esté une fois  
« auprès de nous, et dire qu'on ne houte ce bruit trop ardemment hors, car on nous  
« a prié vous vouloir resceire et que nelle faulte ne s'y trovast. Et mon frère quant  
« telle affaire adviendroît, les gardes des portes fermeroyent les portes et serent tous  
« vus comme chiens hors la ville. Ainzy devez devant la hourse ou la bourse vous  
« prin en advertir d'aucuns et non plusieurs, afin que l'entreprise des méchants se  
« puisse péir et acaerier, non aultre. En haste.

« En aultre les prestres doivent mettre à chacune abbaye quatre cens hommes et les  
« chevaucheurs dessus doit veoir tenir sur une nuit secrètement à demy lieu près de  
« la ville, et quant ils arroyent la cloche seroient tous en armes et soudain seroient  
« sur ens.

M. Gachard a publié les lettres du prince d'Orange et de la duchesse de Parme qui se rattachent à cette affaire. Voy. *Correspondance de Guillaume la Touraine*, II, p. 188 et suiv. La pièce que nous donnons a été évidemment écrite par un calviniste bruxellois et adressée à l'un des membres du consistoire d'Anvers.

compaignon l'avoit volu persuader de se laisser enroller pour se trouver prest contre ceulx de la religion<sup>a</sup> si tost que la plus grande cloche de Nostre-Dame sonneroit lequel l'avoit volu mener où les armoiries<sup>b</sup> se tenoient dont eust peu choisir pour soy, luy ayant aussy dit, que ce mesme jour en estoient enrollez plus de quatre-vingtz.

Ces quatre pointz y ont causé une terrible alarme, et ont mis la ville en grand hazard, et ores que avec grand travail le tout fut apaisé, toutesfois ceulx de la religion réformée, ont par là estez occasionnez<sup>c</sup> de résouldre le lendemain<sup>d</sup> de tenir de là en avant, leurs presches non dehors, mais dedans la ville mesme, et la commencer le jour après, xv d'aoust, jour Nostre-Dame<sup>e</sup>.

Monseigneur le gouverneur au mesme soir de ce adverty, a incontinent envoié le susdict conseiller<sup>a</sup> vers les ministres et deux de ses gentilzhommes, vers quelques principaux de leur religion, leur admonestant de désister de telle présumption ou tacheroit de les empescher à son possible<sup>c</sup> voirez aussy par forces qu'il feroit asssembler, s'ilz ne le vouloient laisser par douceur, mais que attendissent la résolution, que la régente de brief prendroit avec les nobles. Et ores qu'iceulx leur firent toute remonstrance possible, per-

<sup>a</sup> Par la remonstrance sur ce exhibée 14 aoust.

<sup>b</sup> Par leur exhibée remonstrance. <sup>c</sup> 14 aoust.

<sup>d</sup> Wesenbeke. <sup>e</sup> Par lettres du 15 de aoust.

<sup>1</sup> Armoiries, — armements.

<sup>2</sup> La remonstrance des réformés présentée au prince d'Orange le 14 août 1566 à onze heures du soir par quelques marchands a été publiée par M. Gachard. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, v. II, p. 190-92.

sistarent ils que ne povoient changer la détermination desja prinse. Toutesfois le mesme soir bien tard, ont ils envoyé quelques marchans des leurs à son Excellence avec un escript \* contenant la justification et descoulpe de telle leur délibération prinse et arrestée, pour éviter ung plus grand'mal considéré lesdictes quatre occasions et aussi autres arrières pensées qui ad ce les forçoient pour parvenir aux murmures des leurs, pour faire cesser toutes armes comme estoient requis, supplians que son Excellence ne le print de mauvaise part, à laquelle autrement porteroient toute obéissance et prendroient soing que nulle insolence ne s'en feroit, néantmoins s'il ne pleust à son Excellence de s'en contenter, qu'ilz aymoient mieulx (ores que enuyz)<sup>1</sup> d'avoir son mauvais gré que ouyr les lamentacions du peuple, qui craindoit que le tout se brassoit par le magistrat sans son sceu. Mais comme son Excellence ne volut à ce aucunement condescendre ains leur fit plusieurs remonstrances au contraire persistarent les mesmes envoiez en la prinse résolution, néantmoins feroient leur mieux pour au respect de son Excellence, le faire divertir, mais comme ce fut adoncq sur le minuyt envoia incontinent le gouverneur au magistrat, afin de faire mettre en armes pour le lendemain à cinq heures toutes les Guldcs, avec intencion de faire séparer par iceulx dectrement à tous costez les commenchemens d'asssemblée, mais le mesme lendemain du matin <sup>b</sup> sont ceulx de la religion retournez et ont

*La prière  
dedans refusée.*

<sup>a</sup> Par la remonstrance exhibée 14 aoust.

<sup>b</sup> Augusti, c'est-à-dire août.

<sup>1</sup> Ores que enuyz, — quoiqu'affligés.

déclarez à Son Excellence que pour son respect l'on avoit encoires postposé le prescher dedans la ville, mais que le peuple ne pourroit longuement à ce estre persuadé, veu lesdictes craintes et dangiers, ensemble l'approchant yver et pluyes, mais qu'il aide-roit beaucoup à les encoires contenir si on les pour-roit asseurer que nul oultrage leur seroit faict aux champs, de tout ce fit ledict gouverneur incontinent les advertences en Court<sup>a</sup>, le comte d'Egmont s'a-voit aussy ces jours par charge de la régente em-ployé au possible en son gouvernement de Flandres pour contenir le peuple, lequel decha et de là se com-menchoit fort à esmouvoir, signamment à cause que n'entendoyent nulle responce sur la petition des no-bles, dont pensoient que la noblesse les avoit aban-donnés et se laissé gagner et réduire à la dévotion de l'église romaine.

Le brisement des  
images.

Or, comme le nombre des placcards, s'alloit aug-mentant, devint le peuple par tout tant plus irrité, et à ceste cause et autres occasions, se mirent en grand aigreur, voirez aussy ceulx de la religion en armes, par crainte qu'ilz seroient foulez et oul-traigez des officiers comme ilz alléguoient, car de laisser leurs presches ou exercices de leur religion, n'y avoit apparence aucune, car icelles se multi-plieroient de jour à autre, or, quand ilz se trouvarent ainsi avec les armes au point en leurs assamblées, et bien fortifiez contre toute invasion, et prestz à dé-fendre leurs ministres et eulx mesmes avec leurs

<sup>a</sup> Par lettres du 15 d'aoust <sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Lettre de Guillaume, prince d'Orange, à Marguerite de Parme, datée d'Anvers, 15 Août 1566. Voy. *Correspondance de Guillaume la Taciturne*, II, 188.

femmes et enfans, ne sont les humeurs que plus troublez, principalement aussy par la crainte qu'ilz avoient, que plus forte poursuyte et persécution enfin leur seroit faite, dont aussi renforçarent de plus en plus leurs armes, et finalement est succédé que quelques ungs qui se voloient monstrier, les plus zé-  
 leux et enflammez en leur religion et plus ennemys à tout ce que à icelle contrarioroit, sont depuis par ung zèle trop inconsidéré, avancez et encouragez l'ung l'autre, de toucher premièrement et faire approcher à quelques statues et crucifix, plantez par les champs, depuis à quelques images et cappelles sur les chemins, par après aussi dedans quelques monastères et églises des villaiges et finalement des villes<sup>1</sup>, et en fin de compte, pour estre brief, ont abatu, rompu et démoly tous statues, images, crucifix, autels, tableaux, ornemens, repositoires, et tout ce qu'ilz y trouvaient, le tout gastant, brisant, destruisant avecq telle furie et célérité qu'il sambloit chose impossible, dont se mesla grande roberie, saccagement et pillage par la canaille qui s'entremesla, ores que  
 beaucoup des biens se rapportèrent aux gouverneurs en chascun lieu, lesquels desbordèrent, raige et forcenerie estant premièrement commencée et une fois attemptée en la Basse-Flandre, à l'entour de Ipre, si tost que le comte d'Egmont, estoit évocqué<sup>2</sup> et retiré en

Reviros le  
commencement  
d'Augst. 66.

Le  
commencement  
des brisimages  
en la  
Basse Flandre

<sup>1</sup> Voy. Van Meteren. *Histoire des Pays-Bas*, édit. de 1618, f° 43; Strada, *Histoire de la guerre des Pays-Bas*, édit. de 1739, I, 322-25 et les autres historiens catholiques et protestants sont d'accord sur ce point quo, le signal des pillages une fois donné, on ne devait plus s'arrêter. La brutalité de l'action devait plaire au peuple et passer à ses yeux pour un cas de réciprocité ou de légitime défense. <sup>2</sup> Évocqué, — appelé.

Court, est tellement enflammée, courue, et espardue de tous costez et en bien peu de jours, par tous les Pais-bas, qu'il n'y est demouré province qui ne s'en soit resenty, voire qu'il n'y a resté quasi ville aucune quy n'ait eu à souffrir par ces bris-images, ou du moins esté en paine, crainte et despens pour se garder, car elles ont esté toutes forcées, ou de souffrir que la canaille et ces entrepreneurs ayent achevé leur desseing, ou que le magistrat, margliseurs<sup>1</sup> et ecclésiastiques aient eulx mesmes osté les images et statues pour éviter plus grand dégast et dommaige ou de les prévenir et se munir et fortifier contre iceulx pour éviter leur raige et furie. Et fait bien à esmerveiller que jusques ores l'on n'a sceu entendre qui en ait esté l'auteur et entrepreneur, ou qui s'en soit vanté, voire non qui ait approuvé cestuy leur exploit ou voye de faict, mesme non les prescheurs et ministres de la contraire religion, mais comme ung feu, s'a emprins par une célérité de ville, en ville, de province en province, et grassé<sup>2</sup> terriblement par tout, et quasi en tous lieux esté commencé par enfans, jeusnes garçons et canaille.

La procession de  
l'image  
en Anvers.

Or, pour selon mon proposé, aussi en cest endroit, satisfaire au désireux lecteur par ung exemple et narration particulière et non le fastidier par le récit de plusieurs, luy proposeray autres fois ladicte ville d'Anvers, et compteray plus au large, comment le mesme s'exploicta, si bien en icelle ville que en aultres. Fault doncques sçavoir que après que au

<sup>1</sup> Margliseurs, — marguilliers.

<sup>2</sup> Grassé, — du latin : grassari, pris ici dans le sens d'exercer des ravages.

commencement d'aougst ceste destruction des images s'estoit peu à peu entamée en Flandres, et commença à s'espandre, sans qu'on pensoit que debvroit monter à telle audace que se monstra depuis. Le temps ordinaire est approché que le dix-huytiesme dudict mois, vint le jour de la dédicace, feste et procession solemnelle et générale en ladicte villed'Anvers, en laquelle procession l'on estoit de tout temps accoustumé, que fut portée (tant par les ecclésiastiques que séculiers, et tant par le magistrat que mestiers et guldes chascun à sont tour et circuyt) une grande statue représentant la vierge Marie, au nom de laquelle fut dediée la chief église d'icelle ville, a laquelle image on faisoit d'ancienneté beaucoup d'honneurs, révérences et cérémonies, tant la circumférant<sup>1</sup> que ostant et remectant en sa place et autrement.

Davantaige est survenu que quelques jours par avant le gouverneur de ladicte ville, monseigneur le prince, est par lettres<sup>a</sup> instamment évocqué et appelé pour se trouver, toutes excuses postposées, en Court, pour quelques jours, à cause d'affaires grandement importans au Païs, et signamment pour la difficulté qu'on avoit avec les confédérez. Et ores qu'il s'excusa beaucoup, toutesfois fut tant pressé que à la fin ne le pavoit plus différer, toutesfois par grande instance du magistrat, y demoura encoires pour tout cedit jour de la dédicace, à cause que c'estoit ung jour bien des plus dangereux de l'année tant à cause de ces cérémonies publiques que l'on y

L'invocation  
et absence du  
prince.

<sup>a</sup> Par lettres de la régente du 7 et 13 d'aougst 1566.

<sup>1</sup> Circumférant, — portant autour (de la ville ou de la paroisse).

usoit tant devant que après disner, que pour la grande confluence des gens de toutes pars, mesmes aussi des convives et yvrogneries qu'on estoit accoustumé d'y tenir ce jour. Or est ladicte procession tenue et ladicte statue portée et par les moisnes, ecclésiastiques, magistrat, membres et peuple esté convoyée par le grand accoustumé circuit à l'ordinaire, sans obstacle, esmotion ou inconvenient ores qu'on veoit bien, que plusieurs en murmuroient et dirent plusieurs injures contre la statue et les moisnes, autres jectarent après icelle de petites choses comme pelotz<sup>a</sup> et semblables car en quelques endroitz, ores que bien peu, en somme l'on considéroit bien qu'il déplaisoit à plusieurs, et que par beaucoup de gens ce fut tenu pour idolatrie.

Successeur du  
prince  
non envoyé,  
le lieutenant  
accusé.

Le lendemain du matin <sup>a</sup> partist mon dict seigneur le gouverneur vers Bruxelles ayant donné ferme espoir de son brief retour et admonesté de leur office et soing de la ville tant au magistrat que autres membres, mais avant que partir avoit il par plusieurs lettres<sup>b</sup> escript à la régente toutes les susdictes difficultez ensamble à icelle représenté qu'il craindoit que en son absence y pourroit survenir inconvenient, si avant qu'elle n'y envoias au paravant (suyvant la péticion des inhabitans) aultre seigneur de qualité, ou du moins qu'il y constituasse, par auctorité d'elle, ung lieutenant pour tenir sa place, mais la gouvernante le différa toujours, et luy escripva <sup>c</sup> que suffisoit que les officiers et la loy

<sup>a</sup> 19 augusti. <sup>b</sup> Par ses lettres du 13. 14. 15 et 16 augusti.

<sup>c</sup> Par lettres du 13 et 16 augusti.

<sup>d</sup> Pelotz, — boulettes de pain ou autres



ce pendant, et pour si peu de jours que son absence dureroit, portassent le soing et prinsissent regard à tout<sup>1</sup>.

L'après disner dudict jour a-t-on osté du milieu de l'église principale, la dicte statue et remis icelle en sa chapelle en son lieu ordinaire, ores qu'on estoit accoustumé de la laisser dehors par huyet jours entiers, afin que le peuple luy peult entretant faire l'ancienne révérence. Et ores qu'il se fist pour ung mieulx, et avecq bonne intencion, toutesfois plusieurs qui adoncq se trouvoient en ladicte église, et signamment la garzonnaille, s'en commença à mocquer, demandans les ungs aux autres, si mariette avoit paour qu'elle se retira sy tempre<sup>2</sup> en son nict, avec beaucoup d'autres propos picquans et opprobrieux, dont aussi plusieurs venoient à regarder par le traillyz de sa chapelle, après ladicte statue et en parloient diversement.

La statue trop tost remise.

L'insolence de la garzonnaille en l'église.

Entretant fut la garzonnaille s'entrejouant auprès la chaire de presche en la mesme église, dont enfin l'ung d'entr'eulx s'advança (s'il fut vraiment fol ou le contrefaisoit avec mauvais desseing l'on ne sçait) de monter en icelle chaire, et faisant mines comme de prescheur, commença à dire quelques folz propos, dont les garçons commencèrent à jeter après luy des petites chosettes, et s'y assambla incontinent des gens, autres le vouloient tirer jus<sup>3</sup> la

La pétulance d'un garçon.

<sup>1</sup> Voy. Gachard. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, vol. II. Toutes les lettres du prince d'Orange et de Marguerite de Parme indiquées en marge par notre auteur s'y trouvent, seulement la lettre du prince datée du 13 a été écrite le 12, et celle de la gouvernante du 13 porte la date du 14.

<sup>2</sup> Tempre, — promptement. <sup>3</sup> Jus, — en bas de.

chaire, desquelz le garçon se défendoit des pieds qu'il leur donnat, à la fin saulta auprès de luy en la chaire ung jeusne maronnier<sup>1</sup>, et le jecta par les degrez de haut en bas, dont se meslarent incontinent quelques ungs qui se tenoient auprès de là, et tirarent leurs poignars pour frapper ledict maronnier, et le blessarent quelque peu, mais il leur eschappa (ores que depuis fut prins des sergeans, pour entendre de luy la circonstance de la vérité et paraprès relaxé) de ce survint ung grand murmure en l'église, néantmoins comme ceulx qui tenoient la custode<sup>2</sup> de l'église firent incontinent retirer le peuple, et fermèrent les portes de l'église, est la chose pour ce soir ainsi passée.

La négligence  
et  
timidité du Senat.

Le magistrat de ce adverty en a esté bien empesché, et craindoit incontinent plus grand et mauvaise fin de tel commencement, et a le lendemain dépesché le susdict conseiller<sup>a</sup> vers ledict gouverneur à Bruxelles, pour l'avertir de ces occurrences, ensemble pour entendre son bon advys sur certains poincts, à cause desquelz leur sambloit convenir d'asssembler arrière le grand conseil. Et comme non obstant les insolences du jour devant, ny estoit entretant par le magistrat aucunement pourveu, ne par proclamations, ne défences, ne garde, ne guet, ne tenant les portes de l'église l'après disner dudict jour closes, sont le mesme après midy, envers le soir se trouvez arrière en icelle église plusieurs jeusnes garçons et canaille, plusieurs aussi se trouvoient là pourmenans à l'accoustumé. Où que de re-

<sup>a</sup> Wesenbeke.

<sup>1</sup> Maronnier, — marin. <sup>2</sup> Custode, — garde.

chief se jectarent plusieurs opprobres, et mocqueries contre ladicte image, la garçonnaille jouoit, crioit et mectoit en avant plusieurs grandes insolences, entretant croissoit leur nombre, de sorte que ores que ceulx de l'ordinaire custode de l'église vouloient autres fois clore les portes et les faire sortir, toutes fois ne le sceurent achever avecq eulx ne les faire retirer, l'officier (illec appellé le maregrave\*) de ce adverty, y est comparu avec ses sargeans et garde, et a admonesté l'ung et l'autre de sortir, ce que aulcuns firent, autres disoient qu'ilz vouloient préallablement ouyr chanter le salué, sur quoy leur fut dit, que pour ce soir l'on ne chanteroit, mais pour ce ne se retirarent, ains dirent quelques ungs à part, qu'ilz le chanteroient doncq eulx mesmes, entonnant par ainsi l'ung en ung coing, tantost ung autre en ung autre costé, ung pseaulme ou chansonnette, dont la voix fut par l'ung et l'autre ensuivie, entretant l'ung garçon poussa du pied quelque pierrette qu'il trouva à terre, l'autre jecta une aultre au coing du pavé, le tiers ruâ une autre contre quelque autel, de sorte que leur petulance croissoit de moment et moment, laquelle s'augmenta merveilleusement, si tost que le dict officier ne saichant faire huyder<sup>1</sup> l'église et ne luy

\* Messire Jehan d'Immerselle \*.

<sup>1</sup> Huyder, — vider.

\* Jehan d'Immerselle. — Jean de Liere, dit d'Immerselle, seigneur de Baeldry, appartenait à l'une des plus anciennes familles du pays. Son grand père avait eu les charges de vicomte d'Alost, de conseiller et de chambellan de l'archiduc Philippe-Beau. Sa femme était une Lenney. Il prêta serment le 24 décembre 1554 en qualité d'écouteur d'Auvere et de margrave du pays de Rhyen, et, pendant trente années, il conserva ces fonctions difficiles et souvent rebutantes. Nous avons eu déjà, à plusieurs reprises, l'occasion de citer sa correspondance avec Marguerite, que l'on conserve aux archives du royaume à Bruxelles. Voy. les *Farces de l'audience*, la *Correspondance de Brabant et de Limbourg*, et la collection dite du *Conseil des troubles*.

Le brisimage en  
Anvers.

samblant estre assez fort, s'est retiré d'illecq, après avoir clos toutes les portes réservé une, car adonc commençarent à chanter à haulte voix, ce qu'estant ouy de dehors y accoururent incontinent, comme à chose nouvelle et non accoustumée, plusieurs et s'y ammassa de la garçonnaille et canaille de plus en plus, croissant toujours l'insolence et audace, mesmes aussy le nombre et multitude, signamment quand le soir et nuyt approchoit, finalement après que ne officier, ne magistrat, ne garde, ne personne pour s'y opposer ou contredire, plus n'y comparust, ont ilz commencé à enhorter et persuader les ungs aux autres pour tirer en bas, tel ou tel idole, et furent les plus irritez, contre ladicte statue aiant deux jours auparavant esté portée par les rues, dont quelques ungs, commençant par là, ont premièrement forcé sa chapelle, jecté en bas et rué ladicte image en pièces, ce qu'estant advenu, se sont ilz avancez de courir plus avant avecq une merveillable furie et haste, et s'y sont emploiez tant de mains que devant la minuit toutes les chapelles d'une si grande église, furent forcées, les autelz brisez, les statues dejectez tout destruit, gasté et rompu. Or, le plus fort y estant achevé, s'est une grande troupe de ceste canaille, et garçons accompagnez d'autres, courrue par grande célérité en toutes les restantes églises monastères et chapelles de ladicte ville et y ont fait le semblable, comme aussy firent aux crois et statues que trouvèrent en leur chemin, par les rues et devant les maisons. Tout lequel se fit avec une raige si grande et une célérité si incroiable, que devant qu'il fut plain jour ny avoit en toute la ville, ne

église, ne chapelle, ne hospital, ne monastère, qu'ilz ny eurent quasi le tout démoly, abatu et destruiet, et ores que en icelle fouille plusieurs joyaux vasselles et autres biens de valeur, furent envoyez sur la maison de la ville, et ailleurs en main sauvé par quelques de ces briseurs, toutesfois en fut beaucoup pillé, desrobé et perdu.

Dont ne se contentant quelques d'entre eulx se sont à l'ouvrir de la porte au matin<sup>a</sup> courruz hors la ville, pour faire le semblable aux monastères et églises voisines, et se sont premièrement trouvez en l'abbaye de Saint-Bernart lieue et demye d'Anvers, et de là en plusieurs villages, aux chapelles et églises autour d'Anvers, destruisant et gastant tout, à quoy s'occuparent par deux jours ou davantaige. Entretant leurs compaignons qui estoient demourez dedans la ville, ne cessarent par tout ledict jour de courir en tous convents, chapelles et églises, où qu'ilz trouvoient encores quelque chose entière, pour l'abatre, à quoy quelques d'eulx, s'employarent encores toute la nuyt ensuyvante, voire se amusarent aucuns à quelques minutez le jour<sup>b</sup> et nuyt après, voire encores le jour ensuyvant<sup>c</sup> pour ne laisser riens en estre, sans que tout ce temps pendant a au moindre esté donné quelque obstacle ou empeschement, ne par officier, ne par magistrat, ne par guet ou garde, lesquelz sambloient estre constituez en telle frayeur (comme aussy furent les magistrats par tous les païs en semblables occurrences) qu'ilz n'osarent s'y opposer ou les empeschcr, ains se tenoient seulement unyz en la maison de ville, et avoient

Le brassiage  
alentour d'An-  
vers

a 21 aoust. b 22 aoust. c 23 aoust.

saisy et muny le marché par les confréries et bourgeois, mis en armes dès la première nuyt, et après mis garde en plusieurs rues et quartiers de la ville, mesmes aussi auprès de quelques églises, ayans fait clore quelques autres. Envoiant aussi ledict vingt et uniesme d'aoust le magistrat en diligence député en Court<sup>a</sup> pour en faire l'advertence à la gouvernante et audict seigneur prince, et aussi requérir son<sup>1</sup> retour en ladicte ville, dont l'on a illec esté bien esbahy, estonné et en crainte, et a-t-on incontinent tant en la Court que aux églises et portes, et par tout en la ville de Bruxelles se fait fort, et mis au guet et en armes, pour défendre que telle foule n'advient pareillement illecq, car l'on ne craindoit moindre insolence en Bruxelles que n'estoit advenu en Anvers.

La proposée  
retraicte de la  
Regente.

Dont la gouvernante fut constituée en une paour si extrême, mesmes estant intimidée davantaige par quelques ungs s'estans toujours bendez contre<sup>1</sup> ces péticions et lamentacions des nobles et des habitants, qui craindoient leur peau, que durant la nuyt entre le 21 et 22 d'aougst, elle print ferme délibération de se retirer subitement<sup>b</sup> hors Bruxelles vers

<sup>a</sup> M. Jehan de Pape, eschevin \*.

<sup>b</sup> De tout appert par lettres du 10 d'octobre 1566, et autrement est notoire \*\*.

<sup>1</sup> Bandez contre, — s'élever contre, prendre parti contre.

\* Eschevin. — Jean de Pape, on 'Spape, appartenait au sixième lignage des familles patriciennes d'Anvers. Son orthodoxie bien connue en cour avait décidé ses collègues à lui confier une mission extraordinaire. Il reparait, une dernière fois, sur la scène politique en 1569. (Archives du royaume. *Dépêches des rebelles*, v. IV.)

\*\* Les lettres du 10 octobre 1566, auxquelles notre auteur fait allusion sans les désigner plus particulièrement, ne peuvent être que celles écrites ce jour là par le comte de Hornes au roi Philippe II et au baron de Montigny, son frère, alors en Espagne. Voy. Foppens, *Supplément à l'histoire etc.* du P. Strada. Amst. 1792. II. 472-82. Voy. aussi la *Deduction de l'innocence de Messire Philippe, baron de*

Mons à quoy elle procura si diligemment que toutes ses filles, chevaux, garde, bagaiges, et en somme, elle et tout son train estoit prest dès devant le jour pour partir : à quelle heure elle manda en haste vers elle tous les chevaliers de l'ordre et gouverneurs des provinces qui adoncq se trouvoient en icelle ville ausquelz venuez elle déclara sa résolution, requirant que la volussent accompagner, lesquelz de ce estonnez et prévoyans que en l'exécution de tel son desseing gisoit l'asseurée ruine du païs, puisque le chief s'en alloit et abandonnoit le tout au bénéfice de nature, luy ont faict toutes remonstrances possibles pour l'asseurer et divertir de telle impression, ce que ne peurent achever avecq celle, à cause principalement que y survint le président Viglius<sup>1</sup>, qui dist à Son Altèze, que les bourgeois s'estoient desjà saysi des portes et résoluz de ne la laisser sortir, dont fut en plus grande angoisse, ores que les grans travailloient pour la reconforter, l'assurans qu'il ny avoit riens de tous ces rapports qu'on luy faisoit sinistrement au grand desservice du Roy, préjudice du païs et desréputation d'elle mesme : dont la supplioient de voloir dilayer son partement, avecq promesse de non l'abandonner, ains de mourir, tous à ses pieds, si quelcung la volusse outrager. A quoy

Le rapport du  
président.

<sup>1</sup> Viglius de Zwicheu était alors chef et président du conseil privé.

*Montmercy, comte de Hornes, franc seigneur de Wœrt, amiral et capitaine général de la mer du Païs-bas, et chevalier de l'ordre de la Toison d'or. Contre la malicieuse appréhension, vaine détention, vaine procédure, fausse accusation, iniques sentences, et tyrannique exaction en sa personne à grand tort par ruse de fait perpétrées. Imprimé en septembre 1566, pp. 308-315, pour la lettre au roi, et pp. 376-381 pour la lettre à Montigny. Ce dernier volume, dont Feppens s'est servi, sort évidemment des presses établies à Billebourg par le prince d'Orange.*

enfin bien enuys condescenda pour ce jour là après que tous les grans luy avoyent affirmé qu'ilz la métriont hors la ville si tost qu'ilz cognoistriont quelque dangier, et moureroient de la paine. Après elle requist au comte de Mansfelt<sup>a</sup> de prendre la charge de la ville, lequel à l'instant accompagné de quatre des grans<sup>a</sup> se trouvarent à la maison de ville, et firent assambler les membres, pour leur déclarer que la régente estoit demourée sur leur parolle et pour sçavoir d'eulx s'ilz voudroient obéyr·audict comte de Mansfelt, qui seroit assisté par les autres seigneurs, à quoy iceulx respondirent estre délibérez de vivre et mourir avecq les seigneurs là présens, promectans toute obéyssance audict comte et n'estre, d'intencion de souffrier presches ou saccagemens d'églises dedans la ville, dont leur samblant les affaires de la ville assez seures, allèrent de rechief sur ce reconforter la régente qui s'en contenta quelque peu davantaige entretant fit on sonder par les députez des confédérez des adonnez à la religion de la vé-

<sup>a</sup> Le prince d'Oranges, le comte d'Egmont, le comte de Hornes, le comte de Hoochstraten.

<sup>b</sup> Mansfelt. Pierre Ernest, comte de Mansfeld, gouverneur du Luxembourg et de Namur et ambassadeur extraordinaire du roi d'Espagne auprès des cours d'Allemagne et de Portugal, devait à sa qualité d'étranger sa profonde indifférence pour les projets de la noblesse belge. Le P. Strada rapporte combien il se tourmenta, quand son fils Charles, obéissant à la générosité du sang qui coulait dans ses veines — sa mère était une Brédérode — eût signé l'un des premiers le fameux compromis. Le comte Pierre Ernest afficha constamment le plus grand dévouement pour le trône, le plus grand respect pour l'autel, et il parvint, en 1592, à recueillir l'héritage du prince de Parme comme gouverneur général des Pays-Bas. Il mourut en 1594, âgé de 78 ans.



rité<sup>a</sup>, qui déclaroient ny avoir riens, et que ne attemperoyent riens en la ville : mais sur le soir qu'elle redemanda lesdicts seigneurs chevaliers de l'ordre, leur faisant ses complainctes, qu'elle avoit seure advertence, qu'on debvoit celle nuyt abbatre les images en toutes les églises de la ville, mesme aussi en la chapelle de la Court, et davantaige tuer le président Viglius et les sieurs d'Arenberge<sup>b</sup> et de Barlamont<sup>c</sup>, et à elle constituer prisonnière, y adjouxtant qu'elle avoit esté m<sup>lle</sup> advisée d'avoir creu leur conseil, les sommant de leur honneur et promesse de la mettre hors la ville. Lesquelz y respondirent qu'ilz estoient seurs qu'il n'y avoit riens de tous ces rapportz, et qu'il n'estoit en ceulx de Bruxelles, d'effectuer tel desseing puisqu'il y avoit adonc tant des seigneurs principaulx et gentilzhommes de qualité dedans la ville, comme aussi n'y eut celle nuyt apparence aulcune de telles emprinses, par quoy fut le lendemain<sup>d</sup> matin par la régente et seigneurs trouvé nécessaire pour réduire le peuple en office, d'ap-poincter avec la noblesse et parmectre les presches sans armes.

Monseigneur le Prince, bien marry que en son absence estoit advenu tel désastre en une ville<sup>e</sup> dont il estoit gouverneur, a ce mesme jour sur le soir avec lettres<sup>f</sup>, et charge plus ample de bouche, dé-

<sup>a</sup> 23 aoust. <sup>b</sup> Par lettres du 21 aoust.

<sup>c</sup> Notre auteur parle ici en Protestant.

<sup>d</sup> Jean de Ligne, comte d'Arenberg, sur qui nous avons déjà donné quelques détails. Voy. plus haut à la p. 236.

<sup>e</sup> Charles de Berlaymont, conseiller d'État et chef des finances du roi, déjà cité, p. 189 en note.

<sup>f</sup> Ville. — Anvers.

pesché ledict conseiller<sup>1</sup> qui le jour précédent vers luy avoit esté envoyé, lequel cheminant toutela nuyt, a le lendemain matin délivré ses lettres et fait son rapport au magistrat sur la maison de la ville, leur escripvant et mandant Son Excelence estre prest d'y retourner quand la régente le luy commanderoit, mais ne veoit quel service il y pourroit faire quand l'on ne vouloit ensuyvir l'ordre qu'il trouvoit requis; comme ilz avoient refusé la levée des bourgeois aiant esté si nécessaire comme à présent trouvoient par espérance.

Les preschers  
ordonnés  
les Églises.

Les diligences  
de  
Wesenbeke.

Et à cause que le magistrat avoit adonc entendu que ceulx de la nouvelle religion avoient proposé de prescher celluy devant midy en deux églises, enchargèrent audict conseiller, de s'emploier et faire tout extrême debvoir pour l'empescher s'il fust aucunement possible, et requérir de leur part à quelques principaulx d'iceux, voire aussi aux ministres mesmes (comme quelques fois desjà avoit esté employé vers iceulx par charge tant du seigneur Prince, que d'eulx pour faire cesser les armes et autres services) qu'ilz laissassent tel leur desseing, sur quoy il respondist ne sçavoir le logis d'aucun d'iceulx, combien que par l'ung ou l'autre, avoit bien esté conduit deçà et delà jusques les parler, quand il luy fut ainsi enchargé par le gouverneur ou eulx, néantmoins en feroit toutte diligence possible, et ce suyvnt s'est-il incontinent trouvé en quelques maisons et aussi esté adressé en quelques endroitz, mais

<sup>1</sup> Conseiller Wesenbeke. Notre auteur dit en effet dans sa *Défense* qu'il n'a quitté Bruxelles qu'après avoir reçu la nouvelle des pillages d'Anvers.

n'a trouvé nul des ministres, mais bien entendu qu'estoit conclu que l'ung<sup>a</sup> prescheroit en la langue commune en l'église de Nostre-Damme à huyt heures et l'autre<sup>b</sup> en françois en la paroche du Bourg<sup>c</sup> à dix heures ce devant disner, pour admonester le peuple à modestie et obédience.

A cause de quoy est ledict conseiller retourné vers le collège et leur a déclaré sa diligence, ensamble ce qu'il avoit ouy. Lesquelz luy déclarèrent que le peuple s'assembloit desjà en grandes troupes en ladicte grande église, et craindoient que le ministre seroit desjà sur la chaire, par quoy le requirarent qu'il se voulusse haster vers là, et regarder s'il y pourroit mettre encoires quelque bien. Or, y accourant incontinent, rencontra sur le cimetière le ministre des Walons Taffin<sup>d</sup>, auquel déclara sa charge et fit ladicte réquisition au nom du magistrat, lequel luy respondit qu'il luy déplaisoit qu'il n'avoit sceu plus tost le bon plaisir du magistrat.

<sup>a</sup> Herman Modet \*. <sup>b</sup> M. Johan Taffin.

<sup>c</sup> L'église du Bourg étoit située dans la nouvelle ville.

<sup>d</sup> Taffin. Jean Taffin, né en 1529 à Tournai, étoit le fils d'un marchand. Il servit le cardinal de Granvelle en qualité de bibliothécaire, s'en alla à Genève étudier la théologie sous Théodero de Bèze, et fut successivement ministre de l'Évangile à Metz, Anvers, Heidelberg, Harlem et Amsterdam. Ses ouvrages nous permettent de juger de l'excellence de son mérite comme écrivain et comme savant. Ses trois frères, Jacques, Nicolaas et Germain, se dévouèrent au service de la révolution, et son fils Jean servit Dieu avec un zèle constant dans l'église wallonne des Pays-Bas. Voy. pour d'autres détails Paquet. *Histoire littéraire des Pays-Bas*, XI, p. 167-171. *Bulletin du biblioph. belge*, XII, 375-6.

\* Modet. — Nous avons déjà esquisé la biographie de ce prédicateur des calvinistes flamands. Voy. en note, p. 55 de cet ouvrage.

Toutesfois que ceste asssemblée ne pouvoit servir que à la tranquillité publique, et assurance d'ung chacun, car ilz avoient proposé d'admonester le peuple à la restitution des choses pillées, et à modestie et obéissance, mais qu'il ne pouvoit bonnement estre délaissé à celluy instant pour estre trop tard, car il vint hors l'église et avoit Hermannus veu desjà monter en chaire, néantmoins à la prière dudit conseiller retourna à l'église avec icelluy, et sont ambedeux passez, la presse du peuple jusques à la chaire où Taffin monta, disant à Hermannus que le conseiller, lequel il luy monstra embas à la chaire, luy requira au nom du magistrat, de vouloir sup-  
percéder<sup>1</sup> de sa presche, lequel respondist qu'il n'estoit possible de faire partir le peuple sans turbation si l'on ne luy dist riens, néantmoins feroit tout ce que pourroit, et en lieu de sa proposée presche, ne feroit que une simple et brève admonition avec une prière, et à tant licenceroit le peuple, à quoy il a satisfait, ores que la prière dura quelque peu. Après ce a ledict conseiller tant effectué vers ledict Taffin qu'il a mandé à ses auditeurs, qui estoient desjà assemblez au bourg, qu'il ne prescheroit point, et ce ne povant aider, y est allé icelluy Taffin mesmes en personne, et leur a remonstré que le magistrat l'avoit requis, auquel debvoient toute obéissance, brief les a dextrement fait retirer.

Le magistrat ayant le tout entendu, a remercié ledict pensionnaire du bon office, après luy fut annoncé, que Hermannus à la fin de sa prière avoit désigné heure de prescher au mesme lieu à deux

<sup>1</sup> Supercéder. — surseoir.

heures après midy, dont estant en paine, ont requis ledict pensionnaire de se vouloir employer pour persuader audict Hermannus qu'il s'en déportasse, ce qu'il a dit depuis à icelluy, après que par grand travail l'eust trouvé, lequel respondist que ceulx qui l'avoient ouy, povoient estre bons tesmoins qu'il avoit finy son exhortation et prière, et se pensoit retirer sans désigner heure quelconque aux auditeurs, mais que luy fut dist, ainsi qu'il voloit descendre de la chaire, que le peuple estoit troublé à cause qu'il n'avoit fait une formele presche, et s'il ne le fist encoires, que mal en seroit causé, sur quoy leur avoit désigné heure pour ung mieux, dont ne pouvoit comprendre, comment l'on pouroit eschapper sans trouble, toutesfois pour complaire au magistrat et monstrier toute obéissance, s'en excuseroit tant que seroit possible et feroit mettre à toutes les entrées du latre quelcung des leurs pour admonester au peuple de retourner à la maison; le magistrat de son costé, pouvoit faire le mesme, et par bon moyen tâcher de les admonester de s'abstenir de l'église, promectant qu'il n'y iroit n'y prescheroit s'il ne fut du tout nécessaire et que l'on veisse<sup>1</sup> que le peuple ne seroit autrement à appaiser. Dont ledict conseiller fit au collègue rapport. Lesquelz à ceste cause ont clos les portes de la grande église, et mis du guet devant, mesmes aussi de gens ausdictes entrées du cimetière. Après ont requis audict conseiller, que comme il avoit achevé cestuy bon office vers le ministre de leur langue, et aussi le matin vers le prescheur walon, qu'il continuasse encoires

L'excuse  
de Hermann.

<sup>1</sup> Veisse, — vît.

le mesme, vers ledict ministre walon, car ilz avoient entendu que icelluy debvoit prescher à deux heures audict Bourg<sup>1</sup>. Sur quoy l'ayant longuement cherché, a finalement trouvé ledict Taffin, et luy remonstré le désir du Sénat, l'ayant aussi remercié du devoir fait le matin et requis que du moins pour ce jour continuasse en la commencée obéyssance : lequel luy déclara qu'il avoit esté fort noté, et blasmé de ce qu'il avoit fait le matin, et qu'ilz avoient du tout volu et insisté qu'il preschasse l'après disner, dont ne s'avoit sceu excuser, toutesfois s'emploieroit encoires à trouver eschappatoire, et faire séparer ses auditeurs, envoyant à celle fin quelques ungs incontinent es lieux qu'il sçavoit servir. Mais luy fut rapporté que le peuple estoit desjà en bon nombre assamblé au Bourg et l'attendoient où il a envoyé autres à instance dudict conseiller pour l'excuser et par moyens dextres le faire retirer, lesquelz luy rapportèrent pour responce, qu'il ne leur estoit possible d'appaier et faire retirer le peuple en très grand nombre assamblé et l'attendant. Dont que surviendrait quelque inconvénient, en cas que luy mesmes en personne ne s'y trouva et leur fit quelque admonition par où sceust parachever avec eulx de se retirer, par quoy il est allé vers là en personne et a si dextrement usé avec le peuple et leur tant remonstré l'obéyssance qu'ilz debvoient au magistrat et que à leur instance bien pouvoient surceoir leurs presches pour ung jour ou deux, et samblables propos qu'ilz sont enfin séparés sans qu'il prescha.

Le magistrat de ce adverty par ledict conseiller,

<sup>1</sup> Bourg, — dans la nouvelle ville.

l'a fort remercié du bon debvoir, et déclaré que Taffin avoit ce jour par deux fois mieux maintenu sa parole que Hermannus, lequel estoit autresfois en chaire et preschoit, comme le peuple s'estoit fourré par force en la grande église.

Le lendemain n'a-t-on ouvert église ne monastère sinon celle de Nostre-Dame<sup>a</sup>. Et le magistrat a député ledict conseiller<sup>1</sup> pour se trouver arrière en Court, allant en toute diligence, pour requérir à la régente et monseigneur le prince que Son Excellence se trouvasse arrière en la mesme ville au plus tost, pour estre mis ordre à tout avant que plus de mal survient, mais craindans qu'il en feroit ou pourroit faire difficulté, puisqu'il avoit expérimenté que ores qu'on l'avoit requis pour chief et gouverneur de la part du Roy, toutesfois l'on n'avoit voulu suyvre ne obéyr à son advis et conseil, dont ilz se trouvoient adonc au désastre, par les confusions et difficultez qu'ilz souffroient, ont à ceste cause mandez et fait assamblar les vieux eschevins, wyckmaistres, doyens et conseillers des mestiers, et avec les mesmes unanimement accordez et résoluz<sup>2</sup>, qu'ilz submectoiert du tout la superintendence et tuition<sup>3</sup> d'eulx et de la ville en mondict seigneur le prince auquel se confioient de tout pour y mettre telz gens (tous bourgeois) et ordre qu'il trouveroit convenir, mesmes aussi d'y statuer, suyvant la charge par la régente à icelluy donné par leurs requestes, toutes ordonnances que pour le service du Roy, repos des inhabitants et assurance de la ville trouveroit convenir,

<sup>a</sup> 23 aoust <sup>b</sup> Par acte expresse du 23 aoust.

<sup>1</sup> Jacques de Wesenboke. <sup>2</sup> Tuition, — défense.

ausquelles obéiroient, saulf que riens ne fut fait contre leurs privilèges et usaiges, requirans humblement que Son Excellence s'y volusse incontinent trouver pour estre préservez de tous ultérieurs inconvéniens, dont donnarent audict conseiller instrument par escript pour le délivrer à Son Excellence avec charge de remonstrer aussi le mesme à la régente.

Or, faut sçavoir que en ceste foulle et destruction s'apportèrent par plusieurs beaucoup d'or, d'argent, joyaux et choses précieuses tant à la maison de ville, que aux supérieurs des églises, monastères et plusieurs autres lieux et maisons tant la première nuyt, que les jours et nuyts ensuyvans, toutesfois se trouva que beaucoup de choses de grand valeur demourarent pillées, desrobées et perdues par quoy trouva le magistrat nécessaire de faire ung mandement<sup>a</sup> que ung chascun qui avoit quelques biens pillez soubz luy, les rapportasse aux wyckmaistres<sup>1</sup> déans xxiiij heures sur le hart, et que personne ne s'avanchasse de plus abatre ou gaster en quelques lieux sacrez ou autres sur semblable paine<sup>2</sup>.

<sup>a</sup> Par la publication du 23 augusti.

<sup>1</sup> Wyckmaistres, — chefs de la bourgeoisie, quarteniers.

<sup>2</sup> Cet arrêté municipal, rapporté dans la justification du magistrat d'Anvers, présentée au duc d'Albe, venait un peu tard. Chose remarquable! c'étaient les protestants eux-mêmes qui en avaient fait sentir la nécessité, qui l'avaient pour ainsi dire dicté. Nous lisons en effet dans un livret contemporain, auquel la déclaration de Marguerite de Parme donne un caractère officiel, que « le ministre flamand monta derechef en chaire audit temple appelé Nostre-Dame, le jeudi matin 22 d'aoust, (c'est-à-dire la veille de la publication du magistrat) et là fit une « briefve remonstrance au peuple, protestant en premier lieu



Or, pour ne donner occasion à quelque trouble par la mesme publication, et pour le peuple mieulx faire rengier à tranquillité et abstenir de pilleries et insolences, trouvèrent estre bien requis que ceulx de la religion en fussent préadvisez, et aussy requis qu'ilz eussent à enseigner le peuple à toute modestie et obéyssance, ensamble de s'abstenir de tous ultérieurs brisemens, signamment aussy de toutes prédatations<sup>1</sup> et insolences et que ung chacun eust à rapporter ce qu'estoit pillé. Et comme leur sambloit d'advis que personne ne le scauroit mieulx exploicter que ledict conseiller, le requirarent que avant son partement (lequel toutesfois ilz trouvarent fort hastif), il s'employasse encoires à faire ce bon office à la ville, lequel ne désirant que servir à sa patrie, a tant couru qu'il a fait assamblar trois de leurs ministres<sup>2</sup>. Près desquelz venu : a premièrement remercié ledict Taffin de la bonne obéyssance et volonté monstrée le jour précédent, et bien désiré et soubz-haité audict Hermannus qu'il se fut si bien employé, lequel allégua pour son excuse l'extrême nécessité et turbation du peuple, dont toutes ses excuses l'après midy faites ne luy avoient peu valoir. De

La remontrance  
de  
Wesenbeke aux  
ministres.

« que ce brisement des images avoit été fait sans le sceu des  
« ministres, et autres commis à la conduite de l'Eglise, désa-  
« vouant en second lieu et détestant les pilleries, larrecins et  
« autres insolences qui estoient ensuyvies, et exhortant ceus  
« qui avoient quelque pillage et larrecin de le porter au magis-  
« trat. Et pour concision admonestant le peuple de l'obéissance  
« deue au magistrat et de la concorde et paix requise entre le  
« peuple. » (Voy. le *Recueil des choses advenues en Anvers tou-  
chant le fait de la religion en l'an MDLXVI*, s. 1. n. p.

a Taffin, Herman \*, M. George Silvain \*\*.

<sup>1</sup> Prédations, — objets volés, butin, de *praedatio*.

\* *Modest*. \*\* *Silvius ou Vanden Bosch*.

sorte que pour éviter plus grand mal fut à ce contrainct puisqu'on luy asseuroit que autrement l'affaire ne se passeroit sans inconvénient, ce qu'il désiroit éviter au possible.

Après cela leur a remontré au nom du magistrat et requis qu'ilz volussent faire à leurs auditeurs une soigneuse admonition de ces grandes insolences, brisemens d'imaiges, et en oultre de ces exorbitantes pilleries desjà advenues, et qu'ilz se eussent en avant d'abstenir d'ultérieurs brisemens et roberies, mesmes aussi à rapporter et rendre le déprédé<sup>1</sup>. Leur déclarant la publication sur ce faite, laquelle on avoit délibéré de mettre en exécution; d'avantaige d'enseigner leur auditoire que en toute manière ne attempassent quelque ultérieur sacq ou violence en quelques maisons des marchans, bourgeois, ou autres, ne aussi en quelques églises ou chapelles, allendroict les minutz qui povoient rester, en oultre se contenir de toutes esmotions et troubles, mais s'adonner à toute obéyssance du magistrat, pour entretenir le repos et tranquillité publique.

La response des  
Ministres.

A ce luy respondirent iceulx trois que la démolition desdicts images estoit faite sans leur sceu, aussi qu'ilz ne approuvoient la façon de faire comme il estoit advenu sans l'autorité du magistrat, combien que la grande idolatrie y maintenue si longuement avoit bien mérité d'estre chastiee par telle indeue foule. Quant au pillage qu'ilz le reprovoient et détestoient et à la restitution desjà avoient admonesté et exhorteroient d'avantaige comme la raison

<sup>1</sup> Déprédé, — bien volé.

requeroit. Ne faudroient aussi d'enseigner au peuple qu'il se devoit abstenir de toute voye de faict et insolence et se rigler en toute obéyssance et modestie pacifiquement. Laissant en oultre au magistrat statuer ès affaires politicques ce que luy sambleroit convenir, toutesfois ne pouvoient cesser de requérir à icelluy pour la bonne affection que portoient au bien publicq de la ville, qu'il volusse procéder discrètement et prendre en considération le temps d'adonc et les humeurs du peuple, afin que ne fusse donné occasion à plus grandes tumultuations et désordres, y adjoustant qu'il y avoit à faire grande différence entre l'oster des idoles et de piller et desrober des biens. Néantmoins que le tout se disoit par eulx trois en leur privé nom seulement, et pour donner plus ample et générale responce, se transporteroient incontinent où ilz penseroient trouver les leurs, pour de commune main en délibérer, et encores ce devant midy faire entendre ou délivrer leur responce audict conseiller, mais bien tost après luy envoierent ung billet<sup>a</sup>, qu'il estoit trouvé requis que l'après midy délibérassent sur son proposé avec les commis<sup>1</sup>, et après luy seroit portée leur responce, dont ayant faict rapport au collègue, ont ilz trouvé nécessaire que le voyage dudict pensionnaire seroit si longuement différé.

L'après disner du mesme jour, a le magistrat, désirant que ledict pensionnaire partist d'ung costé,

a Par l'originel billet signé deux trois<sup>a</sup>.

<sup>1</sup> Commis. Ce mot signifie ici la réunion des anciens et des diacres d'une église protestante.

<sup>a</sup> Nous n'avons point retrouvé ce billet signé deux, trois, c'est-à-dire par deux ministres et trois anciens.

et considérant qu'il ne convenoit avant qu'il eust receu la susdicte responce d'autre, l'envoïé par plusieurs fois pour la recouvrer, mais n'a sceu trouver personne, sinon à la fin luy ont fait entendre qu'ilz estoient en consistoire assamblez, auquel ne désirarent que ledict conseiller vinsse en personne (comme plusieurs d'eulx ne volurent de luy estre cognuz) par quoy luy plairoit d'attendre à la maison de ville, ilz apporteroient leur responce illecq, ou de là conduiroient en lieu où il la trouveroit.

21 Augusti.  
Quelques bri-  
viers  
apprehendes.

Au mesme temps s'est comporté que comme les jours passez, quelques ungs s'avoient tousjours avancé de démolir encores quelques choses deça et delà, signamment aussi en la grande église une reste d'ung crucifix estant bien hault en l'ayr eslevé, adoncq se sont quelques ungs attaché non seulement audict crucifix, mais aussi aux armes du Roy et des chevaliers du Toison d'or y mis par ordre au cœur, pour les rompre et abatre, dont le magistrat adverty, et par quelcung d'entreulx admonesté que c'estoit une grande honte et chose non excusable de souffrir desja par quatre jours telle insolence de telle canaille, qui le faisoit alors en si petit nombre, a enfin prins couraige et délibéré de l'empescher, ayant préallablement promis assistance les ungs aux autres.

Suyvant laquelle délibération s'est l'officier avecq aulcuns de la loy, accompagné des sergeans et aulcuns des confréries, et guet du marchy, transporté vers icelle église, ce que entendant la canaille qu'y estoit, se mist hastivement en fuyte, toutesfois en furent atrapez jusques à dix ou douze, desquelz les

trois ayans esté trouvez coupables, sont depuis (après l'arrivée dudict seigneur prince) penduz sur ledict marchy, le 28 dudict mois <sup>a</sup>, autres trois esté bannis, et les autres autrement corrigez<sup>1</sup>.

Comme aussi ce mesme après disner, fut délibéré sur plusieurs choses qui pourroient conduire pour l'asseurance et tranquillité de la ville, fut trouvé entre autres qu'il seroit bien hazarder la ville, si ceulx de la réformée religion s'advançassent de se saisir, tenir et planter pour leurs presches, des paroches de Nostre-Dame estant la plus grande et principale église et près du marchy et maison de ville et de S. George, où avoient destiné de mettre le curé du Kiel, dont leur sambloit que ce seroit faict ung grand bénéfice à la ville, si l'on les peult persuader par dextérité, si avant (puis qu'il ny avoit ordre de leur empescher par forces) qu'ilz le vinssent à promectre et asseurer de bonne veuille, parquoy ont requis audict conseillicr et pensionnaire qu'il volusse employer son extrême diligence pour le parachever avec eulx s'il fut possible mesmes encores avant son partement, afin, que les deux jours ensuyvans (estant feste et dimenche) en peussent estre asseurez, en quoy se employoient ledict conseillicr, a tant pourchassé, qu'il a trouvé moyen pour leur faire entendre par tierce main telle requeste et remonstrance.

Les Eglises  
exemptes.

<sup>a</sup> Par lettres du 28 d'aoust.

<sup>1</sup> Voy. Gachard. *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, II, 197-98. Lettre du prince à Marguerite de Parme du 28 août 1566. — *Archives royales de Bruxelles. Papiers du Conseil des troubles*, v. XI. La publication de bannissement prononcée à Anvers le 28 août 1566 contre Egbert Willemsz, Jean Blateau et André Vande Velde. — Voy. notre livre intitulé : *l'Inquisition et la réforme en Belgique*, p. 75 à 88.

L'exhibition  
de ceux  
de la Religion.

Messire Jacques  
Vander Heyden.

Sur le tard envoiarent ceulx de la religion vers ledict conseiller, luy faire sçavoir, que leur responce estoit preste, et que aucuns d'eulx la luy porteroient incontinent, et comme il la pensoit aller quérir avec celui, qui luy portoit le message trouva aux degrez ledict Taffin<sup>1</sup>, avec deux ou trois des leurs lesquelz luy déclararent qu'ilz avoient la response en escript, et que leur charge estoit de la présenter au bourgmaistre Verheyden, et audict conseiller jointz pour la plus grande auctorité. Surquoy estant montez jusques en salle, s'est trouvé ledict conseiller vers le magistrat, et leur a référé ce que de la part de ceulx de la religion luy estoit dit, de sorte, que ledict bourgmaistre par advis du magistrat, s'est trouvé avec ledict pensionnaire en une autre chambre, où ilz firent entrer lesdicts envoieuz de la religion, où ledict Taffin sommièrement récita ce que par ledict conseiller au nom du magistrat leur estoit déclairé, et que ceulx qui estoient commis à la conduite des églises, tant des bas-allemands que wallons avoient sur ce esté assamblez et trouvé requis y respondre ce que contenoit l'escript qu'ilz y exhibarent. La substance d'iceluy aussi répétant verbalement. A quoy leur fut respondu par ledict conseiller par charge du bourgmaistre, qu'ilz visiteroient leur exhibé escript au Sénat, pour délibérer qu'en seroit à faire : leur déclairant en oultre par commandement du magistrat, que sans à ceulx de la religion consentir ou accorder en aucune manière, fust par tolérance, connivence ou autrement de

<sup>1</sup> Jean Taffin, ministre des calvinistes wallons. Voy. sa notice, en note, à la p. 293.

prescher ou se saisir de quelques églises ou monastères, la loy en espécial, leur faisoit déclarer et entendre que leur volonté et intention estoit, qu'ils eussent à s'abstenir du tout, et ne toucher aucunement, aux églises de Nostre-Dame ne de Saint-George. Surquoy iceulx envoie, ayans parlé parensamble, déclaroient qu'ilz ne faisoient nulle doubte, et pour ce bien povoient asseurer le magistrat, que en ce leur seroit obéy, et que ces deux places désignées ne seroient par eux occupées : iceux retirez, a le magistrat incontinent veu ledict escript, estant adressé au Sénat, au nom des ministres et commis de leurs deux églises contenant les huyt articles ensuyvans, informa :

« Messieurs, nous protestons en vérité, comme devant Dieu, que ce qui a esté fait quant à l'abolition des images, a esté sans nostre sceu et adveu.

« Quant aux larrecins, pillages, yvrongneries et autres dissolutions et insolences qui sont ensuyvies, nous les blasmons et détestons. Et pour tant les ministres de la parole exhorteront, comme ils ont desjà fait, les auditeurs en leurs prédications, qu'on s'en abstienne entièrement, et qu'on rapporte en vos mains ce qui a esté pillé et desrobbé.

« Ceus de nostre église sont prests de rendre toute obéissance à vos Seigneuries pour s'opposer sous vostre commandement à tous saccagemens, violences, voleries, et autres insolences.

« Nous vous recognoissons estre establis par le seigneur en office de magistrat, et pourtant sommes obligez de vous obéir, non seulement pour crainte

d'estre puniz, mais aussi pour la conscience. Et par conséquent devons et voulons fidèlement payer tailles, gabelles, impôts, subsides, dismes, et autres charges qui nous seront imposées, ordinaires et extraordinaires. Confessans que ceus qui refuseront, ou feront fraude en cest endroit, offenseront Dieu, et seront punissables par vos Seigneuries.

« Pour plus grande assurance de ce que dessus les ministres de la parolle et autres, commis à la conduite de l'église, sont prests, s'il est besoing, de faire serment en vos mains de vous estre fidèles et obéissans en toutes choses Dieu et sa parole, pour la conservation, selon bien et utilité des bourgeois et habitans, et de la ville.

« Supplians que sous vostre autorité et protection puissions nous assamblar en quelques temples propres et capables pour l'exercice de nostre religion, et ne prendre de mauvaise part, si nous nous servons de quelques ungs, selon la nécessité présente, en attendant qu'y ayez pourveu.

« Ce pendant nous ne prétendons de forcer aucun en sa conscience, ou contraindre à nostre religion, nous contentans et louans Dieu d'avoir moyen de le servir selon la nostre, estimans que vos seigneuries pourvoyeron, à ce que les ungs et les autres ayent matière de contentement.

« Qu'il vous plaise faire ordonnance qu'on n'ait à injurier, ni outrager l'un l'autre, pour le fait de la religion<sup>1</sup> ».

<sup>1</sup> Une copie de cette requête, authentiquée par A. Graphæus, secrétaire de la ville d'Anvers, se trouve aux Arch. du royaume. Voy. Collection dite : *Papiers du Conseil des troubles*, v. XI. On



En oultre le magistrat pensant aux suyvens feste et dimence<sup>a</sup> ont trouvé nullement convenir que puis-que ceulx de la religion réformée preschoient dedans la ville, les autres bourgeois et inhabitans allassent en si grand nombre entretant aux sermons dehors au Kiel, dont la ville seroit mise en plus grand hazard, quand iceulx seroient dehors, et les autres dedans icelle, dont ont résolu demander audict prescheur du Kiel<sup>1</sup> de tenir ses sermons pareillement dedans la ville, en l'église de Saint-George, estante la paroche supérieure dudict Kiel (où que le mesme et autres de la confession, ont tenu leurs presches dès adoncq pour quelque temps). Laquelle détermination prinse, eussent davantaige bien désiré que par dessus les deux églises défendues aux réformez, ils eussent aussi fait excepter l'abbaye et église de Saint-Michel place grande, forte et située sur la rivière, et qu'il eust aussi bien esté requis, qu'on eust en oultre réservé l'église de Saint-Jacques située au plus hault de la ville, et ayant ung clochier bien fort, dont l'on pourroit faire grand dommaige, requirant pourtant audict conseiller, que s'il

L'abbaye  
de S. Michel et  
paroche  
de S. Jacques.

la rencontre aussi dans le *Recueil des choses advenues en Anvers touchant le fait de la religion en l'an 1566.*

a Du 24 et 25 d'aoust.

<sup>1</sup> Ce prêcheur du Kiel doit être Henri Mathys dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Voy. la justification du magistrat d'Anvers. Archives du royaume, *Papiers du Conseil des troubles*, vol. X, f° 35 et 36. — Lettre du magistrat d'Anvers à Marguerite de Parme du 24 août 1566. La *Chronique d'Anvers* (édit. de 1743, p. 92), se trompe en nommant François, ancien curé du Kiel, comme étant le prêcheur auquel le magistrat accorde la permission de célébrer dans l'église Saint-George le culte divin suivant la confession d'Augsbourg. Celui-ci nous apprend dans

fut possible qu'il obtient encores cela vers eulx, et à cause qu'il estoit desjà quasi nuyt, et qu'il devoit nécessairement partir ce soir, et ne sceut trouver personne d'iceulx à la main, pour toutesfois ne obmettre iceluy office, a par ung petit billet\* (escript en très grande haste et debout) requis le mesme de la part du magistrat aux ministres des réformez, à quoy iceulx ont aussi rendu obéissance et en accomplissement de ce n'ont depuis touché nulles desdictes quatre églises exceptées.

La retraite des  
marchans.

Sitost que ceste grande insolence fut advenue en Anvers, fut le marchant mis en beaucoup plus grande crainte que par avant, et print une arrière pensée que ce qu'avoit esté fait aux images et églises, n'estoit qu'ung indice et commencement de ce que la canaille avoit le desseing desforcer ou piller, demain ou après à leur première commodité les comptoirs et maisons tant d'eulx que des autres bons inhabitants, et qu'il faisoit bien à craindre, que non contens de cela, se donneroient en oultre à l'effusion de sang, combien que jusques à la ne l'avoient fait, dont est

l'un de ses livres, qu'il officia à S. Michel, et plus tard, dans une grange qui dépendait de cette église.

\* Comme appert par l'envoyé billet\*.

\* Nous avons retrouvé ce billet écrit en très-grande hâte et debout dans le « *Recueil des choses advenues en Anvers*. » En voici la teneur : « Messieurs, après avoir fait rapport de la bonne volenté monstrée sur ce qui vus a esté proposé, ensemble de l'escriit ce soir exhibé, comme je fus contraint incontinent me partir pour la cause que sçavez, ceux du Magistrat pour certains respects et praignantes adversances depuis sorrenues, m'ont commandé que, oultre les temples de Nostre Dame et S. George ce jour dénommés, on se vaille pareillement, pour le présent, abstenir de deux autres, à sçavoir de S. Jacques et S. Michel. Laquelle obéissance sera au Magistrat très-agréable et monstres votre bon vouloir. A tant me re-commandant, feray fin. En très grande haste, ce 23 d'August 1566.

« Le tout vostre,

« Jacques DE WASTVARE.

« Pensionnaire d'Anvers. »

ensuivy une générale cessation de la négociation, sauvement de toutes denrées et meubles en autres villes, mesmes aussi la retraicte personnele de plusieurs, signamment des Italiens et Espaignolz, lesquels firent plus grande démonstration de paour que les autres.

Environ ce mesme temps est advenue semblable destruction, insolence et démolition des images et églises, chapelles et monastères de plusieurs autres villes et villages, de diverses provinces, et avec la mesme raige, foule et pillerie, comme à Boisleduc, Breda, Berges et autres villes en Brabant, à Gand, Ypres, Oudenarde, Alost, Denremonde, et beaucoup d'autres en Flandres, à Valenciennes, Tournay et autres au païs walon, à Utrecht<sup>a</sup>, à Amstredam, Harlem, Leyden, Delft<sup>b</sup>, le Briel, à la Haye<sup>c</sup> et autres d'Hollande, à Middelbourg<sup>d</sup> la Vere, Vlisinges et autres de Zélande<sup>e</sup>, à Groeninges, Leeuweerden et autres en Frize, à Campen, Swol et Deventer en Overysse, à Arnhem, Remonde, Venloo, Nymmèges, Harderwyc et autres en Gelres<sup>f</sup>, en oultre en petites villes et villaiges sans nombre, aussi ès églises et monastères aux champs par tout, et en somme ce fut quasi une peste générale espandue par toutes les provinces dudict Païs-Bas, à Malines fut par aucuns commencé<sup>g</sup> semblable brisement aux cordeliers et quelques autres cloistres, mais fut depuis empesché. A Liere ont ilz voulu faire le mesme, mais le magistrat mesmes a fait huyder<sup>h</sup> les églises

La destruction  
des  
Images partout.

<sup>a</sup> 24 aug. <sup>b</sup> 23 aug. <sup>c</sup> 27 aug. <sup>d</sup> 21 aug. <sup>e</sup> 22 aug.

<sup>f</sup> Malines, 22 aug.

<sup>g</sup> Gelres, — Gueldre. <sup>h</sup> Huyder, — vider.

des statues et autres choses à leur contentement, et mesme est advenu en autres places, tant de Brabant que d'autres provinces.

21, 22 et 23  
Augusti.

Mesmes à Middelbourg ne se sont contentez d'avoir abatu et démoly par tous les monastères et églises, les images, autelz (etc. ensamble par toute l'isle de Walcheren <sup>a</sup> ainsy ont aussi voulu avoir relaxez, ou vouloient par force eulx mesmes relaxer) tous ceulx qui pour la religion audict Middelbourg estoient détenuz captifz à laquelle fin firent urgente instance tant vers l'évesque que magistrat, de sorte que pour préserver sédition et massacre ont esté contrainctz leur complaire, et relaxer leurs prisonniers jusques à onze, et se sont en oultre saiziz des églises dedans la ville.

23 Augusti.  
Delft.

A Delft n'ont ilz esté satisfaictz par ce que les ecclésiastiques, mestiers, guldcs et communes, avoient eulx mesmes huydez les églises et monastères de toutes choses, ains y sont après entrez eulx mesmes, et abatu la reste <sup>b</sup>, nonobstant la défense du guet et guldcs, et en oultre ont contrainct le magistrat et guet, de les laisser visiter les convents des monastères, pour sçavoir s'il n'y estoient gens de dehors latitans, ayans aussy volü avoir église dedans la ville et depuis qu'on deusse raser tous les autelz ès églises <sup>c</sup> comme depuis eulx ont en octobre ensuyvant efforcé et démoly le tout aux cordeliers <sup>d</sup> et du magistrat extorqué l'église pour leur usaige.

A la Haye non contens d'avoir, brisé toutes les images ès églises, ont en oultre forcé et contrainct

<sup>a</sup> Par lettres du 25 augusti. <sup>b</sup> Par lettres du 25 augusti.

<sup>c</sup> 30 aug. <sup>d</sup> Par lettres du 1 septemb. et 15 octobris.

ceulx qui auparavant avoyent en leurs maisons sauvé quelques d'icelles, à les leur livrer pour mettre en pièces.

Pendant doncq ces entrefaictes à l'endroit la religion non seulement par les assamblées, presches et exercices d'icelle, mais aussi par la démolition des images, et les insolences et pilleries s'entremeslans, et que davantaige la commune commençoit en divers quartiers se mettre à troubles et prendre les armes en main : n'ont les nobles confédérez entremis ne délaissé poursuyvre finale résolution de la Court, laquelle se différant de jour à autre, ont tant plus pensé pour se pourveoir de bonne assurance et se mettre en ordre selon la résolution prinse entr'eulx à Sentron<sup>1</sup>. Et suyvant icelle se sont chascun selon sa qualité, montez, équippez et fortifiez pour se défendre et garantir contre tous oultraiges et invasions, et davantaige ont sollicité vers plusieurs autres tant dedans quedehors le païs et cerché à tous costez aide, faveur et assistance à leur plus grande assurance et protection, puis qu'ilz veoient qu'on ne leur donnoit responce ne vint à quelque détermination de leurs querelles, et qu'on usoit davantaige contre eulx de plusieurs traverses. Ce néantmoins firent leurs députez toute instance possible pour traicter les affaires par bons moyens, et voyans qu'on n'ensuiroit point le recès<sup>2</sup> de Duffel, furent tant plus par là occasionnez de se faire fort contre tous assaulx tant que povoient. Néantmoins pour ne venir à ung remède si extrême, lequel ne se pourroit exécuter

La Roys.  
27 August.

L'accord  
des nobles tant  
différé.

<sup>1</sup> Sentron, — Saint-Trond, ville de l'ancienne principauté de Liège. <sup>2</sup> Acte des résolutions.

La seconde  
requête  
des nobles.

sans grans changemens et inconveniens : ont ilz bien voulu experimenter préallablement toutes autres voies et moyens, à cause de quoy ont leurs députez à la fin de juillet <sup>a</sup> exhibé à la gouvernante une autre requête ou déclaration <sup>b</sup> au nom desdicts confédérez, repétant les deux pointz de leur première requête, ensamble ce que sur icelle leur fut respondu et promis, mais mal entretenu, dont firent au loing la spécification, tant de ce qu'on ne leur donnoit responce, que encoires persécutoit les subjectz, et autrement, ensamble leurs excuses touchant les presches que depuis s'estoient monstrées contre leur gré et sans leur advoy, lesquelles n'avoient sceu empescher, puis qu'on n'assambloit les Estatz Généraulx, mais particuliers, concluians que puis on estoit indigné, et machinoit plusieurs secrètes demenées contre eulx, à cause qu'ilz avoient osé remonstrer, dont dépendoit la ruine ou la conservation du païs, pensant en ce faire grand service, l'on ne debvoit trouver estrange ne mauvais qu'ilz pourveoient en temps, et faisoient amis pour leur assurance, à leur possible, dont désisteroient aians ferme assurance, et telle que désignoit, par la promesse de la régente et de tous les chevalliers de l'ordre et signamment des trois qu'ilz nommarent <sup>c</sup>, pour estre intercesseurs d'entre le Roy et eulx, ausquelz ilz requiroient estre donné le pouvoir de pourveoir à tout ce que pour le

<sup>a</sup> 30 julij.

<sup>b</sup> Ceste déclaration est imprimée et davantaige pour ce que on en a tant parlé adjouxtée au fin n° 8 \*.

<sup>c</sup> Le prince d'Oranges, le comte d'Egmont, le comte de Hornes.

\* Voy. Aux pièces justificatives le n° indiqué.

service du Roy et bien du païs trouveroient convenir, et en présentant icelluy escript, ont iceulx députez entre autres choses dict de bouche ce que s'ensuit :

Madame, la compagnie se resent fort de beaucoup de particularitez et rapports que l'on fait journellement à Vostre Altèze de nous autres. Et nous doubtons assez que noz adversaires voudroient encoire continuer, pour nous rendre tousjours suspects et odieux à Vostre Altèze; que si elle a quelque conseil ou mauvaise impression de nous ou d'aucun particulier, qu'il luy plaise les nous descouvrir présentement pour en donner à Vostre Altèze toute satisfaction, et que d'icy en avant si quelques semblables rapports se font à Vostre Altèze, il plaise à icelle incontinent confronter les accusez avecq les accusateurs, pour faire punition exemplaire d'iceux qui l'auront mérité. Et au contraire si l'accusateur est trouvé faulsaire qu'il soit puni du mesme que l'accusé eust esté en cas que l'on l'eust convaincu. Et en cas que les accusateurs nous soient cognus, et que d'iceux justice ne nous en fut fait, supplions à Vostre Altèze ne vouloir prendre en mal si nous cerchons satisfaction et appaisement pour le descharge et repos de nostre honneur.

Sur ceste requeste sont ordonnez quelques personnaiges et commissaires \* pour communiquer avec

Les sinistres  
rapports.

\* Le comte d'Egmont, les conseillers Bruxella \* et Assonville. \*\*.

\* Bruxelles. — Philibert van Bruxelles, seigneur de Reysbroeck et de Grandzrug, passe pour l'un des meilleurs juriconsultes de son époque. Il était, en 1566, conseiller au conseil privé aux gages de 44 sols par jour. Sa mort est consignée dans les Mémoires du Temps sous la date du 21 octobre 1570.

\*\* Voy. Sa notice p. 186 en note.

*La seule  
déclaration des  
nobles.*

les députez des nobles, en laquelle communication a esté requis de par la gouvernante plus ample déclaration de quelques pointz de leur requeste, à quoy lesdicts députez satisfaisant, ont par autre escript<sup>a</sup> déduyt et esclarcy au long, les pointz esquelz estoit contrevenu aux promesses à eulx faites, les debvoirs par eulx monstrez, contre ces presches, les persécutions faites contre particuliers les nouvellitez commises aux Estatz particuliers, les traverses à eulx faites, la différée responce du Roy, la résolution duquel entendoient estre de venir au païs à main armée, la contribtion des ecclésiastiques pour faire gens contre eulx, la refusée assurance que par voye de fait ne seroit procédé en préjudice d'eulx, dont avoient esté forcez de faire amys tant en Allemagne que au païs, mais non aillieurs, persistans en leur précédente requise assurance, la expliquant plus au loing, et présentant autre de leur costé, et pour la plus grande assurance, du lecteur avons au fin ceste mesme déclaration, insérée tout au loing.

*L'accord  
faict avec les  
confederes.  
23 Augusti.*

Depuis doncq après plusieurs délibérations sur ce tenues, la gouvernante considérant toutes les grandes difficultez survenuz partout au païs et autres beaucoup plus grandes qui se monstroient devant la main, dont antrement le païs se viendroit de tout à révolter, est estre ruiné totalement, a enfin esté contente de conniver à ces presches, sur ce donnant l'acte ensuyvant.

Moyennant les choses contenues ès lettres d'asseu-

<sup>a</sup> Exhibé le 2 de nous le quel est imprimé et aussi adjouxté au fin n<sup>o</sup> 9. (Voy. aux Pièces justificatives le n<sup>o</sup> indiqué.)



rance, et considéré la force et nécessité inévitable présentement régnante, Son Altèze sera contente que ces seigneurs tractans accord avec les gentilhommens leur dient : que en mettant jus' les armes par le peuple ès lieux où de faict se font les presches, et se contenant sans faire quelque schandale ou désordre, que on usera de force ny de voye de faict contre eulx èsdicts lieux, ny en allant ny en venant, tant que par Sa Majesté à l'advis des Estatz généraulx sera aultrement ordonné, et par telle condition qu'ilz n'empescheront aucunement en manière que ce soit la religion catholique, ny l'exercice de icelle, ny feront contre l'église, ou les ministres d'icelle, ains laisseront librement user les catholiques de leurs églises en la forme et manière que du passé. Fait à Bruxelles le xxij<sup>e</sup> jour d'aoust 1566.

L'acte  
et commission  
deuue  
par la Regente  
aux seigneurs  
qui par sa charge  
tractoient avec  
les confédérés.

Et après communication sur ce tenues, à la régente, finalement faict ung absolut accord et traicté de la part de Sa Majesté avec les députez et au nom des nobles confédérez par l'advis et conseil des seigneurs, gouverneurs des provinces, chevaliers de l'Ordre et consaulx d'Estat et privé, le xxij<sup>e</sup> jour d'aoust, contenant en substance les subséquens pointz, articles, promesses et assurances des deux costez, dont l'une partie a délivré à l'autre lettres et documens.

Et en premier lieu, leur déclaire que Sa Majesté prenant regard à ce que Son Altèze luy a remonstré, par advis des seigneurs chevalliers de l'Ordre, et autres de ses consaulx d'Estat et privé, est contente que l'inquisition, dont ilz se sont plainctz, cesse.

<sup>1</sup> Jus, — bas.

En second lieu, a Sadicte Majesté consenti que soit fait nouveau placcart, mais icelle n'estoit encores résolue, si ce sera par la voye des Estatz généraulx. Néantmoins Son Altèze espère, que par le premier en aura résolution, selon que Sa Majesté luy en a escript. Et fera encores tousjours volontiers le devoir, affin que sadicte Majesté veuille, à ce que dessus, condescendre, ainsi qu'elle a faict par itérées lettres.

Et au regard de l'assurance, dont par leurs dernières requestes font mention, que Son Altèze estoit bien délibérée de la leur donner, aultant qu'elle estoit. Et comme présentement, elle les peult du tout asseurer, voyant que Sa Majesté l'a consenti, luy ayant donné l'auctorité de la forme et manière, comme elle trouveroit convenir. Par quoy leur dict et déclare, que Sadicte Majesté, 'désirant mettre hors de souspeçon, tous ceulx qui pourroyent penser, qu'elle fut mal informée d'eulx, et oster à tous la diffidence (cause de ces troubles) icelle, veullant user de son accoustumée clémence, n'abhorissant riens plus que aigreur, est contente, que Sadicte Altèze, pour faire cesser toutes difficultez, leur face donner toutes telles lettres à ce servantes, et en telle forme, qu'elle verra convenir, à leur plus grande seureté, et ce pour le passé. Moyennant qu'ilz se conduysent comme bons et léaulx vassaulx subjectz de Sa Majesté, se confians qu'ilz ne fauldront au devoir, qu'ilz luy doibvent, à quoy présentement Sadicte Altèze est preste d'entendre.

Et comme ils ont plaine et entière satisfaction, Son Altèze ne veult refuser l'offre qu'ilz ont diverses

fois fait, de s'employer au service de Sa Majesté, et de sadicte Altèze, pour le bien, repos et tranquillité du païs, et à quoy le devoir de fidélité et naturalité les oblige. Suyvant quoy, entend, qu'ilz luy donnent la foy, en premier lieu, qu'ilz ne feront ny pourchasseront, directement ny indirectement, chose contre Sa Majesté, ses Estatz, païs et subjectz, mais qu'ils s'employeront entièrement, à faire toutes et singulières les choses que bons et loyaux vassaulx et subjectz, doibvent à l'endroit de leur souverain seigneur et prince naturel.

En ce faisant, aideront de tout leur pouvoir, et de bonne foy, à empescher ces troubles, émotions et tumultes présens, et à refréner ceste populace eslevée. Et que ces saccaigemens, pilleries et ruines de temples, églises, cloistres et monastères, en tous lieux cessent, mesmes assisteront à faire chastier, ceux, qui ont fait telz sacrilèges, oultraiges et abominations.

Que nul tort ne soit fait à aucunes personnes ecclésiastiques, ministres de justice, gentilz-hommes, ny autre subjectz et vassaulx de Sa Majesté.

Que feront tout leur effort, et à bon escient, que les armes prises ès mains par ledict populace (dont tant de maulx sont jà esté commis, et peuvent encoires plus estre) soyent posées et mises jus incontinent.

Ils feront leur mieulx, et tous bons offices, pour empescher que les presches ne se fassent ès lieux où elles n'ont esté faites, et ès lieux où de fait elles se sont faites, empescheront que on n'use d'armes, scandale et désordre publicq.

Au demeurant, ils s'employeront et aideront selon l'obligation et serment de fidélité, qu'ilz ont vers sadicte Majesté, au repoussement de tous estrangiers ennemis et rebelles d'icelle et de la patrie.

Pour la fin, feront debvoir pour le crédit qu'ils peuvent avoir vers ceulx qui sont aujourd'huy altérez pour la religion et autrement, d'eulx submettre à ce que par Sa Majesté, à l'advis de ses Estatz généraulx, pour le bien de la religion, repos et tranquillité d'icelle, sera ordonné. Faict à Bruxelles le xxiiij<sup>e</sup> jour d'aoust 1566. Soubz-signé, Margarita.

Suyvant le mesme accord et transaction se sont faict réciproquement les sermens et promesses y contenues et délivrez les enseignemens requis, mesmes par la gouvernante sont dépesché lettres d'assurance en fourme en faveur desdicts nobles et davantaige envoié incontinent vers tous provinces et villes avec le double dudict traicté, pour se régler selon iceluy, afin que à tous inconvéniens fut mieux pourveu, et à toutes apparentes esmotions précafé<sup>1</sup>.

C'est accord  
avec les lettres  
d'assurance et  
reversales  
ensemble les  
généralis aux  
villes sont toutes  
imprimées,  
et néanmoins  
pour  
l'importance  
au 6<sup>e</sup>,  
tout au loing,  
inscrites. N<sup>o</sup> 92.

Les mesmes lettres d'assurance touchées au 3 et 4 articles du desus-dict accord furent signées et scellées par la régente<sup>a</sup> et contenoient qu'elle avoit adverty le Roy de la présentation de la requeste, compromis et asssemblée des confédérez, sur quoy Sa Majesté luy auroit mandé son bon vouloir, suyvant lequel, elle comme gouvernante générale et par

<sup>a</sup> A Bruxelles 25 augusti.

<sup>1</sup> Précafé, — garantir contre, obvier à.

<sup>2</sup> Voy. Aux Pièces justificatives. Ces trois documents ont été imprimés comme le dit notre auteur. L'édition officielle, dont il existe encore quelques exemplaires, porte le titre suivant :

<sup>a</sup> Copie des lettres patentes en forme d'assurance que la duchesse

autorité et consentement de Sa Majesté avecq advis des gouverneurs des provinces chevaliers de l'ordre et conseil d'Estat, asseuroit et promectoit audicts nobles confédérez, que pour cause de ladicte requeste et compromis, et ce que s'en estoit en suyvi, jusques alors, ne leur seroit imputé chose quelconque par Sa Majesté ne elle : moyennant le serment, et foy que lesdicts gentilz-hommes, tant pour eulx, que les autres confédérez, leur avoient faict conforme à l'accord, ordonnant pourtant à tous d'entretenir icelle assurance ausdicts nobles inviolablement, sans y donner empeschement quelconque. D'autre costé donnarent lesdicts députez des confédérez au nom d'eulx et de tous les autres, lettres<sup>a</sup> et davantaige promirent par serment, d'entretenir ledict accord. Duquel ensamble desdictes lettres à deux costez délivrées, ladicte régente fit incontinent partout les advertissemens par leurs lettres<sup>b</sup> générales.

Cestuy accord et permission estans venuz en la cognoissance des inhabitans par lesdictes lettres, et double par tout envoiées et aussi par la fame divulgante l'affaire : et que si bonnes nouvelles, que d'avoir l'inquisition cassée, et les placcarts suspenduz,

<sup>a</sup> *de Parme, régente, etc., a donné aux gentilzhommes confédérez*  
<sup>a</sup> *ayans présenté la requeste, au mois d'avril soizante-cinq avant*  
<sup>a</sup> *Pasques. Ensemble des reversalles desdits gentilzhommes. Et*  
<sup>a</sup> *aussi des lettres closes escriptes par Son Altesse pour le mesme*  
<sup>a</sup> *effect aux consaulx et principales villes de par deçà. Avec pre-*  
<sup>a</sup> *vilège de Son Altesse, imprimé en la ville de Bruzelles par Mi-*  
<sup>a</sup> *chiel de Hamont, imprimeur juré, demeurant sur le Pongel-*  
<sup>a</sup> *merct ou soubz la maison de ceste ville, MDLXVI, petit in-4<sup>e</sup>.*  
<sup>a</sup> Par lettres reversales et serment des nobles, 25 et 27 augusti.

<sup>b</sup> Par les générales lettres de la régente aux villes, 25 augusti.

ensemble les presches promises (comme tout le monde ainsi l'entendoit) furent sceues, vous eussiez veu incontinent ung changement si grand, ung appaisement si bon, ung contentement si merveilleux, d'un chacun que ce eust esté une chose non croiable à celui qui eust seulement veu au paravant l'alénation des cœurs, les encervelez humeurs, les irritez couraiges, les inflammées délibérations, et les mains armées du peuple partout, sans voir aussi adonc à l'œil, tout le contraire succédé par ledict accord.

*Les pacifications  
des villes.*

Suyvant lequel sont à toutes villes altérées pour la religion, les presches permises ès lieux où icelles avoient esté tenues publicquement au 23 d'aougst ou paravant. Ou que aussi davantaige pour se mectre<sup>1</sup> les inhabitans de chascun lieu, ores que en religion contraires, toutesfois en une union et concorde politique à la assurance des villes, conservation de la paix publique et confidence de mutuelle défence contre toutes fouldes, ont esté instituez et concluz en conformité d'icelluy accord par les gouverneurs, provinciaulx et particuliers ou par les magistratz des traictez et pacifications provisionels, à entretenir jusques que Sa Majesté par advis des Estatz généraulx autrement auroit ordonné, ce que a esté ensuyvi par toutes les agitées villes du Pais-Bas, par où la religion illec appellée nouvele (du moins dont la prédication et exercice publicq y estoient tenuz pour chose nouvelle) y est de tous costez par admission des supérieurs publicquement annunchiée et avec ses exercices admise au grand contentement des communs inhabitans, qui remercioyent Dieu om-

<sup>1</sup> Se mectre, — soumettre.

nipotent, qu'ilz estoient une fois parvenuz tant à la franchise de ces odieuses inquisitions, éveschies, concilles, persécutions et placcartz que à l'ouye de la parole de Dieu et la liberté de leur conscience par où finissant à tant ce premier livre réserveray pour le second, ces pacifications particulières, de tant plus, que aux mesmes, voire en toutes les tractations ensuivies après ledict accord général, l'on a incontinent peu considérer que l'intention n'estoit aulcunement d'y souffrir autre religion que l'accoustumée, dont l'on n'a cessé jusques du tout arriere avoir enchassé la contraire, comme au benigne lecteur apperra par la narrée des advenues depuis succédées, dont ay délibéré de faire le deuxième livre avecq l'ayde de Dieu, qui nous veuille impartir sa grâce.

---

.

•

• •



## PIÈCES JUSTIFICATIVES

---

### PREMIÈRE SÉRIE, — 3 PIÈCES<sup>1</sup>.

---

*Extrait des dernières lettres et écrits envoyez par le Roy, à Madame la duchesse, avec la dernière dépêche, concernant le faict de la religion.*

Premièrement, quant aux placcards et ordonnances, tant vieilles que nouvelles, sur ledict faict de la religion, que ayant Sa Majesté entendu l'estat, auquel se retrouvent les affaires de la religion par dech, il ne convient faire, quant ausdicts placcards et ordonnances, aucun changement, ains que lesdicts placcards de feu la Majesté Impériale et ceux de sadicte Majesté soyent exécutez. Et s'apperçoit Sa Majesté la cause du mal qu'il y a eu, et de ce qu'il soit ainsi augmenté et passé si avant, ait esté par la négligence, flocheté et dissimulation des juges. Et que s'il y a quelques juges qui ne les osent, ou ne les veulent exécuter, pour craincte de quelque tumulte, que l'on advise Sa Majesté, à fin qu'elle y pourvoye d'autres, de plus de cœur et de meilleur zèle à ladite exécution, dont l'on ne doit estre en faute esdicts pays, où y a tant de catholicques, et désireus du service divin et de Sa Majesté, et que faisant cecy, et se exécutans lesdicts placcards, il est à espérer que l'on remédiera mieux et plus brièvement au dommage qu'il y a, que non par autre voye.

<sup>1</sup> Ces trois pièces sont comprises par l'auteur, dans ses notes, sous un seul numéro. Il en de même pour chacune des neuf séries de pièces justificatives.

Pour le second : Quant à ce qui touche les inquisiteurs de la foy, Sa Majesté encharge à Son Altesse, de tenir la main que lesdicts inquisiteurs soyent favorisez en ce qui touche l'exercice et administration de leur charge, estant cc que convient au bien et sustentation de la religion, estant l'intention de Sa Majesté, que ladicte inquisition se face par lesdicts inquisiteurs, comme elle s'est faicte jusques à maintenant, et comme leur appartient par droicts divins et humains, et que cecy n'est chose nouvelle, puisqu'elle a tousjours esté faicte ainsi du temps de feu la Majesté Impériale et du sien, estans les inconveniens qui se craignent, trop plus apparens, plus voisins, et plus grands, où l'on laissast de pourveoir par lesdicts inquisiteurs, ce qui convient à leur office, et l'on ne les y assistast. Et puis que Son Altesse voyoit ce que cecy importe, Sa Majesté l'en charge, tant qu'elle peult, d'y faire, ce que tant y est nécessaire, et qu'elle ne consente, que l'on y traicte d'autre chose, sçachant Son Altesse, combien Sa Majesté l'a à cœur, et le plaisir et contentement que ce luy sera.

Pour le troisieme : Sa Majesté ordonne à Son Altesse, que puis que le saint concile de Trente estoitjà publié, qu'il ne reste sinon que en ce qui touche l'exécution qui concerne aus évesques, Son Altesse leur face donner toute adresse et assistance possible, à fin qu'elle s'effectue comme il convient. Aussi que l'on exécute ce que ledict concile de Trente ordonne, quant à la réformation de la vie et mœurs des ecclésiastiques, enchargeant Sa Majesté, tant à Son Altesse, que aux officiers de sadicte Majesté, de y donner toute la faveur et chaleur que besoing sera, et que en cas il fut requis, que du costé de Sa Majesté s'y donne quelque provision, icelle la fera depescher incontinent, mesmes où les gens d'église ne voulsent obéyr à la réformation à faire par les évesques, conforme à la décrétation dudict concile de Trente.

Et pour conclusion, que ce que Sa Majesté escrit à Son

Altesse, comme dist est cy dessus, est ce qui convient au bien de la religion, et des païs de par deçà, qui ne vaudroient riens sans icelle, et que cecy est la voye pour les pouvoir conserver en justice, paix et tranquillité. Et puis que Son Altesse voit ce qu'il importe, Sa Majesté la requiert de rechief de suyvre le chemin, par où ce que dessus se puisse effectuer, et que ce sera la chose où Sa Majesté pourra recevoir plus de contentement, tant de Son Altesse, que des seigneurs estans chez elle, ausquels Son Altesse doit encharger le mesme, afin qu'ils s'y employent, comme Sa Majesté se confie, qu'ils ne faudront, sçachans le contentement, qu'ils donneront à icelle, outre ce qu'ils y feront le devoir de personages tels qu'ils sont, et selon l'obligation qu'ils ont au service de Dieu, et de Sa Majesté, et au bien universel des païs de par deçà, et d'eus-mesmes en particulier.

*Marguerite, par la grâce de Dieu, duchesse de Parme et de Plaisance, etc., régente et gouvernante.*

Très-chiers et bien aimez, combien que dès le commencement du régime du Roy, mon seigneur, des païs de par deçà, tant par le renouvellement et publication des placcards et ordonnances de feu de très-haute mémoire l'empereur Charles mon seigneur, (que Dieu ait en sa gloire) sur le faict de la religion, ratifiez et confirmez par Sa Majesté Royale, que de ce que depuis vous en a esté escrit par icelle, mesmes à son dernier partement de cesdicts païs, pour ses royaumes d'Espagne, vous avez tousjours peu cognoistre le bon zèle et très sainte affection de sadicte Majesté, à la conservation de nostre ancienne vraye foy, et religion catholique, et à l'extirpation de toutes sectes et hérésies en cesdicts païs de par deçà: ce néantmoins, comme il a pleu à sadicte Majesté,

pour certaines occasions, nous rafraîchir sa très sainte intention par ses lettres dernières, nous vous avons, par expresse charge d'icelle, bien voulu représenter, ce qu'elle nous en a escrit, qui est en effect : Que ne désirant Sa Majesté riens plus, que la conservation de ladicte religion, et de ses bons subjects de par deçà, en bonne tranquillité, paix, union, et concorde, et les préserver des inconvéniens que l'on a veu advenir en plusieurs endroits de la chrestienté, pour le changement de ladicte religion : sadicte Majesté veut et entend, que lesdicts placarts et ordonnances de feu Sa Majesté Impériale et les siens, se gardent et observent entièrement, comme aussi est l'intention de sadicte Majesté, de faire bien et estroictement observer ce qui est statué par le saint concile de Trente, et les synodes provinciaux mesmes quant à la réformation du clergé, sans en rien controvenir, à fin que se punissans les hérésies, les mœurs soyent aussi corrigées, aussi que l'on donne toute faveur et assistance aux inquisiteurs de la foy, en l'exercice de leurs offices, et que l'inquisition se face par lesdicts inquisiteurs, comme elle s'est faite jusques à maintenant, et comme leur appartient par droicts divins et humains, ce que Sa Majesté aussi expressément commande par sesdictes lettres. Et suyvant ceste rescription de sadicte Majesté et pour obéyr à icelle, en chose tant sainte et favorable, et n'avons peu obmettre, vous escrire ceste, pour vous prier, requérir, et de la part de sadicte Majesté ordonner bien expressément, de vous reigler et conduire en cecy, selon l'ordonnance de sadicte Majesté, sans contrevenir en aucun point ou article, et que le mesme vous faictes entendre aux officiers, et ceulx de la loy des principales villes du pays et duché de Brabant, à fin de selon ce, eulx reigler, sans dissimulation ou connivence, sous les peines contenues esdicts placarts. Et pour tant mieux y pouvoir entendre, vous commettez et députez ung conseiller de vostre collège (lequel toutesfois se

pourra changer de demy an, en demy an afin qu'un seul n'en soit tousjours chargé) qui ne face aultre chose, sinon d'avoir regard audict pays de Brabant sur l'observance des décrets dudict saint concile, et vous advertisse tousjours de ce qui s'offrira pour y pourveoir selon l'intention de sadicte Majesté. Et à ce que nous puissions tousjours sçavoir l'Estat de ladicte religion, quant à ce que dessus. Nous désirons et vous ordonnons, comme dessus, que de trois mois en trois mois, nous en escriviez bien particulièrement, le succéz, prenans (en cas de difficulté) vostre recours devers nous, ou ceulx du conseil privé de sadicte Majesté, pour nous en estre fait rapport, là où pareillement commettrons quelque conseiller, qui en portera soing particulièrement, et tiendra correspondance avec vous, et celuy, qui par vous sera commis. Et à fin que surtout ce que dessus, vous puissiez tant mieux veoir l'expresse volonté de sadicte Majesté, nous avons fait joindre à cestes, les poincts des lettres et aultres escripts de sadicte Majesté, concernans ceste matière, pur selon la forme et teneur d'iceux, vous reigler et conduire, sans y faire faute. A tant, très chers et bien aimez, nostre seigneur vous ait en sa sainte garde.

Esript à Bruxelles le 18<sup>e</sup> jour de décembre 1565, E. V. Soubz estoit escript : Margarita. Et plus bas sigé d'Overloope. Sur le dos estoit encoire escript : A nos très chiers et bien aymez, les chancelier et gens du conseil du Roy, en Brabant.

---

*Les chancelier et gens du conseil du Roy nostre sire,  
ordonné en son pays et duché de Brabant et d'Oultre-  
Meuse.*

Les lettres de  
la chancellerie,  
aux villes de  
Brabant.

Très-chiers seigneurs et bons amys, nous vous envoyons cy enclos la copie des lettres closes, et de l'extraict à nous envoyé par la duchesse de Parme et Plaisance, régente et gouvernante des pais de par decha. A vous et chascun de vous en tant que luy touche et en luy est de la part du Roy nostre sire expressément ordonnant et commandant, et aussi de la nostre requirant, que vous ayez à rigler et conduire selon le contenu desdictes lottres closes et la bonne volonté et exprès commandemens du Roy nostre sire, èsdictes lettres closes, et extraict déclarez. Et en ce ne faictes faute, car le bon plaisir de Sa Majesté est tel. Très-chiers seigneurs et bons amis Dieu soit avecq vous, escript en la ville de Bruxelles le dernier jour de décembre l'an 1565. Soubz signé H. D. Ficuwes. Et au doz estoit escript : A nos très-chiers seigneurs et bons amis, les marcgrave, bourgmaistre eschevins et conseil de la ville d'Anvers, et encoires recepta nona january.

DEUXIÈME SÉRIE. — 2 PIÈCES.

*A Monsieur le chancelier et autres du conseil du Roy nre  
sire en Brabant.*

Remonstrent en toute humilité les bourgmaitres, eschevins et conseil des quatre chiefvilles de Brant, respectivement comme eulx supplians ont ces jours pisez

(chacun à part) receu lettres closes de vos seigneuries datées du 7 de ce mois de janvier, avec le double de certains extraicts en substance tirez des dernières lettres et dépesces par Sa Majesté envoyées à Son Altèze et aussi de certaines lettres par sadicte Altèze, à vos seigneuries escriptes sur le contenu desdicts extraicts contenant en somme trois poincts, assçavoir : l'observance des placarts statuez sur l'extirpation des hérésies, l'effectuation, de l'inquisition ecclésiastique et l'exécution du concile de Trente. Et à cause que touchant le premier poinct Sa Majesté samble d'en donner toute la coulpe aux justiciers et par conséquence (entre autres) aux supplians, lesquels en viennent aussi à estre notez en particulier l'envoy des susdicts extraicts et commandemens par voz seigneuries à eulx faicts, combien qu'ils n'ayent onques esté en faulte à l'endroit ce que devant eulx est représenté et concernoit leur office, considéré qu'ils ont seulement la judicature de ce que se présente devant eulx et dont par les officiers du Prince sont sommez, et que iceux ont le principal exercice et poursuyte de la justice, si comme de prendre l'information précédente, d'appréhender et accuser tous délinquans ; davantaige qu'on a prins si grand regard et faict si bon devoir, (comme par les curez et aultres en ayans la meilleure cognoissance se pourroit vérefier que l'affaire de la religion catholique se porte esdictes villes à présent mieulx qu'il n'a fait en plusieurs annés passés. Ont les supplians bien volu le mesme remonstrer à vos seigneuries qui en peuvent avoir notice, et les requérir de voloir à la vérité sur ce informer ou faire informer Sa Majesté et par là à icelle eximer la sinistre suspicion ou impression que par mauvais rapports pourroit avoir conceu.

Mais touchant le second poinct à l'endroit l'inquisition ecclésiastique et le dernier, concernant l'observance du concille de Trente, se trouvent les supplians

La requête des  
chefs-villes  
au conseil  
de Brabant.

Placarts.

Inquisition.

bien esmerveillé comment, que vos seigneuries après avoir receu les mesmes extraicts, avec les lettres de Son Altèze, n'ont à icelle remonstré, que les mesmes pointes ne debvoyent estre introduictz, ne observez en ceste duché de Brabant, ains au contraire aux supplians requis, et par Sa Majesté enchargé, de se conduire et rigler selon iceulx. Ores que en plusieurs endroicts tant au regard de l'introduction de l'inquisition ecclésiastique, que par beaucoup d'articles dudict concille, le mesme viendroit expressément et directement contre la joyeuse entrée du Roy nostre sire, et les anciens droictz, coutumes, usages et privilèges du pais de Brabant, veu que par plusieurs clers documents appert<sup>a</sup> que nul ecclésiastique y ait eu aucune jurisdiction, sinon les évesques de Cambray et Liège entre personnes layes en trois manières, assçavoir sur la validité ou invalidité des testaments, sur contracts antenuptiaux, et sur biens amortisez, dont la cognoissance d'ancienneté leur estoit permise, sans que suyvant les anciens droicts de ce pays de Brabant, ils aient prins ou peu prendre quelque cognoissance ou judicature d'aucunes autres matières.

Le bon ducq  
Philippe.

Par quoy aussi le feu ducq Philippe de Bourgoigne par sa perpétuelle constitution et édict du troisieme de janvier 1447 a défendu à tous les subjectz de cestuy pais de Brabant, sur la confiscation de tous leurs biens et autres corporelles punitions, de faire citer quelcung devant le juge ecclésiastique, ou d'impêtrer en quelques causes aucunes monitions, citations ou autres commandemens, s'il ne fust préalablement comparu devant l'officier et justiciers de la chief-ville, soubz laquelle parties resortissoient, et eust à iceulx déclaré la cause, pour laquelle entendoit procéder par devant le juge ecclésiastique, et que iceulx eussent trouvé, que la cognoissance leur compétoit suyvant les droicts et privilèges du pais

<sup>a</sup> Par le 3<sup>e</sup> article de la seconde addition de la joyeuse entrée.



de Brabant, et pour ce consenty aux parties de se pouvoir ayder avecq la Court spirituelle. Le tout affin de précaver<sup>1</sup> que les bons subjectz ne fussent par la jurisdiction ecclésiastique oppressez ne molestez, contre leurs droictz et privilèges, ne la haulteur et autorité du Prince diminuez. Davantaige feu de bonne mémoire le roy Philippe de Castille, trouvant que les ecclésiastiques usurpoient sur l'autorité des lays par le moyen des conservatoires ecclésiastiques : A par placcart du 4 d'octobre l'an 1500, défendu qu'on ne pourroit plus user de samblables conservatoires (de quelque qualité que fussent en cestuy pais de Brabant) sur paine de désobéissance et d'en estre puny et chastoyé, comme aussi ses ancestres ont audict pais promis, asseuré et juré, par leurs joyeuses entrées et plusieurs autres privilèges, qu'ilz ne permectroient que les subjectz fussent aucunement chargez ou travaillez par la jurisdiction ecclésiastique, sinon touchant lesdicts trois poinctz, comme (entre autres) appert par les lettres dudict feu ducq Philippe de Bourgoingne, datées du 20 d'octobre l'an 1451, et autres du 27<sup>e</sup> jour de novembre 1457, par lesquelles il a promis aux subjectz du pais de Brabant de les défendre contre toute indeue et desraisonnable cognoissance des ecclésiastiques, et de non permectre que personne de quelle qualité ou estat qu'il pourroit estre, fusse de par la jurisdiction ecclésiastique cité, molesté, ou chargé plus avant que lesdicts droictz d'icelluy pais de Brabant ne permectoient et du temps de ces ancestres n'estoit usité. Et en cas que par aucun fusse attempé le contraire, qu'il le feroit casser, et davantaige chastieroit exemplairement ceulx qui l'auroient fait ou souffert, ce que aussi ses successeurs ducqz de Brabant, et notamment feu nostre sire l'Empereur par sa joyeuse entrée, et ses additions à icelles, ont confirmé et de nouveau promis de maintenir et faire

Le roy Philippe.

Le ducq Philippe.

l'Empereur Charles.

<sup>1</sup> Précaver, — obvier à.

Le roy Philippe  
le second.

maintenir, comme samblablement l'a bien expressément promis et juré, nostre sire le Roy, par le penultiesme et dernier article de sa joyeuse entrée. De sorte que l'admission des inquisiteurs commis par le siège romain, viendrait en divers respectz à la diminution de l'autorité et jurisdiction du prince, et à très grande charge des subjectz, au contraire desdicts anchiens droictz et privilèges du païs, non seulement au regard de ce que le Prince ne peut aucunement diminuer ses haulteurs et jurisdictions sans le consentement des Estatz du païs, (ce que toutesfois adviendrait si avant qu'on permist aux ecclésiastiques ou aultres, quelque souveraineté ou domination, sur les gens lays plusavant qu'ilz en ont eu du passé) et que davantaige Sa Majesté a promis et juré (comme dit est) de ne le permectre. Mais aussi pour ce que la procédure et fourme de telle inquisition viendrait en soy mesmes à contrarier ausdicts anchiens droictz et privilèges du païs, par lesquels les princes d'iceulx ont promis et juré (comme appert par lesdictes lettres du dueq Philippe, lesquelles nostre sire le Roy, a aussi confirmées) que en toutes causes ilz feront traicter les villes, franchises, païs et inhabitants de Brabant par sentence et justice, suyvant les droictz des villes et lieux, là et ainsi que d'anchienneté appartenoit et se devoit faire sans cause tirer ou souffrir d'estre tirée aillieurs ou de permectre que aucuns commandemens ou défences fussent faictz au contraire. Contient aussi le 55<sup>e</sup> article de la joyeuse entrée de nostre sire le Roy qu'on ne peut personne, resséante en cestuy païs de Brabant, appréhender sans précédente information que l'officier du lieu est tenu d'en prendre, et davantaige autres privilèges, qu'on leur doit faire calenge et demande au troisiemes jour, et sur ce les admettre à leur justification, de sorte que les supplians ne peuvent comprendre que Sa Majesté voudroit au contraire desdicts anchiens droictz et privilèges et ses promesses faictes et jurées au païs, aucunement tacher

La joyeuse en-  
tree.

ou désirer, que l'inquisition se fisse en cestuy païs de Brabant, ou que ledict concille y fusse effectué ou observé, sinon en tant qu'il peult toucher la vie des ecclésiastiques, et autres pointz, nullement concernans ne contrarians la haulteur de Sa Majesté les privilèges et droictz du païs, ne la préjudice des inhabitants d'icelluy. Comme aussi ledict extrait, où se dit que l'intencion de Sa Majesté est que l'inquisition s'exerceroit par les inquisiteurs, est expressément limité par ces motz, in forma : selon que la mesme inquisition s'est faicte jusques à maintenant, ce que en cestuy païs de Brabant n'est advenu, dont ne se peult entendre que Sa Majesté soyt de vouloir introduire auleune inquisition en ce païs de Brabant, soubz le pretexte de la susdiete générale déclaration, envoyée à Son Altèze comme gouvernante de ces Païs bas, comme aussi peult plus à plain apparoir, par le mesme extrait, veu que Sa Majesté y déclare, telle sienne intencion n'estre chose nouvelle puis que avoit tousjours esté faicte ainsi du temps de feu Sa Majesté Impériale et la sienne. Ce que n'est advenu audict païs de Brabant : dont que clairement se veoit que la volonté de Sa Majesté n'estoit que les mesmes inquisiteurs ou inquisition fusse admise et exercée en ce païs de Brabant, autrement debvroit-on venir à confesser que Sa Majesté seroit en cest endroict mal informé et contre la vérité persuadé, que l'inquisition seroit aussi en ce païs esté observée, et ne contraviendroit aux privilèges d'icelluy, veu que les mesmes droictz et privilèges du païs sont tout évidens, et qu'il est notoire que en vertu d'iceulx ne inquisition ne inquisiteurs peuvent être admis en cestuy païs, comme aussi n'en sont receuz, mesmes au contraire est la Court bien informée, que ès années 1549 et 1550, quant on tachoit en ceste duchie de Brabant, introduire icelle inquisition, selon que en quelques provinces circumvoisines, pouvoit estre advenu, tant est remonstré à la Majesté Impériale et à la royne

Les lettres  
du Roy.

Les placarts  
de  
l'Inquisition

Marie<sup>1</sup> lors gouvernante, que la mesme inquisition n'a eu, ne peu avoir quelque succès en ceste duchie de Brabant. Comme aussi depuis l'an 1555, quant nostre sire le Roy vint premièrement à la principauté de ces pays, le placart de par Sa Majesté sur la mesme inquisition composé, fut par Monsieur le chancelier d'adoncq ou le conseil de Brabant envoyé aux susdictes villes. Est le mesme après certaines remonstrances sur ce faictes depuis incontinent révoqué et rappelé, comme contrariant aux droicts, privilèges et commune utilité de ce pays. De sorte que ne se peut dire que la susdicte cognoissance sur les gens lays dedans cestuy pays de Brabant compète et appartient par droictz divins et humains ausdicts inquisiteurs fut par voye d'inquisition ou autrement, veu que les princes, potentatz, seigneurs et magistratz séculiers, ont de toute ancienneté eu la souveraineté sur leurs subjectz, mesmes aussi ès causes ecclésiastiques du moins entant que concernoit la jurisdiction et judiciaire cognoissance et correction : dont donnent souffisant tesmoignaige non seulement plusieurs bonnes constitutions des Empereurs, Justinianus et beaucoup d'autres, incorporez au droit civil : mais aussi plusieurs décretz et constitutions du droict canon : esquelles le mesme est recognu et concédé aux potentats et magistratz séculiers, ce que aussi ne se trouve estre osté audict magistrat séculier par les dernières constitutions d'icelluy droict canon, signamment sur et entre personnes layes, par lesquelles aux ecclésiastiques n'est permis d'exercer aulcune jurisdiction sur les gens lays, extra terras ecclesie, et signamment non en ce pays de Brabant : sinon entant que d'ancienneté leur a esté concédé : le mesme

Les droicts  
civils et canons.

<sup>1</sup> Marie. — Cette princesse était sœur de Charles-Quint et veuve de Louis II, roi de Hongrie et de Bohême, elle gouverna les Pays-Bas pendant un quart de siècle, de 1531 à 1556, et aucune des femmes qui lui succédèrent, ni Marguerite de Parme ni l'infante Isabelle, ne surent la faire oublier.

démonstrent ouvertement, tant d'ordonnances et bonnes constitutions par les princes de ce païs souvent décretez, mesmes à l'endroit des ecclésiastiques, tant sur la conquête des biens temporelz, ceuilliete des dismes et exercice de leur jurisdiction, que sur le faict des hérésies et extirpation d'icelles (suyvant lesquelles la cognoissance en est toujours demourée aux juges séculiers, du moins sur leurs subjects lays) et plusieurs autres, que encores pour le présent soigneusement sont observées, sans qu'il soit aux ecclésiastiques, jusques à présent tollérée, de faire ou attempter chose quelconque au contraire. Mesmes ne peuvent en ce païs, estre effectuez quelques escripts apostolicques sans l'exprès consentement et adveu du seigneur, qui est tenu de les restranchir et rejeter (comme journellement ce faict) en tout ce que pourroit contrarier aux droictz et privilèges du païs. Par moyen desquelles libertez, droictz, privilèges et asseurée administration de justice sont ces païs (fondez principalement sur la négociation et fréquentation du marchand estrangier) devenus en telle grandeur et au contraire feroit-on facilement retirer toute icelle trafficque et hantise<sup>1</sup>, par telles novellitez et changemens : ce que causeroit l'entière désolation et ruine du mesme païs, comme le moindre bruit qui auparavant en est survenu, l'a souvent démontré par les préparations de la retraicte des nations<sup>2</sup> et marchans estrangers, sur lesquelz le païs de Brabant, est principalement fondé, selon que autresfois est amplement remonstré à La Majesté Impériale et se monstre à présent évidamment par effect. Davantaige seroit-ce une grande novellité, directement contrariante aux exprès privilèges du païs que d'ordonner au conseil de Brabant, sans consentement des Estatz du païs ung nouveau com-

Constitutions des  
princes.

La prospérité  
et  
désolation du  
Païs.

Le commissaire  
au faict  
de la religion.

<sup>1</sup> Hantise, — rapports, fréquentation.

<sup>2</sup> Nations, — les consuls d'Anvers et les maîtres marchands étrangers de leur juridiction.

Les charges du  
P<sup>o</sup> 1<sup>o</sup>.

missaire, et beaucoup plus grande, luy décerner ung superintendant hors le conseil privé, veu que par previlèges du feu ducq Philippe, de l'an 1443, est audict pais promis et asseuré, que le samblable ne se feroit ne permectroit à jamais. Or cy avant que par telles novellitez l'on vinst à deschasser la négociation et trafficque susdicte. Ne retourneroient les villes et provinces d'icelles dépendantes, tant seulement en leur ancienne désolation, comme estoient jadis auparavant que ladicte fréquentation fut cognue aux pais, mais se trouveroient du tout et entièrement ruinez et perduz, à cause que non seulement les villes, franchises et villaiges, mais aussi plusieurs particuliers inhabitants, ont tant chargez et oppignorez<sup>1</sup> leurs biens et revenues, au respect du hault valeur des mesmes (à cause d'icelles négociations et fréquentations tant augmentés) que à iceulx souffrans ceste grande mutacion, seroit impossible y pouvoir furnir et satisfaire avecq tous les biens qui leur resteroient considéré aussi que non seulement lesdicts quatre chief-villes, mais aussi toutes autres villes et places sont tant chargez (le plus par les grans services faitz à leurs princes, et autres causes) que les mesmes, souffrans la moindre diminution en leurs revenues (qui dépendent de la négociation et commerce des estrangiers) ne pourront furnir à leurs charges, ains se trouveront totalement ruinez, comme aussi se fera par conséquence toute la richesse du pais, mesmes aussi les inhabitants d'icelluy. aians rentes sur icelles villes. Ce que doibt bien estre pondéré et à Sa Majesté remonstré, puis que c'est ung affaire de si grande importance et conséquence, lequel se perdant une fois, ne seroit par après recouvrable par puissance quelconque. Aussi ne croyent les supplians que Sa Majesté de ce estant à la vérité informée, (suyvant sa nayfve royale débonnaireté) voldroit faire une

<sup>1</sup> Oppignorez, — donnés en gage pour assurance.

chose tendante à si grande diminution de son grandeur, et insupportable charge, voire totale désolation du païs et des inhabitants d'icelluy, et ce à l'occasion de la religion, laquelle n'est en nul des païs circumvoisins moins endommaigée que icy, mesmes s'il y a du mal, se pourra bien autrement cohercer et réprimer par les juges ordinaires, suivant les anciens droictz et privilèges du païs et sans contravenir à iceulx. A cause de quoy les susdicts supplians ayant receu les lettres closes de vos seigneuries par lesquelles samble à eulx estre ordonné (hors l'intencion du prince et au contraire de la joyeuse entrée et privilèges du païs) que dedans ceste duchie de Brabant se auroient aussi à rigler, selon la dessus alléguée générale intencion de Sa Majesté (riens en especial enchargeante aux supplians ne aux inhabitants de Brabant). Et ce tant à l'endroit la susdicte inquisition, que observance du concille, sans distinguer en quelz pointz vos seigneuries entendent que par les supplians pourroient estre effectuez, dont se trouvent tant seulement par vos seigneuries enchargez d'icelle inquisition et observance dudict concille, veu mesmes que ledict extrait de Sa Majesté ne leur commande riens, comme aussi par les raisons dessus alléguées, ne se peut entendre de leur commander ou encharger, de tant plus qu'il n'a aucune fourme de statut ou ordonnance et que Sa Majesté suyvant le cinquiesme article de sa joyeuse entrée, ne pourroit faire ne statuer en cestuy païs de Brabant aucuns statutz, ordonnances, édictz ou aultres commandemens, que par advis et délibération de voz seigneuries n'ont sceu ne peu se douloir, ou requérir révocation, descharge ou meilleure déclaration d'icelle ordonnance de vos seigneuries lesquels seulz leur ont commandé et enchargé de se rigler et conduire suyvens lesdicts extraicts, lesquels ne parlent en spécial sur eulx comme aussi ne se peuvent entendre de parler sur eulx. Par quoy supplient bien humblement les remonstrans

La  
conclusion.

La peticion. qu'il plaise à voz seigneuries (suyvant la joyeuse entrée et les previlèges du pais, que vosdictes seigneuries ensamble les supplians ont juré de entretenir et faire entretenir) de faire révoquer ladicte ordonnance et commandement et de descharger les supplians, touchans ladicte inquisition, ensamble de l'observance dudict concille du moings en tant que touche les pointz contrarians à la haulteur de Sa Majesté et aux previlèges et droictz du pais, et jointement de déclarer plus spécifiquement les pointz, èsquelz vos seigneuries entendent que le mesme concille se pourra observer en cestuy pais sans inconvenient ou lésion de personne. Affin que en matière de telle importance les supplians puissent estre asseurez et à ung chascun donner contentement ou autrement seront constraintz (pour satisfaire à leur serment) le tout remonstrer aux autres membres du pais et aux Estatz d'icelluy, ce que pourroit retarder le service du prince, à quoy les supplians aymeroient miculx estre preveu.

*S'ensuit l'appostille donnée sur sadicte requeste par le Conseil de Brabant.*

La court ayant veu et visité ceste requeste avecq les pièces y mentionnées après meure délibération sur ce tenue et de tout avoir fait rapport à la duchesse de Parma, Plaisance, etc., régente, déclare sur les trois pointz y comprins ce et ainsi que s'ensuyt. Premièrement touchant l'observance des placcartz et ordonnances sur l'hérésie, que l'intelcion de Sa Majesté ne de la régente n'ont esté comme aussi ne sont encoires de charger ou noter les supplians ou aucuns d'iceulx, d'aucune nonchalance ou négligence, touchant la mesme observance des placcartz, mais comme Sa Majesté et Son Altesse portent si grand



soing, pour la conservation et observance de la sainte foi catholique et que aucuns officiers et justiciers ne se soient monstrez si diligens que bien eussent peu faire, en ont bien volu faire et publier une générale admonition (toutesfois sans charge de personne) comme par cy devant souvent a esté faict, tant du temps de l'empereur Charles de très-haute mémoire, que de Sa Royale Majesté. Et se peuvent les supplians bien asseurement confier à son Altesse régente, que icelle recommande libéralement chez Sa Majesté les officiers et justiciers, quy en ce que dit est, font leur devoir.

Et pour autant que touche l'Inquisition veu, qu'on ne trouve que depuis l'an 1550, ayt esté aucun exercice d'icelle inquisition en Brabant, la Cour déclare (ensuyvant ce que son Altesse a affirmé à ladicte Court) que l'intencion de Sa Majesté n'a esté ne encoires est (comme aussi icelle a escript à son Altesse) d'introduire aucune nouveauté, mais que les droictz, privilèges, coustumes, usaiges, du pais de Brabant, s'entretiennent et observent sans enfreindre. Et que suyvant ce, les supplians ne seront chargez ne molestez avecq ladicte inquisition, leur commandant et enchargeant la soigneuse observance des placarts et ordonnances de Sa Majesté suivant leur présentation icy mencionnée \*.

L'inquisition.

Déclarant en oultre touchant le poinct du Concille de Trente, que l'intencion de sa Majesté n'est que le mesme soit observé plus avant sinon sans préjudice des exemptions, haulteurs et prééminences de Sa Majesté, et aussi de ses vassaulx, villes, et subjects, comme à ceste Court a esté bien amplement escript, dont l'on ne refusera le double aux supplians, s'ilz le requiront.

Le concille.

Et touchant les commissaires y mentionnez que l'intencion de sa Majesté n'est aultre, sinon, que comme le

Les commissaires.

\* Cicy n'est véritable, ne se trouvera telle présentation au texte de la requeste.

principal remède contre les sectes et hérésies, et à la conservation de la religion catholique, gist ès bonnes escoles de la jeunesse, bons prescheurs du peuple, et en la réformation des meurs des ecclesiastiques (en quoy par ledict concille est pourveu) chascun et signamment les consaulx provinciaulx et magistratz des bonnes villes, y veuillent soigneusement tenir la main. Tenaus à ceste fin les mesmes magistratz bonne correspondance avecq les consaulx provinciaulx, et iceulx consaulx avecq le conseil privé, pour en faire rapport à son Altèze, comme se trouve chez icelle sans que l'intencion soit, que ceste court ou les villes de Brabant seroyent assubjectyes audict conseil privé : mais seulement affin que conjointement tiennent la main à ce que dit est : ou que ceste court (sy avant qu'icelle le trouve bon) se puisse elle mesme adresser à ladicte duchesse, faict au conseil de Brabant, le vintquatriesme de mars l'an 1565<sup>a</sup> avant Pasques. Estant soubz signé par le greffier dudict conseil.

P. DE LANGHE.

—  
TROISIÈME SÉRIE. — 4 PIÈCES.

—  
*La copie du compromis des nobles.*

Comme ainsi soit que puis naguerres on soit deuement informé, et que l'on sçait de vray que certains personnaiges pervers, cauteleux et malitieux, lesquelz pretextans faulsement le grand zèle qu'ilz ont à l'entretenement et augmentation de la religion et foy catholique

<sup>a</sup> Que est 1566, selon le stil commun de l'Empire.

et de l'union du peuple, mais taschans scullement, de ressaisir leur insatiable avarice et leur ambition et orgueil insupportable, ont par leurs parolles emmiellées, et faulx donner à entendre, si bien sceu persuader au Roy nostre Sire, non obstant quelque remonstrance au contraire que on luyait faicte, que contre le serment qu'il a faict à Dieu et à ses fidelz subjectz du Pais-bas il ait à toutes forces volu introduire et imposer la pernicieuse inquisition, laquelle est non seulement desraisonnable et contraire à toutes loix tant divines que humaines, mais aussi surpassant toutes les rigeurs et cruaultez que jamais par cidevant ont practiqué les tirans, infidèles et payens, et laquelle aussi ne peult redonder que au grand deshonneur du nom de Dieu et à la perte, désolation et ruine totale desdicts Pais-bas, pour aultant qu'elle réduit toute auctorité et jurisdiction soubz la puissance des inquisiteurs rendant toutes personnes perpétuelz et misérables esclaves, exposans tous gens de bien en continuelz et évidens dangiers de leurs corps et biens par leurs recherches et visitations, de sorte que si ung prestre, ung espaignol, ou bien quelque aultre mauvais garnement, veult mal ou nuyre à aultruy par le moyen de l'inquisition, il pourra accuser, faire (soit à tort ou à droict) appréhender, voire faire mourir (et les biens confisquer, cela s'entend toujours) le plus homme de bien du monde, sans qu'il puist estre ouy ny jamais escouté en ses causes, raisons et deffences, par quoy nous soubz signez ayans toutes choses bien pesées et meurement considérées, avons estimé et estimons estre nostre devoir, et la raison, d'obvier ausdicts apparens et quasi intolérables inconveniens, et par bons moyens pourveoir à la sauveté de noz biens et personnes, affin de n'estre exposez en proye à ceulx qui soubz prétext de religion ou Inquisition se voudroyent enrichir aux despens de nostre sang, vie, et biens. A raison de quoy avons advisé de faire et faict ung bon œuvre, ferme et sainte alliance et

confédération, nous obligeans et promectans l'ung à l'autre par serment solempnel, d'empescher de tout nostre pover que la dicte inquisition ne soit maintenue, ou receue, en sorte que ce soit, publique, ouverte ou cachée, ou sous couleur ou couverture, que ce puisse estre, et fut ce soubz le nom ou ombre de l'inquisition, visitation, placarts, mandemens ou aultre quelconque prétext, mais du tout l'abolir, entant que en nous sera, et l'extirper et desrachiner, comme la source de tout désordre et injustice. Faisons néanmoins protestation devant Dieu et les hommes en bonne foy et conscience, que nous n'entendons aucunement d'entreprendre aucune chose qui pourroit tourner au deshonneur de Dieu, ny à la diminution de la grandeur du Roy, ou de ses Estatz, ains au contraire que nostre intencion, n'est sinon de maintenir le Roy et son Estat, de concerver tout bon ordre et police, résistans autant que en nous sera à toutes séditions, tumultes populaires et révoltemens, laquelle confédération et alliance nous avons promis et juré, et dès maintenant la promectons et jurons d'entretenir saintement et inviolablement, et à tousjours tant que vivrons en ce monde. Prenons le Dieu tout puissant pour tesmoing sur nos ames et conscience, que de faict ny de paroles directement ou indirectement de nostre sceu ou volonté n'y contreviendrons en fahon que ce soit. Et pour icelle alliance ratifier et rendre stable et ferme à jamais, nous promectons l'ung à l'autre toute assistance de corps et de biens, comme frères et fidelz compaignons, tenans la main l'ung à l'autre que nul d'entre nous confrères et conféderez ne soit recherché, tourmenté ou persécuté en fahon ou manière aucune, ny au corps, ny aux biens, pour aucun respect procédant de ladicte inquisition ou aucunement fondé sur les placarts tendans à icelle, ou bien à cause de ceste nostre confédération. Et en cas que aucune moleste ou persécution advient à aucuns de nosdits frères et conféderez et alliez en fahon aucune que ce soit, nous

promectons et jurons à Dieu de luy assister, en tel cas, en tout et par tout, de corps et de biens, sans riens esparagner, et sans subterfuge ou exception quelconque, et tout ainsi que sy ce fut pour noz personnes propres, entendans et spécifiant bien expressément que ne servira de riens, pour nous exempter ou absouldre de nostre confédération et debvoir, là où lesdicts persécuteurs ou molestateurs voudroient couvrir les persécutions de quelque autre couleur ou prétexte, comme s'ils entendoient sinon punir la rebellion, ou autre semblable couverture, qu'elle puist estre, pourveu qu'il nous apparut, vray semblablement que l'occasion est procédé des causes susdites, d'autant que nous maintenons que en telz et semblables cas n'y peult estre prétendu aucun crime de rebellion, veu que la source procède d'ung saint zèle et louable désir de maintenir la gloire de Dieu, la Majesté du Roy, et le repos publique, avec l'assurance de nos corps et biens, et à la défense de notre famille, femmes et enfans, ausquelz Dieu et nature nous obligent. Entendons toutesfois et promectons l'ung à l'autre que ung chascun de nous en tous semblables exploicts se rapportera au commun advis de tous les frères et alliez, ou de quelques ungs, lesquels à ce seront commis et députez, afin que ceste sainte union soit tousjours entre nous bien entretenue, et ce que se fera par commun accord, tant plus ferme et vaillable. Entesmoignage et assurance de nostre dicte confédération et alliance, nous invoquons le tressaint nom de Dieu vivant, créateur du ciel et de la terre, et de tout ce qui est en iceulx, comme juge et scrutateur de nos cœurs, consciences et pensées, et comme celluy qui cognoist que tel est nostre désir et résolution, le suppliant humblement que luy plaise de nous donner la grâce de son saint Esprit afin que toutes nos actions et entreprises puissent avoir bonne et heureuse yssue à l'honneur de son tressaint nom, et au repos et tranquillité publique, et au salut de nos ames. Amen.

*Requête des nobles des Païs-bas, présentée à Madame la duchesse de Parme et Plaisance, etc., le 5 d'avril 1566, devant Pasques.*

Madame, l'on sçait assez, que par toute la chrestienté a tousjours esté (comme est encores pour le présent) fort renommée la grande fidélité du peuple de ces Païs bas, envers leurs seigneurs et princes naturels, à laquelle tousjours la noblesse a tenu le premier rang, comme celle qui jamais n'a espargné, ny corps ny biens, pour la conservation et accroissement de la grandeur d'iceulx. En quoy, nous très humbles vassaulx de Sa Majesté voulons tousjours continuer de bien en mieulx, si que de jour et nuict nous nous tenons presta, pour de nos corps et biens, luy faire très humble service, et voyans en quels termes sont les affaires de maintenant, avons plus-tost aymé de charger quelque peu de mauvais gré sur nous, que de céler à Vostre Altèze, choses, qui par cy après pourroient tourner à préjudice de Sa Majesté, et quant et quant troubler le repos et tranquillité de ces pays : espérans que l'effect monstrera avec le temps, qu'entre tous services, que pourrions avoir faict, ou faire à l'advenir à Sa Majesté, cestuy cy doit estre réputé entre les plus notables et mieulx à propos, dont asseurement nous nous persuadons, que Vostre Altèze ne le sçaura prendre que de très bonne part. Combien doncques, Madame, que nous ne doubtions pas que tout ce que Sa Majesté a par cy devant, et mesmement à ceste heure de nouveau ordonné, touchant l'inquisition, et l'estroite observance des placcards sur le faict de la religion, n'aye eu quelque fondement et juste titre, et ce pour continuer ce, que feu l'empereur Charles de très haulte mémoire, avoit, à bonne intention, arresté. Toutesfois voiant que

la différence de l'un temps à l'autre, ameine quant-et-soy<sup>1</sup>, diversité de remèdes, et que desjà, depuis quelques années en ça, lesdicts placcards, non obstant qu'ils n'aient esté exécutez en toute rigueur, ont toutesfois donné occasion à plusieurs griefs inconveniens. Certes la dernière résolution de Sa Majesté par laquelle, non seulement elle défend, de ne modérer aucunement lesdicts placcards, ains commande expressément, que l'acquisition soit observée, et les placcards exécutez en toute rigueur, nous donne assez juste occasion de craindre, que par là non seulement lesdicts inconveniens viendront assez à s'augmenter, mais qu'il s'en pourra finalement ensuyvre une esmeute et sédition générale, tendante à misérable ruine de tout le pais, selon que les indices manifestes de l'altération du peuple (qui desjà s'apperçoivent de tous costez) nous monstrent à veue d'œil.

Par quoy cognoissans l'évidence et grandeur du danger, qui nous menacent, avons jusques à maintenaut espéré, que ou par les seigneurs, ou par les Estats du pais, seroit faict remonstrance en temps et heure à Vostre Altèze, afin de y remédier, en ostant la cause et l'origine du mal; mais après avoir veu, que ceulx ne se sout point avancez, pour quelques occasions à nous incogneues, et que cependant, le mal s'augmente de jour eu jour, si que le danger de sédition et révolte générale est à la porte, avons estimé estre nostre devoir, suyvant le serment de fidélité et d'hommage, ensemble le bon zèle qu'avons à Sa Majesté et à la patrie, de ne plus longtemps attendre, ains plustost nous avancer les premiers, à faire le devoir requis, et ce d'autant plus frauchement, que nous avons plus d'occasion, d'espérer, que Sa Majesté prendra nostre advisement de très bonne part, voyant que l'affaire nous touche de plus près que nuls autres,

<sup>1</sup> Quant-et-soi, — avec soi.

pour estre plus exposez aux inconveniens et calamitez qui coustumièrement proviennent de semblables accidens, ayans pour la plus grande part nos maisons et biens, situez aux champs, et exposez à la proye de tout le monde : considéré aussi que généralement en ensuyvant la rigueur desdicts placcards, ainsi que Sa Majesté commande expressément procéder, il n'y aura entre nous homme, voire et non pas en tout le pais de par deçà, de quelque Estat et condition qu'il soit, lequel ne sera trouvé coupable de confiscation de corps et de biens, et assubjecty à la calumnie du premier ennemy, qui pour avoir part à la confiscation, voudra l'accuser, sous couverture des placcards, ne luy estant laissé pour refuge, autre chose, que la seule dissimulation de l'officier, en la mercy duquel sa vie et ses biens seront totalement remis. En considération de quoy, avons tant plus d'occasion, de supplier très humblement Vostre Altèze (comme de fait nous la supplions, par la présente requeste) d'y vouloir donner bon ordre. Et (pour l'importance de l'affaire) vouloir le plustost, que possible sera, dépêcher devers Sa Majesté, homme exprès et propre, pour l'en advertir, et la supplier très humblement de nostre part, qu'il luy plaise y pourveoir, tant pour le présent que à l'advenir. Et d'autant que cela ne se pourra faire, en laissant lesdicts placcards et leur vigueur, veu que de là, dépend la source et l'origine desdicts inconveniens, qu'il luy plaise de vouloir entendre à l'abolition d'iceulx, laquelle se trouvera estre nécessaire, pour destourner la totale ruine et perte de tous ses pais de par deçà.

Et afin qu'elle n'ait occasion de penser, que nous (qui ne prétendons que de luy rendre très humble obéissance) voudrions entreprendre de la brider, ou luy donner loy à nostre plaisir (ainsi que nous ne doubtons point que nos adversaires, le voudront interpréter pour nostre désavantage) il plaira à Sa Majesté de faire autres ordonnances, par l'advis et consentement de tous les Estats



généraulx assemblez, afin de pourveoir à ce que dessus, par autres moyens, plus propres et convenables, et sans dangers si très évidens.

Supplians aussi très humblement son Altèze, que tandis que Sa Majesté entendra à nostre juste requeste, et en ordonnera selon son bon et juste plaisir, elle pourvoye cependant ausdicts dangers, par une surcéance générale, tant de l'inquisition, que de toutes exécutions desdicts placcarts, jusques à tant, que Sa Majesté en ait autrement ordonné.

Avecques protestation bien expresse, qu'en tant qu'il nous peut compéter, nous nous sommes acquitez de nostre devoir, par ce présent advertisement. Si que dès maintenant nous nous deschargeons devant Dieu et les hommes : déclarans, si en cas qu'aucun inconvenient, désordre, sédition, révolte ou effusion de sang, par cy après, en advient, par faute de n'y avoir mis remède en temps, nous ne pourrions estre taxez d'avoir célé ung mal si apparent. En quoy nous prenons Dieu, le Roy; Vostre Altèze, et Messieurs de son conseil, ensemble et nostre conscience en tesmoignage, que nous y avons procédé, comme à bons et loyaux serviteurs et fidèles vassaux du Roy, appartient, sans en riens excéder les limites de nostre devoir, dont aussi de tant plus instamment nous supplions, que Vostre Altèze y veuille entendre, avant qu'autre mal en advienne, si ferez bien.

*La responce et appostille, faicte en Conseil d'Estat par  
Madame à ceste requeste, fust telle que s'ensuyt :*

Son Altèze, ayant entendu, ce qui se requiert et demande par le contenu en ceste requeste, est bien délibérée d'envoyer devers Sa Majesté, pour le luy représenter, et faire devers icelle tous bons offices, que Son

Altèze advisera pouvoir servir, à disposer et incliner sadicte Majesté, à condescendre à la réquisition des remonstrans, lesquels ne doibvent espérer, si non toutes choses dignes et conformes à sa bénignité naïfve et accoustumée : ayant desjà sadicte Altèze, auparavant la venue desdicts remonstrans, par l'assistance et advis des gouverneurs des provinces, chevaliers de l'Ordre, et ceulx du conseil, estans lès elle, besoigné à concevoir et dresser une modération des placcards sur le faict de la religion, pour le représenter à sadicte Majesté. Laquelle modération Son Altèze espère debvoir estre trouvée telle, que pour devoir donner à chascun raisonnable contentement. Et puis que l'autorité de son Altèze, comme les remonstrans peuvent bien considérer et comprendre, ne s'estend si avant, que de pouvoir surseoir l'inquisition et les placcards, comme ilz demandent et que ne convient de laisser le païs, à l'endroit de la religion, sans loy, icelle Son Altèze se confie, que les remonstrans se contenteront de ce qu'elle envoie, à la fin susdicte devers Sa Majesté et que pendant que s'attend sa responce, Son Altèze donnera ordre, que tant par les inquisiteurs (où il y en a eu jusques ores) que par les officiers respectivement, soit procédé discrètement et modestement en droict leurs charges, de sorte que l'on n'aura cause de quoy plaindre, se confiant Son Altèze, que les remonstrans se conduiront aussi de telle façon, qu'il ne sera besoing d'en user autrement, et se peult bien espérer, que par les bons offices que Son Altèze fera devers Sa Majesté, icelle se contentera, de descarger les autres, de l'inquisition où elle est, selon que s'est peu entendre, que desjà s'est déclaré sur la requeste des chiefvilles de Brabant, qu'elles n'en seront chargées. Et se mettra Son Altèze tant plus librement, à faire tous bons offices devers sadicte Majesté à la fin et à l'effect susdict, qu'elle tient asseurément, que les remonstrans ont propos et intencion déterminée, de rien innover en droict la religion ancienne, observée ès

païs de par deçà, ains la maintenir et observer de tout leur pouvoir.

Faict par Son Altèze à Bruxelles, le sixiesme jour d'apvril, mill cinq cens soixante cinq, avant Pasques. Soubsigné : Margarita.

LES LETTRES DE LA RÉGENTE A LA SURCÉANCE DES  
PERSÉCUTIONS.

---

*Margarita par la grace de Dieu duchesse de Parme et de  
Plaisance, régente et gouvernante.*

Très-chiers et bien amez. Comme plusieurs gentilzhommes des païs de par deçà, nous ayant présenté requeste afin de faire abolir l'inquisition et les placcartz du Roy monseigneur sur le faict de la religion, et en faire dresser ung nouveau placcart par l'advis des Estatz généraulx de par deçà, nous leur avons sur ce faict respondre par l'apostille mise sur ladicte requeste, que envoierons devers Sa Majesté pour faire présenter à icelle le contenu de leur dicte requeste et y faire tous bons offices, ayant desjà faict concevoir quelque modération des placcartz, et que pour non s'extendre nostre auctorité si avant que de pouvoir surceoir l'inquisition et placcartz susdicts, comme ilz le demandent; et qu'il ne convient de laisser le païs en droict la religion sans loy, que en attendant la responce de Sa Majesté nous donnerons ordre que tant par les inquisiteurs (où il y en a eu jusques ores) que par les officiers respectivement soit procédé discrètement et modestement endroit leurs charges, de sorte que l'on n'aura cause de s'en plaindre : et pour ce que désirons effectuer ladicte apostille nous vous en avons bien voulu adviser

par la présente, et par icelle vous ordonner bien à certes, que ayez à escrire et encharger de la part de Sa Majesté à tous officiers du païs et duché de Brabant et d'oultre Meuze, que à l'exécution de leurs charges sur le faict de la religion, ilz ayent à procéder avec toute modestie, discrétion et prudence : sans toutesfois souffrir que aulcune nouvellité ou changement s'attempte en la religion catholique et ancienne, jusques à maintenant observée par deçà, ny mesmes aulcun schandale ou acte séditieux : et que le cas advenant ilz nous advertissent de ce que s'offrira avec les informations sur ce prises, pour le tout veu vers nous ès consaulx de Sa Majesté y ordonner comme trouverons apperténir. Et que en ce ilz ne facent faulte afin de non donner occasion d'aulcuns inconvéniens. A tant, très-chiers et bien amez Nostre-Seigneur vous ait en garde. Escript à Bruxelles le 9<sup>e</sup> jour d'avril 1565<sup>a</sup>, avant Pasques, soubz estoit escript, Margaritha, et signé d'Overloope, sur le dos estoit escript : A nos très-chiers et bien amez les chancelier et gens du conseil du Roy en Brabant.

QUATRIÈME SÉRIE. — 8 PIÈCES.

LA PREMIÈRE REQUÊTE DES MEMBRES DE FLANDRES CONTRE L'INQUISITION.

*Au Roy.*

Supplient et remonstrent en toute obéissance les quatre membres<sup>1</sup> de vostre païs, et contée de Flandres au nom

<sup>a</sup> Est 1566, selon le stíl de Rome.

<sup>1</sup> Membres, — Le clergé, la noblesse et les députés des villes. Voy. Raepsaet. *Histoire des États-Généraux*, etc., Gand, 1819, p. 107-10, 214.

d'culx et des communs inhabitants d'icelluy païs; comment que ledict païs de Flandres, est ung païs coustumier, gouverné et maintenu en bonne police par plusieurs bonnes et louables coustumes, libertez, droictz et privilèges, à eulx tousjours permis par les nobles prédécesseurs de Vostre Majesté, les contes et contesses de Flandres, et signamment aussi par Vostre Majesté jurez à les entretenir et d'en faire et laisser jouyr les supplians respectivement. Et que suyvant ce, entre autres anciennes et louables polices et libertez, compète aux supplians la cognoissance sur toutes les personnes et biens en la jurisdiction de chascun arrestez, prins ou détenuz; aussi que le cas advenant, que à la requeste de quelque ecclésiastique ou séculier, se debvoit prendre, contre aulcune personne laïque, aulcune information fust criminelle ou civile; le mesme s'est accoustumé de faire par les gens de loy de la part de Vostre Majesté commis à l'administration de la justice; de sorte que à nul autre ait esté permis d'exercer aucune acte de jurisdiction, et signamment non de faire quelque appréhension, ou visitation des maysons, veu que ad ce fault avoir précédente et souffisante information, pour icelle veue par les gens de loy, y estre procédé avec meure délibération comme il appartient : en quoy les supplians espèrent, chascun en son regard, avoir fait leur extrême debvoir, de sorte que tant la haulteur de Vostre Majesté que le repos publicq ayent esté conservez; à quoy aussi ceulx du païs tant en général que particulier se sont partout bien emploiez tout ce non obstant, s'advanche journellement M. Pierre Titelman, soy disant et intitulant estre par Vostre Majesté constitué inquisiteur de la foy (combien qu'il ne leur a oncques offert ne monsté sa commission et instruction) de faire par son auctorité en préjudice desdictes anciennes libertez, et sans cognoissance de cause, appréhender telles personnes qu'il luy plaist : mesmes de les faire tirer hors leurs maisons; aussi de faire visitations

M. Pierre  
Titelman inquisi-  
teur.

ès maysons, sans le sceu des gens de loy, assumant seulement à son assistance les baillifz ou officiers, lesquelz en divers lieux ne luy osent refuser la mesme assistance de paour d'estre par luy aussi suspectés ou déférez, comme de ce apperra souffisamment s'il est besoing. Or, trouvent les supplians cest affaire de si grande conséquence; que en cas qu'ilz le vinssent plus longtems à dissimuler à Vostre Majesté et laissassent andict inquisiteur user et usurper de telles exorbitantes et excessives nouvellitez, feroit à craindre que la commune prendroit par là occasion pour se donner à mutinerie et s'esmouvoir aussi contre la justice, par où le païs seroit en hazard de se perdre et ruiner, (que Dieu ne veuille) et quelques païs circumvoisins pourroient estre occasionnez de s'y mesler et d'effectuer leurs mauvais desseings. A quoy par les gens de la loy jusques ores a esté pourveu en tant qu'il leur a esté possible, de sorte que jusques ores (grâces à Dieu) nul singulier publicq schandal en soit advenu.

La pétition.

Parquoy supplient les remonstrans en toute humilité, qu'il plaise à Vostre Majesté prenant regard à ce que dessus, et signamment aux grans et fidelz services jusques ores à Vostre Majesté, tousjours volontairement monstrez, voire plus (à correction) que aulcune aultre province des païs de pardecha, les laisser jouyr et user de leurs dictes anciennes libertez et usaiges et les en iceulx conserver et maintenir, selon que Vostre Majesté à son advenement et réception du païs, tant en particulier que en général a juré et les nobles ancestres de Vostre Majesté ont tousjours inviolablement entretenuz : interdisant andict inquisiteur et autres personnes ecclésiastiques de user de samblables nouvellitez, excès et défenduz moiens d'inquisition. Supplians que en cas que à l'occasion des mesmes nouvellitez et excès, quelque inconvenient, survinsse entre la commune, (comme faict grandement à doubter si avant que ledict inquisiteur y

continue) que eulx supplians respectivement chascun en son regard, en puissent estre excusez.

*L'apostille de la Régente sur la dicte requeste.*

Ayant Madame la duchesse régente etc., oy le rapport de ceste requeste pour la généralité d'icelle avant que ordonner a trouvé requis d'entendre plus particulièrement l'intention des supplians à l'endroit des nouvelles et griefz dont ilz se veulent plaindre aiant à ceste cause fait communiquer avec eulx par les conseillers à ce députez, s'estans lesdicts supplians excusez de n'avoir de leur supérieurs autre charge pour le présent, Son Altèze attendra ultérieure déclaration qu'ils en voudront cy-après faire ausdicts conseillers, et néantmoins a Son Altèze enchargé à l'inquisiteur Tittelmannus de se conduire en l'exercice de son office avec toute discrétion. Et luy donnans les supplians la deue assistance et faveur, de tenans soing à l'observation des placards de Sa Majesté, selon qu'ils sçavent, estre l'intention d'icelle, et comme il convient pour leur propre bien et repos, Son Altèze espère qu'il sera obvié aux inconvéniens par les supplians représentez.

Faict par Son Altèze au conseil tenu à Bruxelles,  
le xx d'octobre 1564.

VANDER AA.

LA SECONDE REQUESTE DE CEULX DE FLANDRES, CONTRE  
L'INQUISITION.

---

*Au Roy.*

Remonstrent et supplient en toute humilité les quatre membres de vostre païs et conté de Flandres, tant pour

L'Évesque de  
Bruges.

La peticion.

culx que pour toutes les aultres villes et chastellenies, et généralement au nom de tous les inhabitans et suppostz dudict païs. Comme passé quelque temps ils auroient présenté à Vostre Majesté requeste, afin qu'il pleust à icelle laisser joyr et user aux supplians, en ladicte qualité, de leurs libertez et franchises anciennes, et à la conservation d'icelles inhiber et défendre à l'inquisiteur et aultres gens spirituelz, de n'user d'aucunes novellitez par la practique de l'inquisition, et que sur ladicte requeste riens n'auroit esté encoires ordonné, pour ce que Vostre Majesté desiroit préalablement, entendre plus particulièrement l'intention des supplians suyvant la requeste cy-jointe, si est il que pour à ce satisfaire ils s'adressent présentement à Vostre Majesté, comme à ce constraints par l'obligacion de leur serment, et pour la conservation et bien de vostre dict païs, et mesmement recentemente à ce esmeuz par les nouvelles practiques et mennées de monsieur l'Évesque de Bruges<sup>1</sup>, et de maistre Pierre Titelman soy disant inquisiteur, comme il appert par les copies des articles par eulx proposez cy-joincts. Et supplient très humblement que prenant regard aux raisons déduictes par la dicte requeste, et signamment que aultres voz païs patrimoniaux leurs voisins ne sont ainsi asservicz de ladicte inquisition par la liberté, desquels les inhabitans de vostre dict païs de Flandres seroient occasionnez d'eulx retirer et l'abandonner, affin de s'exempter de la servitude, vexation et subjection comme desjà on a assez trouvé par expérience : qu'il plaise à Vostre Majesté laisser les supplians joyr et paisiblement user de leursdicts droicts, franchises, coustumes et usances, et pour estre l'exercice de ladiete inquisition à icculx directement contraire, icelle casser, abolir et totalement faire cesser quant aux personnes layes, défendant en oultre à tous juges ecclésiastiques de ne prendre aul-

<sup>1</sup> L'évêque de Bruges était Pierre de Corte ou Curtius dont nous avons esquisé la biographie à la p. 198.



cune cognoissance des choses concernans la jurisdiction laye, mais icelle laisser en la seulle judicature et correction des magistratz civils; et ne vouloir permectre, que les supplians et inhabitants de vostre dict pais de Flandres, soyent plus estroitement obligez à quelque inquisition ou rigueur des placcartz, que aultres leurs voisins pais et provinces : veuillans lesdicts remonstrans bien asseurer Vostre Majesté, que ceulx de vostre dict pais de Flandres et la commune en général, n'ont aultre opinion ou dévotion que de s'employer à l'observance et continuation de l'anchienne foy catholique, et au service de Vostre Majesté, comme bons loyaulx et vrais subjects d'icelle.

*L'apostille donnée sur ceste requeste.*

Par ce que s'est nagaires escript aux inquisiteurs, à sçavoir, que doresnavant soit par eulx procédé discrètement et modestement endroict de leurs charges, jusques à aultre ordonnance, que leur viendra du Roy, et où iceulx trouvassent matière telle que leur semblast, sans grand inconvenient, ne pouvoir délaisser leur office, que préallablement en advertissent son Altèze, pour avecq l'advis des seigneurs estans lez elle, y estre par sa dicte Altèze ultérieurement ordonné, comme trouvera appertenir : Et qu'en cecy ils ne facent faulte, afin, qu'ils ne donnent occasion d'aulcuns inconveniens, il est satisfait à ce, que les supplians requièrent par ceste requeste. Faict par Son Altèze au conseil d'Estat, tenu à Bruxelles le x<sup>e</sup> jour d'avril 1565, avant Pasques<sup>a</sup>.

<sup>a</sup> Est 1566. pour tous qui commencent l'an en janvier.

LA TROISIÈME REQUÊTE DE CEUX DE FLANDRES CONTRE  
L'INQUISITION.

---

*A Madame.*

Les députez des quatre membres du païs et conté de Flandres, ayans veu l'apostille et responce sur ceste requête, remonstrent à Vostre Altèze, que sous correction, ils ne trouvent estre satisfait ou respondu au contenu et conclusions d'icelle, comme n'attendans de ladictè apostille, aultre effect ou bénéfice qu'ils n'ont receu par celle quy a esté donné sur la première requête, comme estant assez conforme à icelle, et que depuis lesdicts évesque et Titelmannus se sont plus eslargiz en la practique de l'inquisition, mesmes et ont redoublé leurs novellitez. Et que sachans l'intention de leurs collèges, quy les ont envoyé, icy au regard principalement de la déclaration faicte de la part de Sadictè Altèze à eulx de Brabant, quant au faict de l'inquisition, ils n'oseroient eulx contenter avec ledict appointement, ny retourner vers leurs collèges sans aultre remède ou provision, considéré que demeurans ceulx dudict païs de Flandres en ces termes, et pesant par la commune la subjection, en laquelle ils se trouveroient à l'advenant desdicts de Brabant et aultres leurs voisins, ledict païs seroit en peu de temps dépeuplé et abandonné de la pluspart des inhabitants d'icelluy : comme on a eu desjà de ce bonne expérience, ainsi que par leurdictè requête q'esté remonstré, ce que ne tournera tant seulement au préjudice desdicts inhabitants ou des subjects du Roy, mais aussi grandement au désavantage et desservice de Sa Majesté, par la diminution de l'assistance tirée dudict païs, et l'apparente ruine

d'icelluy, si aultrement en temps n'y soit pourveu, comme n'ayant ledict pais aultre moyen pour se secourir et nourrir que la négociation et traficque, avec la hantize et fréquentation des nations estrangières, lesquelles ne cherchent hazarder leur avoir et biens, si non ès lieux de libre hantize, et principalement non subjects à quelque inquisition. Supplians par tant que prenant Vostre Altèze bonne considération à leur très-humble et raisonnable requeste et conclusion y contenue plaise à icelle au nom de Sa Majesté à l'exemple de bon père entre ses enfans, les favoriser également et ne vouloir tenir ses très humbles subjects de Flandres en plus rigoureuse subjection, que aultres ses pais, comme n'ayans mérité par leurs loyaux et continuez services plus dur traictement, que aultres ses subjects, et que ladicte inquisition n'a oncques esté receue en Flandres par la généralité des Estats, et quatre membres dudict pais, laquelle ne peult estre préjudicée si par la connivence d'aulcunes villes ou chastellenies en particulier, ledict maistre Pièrre Titelmannus a présumé de mettre en practicque ladicte inquisition.

La petition.

*L'apostille donnée sur cette requeste.*

Ayant Madame la Ducesse oy le rapport de ceste requeste ne scauroit Son Altèze accorder aux supplians davantage de ce qu'elle a fait par l'apostille le x<sup>e</sup> jour de ce mois, sur leur requeste précédente, comme estant plus ample que celle du xx<sup>e</sup> jour d'octobre 1564, dont les supplians par raison se doivent contenter, tant et jusques à ce que Sa Majesté se sera résolu sur ce dont Son Altèze l'a adverty.

Fait par Son Altèze au conseil d'Estat, tenu à Bruxelles le xix<sup>e</sup> jour d'avril 1566, après Pasques, et sousigné.

VANDER AA.

LA QUATRIÈME REQUESTÉ DE CEULX DE FLANDRES, CONTRE  
L'INQUISITION.

---

*A Madame.*

Remonstrent les quatre membres du pais et conté de Flandres, qu'estans informez par leurs députez de ce que a pleu à Vostre Altèze ordonner, tant sur leur première requeste, que au regard de l'instance, autresfois faicte, et considérans que par la dicte responce, ils ne peuvent espérer quelque remède contre ce, qui les a meu et contrainct de représenter à Vostre Altèze, et requérir en temps et en toute humilité et obéissance guarison contre le mal présent, et plus grande playe, laquelle s'en pourroit ensuyvre, ny que les lettres dont la responce de Vostre Altèze parle, et dont aux supplians a esté accordée la vision, leur peuvent donner quelque seur espoir, veu qu'elles ne contiennent aucune ordonnance de surcéance, et que vraysemblablement ledict M. Pierre Titelmannus ne voudra plus révérer ledict advisement, qu'il n'a faict celluy, donné sur leur dicte première requeste, datée du vingtiesme d'octobre lxiiij. Et d'autant plus que les supplians entendent, que passé quelque temps, il auroit obtenu de Vostre Altèze, quatre sergeans, et par dessus ce qu'on auroit accordé au procureur général de Flandres deux aultres, pour avec luy tenir correspondance, afin de tant mieulx exécuter ses exploitcz, sans respecter les officiers et magistrats ordinaires des lieux, et pour petit à petit ainsi usurper toutes jurisdictions à eulx appartenantes, appréhender et constituer prisonniers indifféramment tous ceux qu'il leur plairoit, et les juger et condam-

ner sommièrement, et qu'ainsi soit, a ledict Titelmannus depuis naguaires par sesdicts sergears faict rechercher au quartier de casant<sup>1</sup>, certaine personne par effraction violente de sa maison, nonobstant qu'il avoit satisfaict à la sentence du juge civil et après allant avant les rues, par lesdicts sergears trousser et prendre prisonnier, laquelle façon ne pourroit estre estimée aultre, qu'un rigueur trop extrême, ce que donne aux remonstrans avec ses aultres manières de faire regret, que demourant en ces termes, personne des inhabitans dudict pais, ne se trouveroit exempt ou affranchy, voires quelque homme de bien, ou catholique que fust, estant ainsi rengé soubz la malveuillance de son ennemy, ou de celluy qui luy voudroit pourchasser quelque mal, par le moyen de ladicte inquisition et destitué de tout secours et assistance de justice, de manière que Vostre Altèze peult facilement considérer, en quel estat et misères les affaires dudict pais se pourroient tourner, estant la main close aux magistrats civils, et leur osté entièrement le bras de justice, lequel ilz tiennent soubz l'auctorité de Sa Majesté, à quoy semblent lesdicts inquisiteurs et gens spirituels, directement drescher leurs desseings, comme clèrement assez appert par les articles proposez par ledict évesque et Titelmannus, jointz à la dicte requeste des remonstrans, lesquels mesmes ne sçauroient estre mis en pratique sans bleschure de l'auctorité de Sa Majesté.

Ces articles sont  
insérés après :  
N<sup>o</sup> 5.

Se sentans les supplians, aussi de plus en plus grevez et chargez de nouvellitez, et entre aultres par l'autorisation baillée à ung seul commissaire pour correspondance avec lesdicts inquisiteurs, veu que par ce moyen seroit redoublée ladicte subjection, et la masse de justice réduite soubz une main seule et particulière cognoissance, dont dépenderoit l'honneur, la vie et toute la che-

<sup>1</sup> Casant, — Cadsant, Ile de la mer du Nord qui appartient à la province de Zélande.

vanche<sup>1</sup> d'ung homme de bien, pour luy et toute sa postérité.

Le concille de  
Trente.

Et pour confirmer les prétensions desdicts inquisiteurs et gens spirituelz, on voit que sans respecter la déclaration qui a esté faite de la part de Sa Majesté à toutes ses provinces de par decha, sur l'observance du Concille de Trente, qu'elle se feroit sans préjudice des droictz, haulteurs et préeminences de Sadicte Majesté, et aussi de ses vassaulx, villes et subjectz, que les évesques et inquisiteurs n'ont cessé de continuer et augmenter leurs practiques et novellitez.

La petition.

Et puisque lesdicts supplians treuvent cest affaire de si grand poix, importance et conséquence (comme ung chacun le bien pesant, ne le pourra juger aultre) et mesmes comme ilz ont remonstré par leurs requestes précédentes, quand les inhabitans dudict pais se sentiroient en telle servitude, à l'advenant de ceulz de Brabant, et autres leurs voisins, sans espoir de pouvoir estre esgalez en la faveur, et bienveillance de leur prince et seigneur naturel avec ses aultres subjectz, pour n'avoir manqué à la continuation de leur très loyal service, mais plus y continué, que nulz aultres de ses pais et provinces, supplient très humblement, que plaise à Vostre Altèze d'avoir bon regard à leur dicte requeste, sans vouloir attendre la détermination et résolution finale de Sa Majesté considéré que l'impression une fois arrestée au cœur et opinion de la commune, ne peult estre si tost ostée, et que le dangier est en l'expectation, veu qu'ayant quelque soit marchant ou aultre une fois transporté son mesnaige aillieurs, il pert la dévotion de retourner en son lieu abandonné, et que Vostre Altèze du moins veuille ordonner ausdicts évesques, inquisiteurs et autres gens spirituels, de surceoir et suspendre tout exercice de l'inquisition, jusques à ce, que par Sa Majesté finalement

<sup>1</sup> Chevanche, — tout l'avoir d'un particulier.

sera déterminé sur le faict de ladicte inquisition, sans par eulx estre aussi procédé durant ledict temps, à quelque appréhension des personnes laies veu que oncques ladicte inquisition n'a esté receu par les Estatz et la généralité dudict pais ny mesmes ledict Titelmannus présenté à iceulx son pouvoir ou commission, et que la connivence d'aucunes villes et officiers particuliers, craindans par luy estre suspectez, ne peult porter aucun préjudice à ladicte généralité, supplians autresfois Vostre Altèze, qu'elle ne se veuille arrester à l'impression luy donnée, que lesdicts de Flandres, s'auroient soubmis à ladicte inquisition, dont à la vérité jamais n'apperra, et ne vouloir estimer que ceste leur poursuite se faict à autre fin, que pour la conservation du repos et tranquillité de la république, avecq le service de Sa Majesté et sans prétendre à quelque innovation ou changement de la religion, et de l'anchienne foy catholique, en l'observance de laquelle ilz sont prestz de se maintenir et continuer jusques à la mort.

*L'appostille donnée sur la dicte requeste.*

Ayant madame la ducesse, régente, etc., oy le rapport de ceste requeste, Son Altèze ne trouve pouvoir accorder aux supplians davantage que ne contiennent les précédentes appostilles des x<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> de ce mois, dont les supplians par raison se doivent contenter, néantmoins au regard du personnaige de Casant<sup>1</sup> détenu prisonnier par M. Pierre Titelmannus, après avoir entendu plus particulièrement que cest de la matière, y pourvera, comme se trouvera convenir, faict par Son Altesse au

<sup>1</sup> Casant, — Cadsant.

conseil d'Estat tenu à Bruxelles, le xxvij<sup>e</sup> jour, d'avril 1566. Et signé Vander Aa.

Les ensuyvans 6 articles sont par le nouveau évesque de Bruges exhibez au magistrat illecq, afin que les eussent à ensuyvre, le xix<sup>e</sup> de mars 1566.

CINQUIÈME SÉRIE. — 2 PIÈCES.

*Les articles par l'inquisiteur exhibez afin qu'au magistrat de la ville de Bruges, fut ordonné de se rigler selon iceulx.*

Premièrement que à tous pasteurs de son diocèse sera enjoinct d'escrire les noms et surnoms de tous leurs parochiens, avecq les serviteurs et ceulx qu'ils logeront et autres de leur famille, avecq la spécification des rues, stil<sup>1</sup> et qualité d'ung chascun, et s'ilz treuvent aucuns forains, ou qui sont naguères venus résider en leur paroisse demanderont à iceulx certification du pasteur de leur dernière demeure, et s'ils ne sçavent exhiber promptement, il leur sera par le pasteur ordonné d'apporter en dedans certain temps compétent ladiete certification.

Lesdicts pasteurs requireront semblablement de tous parochiens mariez dont ilz n'auront bonne cognoissance, avoir déclaration et tesmoignage du prestre qui aura solemnisé le mariage afin de sçavoir s'il est fait et célébré selon la manière et observation de la catholicque église romaine, et de cela tenir bon registre et notice.

Il sera aussi enchargé aux pasteurs, prestres et religieux oyans les confessions d'enregistrer les noms et surnoms des confessionnistes et le lieu de leur résidence ou domicile.

On ordonnera aussy (comme il a esté fait du temps

<sup>1</sup> Stil, — métier



passé) aux curés ou leurs vicaires d'annoter en ung registre les noms et surnoms des enfans qu'ilz baptiseront, avecq le nom et surnom des pères et mères et des parrains et marines<sup>1</sup>, le mesme sera faict à l'endroit des mariages qui en après seront par eulx solemnisées.

Et quant à l'article des maistres d'escolle, sa pastorale révérence a advisé d'appeller chez elle tous ceux ou celles qui enseignent la jeunesse en quelque langue que ce soit, et chascun interroguer quels livres et doctrine ilz proposent aux enfans, et selon la responce que sa révérence pastorale en aura d'eux de les auctoriser pour tenir escolle, ou les rejeter et suspendre selon les occasions qui à ce la pourront mouvoir. Et si quelcung fallist d'obéir à ladicté semonce ou refusast pertinement respondre à l'interrogation, ne sera admis à tenir escolle.

Et outre ce que dessus sera ordonné ausdictz pasteurs de faire diligente recherche et inquisition si ceulx qu'on nourrist ou entretient des aumosnes de la table des pauvres sont catholicques, s'ils vont à la confesse et à l'autel du Seigneur : et s'ils treuvent aucuns qui ne font ce que dict est, enchergeront les aumosniers de les priver des aumosnes : en quoy les aumosniers seront tenuz de prester obéissance ausdictz pasteurs.

Pardevant messieurs du noble conseil de Nostre très doubté Sire le Roy, ordonné en Flandres.

*Les articles par l'inquisiteur exhibez afin que au magistrat de la ville de Bruges, fut ordonné de se rigler selon iceulx.*

Articles proposez par maistre Pierre Titelman inquisiteur de nostre sainte foy chrestienne en Flandres, etc., tant en son nom, que au nom de nostre Révérendissime

<sup>1</sup> Marines, — marraines.

Seigneur et père en Dieu l'évesque de Bruges, suyvant lesquelz luy, au nom que dessus requirt, par les escoutette, bourgmaistres, eschevins, conseil et officiers de Bruges estre assisté, pour povoir procéder à l'extirpation des hérésies à présent grassans, suyvant leur charge et la bonne volonté et ordonnance du Roy, sans empeschement ou obstacle quelconque.

Premièrement, que l'escoutette, bourgmaistre du cours, lieutenant, sargeans et tous autres officiers, devront incontinent et sans délai (estans requis) donner assistance pour faire appréhension, mesmes aussi eulx mesmes appréhender les personnes notées.

Item, que lesdicts escoutette, bourgmaistre du cours, lieutenant et autres officiers, sur ce requis, feront icelle appréhension, ores que personne n'y fut présent de la part des inquisiteurs : et aussi sur l'escript de l'inquisiteur absent sans communication verbale.

Item que ceste appréhension se fera tant dedans que dehors les maysons, sur les rues et aillieurs, sans y prendre quelque regard, signamment en ceste matière d'hérésie.

Item, que la mesme appréhension aussi se fera sans estre tenu à monstref aucune information, veu que la cognoissance de l'appréhendé ne touche audict escoutette ne gens de loy, mais seulement à l'inquisiteur et juge ecclésiastique.

Item, que ladicte assistance et appréhension se fera sans de nouveau estre prins quelque information par la loy, ou que par eulx soit abandonné, par où telle appréhension se diffère et souvent est frustrée.

Item, qu'on délivrera incontinent les prisonniers es prisons de la court ecclésiastique ou aillieurs selon la demande et réquisition de l'inquisiteur ou juge spirituel, et qu'on les laisse procéder sans obstacle, mais que en ce leur faichent assister par leurs sargeans et autrement.

Item que lesdicts lieutenans et autres sargeans et

officiers seront enchargez généralement et unes fois pour tout de faire assistance ausdicts seigneurs et les leurs, et appréhender quand besoing sera, sans à chascune fois estre tenuz d'aller chez le bourgmaistre ceulx de la loy ou autres pour requérir licence et congé, par où plusieurs exploicts sont frustrez et aux délinquans donné liberté.

Item, que l'inquisiteur et juge ecclésiastique avecq leurs officiers, comme promoteurs notaris ou autres, auront libre accès pour examiner les prisonniers sectaires appréhendez par le magistrat, à l'endroit leur foy, complices, et autrement à l'instruction de justice et la rédiger par escript, tant en présence de ceulx de la loy, comme en secret, quand il sera expédient, et que ne leur soit fait empeschement ès procédures contre ceux, qui *citra mortem*, au regard des sectes seront punyz *causa edictorum*, si avant qu'il touche le crime ecclésiastique d'hérésie.

Item, que les sectaires appréhendez par le magistrat, et non punyz capitallement, ne seront relaxez, sans estre préalablement examinez et ouyz par leur juge compétent l'évesque ou inquisiteur, et avecq cognoissance de cause touchant le crime d'hérésie, moyennant abjuration *in formâ juris*, ou autrement, du ban et censures ecclésiastiques absoulz.

Item, que aux sergears et autres officiers soit enjoinct d'assister à l'inquisiteur en l'adjournement de ceulx qu'il voudra ouyr, et autrement, soit d'aller avec son officier, veu qu'il ne cognoit les personnes, ou luy mesmes les citer, ou autrement.

Item, que messieurs de la loy tiendrent registre de ceulx qui de dehors viennent demourer à Bruges, et le mesme à toutes heures communiqueront en estant requis, à l'inquisiteur ou ses officiers, affin que puissent faire leur devoir contre ceulx qu'ils trouveront suspects, infectez ou autrement coupables.

A la marge estoit escript : Exhibé par monsieur l'inquisiteur, et soit monstre à ceulx de Bruges, affin d'y escrire ce que voudront. Actum 27 marty 1565<sup>a</sup>, soub-signé Huerne.

SIXIÈME SÉRIE. — 1 PIÈCE.

*Extrait de 14 articles des 53, contenus en la modération des placcards faicts sur l'hérésie, proposé par la régente du Pais-bas en avril, may et juing 1566.*

Premièrement défendons et interdisons en nosdicts Pais-bas toutes sectes et hérésies, déclarans ne vouloir souffrir, ne permettre que aucune autre religion ou doctrine soit illec observée que seulement celle de l'église catholique, comme jusques ores au mesme pais a esté receue, endoctrinée et exercée.

Aussi prohibons toutes presches et exercices d'autre fourme ou fashon de baptesme, cène, ou autres sacramens et actes, autres que selon la fourme, usance et cérémonie de l'église catholique, et par ceulx, qui en ont l'autorité et puissance, instituez.

Interdisons et défendons tous livres et escripts des hérétiques et sectaires, ou tractans d'hérésie, tumulte ou sédition, directement et indirectement.

Prohibons aussi la curiosité des disputes de la Sainte Escripiture, et aussi toutes choses duysantes<sup>1</sup> à la séduction d'autres, et pour les attirer ès erreurs.

Défendons en oultre à tous et chascuns de faire ou mettre en avant entre la commune ou en l'estat séculier ou spirituel, quelque scandale, désordre ou confusion. Le tout soubz les paines et corrections ensuyvantes :

<sup>a</sup> C'est 1566, à Nativité Christi.

<sup>1</sup> Duysantes, — de ce qui convient à.

Assçavoir, contre les autheurs, chiefz ou supérintendens, prédicans, endoctrineurs, ministres, diacres, adonisteurs et telz autres principaulx officiers et séducteurs du peuple, sur la peine de vie et du gibet pour y estre exécutez par la corde, et de confiscation de tous leurs biens, ès païs où confiscation a lieu. Déclarans telles gens estre mauvais, détestables, communs ennemis, mutins, séditieux et perturbateurs du repos publicq de nos païs et Estats.

Entre lesquelz endoctrineurs et séducteurs de peuple nous tenons et réputons tous ceulx qui composent livres, chansons, pasquilles ou escripts hérétiques ou schandaleux contre la vraye ancienne doctrine receue en l'Église, ou pour en nosdicts païs introduire aulcune nouvelle secte ou religion, ou tendantes à sédition et commotion.

Déclarans et ordonnans samblable paine et correction contre ceulx qui de leur sceu et gré concedront ou prestent leurs maisons, jardins ou places, pour y estre tenuz conventicles ou illicites assamblées, ou quelques exercices de la mauvaise et reprouvée religion.

Ordonnans et statuans la mesme paine contre ceulx qui feront ou commectront quelque énorme ou notable publicq schandale, esmotion ou sédition, fut au faict de la religion ou touchant le bien commun, par où les bons et catholicques pourroient estre fort offensez, ou le repos public violé.

Toutes lesquelles personnes comme nuisables à la re-publicque, séditieux et séducteurs du peuple, ennemis de nostre sainte foy et de nos païs, volons estre corrigez et exécutez par la mort et leurs biens estre confisqués comme dessus, soit qu'ils disent s'en repentir ou non. Saulf que en cas de pénitence ou repentance ils seront exécutez par l'espée et leurs biens affranchis, conservez, et délaissiez à leurs plus prochains amys.

Touchant les réceptateurs et ceulx qui de leur sceu et

gré logent, entretiennent ou favorisent lesdicts principaux hérétiques, prédicans, ministres ou autres officiers, de quelle secte que pourroient estre, si avant qu'ils sont accoustumez de le faire, et par dessus ce aussi hérétiques obstinez, seront punyz de mort et leurs biens confisquez, comme autres séditeux et séducteurs.

A l'endroit des imprimeurs, et ceulx qui vendent livres, chansons, pasquilles ou escripts des hérésiarches ou autres notoirement hérétiques ou séditeux, veu que à la commune ne sont moins pernicious, que les endoctrineurs mesmes, si avant qu'ils sont accoustumez de le faire, auront fourfaict corps et biens comme dessus, fust qu'ils soustiennent quelque hérésie ou non.

Pareillement ceulx qui font ou proposent quelque dispute de la religion ou des articles estans en controverse, ou mestent en avant et soustiennent les erreurs et doctrines des hérétiques par où autres pourroyent estre séduitz, seront de ce chastiez à l'arbitraige du juge selon les méus<sup>1</sup>, et circonstances de la matière, mesme selon qu'on trouvera qu'ils l'auront faict par curiosité ou mauvais vouloir : si avant toutesfois qu'ils n'adhèrent à telles sectes ou hérésies, autrement seront punyz comme sectaires et hérétiques, selon que dit est dessus. Et en cas qu'ils sont accoustumez de le faire, ou que de ce ayans esté accusez et calengez<sup>2</sup> par justice, soyent rechéeuz<sup>3</sup> en leurs erreurs, et qu'on trouve qu'ils proposent telle dispute pour séduire les autres, ou les attirer à leur erreur, esmotion ou sédition, seront chastiez par la mort, comme endoctrineurs et séditeux.

Que personne de quel estat ou condition qu'il soit, ne pourra donner, ne prester, ne luy mesme avoir ou lire, aulcuns livres ou escripts, faits, composez ou dictiez par Martin Luther, Jehan Oecolampade, Ulricq Zwingle,

<sup>1</sup> Méus, — abus, actes illégitimes.

<sup>2</sup> Calengez, — punis. <sup>3</sup> Rechéeuz, — retombés.

Martin Bucer, Jehan Calvin ou autres hérésiarches, hérétiques ou leurs adhérens, faulseurs et complices, séparez de nostre sainte foy catholique, plus amplement spécifiez en la déclaration, sur ce, par nostre charge, faicte ou à faire, par le doyen et ceulx de la faculté en théologie de nostre Université à Louvain. Laquelle déclaration avons autorisé et autorisons par cestes ordonnans, que avecq ceste soit publiée, ensuyvie et observée.

## SEPTIÈME SÉRIE. — 3 PIÈCES.

*Par le Roy.*

A nostre escoutette d'Anvers<sup>1</sup>, et marcgrave de nostre païs de Ryen, ou à son lieutenant salut. Comme à nostre cognoissance soit venu que plusieurs et diverses personnes, qui sont bannyz hors nos païs de par deçà, s'advanchent journellement de y venir et retourner, à la grande desréputation et mespris de la justice, par où nosdicts païs se pourroient remplir par bannyz ou enfuyz. Ce que n'entendons de souffrir ou permectre par dissimulation. Si est ce, que nous ce considéré, et y veuillans pourveoir, vous mandons et commandons bien expressément par cestes, que incontinent et sans dilay publiez et insinuez, ou faictes publier et insinuer par toutes limites de vostre office, où on est accoustumé de faire, cryz et publications, de nostre part commandez et enchargez bien et à certes. Que tous exilez ou bannyz hors le district et limites de vostre resort, pour quelle cause que ce soit, retirent et sortent incontinent hors ledict vostre resort et limites, soubz paine que seront appréhendez, emprisonnez et incontinent sans grâce ou espoir

Le placart  
contre les bannis  
ou retirez.

<sup>1</sup> Jean d'Immerseele, seigneur de Bauldry.

de pardon, puny et chastiez, suyvnt le contenu de leurs sentences et title de bannissement. A ceste fin vous ordonnant bien expressément de appréhender et saisir tous ceulx que vous trouverez avoir contravenu à ceste nostre ordonnance et défence, et de procéder contre iceux par l'exécution des paines susdictes. Sans faveur, dissimulation ou dilation quelconque, sur paine de la recouvoir sur vous, si avant que soyés trouvés en faute d'effectuer contre les contraventeurs, les appréhensions, sentences et exécutions susdictes. A ce faire, et ce que en dépend vous donnons, et à tous autres officiers et justiciers, à chascun comme luy appartiendra, plaine puissance, autorité et espécial commandement. Mandons et commandons en oultre à ung chascun, que à vous et eulx, en ce faisant, ils ayent à entendre et obéir. Car ainsi nous plaist il. Donné en nostre ville de Bruxelles soubz nostre contreseau cy mis en placcart le 27 d'avril 1566, sous escript : Par le Roy, et signé par le secrétaire de Facuwez.

*Par le Roy.*

Le placart  
contre les endoctrineurs  
estrangeurs.

A nostre escoutette d'Anvers et margrave de nostre pais de Ryen, ou à son lieutenant salut. Comme à nostre grand regret soyons souffisamment informez, que plusieurs et diversestrangiers, abordent journellement de tous costez, sous prétexte de marchandise et autres leurs affaires, en nos pais de par deçà, pour avec leur faulse et reprouvée doctrine, erreur et hérésie corrompre, séduire et infecter nos bons subjects et le simple peuple. Ce que n'entendons de souffrir par dissimulation en ce temps tant dangereux. Si est-il, que nous ce considéré, désirans y pourveoir, entant que en nous est, à l'honneur de Dieu, conservation de nostre vraye anchienne foy et religion



catholique, et au repos, tranquillité et union publique, vous mandons et ordonnons par ceste, que incontinent et sans dilay, faictes cryer et publier à la bretesque de nostre dicte ville d'Anvers et partout ailleurs soubz le ressort de vostre office, où l'on est accoustumé de faire cryz et publications, de nostre part bien expressément commandant et enjoindant : que tous estrangiers et forains estans en icelle nostre ville (ou que y pourroient venir) n'y estans pour le faict de leur négociation ou autres leurs vrayes et légitimes affaires, se retirent incontinent hors la dicte nostre ville, vostre resort, et nos païs de par deçà, ausquels aussi par ceste ordonnons et commandons d'ainsi le faire, sur paine qu'on procédera contre eulx par chastoy et correction arbitraire, selon les mérites de la matière. Et si avant que entre iceulx estrangiers se trouvent aucuns qui se auroient aucunement advanchez de infecter, corrompre ou séduire nosdictz subjectz et inhabitants de par decha, avecq leurs mauvaises doctrines et hérésies, ou faict ou attempté chose quelconque tendante à commotion ou perturbation de la commune, en quelque sorte qu'il fust. Voulons et commandons de incontinent saisir et appréhender telz estrangiers et forains, pour de ce estre chastiez et punyz, exemplairement selon leur démerite : et à l'observance et exécution de nostre dict commandement procédez et faictes procéder contre les transgresseurs en la manière susdict sans aulcune support ou faveur, sur paine, si avant que vous n'en acquitez deuement, que serez tenu et réputé pour complice et fauteur de ceulx qui voudroient empescher et perturber la tranquillité publique, et pour tel estre chastié et puny. A faire ce que dit est, et ce qu'en dépend, bien et diligemment, vous donnons par cestes plain pouvoir et mandement espécial, mandons et commandons en oultre à tous autres noz justiciers, juges, officiers et subjectz de nostre dicte ville et resort, et autres à qui il appartiendra, que à vous, ce faisant, ilz entendent et obéyssent diligemment et y

donnent toute assistance possible. Car ainsi nous plaist-il. Donné en nostre ville de Bruxelles soubz nostre contre seau, cy mis en placcart le vingt-sixiesme jour de juing 1566, dessoubz estoit escript : par le Roy en son conseil. Et signé par le secrétaire J. de Facuwez.

*Mandement d'Anvers contre les pressches.*

L'on advertist et ensinue en oultre de par le seigneur et la ville, que ung chascun bourgeois et inhabitant de ceste ville, et tout autre de quelle qualité et condition qu'il soyt, aye à se abstenir de se trouver fust par curiosité, novellité ou autrement, fust aussi debors ou dedans la ville, en aulcunes pressches, qui par les édicts et ordonnances tant de Sa Majesté que de la ville sont défendues, et que chascun se garde de dommaige. Soubz estoit escript : ainsi faict et publié de la part de nostre Sire le Roy, et de ceste ville, respectivement, le deuxieme jour de juillet, et signé A. Grapheus.

HUITIÈME SÉRIE. — 2 PIÈCES.

*La déclaration des nobles confédérez, faicte à la régente, sur les poinctz à eulx de sa part proposez à Duffel en juillet 1566.*

Madame, nous ne sçavons assez humblement remercier Vostre Altèze des bonnes offres, que nous furent proposez à Duffel le 18 du mois présent, par monsieur le prince d'Orenge et monsieur d'Égmont de la part de Vostre Altèze, lesquelz nous délaissèrent par escripts l'intention de Vostre Altèze comme s'ensuyt, laquelle nous semble

s'estendre en neuf articles, dont le premier est que Vostre Altèze a dépesché monsieur le marquis de Berghes, et monsieur de Montigny vers le Roy, pour donner à entendre à Sa Majesté, et luy monstrier nostre requeste. De quoy, madame, nous remercions très-humblement Vostre Altèze, et espérons que eux, seigneurs si souffisans feront tout bon office vers Sa Majesté, de sorte qu'elle cognoistra nos justes intentions estre conformes à nostre requeste.

En second lieu nous sont refrezchis les offres, qu'avons fait de mourir à service de Sa Majesté, et aux pieds de Vostre Altèze. En quoy, madame, désirons tousjours continuer, et ne furent jamais autres noz volonte'ez.

Pour le troisieme, que nous sçavons que depuis nostre requeste rien ne soit innové, touchant l'inquisition et placcards, suyvant nostre demande : et que en tout cecy Vostre Altèze a satisfait. Nous croyons, madame, que Vostre Altèze n'a rien innové depuis nostre requeste, mais les magistrats n'ont deument obtempéré aux lettres de Vostre Altèze, mesmes ont toujours continué à l'apprehension et emprisonnement du peuple en vertu de ladicte inquisition et des placcards. Ce que nous persuadons bien estre directement contre l'intention et commandement de Vostre Altèze.

Quartement, que comme bons et loyaux subjects, et suyvant nos promesses voudrions réprimer et refréner ceste insolence et désordre des sectaires : quant à noz promesses, madame, nous tenons du tous y avoir satisfait tant en général qu'en particulier. Mesmes du surplus avons fait tout extrême debvoir pour contenir le peuple en toute modestie et empescher les presches, auquel peuple n'avons sceu oster les persuasions qu'ilz ont conceu sur le retardement de la résolution de Sa Majesté (nous ayans esté dit que endedans le terme de deux mois du jour de nostre dicte requeste présentée à Vostre Altèze, l'on auroit toute responce) et aussi la manière d'assembler les

Estatz provinciaux, que l'on a tenu en aucuns endroits contre l'ordinaire, et menaces que se sont passées journellement tant contre nous que contre ledict peuple, et mesmement par gens de l'église. Toutes lesquelles raisons, que dessus, ont esmeu ledict peuple aux assemblées et presches publiques, qu'ilz ont jusques à ce jour continuez, comme eux mesmes nous ont dit et déclaré ouvertement. Et désirons bien que Vostre Altèze sçache, que si ne fust esté par la présentation de nostre requeste, et le bon office qu'avons faict devant ladicte présentation, et après, ils ne se fussent si longtemps contenuz, estans pressez de leur conscience, comme ils disent.

Le cinquiesme point, que la chose tend à esmotion populaire, et on void évidemment que les estrangiers s'en meslent, et aussi ceux qui nous ont esté anciens ennemis. A cela, madame, nous respondons que toutes les fois que les estrangiers s'en voudront mesler, nous serons les premiers qui monterons à cheval pour les empescher : mais nous ne autres se doivent renger contre les vassaux et subjects du Roy. Car nous trouvons nullement que ce seroit le service de Sa Majesté, mais au contraire la totale ruine et perte de ces Pais-bas, en tant qu'ilz se soubmettent à la résolution des Estatz généraux, comme plus amplement sera déduit cy après.

Le sixiesme article, que les sectaires font courir le bruit, que c'est par nostre commandement et consentement, tellement que l'on peut juger que nostre requeste, que nous disons avoir présentée pour la conservation de la patrie, est la seule cause des presches publiques qui se font.

Nous respondons, madame, que jamais nous en général ny aucun en particulier, avons incitez, esmeuz, ou persuadez au peuple de faire lesdictz presches : mais au contraire avons tasché de les empescher par tous moyens à cause des troubles et désordres que nous craignons en pouvoir survenir, comme cy-dessus avons déclaré. Mais

voians que n'avons sceu dissunder, ny divertir ledict peuple, nous l'avons laissé faire comme ils entendoient, et si avant comme dit est, nous tous et chascun de nous se soubmet à purgation et preuve souffisante de nostre innocence : mais qui ny en ait aucun de nostre compaignie qui le treuvent bon à cause qu'ils sont de la mesme religion, nous le confessons : toutefois leur religion n'empeschera le devoir qu'ils ont au service de Sa Majesté comme ils nous ont asseurez en général et particulier. Et n'avons jamais nul de nous incité, ny persuadé ledict peuple à ce faire.

Quant au septiesme point que nous devons pour nostre devoir les empescher, et faire cognoistre par faict nos intentions estre bonnes, et que elles ne tendent qu'à bonne fin, que nostre requeste a esté présentée pour le service du Roy et bénéfice du pays, disons, madame, que en cecy nous avons faict tout nostre extrême devoir : mais voyant que le peuple n'a voulu aucunement condescendre jusques astheur aux remonstrances que luy en avons faict pour les raisons que dessus. Supplions Vostre Altèze qui luy plaise trouver quelque bon moyen, auquel nous nous employerons très-volontiers et de pure volonté.

Le huitième article que nous ne devons défier du Roy, lequel, n'a jamais usé de tyrannie vers ses subjects, ains de toute bénignité et faveur : respondons, madame, que nous ne nous défions nullement du Roy, ains avons ce ferme espoir de Sa Majesté le cognoissans prince si benignet et équitable, et que s'il estoit icy présent, comme nous le désirons grandement, pour entendre l'une et l'autre partie, et donneroit bien tost ordre expédient.

Le dernier, que Vostre Altèze ne doute que Sa Majesté mettra toute chose en oubliance, et que Vostre Altèze a souvente fois escript à Sa Majesté favorablement, disons, madame, que quant à l'oubliance de Sa Majesté nous ne doubtons avoir fait chose que soit contre le service d'i-

celle, ny donné occasion aucune qu'en nostre endroit elle doibve mettre aucune chose en oubliance. Ains au contraire, se trouvera que l'advertence que nous avons faite par la présentation de nostre requeste, a desjà sorty effect, si non du tout, au moins en partie. Parquoy ladite advertence doibt estre prinse pour un très agréable service faict à Sa Majesté. Quant à ce que Vostre Altèze a ainsi favorablement et de si bonheur escript au Roy, nous la remercions très humblement, toutefois, madame, Vostre Altèze nous pardonnera si nous parlons assez librement et franchement, et si nous luy descouvrons nostre cœur. Il a samblé, et samble à nostre Compagnie, que Vostre Altèze a eu grand diffidence de nous autres pour la demonstration ouverte que elle nous en a fait jusques à ce que le contraire nous a esté donné à entendre, par les susdicts seigneurs à Duffel de la part de Vostre Altèze pour laquelle diffidence précédente nous suscitez beaucoup d'adversaires. Et d'aucuns d'entre euz par cela tellement encouragez, qu'ils ont bien osé tenir propos publicquement, tendans du tout à sédition contre nous autres jusques à dire qu'ilz seront prests de nous rompre la teste en cas qu'il leur fust commandé. Et, qui plus est, faisoient à toute heure courir le bruyt entre le peuple (pour à iceluy nous rendre odieux) que le Roy venant par deçà nous traicteroit, comme rebelles et séditieux, avec plusieurs autres griefs, qui seroient trop loings à déduire par le menu, lesquels griefs toutesfois pour ung temps nous avons bien volu passer avec silence, sans en faire plainte, ny aucune démonstration ores que nous en ayons très-juste occasion. Mais avec la longueur du temps nous déduirons les menées secrètes que nous avons descouvertes journellement : lesquelles nous ont réduits à telle extrémité par les dangiers apparens et évidens, qui de là pourroient venir, qu'avons esté contrains cerccer moyen de faire amis en certain païs pour nous enservir et ayder, en cas que l'on voudroit procéder à l'endroit de nous, et les su-

bjets et vassaux du Roy plus avant par voye de faict, et non à autre fin. Lequel moyen nous a esté du tout nécessaire à raison de la diffidence que Vostre Altèze a eu de nous, comme dit est. Parquoy supplions Vostre Altèze ne prendre ceste assurance, si non de bonne part, pour autant qu'elle ne procède, ny ne tend qu'à bonne et juste fin, à sçavoir pour l'assurance de noz personnes et biens. Et comme nostre faict n'a jamais tiré à autre but, qu'à service du Roy, et à la conservation du païs, nous désirions bien y estre pourvez par autre moien moins dangereux. Et ne trouvons point d'autre pour nostre seurté et repos, que de supplier très humblement Vostre Altèze qu'elle nous donne toute assurance, et face commandement à tous les seigneurs, chevaliers de l'ordre de par deçà nous faire le mesme, n'intenter rien contre nous autres, ny les vassaux et subjects du Roy, directement ou indirectement, par voye de faict, ny en autre façon quelconque à cause de nostre requeste, et ce qui y est comprins. Et pour ce qu'entre ces seigneurs, M. le prince d'Orange, et M. le conte d'Egmont, et M. l'admiral ont plus entendu de nostre faict depuis nostre requeste présentée, et qu'il nous faudroit encoire traicter de plusieurs choses, qui nous pourront survenir : supplions Vostre Altèze leur commander qu'ils nous veuillent d'oresnavant assister de leur conseil, et nous prendre en leur protection, et que ce commandement, que Vostre Altèze leur fera, soit tel et si souffisamment auctorisé, qu'ilz puissent absolument pourveoir et donner ordre à tout ce qui touche la garde et conservation du païs, tant dedans, que dehors, qu'est le seul moyen par lequel nous pouvons assurer avec les subjects et vassaux du Roy, et que nous sçavons qu'ils sont seigneurs tant magnanimes et vertueux, qui réduiront le tout au vray service de Sa Majesté et repos du païs, et qui ne prometttront rien qu'ilz ne tiennent : et sçachant que Vostre Altèze ne peut faire sinon par forme de provision, supplions que à mesme instant il plaise à

icelle depescher courriers exprès vers le Roy, afin que plaise à Sa Majesté faire le mesme commandement ausdicts seigneurs, et leur donner la mesme auctorité que dessus, afin que par ce moyen nous puissions tant plus franchement et librement nous employer au service de Sa Majesté, en attendant que par le consentement et résolution des Estatz généraux Sa Majesté en ayt autrement ordonné.

En outre, madame, et pour le dernier, nous ne pouvons receler à Vostre Altèze, que estans assemblez à Saint-Tron nous a esté présentée une requeste<sup>1</sup> de la part d'une grande partie du peuple cy jointe, et du surplus verbalement se sont offerts de poser les armes, et soubmettre à tout ce que leur sera par les Estatz généraux ordonné et commandé sur le fait de la religion, moienant que Vostre Altèze nous commande leur donner telle assurance que leur promettions de nous joindre avec eux, pour ne permettre qu'on leur face pendant la résolution desdicts Estatz généraux aucun trouble ou violence. Et désirent que Vostre Altèze repartisse par les villes et provinces quelques uns de nous autres qui avons présenté la requeste, pour les tenir en régime, et toute modestie, ausquels ils remettront leurs armes en main. Autrement, madame, ils vous ont assez déclaré pour la doute qu'ils ont qu'on leur coure sus, que force leur sera d'avoir recours à autres, pour s'apuyer à iceulx. Et craindans qu'ils ne voulsissent introduire les françois nos anciens ennemis dedans le país, nous en avons voulu librement advertir Vostre Altèze à celle fin qu'elle en dispose selon la nécessité du temps, et comme elle trouvera convenir pour la conservation du país. Protestant, madame, qu'en tout ce que dessus nous nous sommes deuement acquietez, à ce

<sup>1</sup> Cette requête des marchands et du peuple et par deçà, présentée à l'assemblée de Saint-Trond, par Philippe Vander Meeren, patricien d'Anvers, a été publiée par notre auteur, p. 253-250 de ce livre.



que si par cy après il s'en ensuyt autre inconvenient, nous nous soions absolument deschargé par ce nostre présent advertissement. Au surplus, madame, nous nous offrons derechef comme fidèles serviteurs de Sa Majesté de nous employer, en tout et pourtout, et quantes fois que l'on nous voudra commander de mourir ensemble pour le service du Roy. Supplians Vostre Altèze nous vouloir donner sur ceste, par apostille, bonne et briefve response, si ferez bien.

*L'exclarsissement des confédérez exhibé à la Régente, 2 augusti 1566, suytant ce que Son Altèze leur avoit faict proposer.*

Madame, M. d'Egmont nous a déclaré que Vostre Altèze désireroit bien d'avoir esclarsissement et plus grande intelligence d'aucuns poinctz couchez en certains articles de nos escripts, présentez à Vostre Altèze, lesquels nous semblent estre assez ouvertement déduicts, et que le surplus ne servira que de prolonguement. Toutesfois, madame, pour satisfaire au commandement de Vostre Altèze nous en avons bien voulu faire la déclaration que s'ensuyt, afin que par noz justes intentions le tout soit d'autant mieux entendu, et que cy après l'on n'ayt aucune occasion de s'interpréter sinistrement.

Et pour respondre en premier lieu sur le troisieme article de nostre escript, où Vostre Altèze demande que nous particularisions en quelles villes sont les prisonniers, et l'occasion pourquoy, et que Vostre Altèze allègue qu'il n'est venu à sa cognoissance : nous disons, madame, qu'à Tournay, Lille, Mons, Aire, Athe, Bruxelles, Gant, et autres lieux ont esté appréhendez plusieurs prisonniers pour le faict de la religion en vertu

des placcards comme il apparoistra à Vostre Altèze par les informations quelle en pourra faire tenir.

Quant aux quatriesme, cinquiesme et sixiesme articles, que nous devons faire apparoistre, quel devoir nous avons faict de contenir le peuple et empescher les presches, disons que Vostre Altèze pourra envoyer en chascune province vers les consistoires et ministres de la religion pour entendre les devoirs que nous en avons fait tant en général que en particulier, et trouvera Vostre Altèze que le tout sera conforme à ce que luy en avons donné à cognoistre.

Quant au poinct du quatriesme article où est question de la manière que l'on a tenu l'assembledement des Estats provinciaux en aucun endroit contre l'ordinaire, disons qu'il ne nous touche nullement, à le prouver pour autant que ce sont allégations du peuple, lequel nous a spécifié, que l'on a coustume d'assembler les Estats de Flandres devant ceux d'Artoys, et qu'en la procédure de la pluspart des autres Estats on a mandé aucuns qui n'estoient pas accoustumé d'y estre, et les autres, qui y devoient assister ny ont point esté mandez, ou du moins on a envoyé les lettres si tard que les Estats estoient desjà assemblées devant qu'ils les eussent entre les mains. Et nous ont dit de surplus que les députés des villes n'ont sceu obtenir temps de renvoy pour faire leur relation à l'ordinaire : ains furent contraint de respondre sur le champ sans leur vouloir laisser copie de la modération des placcards, ny leur donner terme d'avis selon l'ordinaire, disans ce estre par le commandement de Vostre Altèze et que lettres ont esté escriptes aux gouverneurs particuliers des villes pour gaigner les députés d'icelles, et d'autres gentilzhommes et les avoir à sa dévotion, et tout que dessus, ils disent que Vostre Altèze ne le peut ignorer, ce n'avions voulu insérer à nostre escript pour éviter toute prolixité.

Et sur l'article de noz doléances, là où nous disons, que

nous avons descouvert et entendu des menaces et menées secrètes : Nous disons, Madame, que soudain après nostre requeste présentée nous nous sommes apperceu assez clèrement que plusieurs seigneurs mesmes chevaliers de l'ordre se sont destraiets et séparés de nous autres fuyans nostre compaignie comme si nous avions commis crime ou lèze Majesté ou cas de rébellion, traictans plusieurs affaires entre eux à part et en secret, ce qu'ils, ne avoient accoustumé de faire auparavant. Measmement ont adverty aucuns de leurs parens et amis de ne se joindre avec nous, et qu'ils ayent esgard à leur honneur, leur remittant devant les yeux les dangiers qui nous en adviendroient venant le Roy par deçà, alléguant le mesme à ceux qui avoient desjà signez nostre compromis leur promettans de leur faire avoir pardon de Sa Majesté si se vouloient desjoindre de nous. Et comme ils sont seigneurs qui ont voix au conseil, et opinent en iceluy, est bien à présupposer que selon l'impression qu'ils ont de nous ils informent Sa Majesté, donnent advis tel qu'il ne puisse estre sinon à nostre désavantage et ruine. Aussi les couriers, qui sont venus d'Espagne par plusieurs fois sans apporter aucune résolution de Sa Majesté sur nostre faict avec exprès deffence de ne se charger d'autres lettres particulières, ensemble les advertences que nous avons eu de France, que Sa Majesté désiroit y avoir passage pour certains soudarts espagnols, demandant à la Royne mère, et au conseil pareille assistance qu'il avoit donné au Roy de France devant leurs guerres intestines. Aussi que nous sommes advertis que le duc de Savoye a promis ayde à Sa Majesté avec force, et pour cela il s'est trouvé à la journée impériale vers La Majesté de l'Empereur, pour luy déclarer les menées et desseins qu'il avoit sur ce pays bas; ensemble que nous sçavons que le clergé a fourny d'extraordinaire la somme de cinq cens mille florins, que avons tousjours présumé estre pour employer contre nous autres, comme aucuns

d'eux mesmes s'en sont vantés. Aussi que jamais nul des seigneurs des chevaliers de l'ordre ne nous ont voulu assurer jusques à présent que le Roy et Vostre Altèze ne procéderoit à l'encontre de nous autres par voye de faict. Toutes lesquelles raisons, que dessus, avec beaucoup d'autres conjectures, nous ont réduits à ceste extrémité de nous assurer comme dit est en nostre premier escrit, et ce à nostre très grand regret. Et afin que Vostre Altèze ne pense que par là où nous disons avoir faict amis en certain pais, que nous y voudrions comprendre les Franchois, voulons bien assurer Vostre Altèze que ce n'est sinon en ce pays icy et en Allemaigne.

Quant à ce que Vostre Altèze désire de sçavoir quel peuple nous entendons là où nous faisons mention des subjects, et vassaux de Sa Majesté. Nous déclarons (Madame) que se sont tous les manans, et habitans des pais de par deçà, advouans et consentans à nostre dicte requeste et compromis.

Et pour le dernier (Madame) qui touche nostre assurance, suyvnt ce qui est contenu en nostre escript : nous ne trouvons nullement que nous puissions donner contentement et assurance à tous ceux de nostre compromis, sinon par l'assurance que Vostre Altèze nous donnera si luy plaît. Ensemble tous les seigneurs chevaliers de l'Ordre et nommément les trois seigneurs desquelz nous avons faict mention, afin qu'ilz soient médiateurs entre le Roy et nous. Nous n'entendons toutesfois nullement que la charge que désirons leur estre baillée, puisse en rien diminuer l'auctorité de Vostre Altèze. Ains que tout ce qu'ilz feront, sera par le commandement d'icelle. Mais croyons assez que aucuns gouverneurs provinciaux, se pourront ressentir de ce que nous demandons. Qu'est, que d'icy en avant ne se face aucune levée de soldars tant dedans que hors le pays. Si non sous la charge et conduite des susdicts trois seigneurs : et qui ceux seigneurs, après que Vostre Altèze aura commandé le

nombre des soldats qu'elle voudra lever pour la garde du pays. Ils puissent répartir les charges à tels capitaines qu'ils trouveront par ensemble convenir pour le service de Sa Majesté. Lequel ressentement toutes fois desdicts seigneurs gouverneurs provinciaux eussions bien voulu excuser.

Mais nous croions que Vostre Altèze considérant que ceste assurance est moins dangereuse que celle que nous avons prins par avant : et qu'icelle suportera plus volontiers une part de leur mescontentement que de nous laisser aux termes où nous sommes, et affin que Vostre Altèze entende cecy plus particulièrement, nous n'entendons, nullement de vouloir, obliger Vostre Altèze ny tous ces seigneurs plus avant aux promesses qu'ils nous feront, sinon par provision, et jusques à ce que Sa Majesté l'ait ainsi approuvé ou refusé. Bien entendu que Vostre Altèze et tous ces seigneurs nous permettront que en cas que Sa Majesté la refuse, serons encoire sous leur protection le terme de trois sepmaines du jour que ilz nous auront adverty souffisamment du refus de Sa Majesté, et que pendant lesdictes trois sepmaines, Vostre Altèze et tous ces seigneurs demeureront liez selon l'obligation que dessus affin que durant ledict temps, nous nous puissions pourveoir d'autres remèdes que trouverons nécessaire pour nostre seurté.

Quant à l'assurance que Vostre Altèze demande de nostre compaignie, nous asseurons, et promettons Vostre Altèze que nous ne traicterons riens doresenavant sans le conseil et advis desdicts trois seigneurs. Et touchant les forces qu'avons hors du pays, nous nous offrons les employer au service de Sa Majesté et le bien du pays toutes les fois que il nous sera commandé, nous remettant en tout et pourtout à ce que il plaira à Sa Majesté commander par l'advis et consentement des Estatz généraux, suppliant très humblement Vostre Altèze vouloir prendre en bonne part ceste nostre déclaration. Et sur

icelle par apostille nous donner bonne et briefve responce. Si ferez bien.

NEUVIÈME SÉRIE. — 3 PIÈCES.

---

*Les lettres d'assurance données aux confédérés.*

Marguerite, par la grâce de Dieu, duchesse de Parme et de Plaisance, régente et gouvernante, pour le Roy, mon seigneur, es pais de par deçà : A tous ceulx qui ces présentes verront, salut.

Comme il soit, que grand nombre de gentilshommes de ce pais de par deçà, nous ayent présenté par ensemble, dès le mois d'apvril dernier, certaine requeste, à fin que le plaisir de Sa Majesté fust, oster et abolir l'inquisition et placcards, tant vieulx que nouveaulx, que ils disoyent estre trop rigoureux et à ceste occasion, ne se pouvoir mettre en exécution, et en lieux d'iceulx, en faire aultres, par advis et consentement des Estats généraulx desdicts pais, requirans que ladicte requeste fust, par nous, envoyée à Sadicte Majesté pour y pourveoir. Sur laquelle aurions tenu plusieurs grandes consultations, avecq les gouverneurs des provinces, chevaliers de l'Ordre, consaulx d'Estat et privé de Sadicte Majesté. Et en après représenté le tout, avec nostre advis à Sadicte Majesté et pour ce, que trouvions bon, par advis que dessus, que à l'occasion, que lesdicts gentilshommes pourroyent avoir quelque scrupule et doubte, que Sadicte Majesté, ne voulsist prendre de mauvaise part ladicte requeste ensemble le compromis qu'ils auroient sur ce fait par ensemble et tout ce que s'en estoit ensuyvi, et que telle doubte pourroit estre cause de plus grand mal, et trouble

en cesdicts païs. Nous par le mesme advis et délibération dessus mentionnée, avons requiz, que pareillement le plaisir de Sa Majesté fust, leur donner lettres d'assurance, que à ceste occasion, pour l'advenir, ne leur seroyt quelque chose par elle imputée : sur quoy Sadicte Majesté nous a mandé son bon vouloir et intention, ensuyvant laquelle, nous, désirant le bien, repos, et tranquillité de sesdicts païs, et maintenir y rendre tant plus volontaires iceulx gentilshommes supplians, à l'obéissance et service de Sa Majesté selon l'obligation qu'ils en ont, tant de nature que par serment, et comme ilz se sont tousjours offerts. Avons à leur requeste et remonstrance, et ensuyvant le pover et autorité, que avons de Sa Majesté, et comme régente et gouvernante générale desdicts païs, et par advis desdicts gouverneurs chevaliers de l'Ordre, et conseil d'Estat, estant lès nous, donné pour leurdicte assurance, l'escript, signé de nostre main, en la forme et manière que s'ensuyt :

Son Altèze a fait retourner les gentilshommes supplians, au vingtiesme de ce mois d'aougst, pour leur donner responce à leur requeste, pendant lequel temps, est si bien venu à propos, que elle aura meilleur moyen de leur donner responce certaine et absolue.

Et, en premier lieu, leur déclare que Sa Majesté prenant regard à ce que Son Altèze luy a remonstré, par advis des seigneurs, chevalliers de l'Ordre, et autres de ses consaulx d'Estat et privé, est contente que l'inquisition, dont ils se sont plainets, cesse.

En second lieu, a sadicte Majesté consenti, que soit fait nouveau placart, mais icolle n'estoit encores résolue, si ce sera par la voye des Estatz généraulx. Néantmoins Son Altèze espère, que par le premier en aura résolution, selon que Sa Majesté luy en a escript. Et fera encores tousjours volontiers le devoir, afin que Sadicte Majesté veuille, à ce que dessus, condescendre, ainsi qu'elle a faict par itérées lettres.

Et au regard de l'assurance, dont par leurs dernières requestes font mention, que Son Altèze estoit bien déli-bérée de la leur donner, aultant qu'en elle estoit. Et comme présentement, elle les peult du tout assurer, voyant que Sa Majesté l'a consenti, luy ayant donné l'auctorité de la forme et manière, comme elle trouveroit convenir. Parquoy leur dict et déclare, que sadicte Ma-jesté, désirant mettre hors de souspeçon, tous ceulx qui pourroyent penser, qu'elle fut mal informée d'eulz, et oster à tous la diffidence (cause de ces troubles) icelle, veullant user de son accoustumée clémence, n'abhorris-sant riens plus que aigreur, est contente, que sadicte Altèze, pour faire cesser toutes difficultez, leur face donner toutes telles lettres à ce servantes, et en telle forme, qu'elle verra convenir, à leur plus grande seureté, et ce pour le passé. Moyennant qu'ils se conduysent comme bons et léaulx vassaulx et subjects de Sa Majesté, se confiant qu'ilz ne fauldront au debvoir, qu'ilz luy doib-vent, à quoy présentement sadicte Altèze est preste d'en-tendre.

Et comme ils ont plaine et entière satisfaction, Son Altèze ne veult refuser l'offre qu'ilz ont diverses fois faite, de s'employer au service de Sa Majesté, et de Sa-dicte Altèze, pour le bien, repos et tranquillité du pais, et à quoy le debvoir de fidélité et naturalité les oblige, suyvant quoy, entendent, qu'ils luy donnent la foy, en premier lieu, qu'ils ne feront ny pourchasseront, directe-ment ny indirectement, chose contre Sa Majesté, ses Es-tats, pais et subjectz, mais qu'ils s'employeront entière-ment, à faire toutes et singulières les choses que bons et loyaulx vassaulx et subjectz, doibvent à l'endroit de leur souverain seigneur et prince naturel.

En ce faisant, aideront de tout leur pouvoir et de bonne foy, à empescher ces troubles, émotions et tumultes pré-sens, et à refrener ceste populace eslevée. Et que ces saccagemens, pilleries et ruines des temples, églises,



cloistres et monastères, en tous lieux cessent, mesmes assisteront à faire chastier, ceux qui ont faict tel sacrilèges, oultraiges et abominations.

Que nul tort ne soit faict à aucunes personnes ecclésiasticques, ministres de justice, gentilshommes, ny autres subjects et vassaux de Sa Majesté.

Que feront tout leur effort, et à bon eschient, que les armes prinses ès mains par ledict populace (dont tant de maulx sont jà esté commis, et peuvent encoires plus estre) soyent posées et mises jus incontinent.

Ils feront leur mieulx, et tous bons offices pour empescher que les presches ne se facent ès lieux où elles n'ont esté faictes. Et ès lieux ou de faict elles se sont faictes, empescheront qu'on use d'armes, scandale et désordre publicq.

Au demeurant, ils s'employeront et ayderont selon l'obligation et serment de fidélité, qu'ilz ont vers Sadicte Majesté au repoussement de tous estrangiers, ennemis et rebelles d'icelle, et de la patrie.

Pour la fin, feront devoir pour le crédit qu'ilz peuvent avoir vers ceulx qui sont aujourd'huy altérez pour la religion, et autrement d'eulx submettre à ce que par Sa Majesté à l'advis de ses Estatz généraux, pour le bien de la religion, repoz et tranquillité d'icelle, sera ordonné. Faict à Bruxelles le xxij<sup>e</sup> jour d'aougst 1566, soubzsigné, Margarita.

Sçavoir faisons, que toutes les choses susdictes considérées, et ensuyvant le consentement et volonté de Sadicte Majesté, et le poveret commandement que avons d'icelle, nous, au nom, et par vertu du pouvoir que dessus, avons promis, et promettons par cestes, que pour cause de ladicte requeste, et compromis susdict, et que s'en est ensuivi jusques à présent, ne leur sera imputé par Sadicte Majesté, ny nous, aucune chose, moyennant le serment et foy, que lesdicts gentilshommes, tant pour eulx que pour les autres confédérez, nous ont faict, conforme

aux poincts et articles cy dessus couchez, et dont ils ont donné leurs obligations; si requérons et ordonnons, de la part de Sa Majesté, à tous gouverneurs, chevaliers de l'Ordre, et gens du conseil d'Estat susdict, chief, président, et gens du conseil privé, et à tous autres justiciers, et officiers de sadicte Majesté, qui ce regardera, que ceste présente assurance ils entretiennent et facent entretenir inviolablement, et à tousjours, et que de tout le contenu en cesdictes présentes, ils facent, souffrent et laissent lesdicts supplians plainement, paisiblement et perpétuellement jouir et user, sans leur faire, mettre, ou donner, ne souffrir estre faict, mis, ou donné, ores, ny en temps advenir, directement ou indirectement, aucun trouble, ou empeschement au contraire, ny aussi attempter de faict, aucune chose, contre lesdicts supplians, à la cause que dessus, en manière quelconque. Car le plaisir de Sadicte Majesté, et le nostre, est tel. En tesmoing de ce, avons signé ces présentes de nostre nom, et y faict appendre nostre scel.

Donné en la ville de Bruxelles, le xxv<sup>e</sup> jour d'aougst, l'an de grace 1566, signé soubz le ply du costel dextre : Margerita. Et sur ledict ply du costel senestre, estoit escript : Par ordonnance expresse de Son Altèze, et soubsigné d'Overloepe, et estoyent ces lettres scellées du scel de son Altèze, en cyre vermeille, et double queue pendant.

*Copie des lettres reversales, par les confédérés données à la régente.*

Nous Louis conte de Nassau, Eustace de Fiennes, seigneur d'Esquerdes, Charles de Revel, seigneur d'Audrignyes, Bernard de Mérode, seigneur de Rumen, Charles Van der Noot, seigneur de Risoire, George de Montegny,

seigneur de Noyelles, Martin de Serelas, seigneur de Tilly, Philippe Van der Meeren, seigneur de Sterbeke, Philippe de Marbais, seigneur de Louverval, Jehan de Montegny, seigneur de Vilers, Charles de Lievin, seigneur de Famars, François de Haeften, Jehan le Sauvage, seigneur d'Escaubecque, tant en nostre nom privé, que comme députez et commis par tous les autres seigneurs et gentilzhommes confédérez, et ayans présenté la requeste à Sa Majesté au mois d'avril dernier sur le faict de l'inquisition, et placcarts au fait de hérésie : comme ce jourdhuy nous ayons reçu de très haute et très excellente princesse, Madame la duchesse de Parme et de Plaisance, régente et gouvernante pour le Roy, en ces pais de par deça, certaines lettres patentes de Son Altèze, sur ce auctorisée du Roy nostre souverain seigneur et prince naturel, en la forme et manière que s'ensuyt : Marguerite, par la grâce de Dieu, duchesse de Parme et de Plaisance, régente, etc., comme ès lettres d'assurance cy dessus. Savoir faisons que en ensuyvant lesdictes lettres d'assurance, nous avons promis et promettons, par nostre foy solennelle, et en parolle de gentilzhommes, de vrays et loyaux vassaux et subjects de Sa Majesté. Que nous entretiendrons, observerons et accomplirons, tous et quelzconques les poincts et articles dessusdicts, tant pour nous, que pour et au nom de tous les autres, desquels sommes députez, et avons pouvoir, commission, auctorité et mandement, pour lesquels nous nous faisons forts, et les ferons observer, entretenir et accomplir par iceux nos confédérez. Et à cest effect, tenons nostre diet compromis nul, cassé et aboly, tant et si longuement que ladicte seureté promise par Son Altèze, au nom de Sa Majesté tiendra. En tesmoing de ce, nous avons signé ces présentes de nos noms. Faict audict Bruxelles ledict vingt-cinquesme jour d'aoust audict an 1566, ainsi soubz signé Louis de Nassau, Eustace de Fiennes, Bernard de Mérode, Charles Van der Noot, Charles de Renel, George de

Montegny, Philippe Van der Meeren, Philippe de Marbais, seigneur de Louverval, Jehan de Montegny, seigneur de Vilers, Charles de Lievin, seigneur de Famars, Jehan le Sauvaige, Martin de T'Serclaset François de Haeften. Etsur le dos estoit escript, aujourd'huy xxv<sup>e</sup> d'aoust 1566. Les députez et commis des seigneurs et gentilzhommes confédérez, dénommez au blancq de cestes, saulx le sieur de Tilly et François de Haeften absens, ont fait le serment solennel et pertinent, tant pour eulx, que pour et au nom de tous les autres leurs confédérez, d'entretenir, observer et accomplir et tous quelsconques les pointz et articles contenuz audict blancq de cestes, et ce ès mains de messeigneurs les princes d'Orenge et de Gavre, conte de Hornes, seigneur de Hachicourt et conseiller d'Assonleville à ce commis par Son Altèze. Ainsi soubz script : moy présent. Et signé d'Overloep. Embas estoit encoires escript. Le xxvi<sup>e</sup> jour dudict mois d'aoust audict an 1566, lesdicts seigneur de Tilly et François de Haeften après que la lecture du contenu dudict blancq, leur a esté faite, y ont aussy mis leurs noms et signatures, et fait le serment que dessus ès mains de Messeigneurs les princes de Gavre, conte de Mansfelt et de Hornes, seigneur de Hachicourt et conseiller d'Assonleville, à ce commis par Son Altèze, comme dit est cy dessus. Soubz escript : moy aussi présent, et signé d'Overloep.

*Copie des lettres closes par la régente, sur ce envoyées aux  
consaulx et villes des Païs-bas.*

Marguerite par la grâce de Dieu, duchesse de Parme et Plaisance, etc., régente et gouvernante, etc.

Très-chiers et bien aimez, nous ne voulons laisser vous advertir comme le Roy monseigneur par ses lettres du treiziesme du mois passé, nous advertit de sa résolution

sur ce que l'avions consulté et requiz des le mois de may dernier. Sur quoy sa dicte Majesté n'auroit peu plustost donner responce, attendant la venue des marquis de Berghes et Baron de Montigny, par nous députez vers icelle, à la relation desquels, tout le principal affaire se remettoit, et de faict touchant l'inquisition sadicte Majesté prenant regard à ce que luy en avons remonstré par advis des chevalliers de l'ordre, et de ceux des consaulx d'Estat et privé estans les nous, est contente, qu'elle cesse: comme aussi touchant les placcards sur le faict des hérésies, est contente, que s'en facent nouveaulx, ayant regard que la sainte foy catholique, et l'auctorité de Sa Majesté soyent gardées. Ne s'estant encoires résolue, si ce sera par la voye des Estats généraulx, ou par autre. Surquoy luy avons derechief escript bien instamment, et attendons brièvement la bonne intention et volonté de sadicte Majesté.

Et au surplus, comme nous avons remonstré à sa dicte Majesté la doubte que ce nombre des gentilzhommes (nous ayant présenté la requeste au mois d'Avril dernier aulx fins que dessus) avoit que sadicte Majesté ne print de mauvaise part ladicte requeste, et le compromis qu'ils avoient faict par ensemble sur ce poinct. Laquelle doubte pourroit causer diffidence, et conséquemment troubles et altération au pays, sadicte Majesté veillant user selon son accoustumée clémence, et ne abhorissant riens plus que aigreur, a esté contente, que en cas que nous veissions que cela puist faire cesser les difficultez (comme nous en a esté donné la promesse) que leur feissions l'assurance pertinente, en la forme et manière que verriions convenir. Ce que a esté faict, que riens ne leur seroit imputé par Sa Majesté ny nous, pour raison des choses passées, moyennant qu'ils se conduisent d'oresenavant comme bons et loyaux subjects et vassaulx de Sa Majesté. Et si doibvent tous compromis, estre nuls, cassez et abolis, si longuement que ce, que par vous a esté pro-

mis au nom de sa Majesté tiendra comme vous verrez par les actes sur ce expédiez.

Advertissant en outre, que Sa Majesté veult et entend maintenir la vraye ancienne religion catholique et que les gouverneurs, consaux, officiers et magistraux facent entièrement leur devoir, affin que pendant que Sa Majesté viendra par deçà, pour donner ordre, ne puissent advenir nuls inconvéniens ce qu'elle promet de faire de brief et au plustost, que par tous moyens luy sera possible.

De toutes lesquelles choses, comme servantes à la pacification et tranquillité de ces présens troubles tant en la religion que estat publicq. Nous vous avons voulu advertir, affin que ayez à vous evertuer tant plus à faire vos devoirs, comme vrays et fidels subjects de Sa Majesté aussi d'ensuyvir la sainte et bonne volonté d'icelle, et résister aux pervers séditieux et perturbateurs de la république pour la conservation de la foy catholique, service de Sa Majesté repos et tranquillité de la patrie, et de vous mesmes en particulier. A tant très chiers et bien aimez, nostre seigneur vous ait en Sa Sainte garde. De Bruxelles, ce xxv<sup>e</sup> jour d'aoust 1566.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.



## ERRATA.

---

- Page 22, 4<sup>e</sup> ligne (note), *au lieu de* : Freindwoerterbach, *lisez* : Fremdwoerterbuch.
- » 49, 3<sup>e</sup> » (texte), *au lieu de* : occurence, *lisez* : occurrences.
- » 67, 10<sup>e</sup> » (note), *au lieu de* : Bugenbahen, *lisez* : Bugenhagen.
- » 78, 19<sup>e</sup> » (texte), *au lieu de* : Insberch, *lisez* : Iusberch.
- » 134, 7<sup>e</sup> » (note), *au lieu de* : quarteniers sous chefs, *lisez* : quarteniers ou chefs.
- » 193, 1<sup>re</sup> » (note<sup>2</sup>), *au lieu de* : Berges, *lisez* : Bergues.
- » 223, 3<sup>e</sup> » (note<sup>3</sup>), *au lieu de* : Vande Werwe, *lisez* : Vando Werve.
- » 236, 1<sup>re</sup> » (note), *au lieu de* : Brimen, *lisez* : Brimeu.





## TABLE DES MATIÈRES.

	PAGE.
<u>La justification de Jaques de Wesenbeko, conseiller et</u> <u>pensionnaire que fut d'Anvers, contre ses malveui-</u> <u>lans et maldisans adversaires.</u> . . . . .	3
Pièces justificatives. . . . .	37
Premièrement le prohème de l'auteur au lecteur . . . .	51
Les dons de Dieu envers le genre humain . . . . .	55
L'art de l'imprimor trouvée en Allemagne . . . . .	56
Le retour des langues et sciences . . . . .	id.
Les dissensions entre les gens sçavans . . . . .	57
Les presches diverses . . . . .	id.
La création de l'homme . . . . .	id.
Le commencement de plusieurs causes qui ont donné occasion au changement depuis ensuyvi. . . . .	id.
La salvation éternelle de l'homme. . . . .	id.
La liberté naturelle d'ung chascun . . . . .	58
La contrariété des doctrines. . . . .	id.
Le progrès des opinions au Païs-Bas. . . . .	id.
L'ancienne liborté, nsée audict païs . . . . .	59
Les mandemens contre la religion . . . . .	60
La cruaulté des édictz contre la doctrine diverse . . .	61
La ville d'Anvers mise pour exemple en ces advenues. .	62
Les rigoreuses persécutions contre les opluions . . . .	id.
Plusieurs noms des exécutez pour la religion. . . . .	67
L'augmentation de la religion . . . . .	69
Les augustins de Anvers . . . . .	id.
Le changement des païs voisins . . . . .	72
La confession d'Ausborch exhibée, 1530. . . . .	id.
Les chrestiennes presches publicques . . . . .	73
Les assambées et presches secrètes . . . . .	74
Les presches des Aliemans de guerre. . . . .	76
Le regret du peuple contre les exécutions . . . . .	77
Les multipliées persécutions. . . . .	78
L'immutabilité des corrections . . . . .	83
La saincte (qu'on appelle) inquisition. . . . .	84

<u>Le placart de l'inquisition en avril 1550 . . . . .</u>	87
<u>L'effet de l'inquisition et placarts jointz. . . . .</u>	88
<u>L'opposition d'Anvers contre l'inquisition . . . . .</u>	89
<u>Le voiage de la gouvernante vers l'Empereur . . . . .</u>	90
<u>L'audace des inquisiteurs. . . . .</u>	92
<u>Les délations des inquisiteurs . . . . .</u>	93
<u>La pratique des inquisiteurs, 1555 . . . . .</u>	ib.
<u>Le placart concln en faveur des inquisiteurs avec sa ré- vocation . . . . .</u>	94
<u>Les garnisons des soldatz espagnols. . . . .</u>	96
<u>Les Estats généraux réquirans leur retraicte . . . . .</u>	97
<u>La retraicte du Roy vers Espagne . . . . .</u>	98
<u>Les très cruelles lettres par toutes villes envoyées . . . . .</u>	99
<u>Les nouvelles éveschies . . . . .</u>	100
<u>L'incorporation des abbayes. . . . .</u>	102
<u>L'introduction des nouveaux évesques . . . . .</u>	106
<u>Les questions des ecclésiastiques entre eux. . . . .</u>	108
<u>L'opposition des abbates. . . . .</u>	ib.
<u>L'opposition de ceux d'Anvers . . . . .</u>	110
<u>Les voiajes et remonstrances des grans chez le Roy . . . . .</u>	115
<u>Le seigneur baron de Montigny en Espagne . . . . .</u>	116
<u>La dissention des principaulx . . . . .</u>	117
<u>La retraicte du cardinal de Granvelle . . . . .</u>	118
<u>La difficulté survenue avecq les Angloix . . . . .</u>	ib.
<u>L'observance du concille de Trente . . . . .</u>	ib.
<u>L'instance des restants évesques . . . . .</u>	119
<u>Les prétensions des évesques . . . . .</u>	ib.
<u>La pratique de l'archevesque de Malines . . . . .</u>	120
<u>La transaction des abbates . . . . .</u>	121
<u>La refusée cassation des éveschies. . . . .</u>	ib.
<u>La cherté du bled, 1565 . . . . .</u>	123
<u>L'adviz et ambassades chez le Roy. . . . .</u>	ib.
<u>Le seigneur conte d'Egmont . . . . .</u>	124
<u>Les inclinations du peuple . . . . .</u>	125
<u>L'occasion du changement a esté l'inquisition. . . . .</u>	126
<u>Les lettres du Roy et sa résolution, 1565 . . . . .</u>	127
<u>L'exécution des placarts . . . . .</u>	128
<u>L'introduction de l'inquisition . . . . .</u>	129
<u>L'observance du concille de Trente . . . . .</u>	ib.
<u>Les lettres et mandemens de la régente. . . . .</u>	130
<u>Le nouveau commissaire au faict de la religion . . . . .</u>	ib.
<u>Les mandemens envoyez sur ce aux villes. . . . .</u>	ib.
<u>Les pasquilles çà et là attachez . . . . .</u>	131

	PAGES.
Le conte de Meghem . . . . .	131
Les rencharges sur les éveschies . . . . .	<i>ib.</i>
Le conte d'Arenberch . . . . .	<i>ib.</i>
La proclamation contre les pasquilles . . . . .	135
La visitation d'Anvers . . . . .	136
Lettres de la chancellerie de Brabant . . . . .	137
Les plaintes verbales des chiefvilles . . . . .	<i>ib.</i>
L'excuse au contraire du conseil . . . . .	138
Les altérations des inhabitans . . . . .	139
La difficulté advenue à Boisleducq . . . . .	141
La responce du conseil différée . . . . .	142
L'escrypt exhibé de la remonstrance des villes . . . . .	<i>ib.</i>
La justification de l'inquisition . . . . .	143
La persuasion contrariante aux lettres . . . . .	<i>ib.</i>
La seconde réquisition des chiefvilles . . . . .	145
La responce du conseil sur ce donnée . . . . .	146
La troisieme requeste des villes . . . . .	<i>ib.</i>
La dilation du conseil . . . . .	<i>ib.</i>
Le seigneur prince d'Oranges . . . . .	148
Le seigneur conte d'Hoochstraten . . . . .	<i>ib.</i>
L'entreveue des grans . . . . .	<i>ib.</i>
Les gens de guerre du ducq Erich . . . . .	149
Les livrets imprimez . . . . .	150
La continuation des persécutions . . . . .	151
Les Inquisiteurs lays . . . . .	<i>ib.</i>
Le povre Estat du Païs-bas . . . . .	<i>ib.</i>
La confédération des nobles . . . . .	152
L'occasion des nobles . . . . .	<i>ib.</i>
L'intencion des confédérez . . . . .	154
Les assablées d'iceux . . . . .	155
Les promesses des mesmes . . . . .	156
Le compromis d'eulx . . . . .	<i>ib.</i>
Les bruytz semez sur leur faict . . . . .	158
La perturbation de la Court . . . . .	159
La complainte des chiefvilles aux Estatz . . . . .	161
L'adjonction des Estatz de Brabant . . . . .	<i>ib.</i>
Le désespoir du remède . . . . .	162
La résolution sur la remonstrance des chiefvilles . . . . .	<i>ib.</i>
L'ambiguité des motz de l'appostille . . . . .	164
La persévérance en la persécution . . . . .	<i>ib.</i>
La remonstrance de la régente aux Estatz . . . . .	166
Le proposé de la régente à ceux d'Anvers . . . . .	167
L'admonition d'icelle à ceux de Bruxelles . . . . .	<i>ib.</i>

<u>Les complainctes contre l'appostille du conseil . . . . .</u>	169
<u>Les conceues remonstrances des Estatz. . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>La proposée modération des placcartz . . . . .</u>	171
<u>L'arrivée des confédérez . . . . .</u>	172
<u>La pétition d'icenlx . . . . .</u>	173
<u>Le seigneur de Bréderode et 400 confédérez . . . . .</u>	174
<u>Le conte Vanden Bergh . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>Le conte Culenboreh . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>La verbale proposition dudict seigneur . . . . .</u>	175
<u>Le conte Louys de Nassan . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>La requeste présentée par les nobles . . . . .</u>	177
<u>La responce de la régente . . . . .</u>	180
<u>La rencharge des confédérez . . . . .</u>	182
<u>La itérative responce de la régente . . . . .</u>	184
<u>L'instance des confédérez . . . . .</u>	185
<u>La déclaration de la régente. . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>Les lettres dépeschées aux officiers et inquisiteurs . . . . .</u>	186
<u>La retraicte des confédérez . . . . .</u>	188
<u>La médaille des mesmes . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>Le seigneur de Barlaimont . . . . .</u>	189
<u>Le nom de genx. . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>La latitacion des ecclésiastiques . . . . .</u>	190
<u>Le contentement des inhábítans sur la surcéance . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>La diffidence de l'accomplissement . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>La rigueur de la modération . . . . .</u>	191
<u>La délibération du conseil d'Estat. . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>Le seigneur marquis de Berghes . . . . .</u>	193
<u>Les membres de Flandres . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>L'inquisition continuée en Flandres . . . . .</u>	194
<u>La première requeste de Flandres contre l'inquisition . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>Les nouveaux évesques de Flandres . . . . .</u>	197
<u>La prétension de l'évesque de Bruges . . . . .</u>	198
<u>L'accusation de l'inquisiteur en Flandres . . . . .</u>	200
<u>La deuxiesme requeste de Flandres, contre l'inquisition . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>Leur troisieme requeste contre l'inquisiteur . . . . .</u>	201
<u>Leur quatrieme requeste au mesme fin. . . . .</u>	202
<u>Le différer de l'assemblée des Estatz généraulx . . . . .</u>	203
<u>La tardivité de la responce du Roy . . . . .</u>	204
<u>La convocation des Estatz provinciaulx. . . . .</u>	205
<u>La nouveauté de la convocation. . . . .</u>	207
<u>L'infraction de l'ordinaire délibération . . . . .</u>	<i>ib.</i>
<u>L'ordre d'icelle convocation changé . . . . .</u>	208
<u>Le céler de la modération proposée aux Estatz . . . . .</u>	209

	PAGES.
L'avis de Flandres sur icelle. . . . .	209
L'assemblée des Estats généraux refusée . . . . .	212
Le désespoir du peuple. . . . .	<i>ib.</i>
Les secrètes presches, peu à pen manifestées . . . . .	<i>ib.</i>
L'infraction de la promise surséance . . . . .	213
Les traverses faictes aux confédérés . . . . .	214
Les lettres du Roy aux villes . . . . .	215
La modération refusée aux membres. . . . .	216
Les munitions et navires de guerre . . . . .	217
Les nouvelles presches tenues en publicq. . . . .	218
Ceux de la basse Flandre en ce les premiers . . . . .	<i>ib.</i>
Les nouvelles presches près d'Anvers . . . . .	220
Le placcart du 26 de juing. . . . .	221
Le grandz conseil tenu en Anvers contre les presches . . . . .	222
La venue de la régente ou gouverneur différée . . . . .	224
Itérative remonstrance à la régente . . . . .	225
Les wycmalstres d'Anvers . . . . .	226
La première requeste de la religion dicte réformée . . . . .	227
L'entrevue des confédérés à Liere. . . . .	229
L'instance de ceulx d'Anvers chez la régente . . . . .	<i>ib.</i>
Le placcart du 3 de juillet . . . . .	226, 228, 230
La crainte de garnison en Anvers . . . . .	232
Le magistrat en Anvers mal volu . . . . .	<i>ib.</i>
Les soldats levez par la loy . . . . .	<i>ib.</i>
Le feu en Anvers fidèlement résiste . . . . .	233
Le grand conseil tenu en Anvers, 6 july . . . . .	234
La présence du conte de Meghem . . . . .	235
La commission donnée aux députez d'Anvers. . . . .	237
La difficulté d'aller en Court illecq. . . . .	239
La délibération du collège d'Anvers . . . . .	240
L'oblocution contre les contes de Meghem et Arenberghe. . . . .	241
La responce de la régente à ces remonstrances. . . . .	242
La sollicitation sur la venue du prince d'Oranges, tant différée. . . . .	243, 244
Le bruit des gendarmes près d'Anvers. . . . .	<i>ib.</i>
La seconde requeste de ceulx des réformez. . . . .	245
Le déchassement des curez du Kiel. . . . .	247
Le portement des armes aux presches. . . . .	248
L'entrée et besoingné du seigneur le prince d'Oranges en Anvers. . . . .	249
Le cry de vive le geux. . . . .	<i>ib.</i>
La générale diffidence de tous . . . . .	250
Le petit ordre trouvé en Anvers. . . . .	251

	PAGES.
Les charges données au conseiller Wesebeke. . . . .	252
L'assurance refusée aux presches. . . . .	253
L'assemblée des nobles à Saint-Tron. . . . .	255
La communication tenue à Duffel. . . . .	ib.
L'accord avec les nobles différé. . . . .	257
Les requêtes faictes aux confédérez à Saint-Tron. . . . .	258
Les grandz consaulx d'Anvers, tenuz en juillet. . . . .	260
Le refus du garnison, des bourgeois d'Anvers propres. . . . .	261
La proposition sur les presches. . . . .	ib.
L'instance pour les États frustratoire. . . . .	262
Le Drossart de Brabant avec sa suyte. . . . .	263
Le ducq Eric de Brunswic. . . . .	265
Les appointemens du 3 et les lettres du 4 d'aoust, de par la régente. . . . .	ib.
La refusée délivrance d'ung captif. . . . .	267
Les grandz consaulx d'Anvers, tenuz les 6, 7, 8 et 9 d'aoust. . . . .	ib.
L'insolence d'ung théologien. . . . .	269
Les lettres du vicariat de Cambray à ceulx d'Anvers. . . . .	271
La pétition des wycmaistres et mestiers d'Anvers. . . . .	ib.
Le différé de constituer lieutenant en Anvers. . . . .	272
Le port des armes. . . . .	273
Quatre occasions ayans trouble Anvers. . . . .	274
Les advertences de Bruxelles. . . . .	ib.
Les armes passées pour le Drossart. . . . .	ib.
Les embusches contre les presches. . . . .	ib.
Gens levez contre la religion. . . . .	275
La presche refusée dedans Anvers. . . . .	277
Le brisement des images. . . . .	278
Le commanchement des brisimages en la basse Flandre. . . . .	279
La procession de l'image d'Anvers. . . . .	280
L'invocation et absence du prince. . . . .	281
Le successeur du prince non envoyé ne lieutenant accordé. . . . .	282
La statue ou l'image trop tost remise. . . . .	283
La pétulance d'ung garçon. . . . .	ib.
La négligence et timidité du sénat. . . . .	284
Le brisimage en Anvers. . . . .	286
Le brisimage alentour d'Anvers. . . . .	287
La proposée retraicte de la régente. . . . .	288
Le conte de Mansfelt. . . . .	290
Les presches dedans les églises. . . . .	292
L'affaire et communication eu avec les ministres. . . . .	292, 297
La publication contre les brisemens et pilleries. . . . .	298

# MATIÈRES.

401

	PAGES.
Quelques briseurs appréhendez. . . . .	302
Les églises exemptes. . . . .	303
L'exhibition de ceux de la religion . . . . .	304
La retraicte des marchans. . . . .	308
La destruction des images par tout. . . . .	309
Le huyder des statues à Lière . . . . .	ib.
La relaxation des captifs à Middelbourg. . . . .	310
La négociation de Delft. . . . .	ib.
La négociation de la Haye. . . . .	ib.
L'accord des nobles tant différé. . . . .	311
La seconde requeste des nobles. . . . .	312
Les sinistres rapports . . . . .	313
La finale déclaration des nobles. . . . .	314
L'accord fait avec les conféderez . . . . .	ib.
L'acte et commission donnée par la régente aux seigneurs qui par sa charge tractoient avecq les conféderez. . .	315
L'admission des presches es lieux où premièrement fu- rent faictes . . . . .	ib.
Les articles de l'accord. . . . .	ib.
Les lettres d'assurance sur ce données . . . . .	316
Lettres générales envoyées aux villes. . . . .	318
L'appaisement et changement an pais entre le peuple quand entendirent que l'inquisition estoit cassée, les placcarts suspenduz, et les presches permises. . . .	319
Les pacifications particulières des villes. . . . .	320
La joyeuseté entre la commune d'estre pervenn à la fran- chise des inquisiteurs, éveschies, concilles, persécutions placcarts et à l'ouye de la parolle de Dieu et liberté de leur conscience . . . . .	321
La conclusion du premier livre avec le sommaire du se- cond. . . . .	ib.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

### 1<sup>re</sup> SÉRIE.

L'extrait des dernières lettres envoyées par le Roy, à ma- dame la duchesse, avec la dernière dépesche, concer- nant le fait de la religion, n° 1. . . . .	323
Les lettres de madame et de la chancellerie en cest en- droiet, n° 1 . . . . .	325

	PAGES.
<b>2<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>La requête des Chieffilles au conseil de Brabant avec l'appostille, n<sup>o</sup> 2. . . . .</u>	328
<b>3<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>La copie du compromis des nobles, avec la requête, réponse et lettres de la régente sur ce données, n<sup>o</sup> 3. . .</u>	340
<b>4<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>Les quatre requêtes par les membres de Flandres présentées en divers temps aleancontre l'inquisition, avec les appostilles, n<sup>o</sup> 4. . . . .</u>	350
<b>5<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>Les articles proposez par l'évesque de Bruges, avec les articles présentez par l'inquisiteur, n<sup>o</sup> 5. . . . .</u>	362
<b>6<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>Extrait de certains articles hors la modération, n<sup>o</sup> 6. .</u>	366
<b>7<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>Les placcards du 27 d'avril et 26 de juing avec celui d'Anvers du 2 juillet 1566. n<sup>o</sup> 7. . . . .</u>	369
<b>8<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>La déclaration des nobles confédérez faite à la régente, sur les points à eux de sa part proposez à Duffel en juillet 1566, avec l'ecclaircissement desdicts confédérez exhibé à la régente le 2 d'Aougt dudict an 1566, suivant ce que Sou Altèze leur avoit proposez, n<sup>o</sup> 8. . .</u>	372
<b>9<sup>e</sup> SÉRIE.</b>	
<u>Les lettres d'assurance données aux confédérez le 25 d'aougt. Item les lettres renversales pour les dicts confédérez, données à la régente avec leur serment, et les lettres closes par la régente envolées aux consaux et villes du Pais-Bas sur l'observance de l'accort avec les nobles, n<sup>o</sup> 9. . . . .</u>	384

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



## TABLE DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX.

N. B. Les chiffres romains appartiennent à l'introduction et ceux marqués d'une astérisque se rapportent aux notes de l'auteur ou de l'éditeur actuel.

- Adrian (Marie d'), [78](#).  
 Adrien VI (le pape), [69\\*](#).  
 Adrien (le peintre), [80](#).  
 Afflighem (l'abbaye d'), [109](#).  
 Aick (Alexandre d'), [79](#).  
 Aire (la ville d'), [215\\*](#).  
 Alaerts (François), [248\\*](#) [307\\*](#).  
 Albe (le duc d'), V, XIV, XXIX, [37](#), [174\\*](#), [218\\*](#), [298\\*](#).  
 Alost, [309](#).  
 Altmeyer, J. J., VIII.  
 Amsterdam, [222\\*](#) [293\\*](#) [309](#).  
 Altorf, IX\*.  
 Anvers, VI, VIII, IX\*, XI, XII, XIII, XVI, XVIII, XXI, XXII, XXIII, XXIV, XXVII, XXVIII, XXIX, 4, 6, 7, 8, 15, 24, 29, 31, 32, 38, 42, 62, 63, 64, 70, 71, 74, 75, 76, 80, 87, 89, 90, 91, 95, 96, 101, 106, 110, 113, 114, 115, 120, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 140, 144, 147, 159, 160, 166\*, 167, 168, 169, 183\*, 211\*, 212\*, 217, 220, 222\*, 224\*, 225, 226, 228, 229\*, 230, 231, 232, 235\*, 239\*, 242, 243\*, 244, 245, 247\*, 248, 249, 255, 256, 264, 265, 266, 267\*, 272\*, 274, 275\*, 280, 281, 287, 288, 291\*, 292\*, 293\*, 298\*, 307\*, 308.  
 Aremberg (le comte d'), [134\\*](#), [236](#), voir sa notice, id., [238](#), [241](#), [242](#), [291](#).  
 Armenteros (Thomas d'), [117](#), voir sa notice, id.  
 Arnhem, [309](#).  
 Arras, [102](#), [105](#).  
 Arschoot (la ville d'), [255](#).  
 Assonleville (Christophe d'), [186\\*](#), voir sa notice, id., [192\\*](#), [213\\*](#), [390](#).  
 Audenarde, [214\\*](#), [309](#).  
 Augsburg, [72](#), [87](#), [91](#), [132\\*](#), [246](#), [248](#), [251\\*](#).  
 Auguste, voir Augsburg.  
 Austerweel, [267\\*](#).  
 Ayta de Zwichein, voir Vigelius.  
 Barbier (Augustin), [79](#).  
 Barlemont, voir Berlaymont.  
 Barlut (François), [78](#).  
 Beaucourt de Noortvelde, [198\\*](#).  
 Berch (le comte Guillaume de), XXIX\*, [174](#), voir sa notice, id., [180](#).  
 Berchem, [264\\*](#), [275\\*](#).  
 Berg op Zoom, [193\\*](#), [206\\*](#), [309](#).  
 Bergues, voir Berg op Zoom.  
 Bergues (le marquis de), [193](#), voir sa notice, id., [205](#).

- Berlaymont (Charles baron, de), [189\\*](#), voir sa notice, id., [291](#).
- Berty (Baptiste de), [181\\*](#), [187\\*](#), voir sa notice, id., [197\\*](#).
- Béthune, [156\\*](#), [215\\*](#).
- Bèze (Théodore de), [293\\*](#).
- Bignaerden (madame de), [68](#), voir sa notice, id.
- Bois-le-Duc, [92](#), [95](#), [101](#), [107](#), [135](#), [141](#).
- Bor (Pierre).—VI, XII\*, XXIII\*, [192\\*](#), [204\\*](#), [221\\*](#), [226\\*](#), [229\\*](#), [267\\*](#), [273\\*](#).
- Borgerhout, [264\\*](#).
- Bouchout, [187\\*](#).
- Boular (Marguerite), [68](#).
- Boulogne, [102\\*](#), [106\\*](#).
- Bourbon Vendôme (Antoine de), [224\\*](#).
- Bourg (Église du), [293](#), [296](#).
- Bourgogne (Adolphe de), [112\\*](#).
- Blateau (Jean), [303\\*](#).
- Bourlet (Étienne), [68](#).
- Brandt VI (Gérard), [63\\*](#), [67\\*](#), [152\\*](#), [153\\*](#), [226\\*](#).
- Brantôme (Bourdelle, sire de), [98\\*](#), [236\\*](#).
- Brecht (Jacques van), [141\\*](#).
- Breda, XIX, [7](#), [18](#), [26](#), [28](#), [29](#), [30](#), [148\\*](#), [155\\*](#), [306](#).
- Brederode, [200\\*](#).
- Brederode (le comte Henri de), [174](#), [185](#), [223\\*](#), [242](#), [249](#).
- Brème, [70](#).
- Brimeu (Charles de), voir Meghem.
- Bruges, [71](#), [79](#), [101](#), [107](#), [198](#), [202](#), [215\\*](#).
- Bruly (Pierre), [78](#).
- Brunswick (Erich duc de), [149](#), voir sa notice, id., [266](#).
- Bruxelles, [7](#), [18](#), [26](#), [27](#), [28](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [38](#), [64](#), [70](#), [71](#), [74](#), [84\\*](#), [106\\*](#), [116](#), [117](#), [120](#), [132](#), [135](#), [136](#), [140](#), [141](#), [147](#), [148](#), [150](#), [155](#), [159](#), [167](#), [168](#), [171](#), [172](#), [173](#), [174](#), [175](#), [180](#), [181](#), [189](#), [228](#), [243](#), [273](#), [274](#), [282](#), [288](#), [292\\*](#), [315](#), [318](#), [327](#), [328](#), [349](#), [350](#).
- Bruxelles (Philib. Van), XXIII, [313](#), voir sa notice, id.
- Buer (Martin), [369](#).
- Buedens (Olivier), [69\\*](#).
- Bugenhagen (Johannis), [67\\*](#).
- Cadzand (écrit parfois Casant), [202](#).
- Caignucle (Michelle de), [79](#).
- Calbergen (Thomas), [78](#).
- Calon (Roland), [73](#).
- Calvin, [76\\*](#), [369](#).
- Cambray, [101](#), [113](#), [127\\*](#), [200\\*](#).
- Campan, [309](#).
- Campo de Zon, voir Sonnius.
- Carlier (Waldruel), [79](#).
- Castellanos, [211\\*](#).
- Canwenberghe (M. Van), [215\\*](#).
- Charles-Quint, [61](#), [84\\*](#), [87\\*](#), [98\\*](#), [102](#), [149\\*](#), [187\\*](#), [195\\*](#), [325](#), [331](#), [339](#), [344](#).
- Chasteleer (Jean de), voir Moulbais.
- Claes (Wendelmüt), [67](#).
- Clément VII (le pape), [69](#), [92](#).
- Cobourg, IX\*.
- Cologne, X, [101](#), [269\\*](#).
- Coppin (Jean), [69\\*](#).
- Cornille (le moine), [198](#).
- Crespin (Jean), [63\\*](#), [69\\*](#), [78\\*](#).
- Cuença (l'évêque de), [100\\*](#).
- Culembourg (le comte de), [153\\*](#), [174](#), voir sa notice, id., [180](#).
- Curtius (Pierre de Corto ou), [198\\*](#), voir sa notice, id.

- Danzig, XII.  
 Dathenus (Pierre), 88.  
 De Bakker (Jean), 68.  
 De Bast (Amand), 112.  
 De Blas (Bertrand), 79.  
 De Grève (Jean), 263, 264, 274.  
 Delahaye (Gaspard), 75, voir sa notice, id.  
 Del Canto, 210, voir sa notice, id.  
 Delebarre (Pasquier), 215.  
 Dele Tombet (Nicolas), 79.  
 Delft, 222, 309, 310.  
 Denis (Jean), 79.  
 Denremonde, voir Termonde.  
 Deschamps (Jean), 81.  
 Deasmedt (Christophe), 80.  
 Detten (Henri), 243, voir sa notice, id.  
 Deventer, 103, 119, 135, 173, 309.  
 De Wind (S.), XVII\*, XX\*.  
 D'hostende (Jean), 68.  
 Diercksens (Jean Chari<sup>er</sup>), XX\*, XXI\*, XXIX\*.  
 Diest, 19.  
 Dillenbourg, XI, XII, XIII, 289.  
 Doest (l'abbaye de), 198.  
 Dødt de Flensburg (J. J.), XVII\*.  
 Douai, 215.  
 Douay (Pierre de), 73.  
 Du Bois (Jean), 37.  
 Duffei, 32, 255, 256, 257, 311.  
 Du Jon (François), 192.  
 Du Mont (Rogier), 79.  
 Du Moulin, 109.  
 Du Poel (Nicolas), 79.  
 Du Pois (Jean), 68.  
 Ebhardt, le président, XIII\*.  
 Egmont Lamoral (comte d'), 11, 26, 32, voir la première notice, id., 116, 124, voir la deuxième notice, id., 140, 278, 279, 312, 313.  
 Engelbert (Eng. de Merle ou Merula dit), 74, voir sa notice, id.  
 Engis-sur-Meuse, 189.  
 Erich, voir Brunswick.  
 Esquerdes, voir de Fiennes.  
 Estor (Jean), 68.  
 Etten, 28.  
 Fabricius (Christophe). XXIV, 80, voir sa notice, id.  
 Facuwez (H. D.), 326.  
 Fasseau (Jean), 79.  
 Fiennes (Eustache de), 185, 388, 389.  
 Filibert (le meunier), 79.  
 Flessingue, 309.  
 Ployon, 189.  
 Foppens (Jean François), 156, 236, 289.  
 Francfort-sur-le-Mein, IX\*.  
 Franchois (Nicolas), 79.  
 Frankenthal, 76.  
 Fresneda (Bernardin de), voir Cuenca.  
 Gachard (M. Louis), IX\*, XXII\*, XXV\*, XXVIII\*, 69, 80, 92, 106, 116, 124, 153, 187, 205, 218, 256, 275, 276, 283, 303.  
 Gand, 71, 79, 92, 97, 101, 106, 111, 141, 215, 350.  
 Gauhen (Jean Frédéric), 76.  
 Gavre (le prince de), 32, 390, voir d'Egmont.  
 Genève, 76, 293.  
 Gerardi (Hermann), 70.  
 Gerdès (Daniel), 63.  
 Glayon (le sire de), 236.

- Gotha, 76°.  
 Grapheus (Alex<sup>dre</sup>), 306°, 372.  
 Granvelle (le cardinal de), XXII,  
 XXIII, XXIII\*, 105, voir sa  
 notice, id., 118, 151, 193°,  
210°, 218°, 272°, 293°.  
 Groen Van Prinsterer, XIII,  
XXVIII, 132°, 174°, 185°, 260°.  
 Groningen (M. Van), 62°.  
 Groningue (la ville de), 102,  
119, 135, 309.  
 Grouwels (Jean, dit Spel), 14,  
 voir sa notice, id.  
 Gnillen (Simon), 79.  
 Hachicourt (le sire de), 390.  
 Haeften (François de), 389,  
390.  
 Haelwyn (Corneille), 80.  
 Hamel (Godefroid), 78.  
 Hamont (Michel de), 164°,  
181°.  
 Hamsteede (Adrien Van), 63°,  
69°, 70°, 71°, 78°.  
 Harderwyck, 309.  
 Harlem, 102, 107, 293°, 309.  
 Heenvliet, 71°.  
 Heidelberg, 293°.  
 Heene (Alexandre), 147°.  
 Henri IV, 224°.  
 Henri (Le Parmentier), 80.  
 Herenthout, 245.  
 Hermannus, voir Modet.  
 Herme (Simon), 79.  
 Heurkelom (Jacques), VIII.  
 Hierges, 189°.  
 Hooft, VI.  
 Hoochstraeten, 7, 18, 26, 29, 30,  
37, 148°, 155, 157, 158°.  
 Hoochstraeten (Antoine comte  
 de), 5, 11, 14, 26, 29, 148°,  
155°, 181°, 187, 271, 272.  
 Holl (le baron de), 155°.  
 Hopperus (Joachim), 108°.  
 Hornes (Philippe de Montmo-  
 rency comte de), 11, 26, 116°,  
272°, 288°, 312°, 390.  
 Hornes (Jean de Baucignies et  
 de Bostel, comte de), 271,  
 voir sa notice, id.  
 Housseau (Nicolas), 69.  
 Hoynck Van Papendrecht, 169°.  
 Hubert (l'imprimeur), 79.  
 Huerbloe (Martin), 79.  
 Huerne, 393.  
 Idstein (ville du duché de Nas-  
 sau), XIV.  
 Immerseele (Jean de Lière, sire  
 d'), 221°, 233°, 285, voir sa no-  
 tice, id., 369°.  
 Isabelle (l'infante), 334°.  
 Janssen (Herman), 80.  
 Joecher (Chrétien Gottlieb),  
 IX\*, 40°.  
 Jusberch (Juste), 78.  
 Justinien (l'empereur), 334.  
 Kerpen, 189°.  
 Kief (église du), 248, 264°, 307.  
 Kief (curé du), 248, 269, 303.  
307, voir *Matthys*.  
 Klebitius (Wilhelmus), 210°.  
 La Brille, 309.  
 Lacroix (Albert), 148°.  
 La Haye, 71, 92, 309, 310.  
 Lalalng (le comte de), voir  
 Hoochstraeten.  
 Langhe (Pierre de), 340.  
 Lannoy (Jean de), 78.  
 Laurens (le soletier), 79.  
 La Vere, 309.  
 Le Bocq (Jean), 79.  
 Le Clercq (Gilles), 132°, 172°.  
 Le Febure (Michel), 79.  
 Le Petit (Pierre), 79.  
 Le Petit (Jean François), 156°.  
 Le Roux (Pierre), 79.

- Le Roy (Charles), 68.  
 Le Sauvaige (Jean), seigneur d'Escaubeque, 389, 390.  
 Lescripvent (Nicolas), 67.  
 Leuwarde, 102, 119, 135, 269\*, 309.  
 Leyde, 74\*, 309.  
 Liège, 101, 102, 245\*, 255.  
 Liere (Jean de), voir Immerseele.  
 Lierre, XXVI, 31, 32, 229, 309.  
 Liesveld (Jacques Van), 68.  
 Liévin (Charles), seigneur de Famars, 389, 390.  
 Ligne (Jean de), voir Aremberg.  
 Lille, 71, 79, 93, 215\*.  
 Lille (près Turnhout), 245.  
 Lindanus (Guillaume), 92.  
 Linghen, 236\*, 266, voir sa notice, id.  
 Lo (Jacques de), 79.  
 Louvain, 64, 71, 78, 92, 95, 113, 120, 135, 140, 142, 224\*, 265\*, 266\*, 269\*.  
 Luther (docteur Martin), VIII, IX, 70, 368.  
 Luxembourg, 215\*.  
 Luxembourg (Françoise de), 32\*.  
 Luycken (Jean), 221\*.  
 Madrid, XXII, 112\*, 193\*.  
 Macs (Jacques), XXI.  
 Mahieu (le maître d'école), 68.  
 Malines, II, 33, 79, 101, 105, 107, 120, 274, 309.  
 Malo (Jean), 79.  
 Mann (l'abbé), 147\*.  
 Mansfelt (Pierre Ernest, comte de), 290, voir sa notice, id., 390.  
 Molière, 96\*.  
 Mons, 71, 74\*, 79, 148\*, 215\*.  
 Marbais (Philippe de), seigneur de Louveral, 389, 390.  
 Marek (Marguerite de la) 236\*.  
 Marguerite (voir Parme la duchesse de).  
 Marie (la Vierge), 261.  
 Marie (la reine de Hongrie), 77, 90, 334, voir sa notice, id.  
 Marlar (Jean), 68.  
 Marnix (Philip. de), XX, XXX, 172\*.  
 Martini (Guillaume), XXI.  
 Mathys (Henri), 248\*, 269\*, 270\*.  
 Maximilien II (l'empereur), 236\*.  
 Mechelen (Antoine Van), X.  
 Meer (le village de), IX\*.  
 Meghem (Charles, comte de), 131\*, 236, voir sa notice, id., 237\*, 238, 241, 242, 245.  
 Meisen (le curé de), 73\*.  
 Mertin (le cordonnier), 68.  
 Meteren (Emm. Van), XXIX\*, 260\*, 279\*.  
 Mérode (Bernard de), seigneur de Rummen, 388, 389.  
 Mercxem (M. de), voir J. De Grève.  
 Merûia (Paul), 74\*.  
 Metz, 293\*.  
 Michel (André), 78.  
 Michelot (Michel), 68.  
 Michiels (le capitaine), XVII\*, 204\*.  
 Middelbourg, XIX\*, 102, 107, 232\*, 309, 310.  
 Mioce (Pierre), 78.  
 Modet (Hermannus), 75, voir sa notice, id., 76, 263\*, 294, 295, 297, 299.  
 Moeller (Henri), 70, voir sa notice, id.

- Mansfelt (Charles, comte de), 280<sup>e</sup>.  
 Montanus (R. G. de Montès), 88<sup>e</sup>.  
 Montard (Thomas), 79.  
 Montegny (George et Jean de), 389, 390.  
 Montigny (Floris de Montmorency, baron de), 116, voir sa notice, id., 193, 205, 288<sup>e</sup>.  
 Montmorency, voir Hornes et Montigny.  
 Morillon (Maximilien), 210<sup>e</sup>, voir sa notice, id.  
 Motley (John Lothrop), 105<sup>e</sup>.  
 Moulbays (Jean de Chasteler, seigneur de), 208<sup>e</sup>.  
 Namur, 102, 107, 120, 207, 215<sup>e</sup>.  
 Nassau (Louis, c<sup>te</sup> de) XXIX<sup>e</sup>, 132<sup>e</sup>, 175, voir sa notice, id., 185<sup>e</sup>, 200<sup>e</sup>.  
 Nassau, voir Orange.  
 Nicée (le concile de), 58<sup>e</sup>.  
 Nicolas (dit d'Anvers), 71<sup>e</sup>.  
 Nigri (le chancelier), 106, voir sa notice, id.  
 Nuewens (Antoine), XV.  
 Nymègue, 309.  
 Nys, 109<sup>e</sup>.  
 Oecolampade (Jean), 368.  
 Oguler (Robert), 79.  
 Orange (Guillaume prince d'), VIII. XI, XIII, XXV, XXVI, 5, 11, 14, 19, 26, 27, 31<sup>e</sup> 32, 76<sup>e</sup>, 140<sup>e</sup>, 148<sup>e</sup>, 175<sup>e</sup>, 223<sup>e</sup>, 230, 243, 244, 251<sup>e</sup> 256<sup>e</sup> 272<sup>e</sup>, 275<sup>e</sup>, 278<sup>e</sup>, 283<sup>e</sup>, 289<sup>e</sup>, 312<sup>e</sup>, 390.  
 Orchies, 215<sup>e</sup>.  
 Oudenarde, voir Audenarde.  
 Overloope (l'audiencier Pierre d'), 230<sup>e</sup>, 327, 350, 388, 390.  
 Padoue, 149<sup>e</sup>.  
 Paepe (Jean de), 288<sup>e</sup>.  
 Pamèle, 214<sup>e</sup>.  
 Paquot (le chanoine), 299<sup>e</sup>.  
 Parme (Alexandre, prince de), 153<sup>e</sup>, 290<sup>e</sup>.  
 Parme (Marguerite, duchesse de), IX<sup>e</sup>, X, 31<sup>e</sup>, 117<sup>e</sup>, 136<sup>e</sup>, 140<sup>e</sup>, 153<sup>e</sup>, 162<sup>e</sup>, 172<sup>e</sup>, 180<sup>e</sup>, 192<sup>e</sup>, 195<sup>e</sup>, 197<sup>e</sup>, 206<sup>e</sup>, 208, 224<sup>e</sup>, 265<sup>e</sup>, 275<sup>e</sup>, 278<sup>e</sup>, 283, 298<sup>e</sup>, 303<sup>e</sup>, 318, 325, 334<sup>e</sup>, 349.  
 Parys (François de Paris ou), 141<sup>e</sup>, voir sa notice, id.  
 Paul III (le pape), 92<sup>e</sup>.  
 Paul IV (le pape), 198<sup>e</sup>.  
 Peeters (Cuner Petri on), 209<sup>e</sup>, voir sa notice, id.  
 Perrenot (Antoine), voir Granvelle.  
 Perwez, 189<sup>e</sup>.  
 Philippe-le-Bon (duc de Bourgogne), 330, 331, 336.  
 Philippe-le-Beau (fils de l'empereur Maximilien 1<sup>er</sup>), 285<sup>e</sup>.  
 Philippe II (roi d'Espagne), 19<sup>e</sup>, 61, 62, 67<sup>e</sup>, 106<sup>e</sup>, 116<sup>e</sup>, 149<sup>e</sup>, 169<sup>e</sup>, 187<sup>e</sup>, 192<sup>e</sup>, 193<sup>e</sup>, 195<sup>e</sup>, 218<sup>e</sup>, 265<sup>e</sup>, 331.  
 Pie IV (le pape), 198<sup>e</sup>.  
 Pie V (le pape), 175<sup>e</sup>.  
 Polytes (Joachim), 223<sup>e</sup>, voir sa notice, id.  
 Pourceau (Jean), 79.  
 Rabelais, 96<sup>e</sup>, 138<sup>e</sup>, 206<sup>e</sup>.  
 Rabus (Louis), 63<sup>e</sup>.  
 Raepsaet (Jean Joseph), 350<sup>e</sup>.  
 Reiffenberg (le baron de), 215<sup>e</sup>.  
 Reims, 101<sup>e</sup>.  
 Remonde, voir Ruremonde.  
 Renaix, 92<sup>e</sup>.  
 Revel (Charles de), seigneur d'Andrignies, 388, 389.  
 Revin (Hector), 68.

- Revius (Jacques), 67.  
 Riethovius (Pierre), 260.  
 Robillard (Michel), 79.  
 Rohyn (P. Louis), 215.  
 Rockoex (Nicolas), 239.  
 Rollius (Nicolas), X.  
 Rome, 109, 112.  
 Rosa (le P. Pepin), 105.  
 Ruremonde, 92, 102, 119,  
309.  
 Saint-Bernard (l'abbaye de),  
108, 287.  
 Saint-Omer, 102, 107, 115.  
 Saint-Trond, 31, 226, 255, 257,  
259, 265, 311.  
 Sas-de-Gand, 111.  
 Savoie (Philibert Emmanuel,  
 duc de), 98, voir sa notice, id.  
 Schoonhoven (Jean de), 238,  
 voir sa notice, id.  
 Schotel (M.), 175.  
 Schwartzembourg (le comte de),  
155.  
 Schwendy (Lazare, baron de),  
76, voir sa notice, id.  
 Schuddemat (Pierre), 68.  
 Seclen (le pasteur Von), 70.  
 Sentron, voir Saint-Trond.  
 Serclaes ou T'Serclaes (Martin),  
 seigneur de Tilly, 389, 390.  
 Serna-Santander (de la), XIV.  
 Sexagius (Désiré), 141.  
 Silvain ou Silvanus (George),  
75, voir sa notice, id., 76,  
239.  
 Sonnins (François), 92.  
 Soré ou Soreau (Jacques), 267,  
 voir sa notice, id.  
 Spapen, voir de Paepé.  
 Spreng (Jacques), 70, voir sa  
 notice, id.  
 Sterck (Govart), 112, 114, 144.  
 Sterckx (Henri), 195.  
 Strada (le P. Famien), 162, 185,  
192, 236, 279, 290.  
 Stralen (Antoine Van), XXIII,  
272, voir sa notice, id.  
 Stralen (Jean Van), XXIII,  
112.  
 Struycker, voir Modet.  
 Swoll (Guillaume de), 67, voir  
 sa notice, id.  
 Swoll, voir Zwol.  
 Taffin (Jean), 183, 217, 293,  
 voir sa notice, id., 294, 296,  
299, 304.  
 Taffin (les frères Jacques, Ni-  
 colas et Germain), 293.  
 Termonde, 33.  
 Téronanne, 102.  
 Te Water (Jonas Guillaume),  
75.  
 Thielt, 75.  
 Thys (François et Nicolas),  
72.  
 Tillemans (Gilles), 78.  
 Tilly, voir Serclaes.  
 Titelman (Pierre), 92, 194, 195,  
 voir sa notice, id., 198, 210,  
315.  
 Tiscan ou Tuscan (Jean), 214,  
 voir sa notice, id.  
 Tongerlo (l'abbaye de), 106.  
 Tournay, 71, 78, 93, 101, 116,  
207, 208, 215, 265, 293,  
300.  
 Trente (le conseil de), 9, 58, 118,  
120, 164, 234, 326, 329, 339.  
 T'Serclaes, 109.  
 Turin, 96.  
 Turnhout, 245.  
 Tyndall (Guillaume), 68.  
 Ursel (Renier d'), 112.  
 Ursel (Lancelot d'), 112.  
 Utrecht, 102, 103, 222, 232,  
399.

- Valenciennes, 71, 79, 215\*, 309.  
 Van Dale (Englebert), 91\*.  
 Vander Aa, 353, 357, 362.  
 Vander Heyden (Jacques), 239\*, 304.  
 Vander Heyden (Gaspard), *voir* Delahaye.  
 Vander Hulst (François), 69\*, *voir* sa notice, id.  
 Vander Meeren (Phillippe), seigneur de Sterrebeke, 389, 390.  
 Vander Noot (Charles), seigneur de Risoire, XXIX, 388, 389.  
 Vandevelde (André), 303\*.  
 Van Hall, 174\*.  
 Van Hultem (Charles), XV, XVII\*, 82\*.  
 Vatrolos, 267\*.  
 Vedioet ou Verdickt (Gilles et Antoine), 78.  
 Venloo, 309.  
 Verheyden, *voir* Vander Heyden (Jacques).  
 Verlinde, *voir* Lindanus.  
 Viglius, ab Aytta de Zwlichem, XXV.  
 105, *voir* sa notice, id., 117\*, 144\*, 168\*, 169\*, 216\*, 223\*, 272\*, 280.  
 Villa Vicençio (F. Alonzo), 211\*.  
 Vilvorde, 14, 272\*.  
 Vivier (Gilles), 79.  
 Vlameng (Henri), 67.  
 Vlissinges, *voir* Flessingue.  
 Volcart (Corneille), 79.  
 Vreede (Gisbert de), 105\*.  
 Walcheren (fle de), 310.  
 Wauters (Alphonse), 58\*, 145\*, 186\*.  
 Weert, 289\*.  
 Weiss (Charles), XXIII\*, 112\*.  
 Werve (Thierry Vande), 223\*, notice, 239\*.  
 Werve (Jean, Henri et Simon), 223\*.  
 Wesel, IX, X.  
 Wesenbeke (Philippe de), IX, X, XI. sa notice IX\*.  
 Wesenbeke (Jacques de), l'introduction, *passim*, 5\*, 6, 16\*, 33\*, 37, 39, 55, 66\*, 74\*, 83\*, 108\*, 113, 115\*, 127\*, 133\*, 140\*, 160\*, 173, 183\*, 198\*, 204\*, 223\*, 239\*, 240\*, 243\*, 263\*, 264\*, 265\*, 271\*, 275\*, 292\*, 297\*.  
 Wesenbeke (André de), 40\*.  
 Wesenbeke (Mathias de), IX\*.  
 Wesenbeke (Pierre de), IX\*.  
 Wessels (Henri), XXIX\*.  
 Westerhold (le colonel), 155\*.  
 Willebroek, 33.  
 Willemsz (Egbert), 303\*.  
 Witcoeq (Damien), 79.  
 Wittemberg, IX\*.  
 Woorden (Jean de), 67.  
 Wouters (Liévin), 116\*, 124\*, 205\*.  
 Ypres, 71, 101, 107, 215\*, 279.  
 Zoete (le président de), 193\*.  
 Zutphen (Henri de), 70\*.  
 Zwingle (Ubrle.), IX\*, 368.  
 Zwol, 236\*, 309.  
 Zwolle (Guillaume de), 67.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DE PERSONNES, ETC.



HAG 2021660





IMPRIMÉ A BRUXELLES  
CHEZ M. WEISSENBRUCH, IMPRIMEUR DU ROI  
AUX FRAIS ET PAR LES SOINS  
DE LA  
SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE BELGIQUE  
SEPTEMBRE MDCCCLIX







